

COLLOQUE DU RÉSEAU DES
ORGANISMES FRANCOPHONES
DE POLITIQUE ET D'AMÉNAGEMENT
LINGUISTIQUES (OPALE)

18 et 19 OCTOBRE 2016

RECUEIL DES ACTES

LES ANGLICISMES : DES EMPRUNTS À INTÉRÊT VARIABLE?

**La production de cette publication a été coordonnée
par l'Office québécois de la langue française.**

**Office québécois de la langue française
Édifice Camille-Laurin
125, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X4**

Graphisme
Oblik communication-design

Dépôt légal – 2017

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

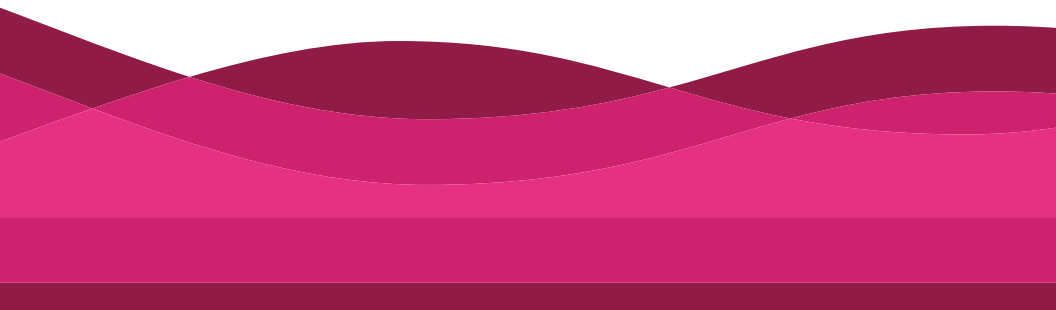
ISBN version imprimée : 978-2-550-78833-1

ISBN version électronique : 978-2-550-78834-8

© Gouvernement du Québec

Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction par quelque procédé que ce soit et
la traduction, même partielle, sont interdites sans
l'autorisation de l'organisation.



PRÉFACE

L'Office québécois de la langue française, le Conseil supérieur de la langue française et le Secrétariat à la politique linguistique représentent le Québec au sein du réseau des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE). La Délégation générale à la langue française et aux langues de France, le Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi que la Délégation suisse à la langue française en font également partie. Quant à l'Organisation internationale de la Francophonie, elle y a le statut d'observatrice.

Chaque pays ou communauté francophone doit répondre à des enjeux qui dépassent souvent les logiques territoriales. Grâce au réseau OPALE, les organisations peuvent coordonner leurs actions et affirmer la légitimité d'une politique linguistique sur leur territoire. Le colloque est l'occasion de faire le point sur les enjeux actuels du français et sur le rôle de cette langue dans la société.

Tous les ans, le Québec participe au colloque international organisé à tour de rôle par chacune des délégations membres. À l'automne 2016, il a été l'hôte de cet important événement, qui s'est déroulé les 18 et 19 octobre, au Musée de la civilisation, sur le thème « Les anglicismes : des emprunts à intérêt variable? ».

Dans un contexte où les communautés francophones doivent composer avec les forces des marchés linguistiques, qui favorisent l'usage de l'anglais, le phénomène des anglicismes est bien réel. L'utilisation d'anglicismes n'est pas un phénomène récent ni exclusif aux francophones. Elle était

déjà bien présente au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, par exemple. Toutefois, en ce début de XXI^e siècle, la problématique n'est plus tout à fait la même qu'à ces époques. En effet, l'emprunt à l'anglais ne se fait sans doute plus comme il y a 200, 100, voire 25 ans.

En l'espace de quelques décennies, la dynamique linguistique à l'échelle internationale a connu certains bouleversements. La mondialisation, la place grandissante des technologies de l'information et la révolution des médias sociaux, entre autres, abolissent en quelque sorte les frontières et rendent possible la communication continue et en temps réel entre des personnes situées à des milliers de kilomètres de distance. Qui plus est, l'anglais a consolidé son rôle de *lingua franca* internationale et il est de plus en plus parlé comme langue seconde ou étrangère un peu partout sur la planète.

Le phénomène de l'anglicisme étant en constante transformation, le colloque a été l'occasion de se demander s'il se manifeste aujourd'hui de la même manière dans tous les pays francophones, dans toutes les classes sociales, chez tous les types de locuteurs.

Ce recueil regroupe l'ensemble des présentations des conférenciers, conférencières et panélistes qui ont enrichi le colloque par leur présence et leurs connaissances. Chacun et chacune se sont prononcés sur ce phénomène linguistique en l'analysant sous différents angles. Collectivement, ils ont ainsi pu répondre à la question thème : « Les anglicismes : des emprunts à intérêt variable? ». Vous découvrirez toute la richesse de leurs différents points de vue en parcourant cet ouvrage.

Bonne lecture!

TABLE DES MATIÈRES

OUVERTURE OFFICIELLE

LUC FORTIN, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française	8
PIERRE BOUTET, président du Conseil supérieur de la langue française	11
ROBERT VÉZINA, président-directeur général de l'Office québécois de la langue française	16

CONFÉRENCE INAUGURALE

CHANTAL BOUCHARD, professeure agrégée à l'Université McGill	33
---	----

PREMIÈRE SÉANCE – L'ANGLICISME : UN PHÉNOMÈNE DE SOCIÉTÉ

<i>L'anglais est-il encore une langue étrangère en France?</i> PIERRETTE CROUZET-DAURAT et JEAN-FRANÇOIS BALDI, respectivement chef de la mission Développement et enrichissement de la langue française et délégué général adjoint à la Délégation générale à la langue française et aux langues de France	46
---	----

<i>Existe-t-il des mots anglais en français?</i> <i>Pour une politique lexicale conviviale et créative</i> DAN VAN RAEMDONCK, vice-président du Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles et professeur à l'Université libre de Bruxelles	72
<i>Sensibilité ou insensibilité aux anglicismes :</i> <i>vers des hypothèses de recherche</i> FRANÇOIS GRIN, président de la Délégation suisse à la langue française et professeur à l'Université de Genève	84

PREMIÈRE TABLE RONDE - LES ANGLICISMES DANS LA PUBLICITÉ

JEAN-MARIE KLINKENBERG, président du Conseil supérieur de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles	108
GRANT HAMILTON, président du cabinet de traduction Anglocom	115
SOPHIE GAGNON, vice-présidente aux communications et aux affaires publiques, CAA-Québec	119

DEUXIÈME SÉANCE - LES ANGLICISMES DANS LES OUVRAGES DE RÉFÉRENCE QUÉBÉCOIS

<i>Le traitement des anglicismes critiqués dans le dictionnaire en ligne Usito</i> HÉLÈNE CAJOLET-LAGANIÈRE, directrice éditoriale du dictionnaire <i>Usito</i> et professeure associée à l'Université de Sherbrooke	128
---	-----

*Le traitement réservé à la notion d'anglicisme
dans le matériel didactique du 2^e cycle de
l'enseignement secondaire au Québec*
JULIE BÉRUBÉ, agente de recherche au
Conseil supérieur de la langue française 151

*Le traitement des anglicismes dans les dictionnaires
et le correcteur du logiciel Antidote*
JEAN FONTAINE, lexicographe,
Druide informatique 174

TROISIÈME SÉANCE – EMPRUNTS ET LANGUES EN CONTACT

Anglicismes et camfranglais au Cameroun
ADELINE SIMO-SOUOP, professeure à
l'Université de Buea 207

*Les anglicismes en catalan et en castillan.
Comment sont-ils utilisés? Comment sont-ils perçus?*
ANNA JOAN-CASADEMONT, professeure
à la télé-université de l'Université du Québec 225

*Anglicismes en francophonie : mixocompatibilité
ou mixofugie? Éléments de réponse à partir de
l'étude de la presse écrite et de l'environnement
graphique de l'île Maurice*
YANNICK BOSQUET-BALLAH, linguiste à
l'Université de Maurice 247

QUATRIÈME SÉANCE – LES ORGANISMES D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE ET LE TRAITEMENT DES EMPRUNTS

*Le traitement de l'emprunt linguistique à l'Office
québécois de la langue française*
JOHANNE MALTAIS et FRANCIS PEDNEAULT,
terminologues à l'Office québécois de
la langue française 277

L'anglais et le français, entre concept et désignation
ÉTIENNE QUILLOT, chargé de mission
à la Délégation générale à la langue française
et aux langues de France 298

CINQUIÈME SÉANCE – NATURE ET TYPOLOGIE DES ANGLICISMES

Anglicismes lexicaux et anglicismes structuraux
VINCENT RENNER, professeur à l'Université
Lumière Lyon 2 321

*Les anglicismes entre forme linguistique,
fonctions sociocommunicatives et contexte
énonciatif : vers une typologie*
LAURENT GAJO, professeur à
l'Université de Genève 329

DEUXIÈME TABLE RONDE – LES ANGLICISMES DANS LES MÉDIAS D'INFORMATION

JEAN-BENOÎT NADEAU,
chroniqueur au journal *Le Devoir* 352

STEVE BERGERON,
journaliste au journal *La Tribune* 360

MARC-ANDRÉ SABOURIN,
journaliste au magazine *L'actualité* 366

SIXIÈME SÉANCE – LES EMPRUNTS À L'ANGLAIS : ASPECTS SOCIOLINGUISTIQUES ET DIACHRONIQUES

*L'anglicisme à domicile : un portrait
(socio)linguistique*
SHANA POPLACK, professeure
éminente à l'Université d'Ottawa 375

*Le sentiment de la langue en France
et au Québec à travers la néologie
technique et scientifique : 1975-2016*
LOÏC DEPECKER, délégué général à
la langue française et aux langues de France 404

CONCLUSION

ROBERT VÉZINA,
JEAN-MARIE KLINKENBERG,
LOÏC DEPECKER et FRANÇOIS GRIN 423

BIOGRAPHIES 438

OUVERTURE DU COLLOQUE

■ LUC FORTIN

Ministre de la Culture et des Communications
et ministre responsable de la Protection et
de la Promotion de la langue française

Bonjour à toutes et à tous,

C'est pour moi un très grand plaisir d'être avec vous ce matin pour le Colloque du réseau des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE) 2016. Tout d'abord, je voudrais saluer les gens de l'Office québécois de la langue française (OQLF), du Conseil supérieur de la langue française (CSLF) et, également, les gens du Musée de la civilisation – l'équipe de M. Laroche –, qui nous accueillent encore une fois ici ce matin. Je tiens aussi à saluer les gens qui viennent de l'extérieur, de la Belgique, de la Suisse, de l'Organisation internationale de la Francophonie et, évidemment, de la France. Comme vous le savez, nous avons reçu, la semaine dernière, des représentants du gouvernement français, dont le premier ministre, Manuel Valls, et mon homologue française, la ministre Audrey Azoulay. Ensemble, nous avons eu l'occasion d'échanger sur la promotion de la langue française. Nous avons convenu de faire davantage d'efforts dans la promotion de la langue en Afrique, en Amérique du Nord et, évidemment, d'intensifier nos échanges culturels et nos meilleures pratiques en matière de culture et de rayonnement de la langue dans chacun de nos pays respectifs.

Il y a des milliers de kilomètres qui séparent le Québec et l'Europe, mais il y a un lien très fort qui nous unit, c'est celui de la langue française et l'amour que nous lui portons. Comme vous le savez, au Québec, le français est la langue officielle. C'est également la langue commune de 2,6 millions de Canadiens hors Québec. Ces millions de Québécois et de Canadiens font partie des 274 millions de francophones présents dans le monde. Cela démontre à quel point notre langue est riche et vivante. Votre présence ici ce matin en témoigne aussi très bien.

Ce colloque vise à nous permettre d'échanger sur les meilleures pratiques et sur un thème qui est particulièrement pertinent : les anglicismes. On n'y échappe pas, malheureusement. On se fait tous prendre et l'on doit pouvoir réfléchir à cette question. On ne se le cachera pas non plus, la langue anglaise est très attrayante, notamment à l'ère du numérique. Nous devons être vigilants pour promouvoir et protéger notre langue et c'est pourquoi, comme gouvernement, nous posons des gestes importants. Le 17 mars dernier, notre gouvernement a haussé de 11,5 % le budget destiné à la promotion de la langue française, ce qui en fait le budget le plus important en matière de langue de l'histoire du Québec. Au cours des prochaines semaines, nous aurons la chance de lancer deux grands projets. Le premier concerne la nouvelle stratégie commune pour Montréal en vue de promouvoir la langue, notamment dans les petites et moyennes entreprises. Le second consiste à rendre publique la version définitive de notre règlement sur l'affichage des marques de commerce. Je peux vous dire que c'est un dossier que beaucoup de personnes ont suivi et qui est très attendu.



Comme vous le savez, je suis présentement engagé dans un grand processus de renouvellement de notre politique culturelle au Québec. Cet été, j'ai tenu 18 consultations au cours desquelles j'ai rencontré 322 groupes. Ces échanges m'ont permis de réaffirmer que la langue serait au cœur de cette nouvelle politique. Dans cette optique, un mandat a été confié à M. Ouellon, que la plupart d'entre vous connaissent sans doute très bien. Il doit nous faire des recommandations à cet effet et je peux vous assurer que notre langue sera au cœur de notre nouvelle politique culturelle.

Les gestes que le gouvernement pose se font dans l'esprit de la politique linguistique québécoise, volontariste et raisonnable, qui découle d'un processus amorcé il y a une quarantaine d'années. Le français est la langue officielle d'usage, la langue de l'administration publique et la langue du travail au Québec. Des principes importants sous-tendent notre politique, lesquels sont acceptés par la majorité, c'est-à-dire : la prédominance du français, le respect des communautés anglophones et québécoises ainsi que la reconnaissance des cultures des nations amérindiennes et inuites. Je peux vous dire qu'un effort sera fait dans notre nouvelle politique culturelle en ce qui concerne l'attitude d'accueil envers les communautés culturelles et la promotion du français comme langue d'intégration des personnes immigrantes. Je peux vous dire aussi que ma collègue, la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, a fait de la francisation une obsession. On lui a aussi alloué un budget considérable, ce qui lui permettra de continuer à poser des gestes structurants pour la francisation des nouveaux arrivants.

En conclusion, j'aimerais simplement vous souhaiter de bonnes et riches discussions aujourd'hui. Vos réflexions viendront enrichir la façon dont on fait la promotion de la langue au Québec et, éventuellement, notre nouvelle politique culturelle.

Je vous souhaite une belle journée.

■ PIERRE BOUTET

Président du Conseil supérieur de la langue française

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Délégué général à la langue française et aux langues de France,

Monsieur le Président du Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles,

Monsieur le Président de la Délégation suisse à la langue française,

Madame la Directrice de la langue française, de la culture et des diversités de l'Organisation internationale de la Francophonie,

Monsieur le Président-directeur général de l'Office québécois de la langue française,

Mesdames et Messieurs, chers invités,

En tant que président du Conseil supérieur de la langue française et coprésident de ce colloque, c'est avec plaisir que je vous souhaite à mon tour la bienvenue à Québec dans le cadre de la rencontre annuelle des membres du réseau OPALE, à savoir le réseau des Organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques.

Je vous rappelle que ce réseau regroupe les organismes et les conseils de la langue française de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la France, du Québec et de la Suisse romande, ainsi que l'Organisation internationale de la Francophonie, qui y a un statut d'observateur.

Constitué de cette manière, le réseau OPALE s'est donné pour mission :

- d'offrir aux institutions membres un cadre pour l'échange régulier d'informations et d'expériences;
- de réaffirmer la légitimité des politiques linguistiques, tant aux yeux des responsables sociaux et politiques qu'à ceux des citoyens;
- et aussi d'entreprendre des actions en coopération, d'améliorer leur portée et de veiller à leur suivi.

Vous le comprendrez, ces modalités de concertation visent à mieux répondre à des enjeux qui, souvent, dépassent les logiques territoriales.

Depuis la création du réseau en 2009, nous nous sommes engagés, nous, les organismes belge, français, suisse et québécois, à organiser à tour de rôle un colloque dans le but de faire le point sur les enjeux actuels du français.

Le choix de l'endroit pour tenir la présente rencontre est significatif à double titre, d'abord parce que le Musée de la civilisation est sis au cœur de ce qui fut l'un des points de départ de l'aventure de la langue française en Amérique. Aussi, le choix de ce lieu saura, nous le souhaitons, inspirer nos discussions, puisque, comme l'indique sa mission, le Musée, sans négliger aucunement la recherche et la conservation, place la personne au centre de ses préoccupations. Il s'agit, en l'occurrence, d'une institution ouverte, polyvalente et orientée vers la participation et l'interaction.

Si nous sommes réunis ici pour les deux prochains jours, c'est dans le but d'échanger et de partager les expertises ainsi que les savoir-faire. Comme chaque année, un thème guidera nos propos et servira de fil conducteur : il s'agit, bien entendu, de l'anglicisme.

Au Québec, l'anglicisme est l'un de ces *-isme* linguistiques porteurs d'une certaine charge qui font partie du discours sur la langue depuis de nombreuses années. Nos particularités ont d'abord été des canadianismes, parfois dits « de bon aloi », puis des québécismes, et elles se sont, notamment, déclinées en régionalismes ou encore en anglicismes.

Ces particularités n'ont toutefois pas toujours eu la cote. Le québécisme a longtemps été perçu comme familier – pour ne pas dire pittoresque – et a mis un certain temps à gagner ses lettres de noblesse, alors que l'anglicisme désigne le plus souvent la part de l'emprunt à l'anglais qui est critiquée.

Le néologisme, quant à lui, bénéficie peut-être davantage d'un préjugé favorable, puisqu'il peut faire appel à l'inventivité, à la licence littéraire ou encore à la créativité artistique.

Ainsi, Pierre Soulages, maître de la peinture non figurative, inventait en 1979 un néologisme pour définir l'action de la lumière qui permettait d'échapper à la monochromie du noir unique de ses toiles. Il s'agit de l'*outrenoir*, qui signifie « au-delà du noir, une lumière reflétée par le noir ». Je crois que peu – sinon pas – d'emprunts auraient pu traduire si justement ce riche et unique concept pictural.

Des individus et des organismes contribuent en conséquence, dans toute la francophonie, à faire du français une langue moderne, vivante et évolutive. Nombre de ces innovations sont ainsi passées dans l'usage et contribuent à limiter le recours systématique à l'anglais.

Celle qui prononcera sous peu la conférence inaugurale, madame Chantal Bouchard, pourra assurément nous en apprendre davantage sur notre rapport à l'anglicisme et, plus largement, sur notre rapport à la langue. La précédera le président de l'Office québécois de la langue française, monsieur Robert Vézina, qui discutera avec nous de la pertinence et des perspectives du thème retenu.

Pour sa part, le Conseil supérieur de la langue française s'est aussi intéressé à l'anglicisme dans ses travaux. Depuis 1999, il a été question de ce phénomène linguistique dans certaines de ses publications¹, et ce, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

Ces travaux ont, notamment, porté sur des productions écrites de l'administration publique et des médias, sur l'écriture de courriels, sur les perceptions de la langue chez les jeunes, sur la norme linguistique et sur la qualité de la langue en général.

Ainsi, dans les études qui dénombrent des fautes ou des écarts, par exemple celles portant sur les écrits de l'administration publique et sur ceux de certains quotidiens, les anglicismes représentent 6,5 % ou moins des problèmes linguistiques recensés, un pourcentage qui, dans les corpus constitués par la suite, soit après 2010, ne dépasse pas 3,4 %.

¹ Jacques MAURAIS, *La qualité de la langue : un projet de société*, 1999, 356 p.; Isabelle CLERC, Éric KAVANAGH, François LÉPINE et Renée-Lise ROY, *L'analyse linguistique de textes tirés de quatre quotidiens québécois (1992-1999)*, 2000, 85 p.; Isabelle CLERC, Éric KAVANAGH, François LÉPINE et Renée-Lise ROY, *Analyse linguistique de textes tirés des publications de l'administration publique*, 2001, 80 p.; Jacques MAURAIS, *Analyse linguistique de 4 000 courriels*, 2003, 88 p.; Nathalie ST-LAURENT, *Le français et les jeunes*, 2008, 130 p.; Robert VÉZINA, *La question de la norme linguistique*, 2009, 12 p.; Éric KAVANAGH, Caroline MARCOUX, Isabelle PARÉ et Renée-Lise ROY, *Étude sur la qualité de la langue dans six quotidiens québécois publiés de 2010 à 2013*, 2015, 34 p.; Julie BÉRUBÉ, *Écrire pour l'État à l'ère du Web 2.0 et Addenda sur Twitter*, 2017, 90 p. et 33 p.

Aussi, une publication consacrée à la qualité de la langue en général s'est intéressée aux divers types d'anglicismes et elle conclut que les anglicismes sémantiques et les calques se révèlent plus préoccupants².

Enfin, une autre étude, portant cette fois sur les perceptions du français chez les jeunes, révèle qu'ils sont moins préoccupés par les anglicismes utilisés à l'oral. Ces mêmes jeunes considèrent cependant que les anglicismes ne doivent ni être utilisés à l'écrit, ni publiés, ni enseignés à l'école, et ce, afin d'éviter qu'ils ne deviennent la norme³.

Au fil des ans, la position des penseurs et des spécialistes de la langue a pu changer par rapport aux anglicismes, et c'est grâce à des tribunes comme celle offerte durant ces deux prochains jours que nous pourrons, de notre côté, chercher à mieux circonscrire ce phénomène et les enjeux qu'il représente pour la francophonie.

Que l'on soit plus ou moins – ou encore nullement – favorable ou défavorable à l'emprunt linguistique, les discussions que nous aurons seront alimentées par la réflexion d'intervenants aux points de vue aussi variés qu'assurément pertinents.

Je vous souhaite un agréable séjour parmi nous de même qu'un excellent colloque.

² Maurais, 1999 : 84.

³ St-Laurent, 2008 : 39.

■ ROBERT VÉZINA

Président-directeur général de l'Office québécois
de la langue française

Monsieur Luc Fortin, ministre de la Culture et des
Communications et ministre responsable de la
Protection et de la Promotion de la langue française,

Madame Mary Donaghy, commissaire adjointe au
Commissariat aux langues officielles,

Chers collègues et amis du réseau OPALE,

Distingués invités,

Les langues française et anglaise ont beau appartenir à des familles linguistiques différentes, latine pour la première, germanique pour la seconde, il est tentant de les considérer comme deux langues sœurs, des sœurs adoptives en quelque sorte, tellement leur évolution respective est intimement liée depuis presque un millénaire. D'ailleurs, sous certains rapports, ces idiomes présentent des ressemblances étonnantes sur le plan lexical.

La conquête de l'Angleterre par Guillaume II de Normandie, il y a exactement 950 ans, explique que la langue française s'y est imposée jusqu'à la fin du XIV^e siècle comme la langue de la classe dirigeante. Cette situation a permis un contact entre, d'une part, le français de la royauté, de l'aristocratie et du haut clergé et, d'autre part, l'anglais des masses paysannes et urbaines. À cette époque, il s'agissait bien entendu d'une variété normande de l'ancien français, parfois appelé franco-normand, et du vieil anglais, issu de l'anglo-saxon, langues passablement différentes du français et de l'anglais modernes.

Ce contact prolongé qui s'est poursuivi jusqu'à nos jours, mais à un degré bien moindre à l'époque actuelle, a marqué profondément la langue anglaise. En examinant le *Shorter Oxford English Dictionary*, un chercheur a estimé que plus de 28 % du lexique anglais contemporain provenait du français¹. Autrement dit, la langue de Shakespeare a une grande dette lexicale envers la langue de Molière. Compte tenu du fait que ce lexique comporterait également plus de 28 % de mots tirés du latin², on pourrait presque croire que l'anglais est devenu, au fil des siècles, une langue latine.

On pourrait passer des heures à présenter des exemples d'emprunts au français, ou *gallicismes*, tellement ils sont nombreux et touchent une grande variété de champs lexicaux, dont ceux relatifs à la politique, à l'économie, au droit, à la diplomatie, aux arts et à la cuisine.

En fait, l'emprunt linguistique est une conséquence on ne peut plus naturelle du contact entre deux langues. Lorsque des langues sont en contact, c'est-à-dire lorsque des locuteurs de celles-ci ont des interactions au point où un certain nombre d'entre eux en viennent à maîtriser, à des degrés divers, l'autre langue, différents types d'interférences peuvent se produire.

Certains peuvent conduire à l'introduction, dans une langue, d'éléments qui sont des imitations adaptées d'éléments appartenant à l'autre. Pour cette raison, certains linguistes préfèrent parler d'*imitation* plutôt que d'*emprunt*.

¹ Philip DURKIN, *Borrowed Words, A History of Loanwords in English*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 30 (d'après une étude de Manfred Scheler publiée en 1977 : *Der englische Wortschatz*).

² *Ibid.*

Autrement dit, il n'y a pas, en général, de contact linguistique sans emprunt. Les langues sont des entités dynamiques en perpétuelle évolution et perméables les unes par rapport aux autres.

Tout étudiant en linguistique sait d'ailleurs qu'une langue « pure », c'est-à-dire qui ne se serait développée qu'à partir d'une seule source et sans apports exogènes, est une vue de l'esprit. Qui plus est, l'emprunt est souvent réciproque. Nous le savons tous très bien, ce n'est pas d'hier que le français emprunte à l'anglais. Des mots comme *nord*, *sud*, *est* et *ouest*, par exemple, sont des emprunts à l'anglais, bref des anglicismes, attestés en français dès le XII^e siècle. Le phénomène est cependant demeuré plutôt modeste jusqu'au XVIII^e siècle, lorsqu'il a commencé à gagner en importance, à la faveur de la montée en puissance de l'Empire britannique et, plus tard, des États-Unis d'Amérique.

Pourquoi emprunte-t-on? On se plaît à dire qu'un emprunt sert à combler un vide lexical et à désigner une réalité jusqu'alors innommée dans la langue emprunteuse. Si cela est vrai, dans les faits, bien des emprunts répondent à d'autres besoins, dont des besoins d'expressivité et de distinction sociale. Dans des cas extrêmes, ils peuvent également s'inscrire dans des stratégies de compensation d'attrition lexicale.

En résumé, l'emprunt linguistique est un phénomène banal et prévisible, d'autant plus quand il touche le lexique, lequel est soumis sans cesse à divers facteurs favorisant son évolution, dans un contexte où les besoins désignatifs et expressifs d'une langue sont continuellement renouvelés et, de ce fait, inextinguibles. Dans cette optique, l'emprunt peut être considéré à bon droit comme une source d'enrichissement pour une langue donnée.

Par ailleurs, il s'agit d'un phénomène qui se prête volontiers aux études linguistiques. À titre d'exemple, on peut s'intéresser à la typologie des emprunts, aux champs lexicaux où ils sont le plus fréquents, à leur adaptation phonologique, morphologique ou graphique, à leur distribution stylistique, ou à leurs voies de pénétration dans les langues emprunteuses.

Alors, l'idée de tenir un colloque sur les anglicismes repose-t-elle sur ces seules considérations scientifiques? Pas tout à fait.

En réalité, il serait réducteur de ne représenter une langue que comme une banque qui parfois prête, parfois emprunte, en suivant les lois du marché linguistique. Les choses sont un peu plus complexes, ne serait-ce qu'en raison de la disparité de statut entre les diverses langues qui sont en contact.

Dans le monde du lexique comme dans celui de la finance, force est de remarquer qu'« on n'emprunte qu'aux riches », pour reprendre le titre d'une conférence de Chantal Bouchard³.

Qui plus est, comme l'a dit Ferdinand de Saussure il y a plus de cent ans, la langue n'est pas qu'un outil de communication, mais également une institution sociale⁴. Or, force est de constater que certaines de ces institutions sont plus riches que d'autres. Bien entendu, on parle ici de richesse sur le plan du capital symbolique avant tout.

³ Chantal BOUCHARD, *On n'emprunte qu'aux riches : la valeur sociolinguistique et symbolique des emprunts*, Montréal, Fides, 1999, 40 p.

⁴ Ferdinand de SAUSSURE, *Cours de linguistique générale*, 5^e éd., Paris, Payot, 1960, p. 33.

Si le français ne saurait être qualifié de pauvre en ce domaine, l'anglais, depuis quelque temps, figure indéniablement plus haut dans la liste des langues riches et célèbres.

Toutes les langues européennes, pour ne nommer que celles-là, empruntent régulièrement à l'anglais. Jadis, c'était au français ou à l'italien, au latin et au grec.

Une langue est aussi un véhicule culturel et identitaire. À ce titre, elle est l'objet de tous les espoirs, de bien des perceptions, mais aussi de bien des frustrations. Elle est porteuse de toutes les attentes, mais aussi, parfois, de certaines déceptions. Cela en fait un objet de débat tout aussi nécessaire que continu.

Parmi tous les aspects suscitant des débats passionnés dans la francophonie, outre les questions touchant les rectifications de l'orthographe, l'anglicisme occupe une place de choix, et ce, depuis plus d'un siècle. Une multitude d'ouvrages, d'articles et de conférences traitent de ce phénomène.

À ce propos, en 1991, les organismes linguistiques du Québec ont organisé une rencontre scientifique intitulée *Colloque sur les anglicismes et leur traitement lexicographique* (Magog)⁵. Il nous a semblé qu'il était opportun, 25 ans plus tard, de réexaminer la question.

En effet, l'emprunt à l'anglais ne se fait sans doute plus tout à fait comme il y a 25 ans. En l'espace de quelques décennies, la dynamique linguistique à l'échelle internationale a connu certains bouleversements.

⁵ *Actes du colloque sur les anglicismes et leur traitement lexicographique, Magog, du 24 au 27 septembre 1991*, Office québécois de la langue française, coll. « Études, recherches et documentation », 1994, 382 p.

La mondialisation, la place grandissante des technologies de l'information et la révolution des médias sociaux, entre autres, abolissent en quelque sorte les frontières et rendent possible la communication continue et en temps réel entre des personnes situées à des milliers de kilomètres de distance. Les occasions de contacts linguistiques sont donc d'autant multipliées.

L'anglais a consolidé son rôle de *lingua franca* internationale et sa primauté comme langue des publications scientifiques. Il est de plus en plus parlé comme langue seconde ou étrangère un peu partout sur la planète. Sa position comme langue commune dominante au sein de l'Union européenne s'est renforcée.

Puisque l'anglais est la langue étrangère la plus enseignée au monde, le nombre de personnes en mesure de soutenir une conversation dans cette langue augmente régulièrement. Or, on sait que l'intensité de l'interférence entre des langues en contact, interférence pouvant mener à l'emprunt lexical, est, notamment, liée à l'importance du contact linguistique, c'est-à-dire au nombre et à l'influence des personnes bilingues (Weinreich, 1974)⁶.

Dans certains contextes, et ce n'est pas nouveau, le contact peut être si étroit qu'on assiste à des phénomènes d'emprunts massifs, voire à des manifestations d'alternance codique de différentes formes.

La vitesse à laquelle les emprunts s'effectuent semble s'accélérer également. Par exemple, *selfie* (égoportrait), attesté d'abord en anglais australien à partir de 2002, a été intégré

⁶ Uriel WEINREICH, *Languages in contact : findings and problems*, The Hague, Mouton, 1974, 148 p.

au dictionnaire britannique *OxfordDictionaries.com*⁷ en 2013, qui l'a alors consacré du même souffle mot anglais de l'année. Il est intégré comme anglicisme dans *Le Petit Robert*⁸ dès l'édition de 2015.

Cela dit, autant le contexte géolinguistique international a rapidement évolué au cours du dernier quart de siècle, autant les perceptions relatives à l'anglicisme semblent également avoir changé. Si l'esprit de la dénonciation de 1879 de Jules-Paul Tardivel, « L'anglicisme, voilà l'ennemi! »⁹, trouvait encore un écho certain en 1964, dans le livre *Parlez-vous français?*¹⁰ d'Étiemble, il est totalement récusé dans la prise de position de Frédéric Martel dans *Le Point*, en 2010 : « Français, pour exister, parlez English! »¹¹.

Les anglicismes dérangent-ils moins aujourd'hui qu'au siècle dernier? La question mérite d'être posée. Somme toute, le sujet des anglicismes intéresse ou préoccupe non seulement les francophones et francophiles, mais également les locuteurs de bien d'autres langues, comme l'allemand, le danois, l'espagnol, l'italien et le norvégien.

⁷ <http://blog.oxforddictionaries.com/press-releases/oxford-dictionaries-word-of-the-year-2013/>

⁸ Josette REY-DEBOVE et Alain REY (dir.), *Le Petit Robert : dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2015, XLII et 2837 p.

⁹ Jules-Paul TARDIVEL, *L'anglicisme, voilà l'ennemi!*, causerie faite au Cercle catholique de Québec, 17 décembre 1879, Québec, Imprimerie du Canadien. [www.gutenberg.ca/ebooks/tardivel-anglicisme/tardivel-anglicisme-00-h-dir/tardivel-anglicisme-00-h.html].

¹⁰ René ÉTIEMBLE, *Parlez-vous français?*, Paris, Gallimard, 1964, 376 p.

¹¹ Frédéric MARTEL, *Français, pour exister, parlez English!*, *Le Point*, 8 juillet 2010. [www.lepoint.fr/culture/francais-pour-exister-parlez-english-08-07-2010-1212478_3.php].

Mais avant de poursuivre, il convient de préciser que j'envisage le mot *anglicisme* dans une acception large, c'est-à-dire tout emprunt à l'anglais attesté en français. C'est d'ailleurs le sens qu'on lui accorde dans la description du thème du présent colloque.

Pourtant, dans la langue courante, *anglicisme* a souvent un sens plus restreint et renvoie plutôt à un emprunt critiqué à l'anglais, un emprunt qui n'est pas admis par l'usage soigné. L'ambiguïté du mot traduit en quelque sorte un malaise assez répandu par rapport au phénomène de l'emprunt à l'anglais. De nos jours, on ne retrouve généralement pas cette ambiguïté dans des mots comme *hispanisme* (« emprunt à l'espagnol ») et *italianisme* (« emprunt à l'italien »), du moins pas aussi clairement.

La raison réside peut-être dans l'ampleur et la persistance du phénomène. Depuis au moins le XVIII^e siècle, le français emprunte plus à l'anglais qu'à toute autre langue.

D'ailleurs, plusieurs se demanderont justement si l'on est en mesure de quantifier cette ampleur. Il s'agit d'une question délicate. Les estimations varient passablement selon le corpus et les unités lexicales considérés, et selon la définition du terme *anglicisme*. Elles varient aussi selon qu'on prend en considération la langue écrite ou la langue parlée.

Par exemple, dans le *Dictionnaire des anglicismes*¹² de 1980, Josette Rey-Debove répertorie environ 1500 anglicismes sur un lexique d'approximativement 60 000 mots, c'est-

¹² Josette REY-DEBOVE et Gilberte GAGNON, *Dictionnaire des anglicismes. Les mots anglais et américains en français*, Paris, Le Robert, 1980, p. VI.

à-dire 2,5 % du vocabulaire français. En 2008, Bogaards¹³ (p. 67) estime qu'il y en aurait au maximum 4 000 dans la langue générale, c'est-à-dire non spécialisée ou technique, et en tenant compte des emplois vieillis et plus ou moins sortis de l'usage. Somme toute, il évalue à environ 1,7 % (p. 69) le pourcentage des anglicismes présents dans le lexique français ainsi que décrit dans *Le Petit Robert*. Dans tous les cas, il s'agit de pourcentages modestes.

Le problème, si problème il y a, ne semble donc pas résider dans le nombre d'anglicismes présents dans les dictionnaires d'usage. Si on se tourne vers la langue orale, la situation est bien entendu différente, mais surtout plus complexe. Les estimations quant à la quantité d'anglicismes sont moins nombreuses, car plus difficiles à établir. On sait que les caractéristiques d'un corpus (âge des locuteurs, niveau d'instruction, région d'origine, thèmes abordés, niveau de formalité des échanges, etc.) peuvent influencer sur celles des vocables qui y seront répertoriés.

Par exemple, au Québec, dans la langue familière, les verbes à deux syllabes d'origine anglaise sont nombreux : *checker, driller, faker, fiter, flusher, guesser, pitcher, ploguer, scraper, shaker, watcher*, etc., mais leur emploi variera grandement selon le locuteur et les contextes de communication.

En France ou en Belgique, la situation est sans doute différente, puisque l'histoire et les modalités du contact avec l'anglais ainsi que les sensibilités vis-à-vis de celles-ci ne sont pas les mêmes qu'au Québec.

Le malaise relatif aux anglicismes découle peut-être aussi du réflexe assez répandu de recourir fréquemment à un terme anglais pour dénommer une nouvelle réalité ou des innovations technologiques ou autres, ce qui rendrait les

¹³ Paul BOGAARDS, *On ne parle pas franglais : la langue française face à l'anglais*, Bruxelles, De Boeck Duculot, 2008, 207 p.

anglicismes relativement plus nombreux parmi les néologismes et dans certains vocabulaires spécialisés.

Cela m'amène justement à aborder la question de l'aménagement linguistique et des travaux terminologiques. Cette question ne se pose pas de la même manière au Québec, en France, en Suisse ou en Afrique.

Largement minoritaires en Amérique du Nord, les francophones du Québec expérimentent depuis longtemps la pression continue que l'anglais exerce sur leur langue. Cette réalité est d'ailleurs l'une des raisons ayant motivé l'État à se doter d'organismes linguistiques pour aménager tant le statut que le corpus de la langue française.

Par ailleurs, la question des anglicismes y est depuis longtemps associée à la notion de « qualité de la langue » qui, quoique floue, renvoie à des considérations relatives aux modèles normatifs à privilégier dans l'enseignement et dans les communications publiques, en particulier en ce qui concerne la langue écrite. En général, les anglicismes sont perçus comme des fautes à éviter, en particulier dans la langue soignée.

L'Office de la langue française, devenu l'Office québécois de la langue française en 2002, effectue depuis longtemps des travaux visant à décrire et à enrichir la terminologie de langue française et à guider ses usagers en matière d'orthographe, de grammaire, etc.

Par exemple, les deux outils phares que sont devenus *Le grand dictionnaire terminologique*¹⁴ et la Banque de dépannage linguistique¹⁵ traitent d'un grand nombre d'emprunts à l'anglais.

¹⁴ <http://www.gdt.oqlf.gouv.qc.ca/>

¹⁵ <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bdl.html>

Ces travaux de longue haleine, qui s'ajoutent à des contributions d'autres acteurs institutionnels ou du grand public, et qui s'appuient sur des principes qui ont évolué de manière importante depuis 50 ans, ont eu des retombées non négligeables sur l'usage du français au Québec.

Notons que ces efforts ont succédé ou se sont additionnés à ceux de différents chroniqueurs et organisations, dont la Société du bon parler français, qui ont animé des campagnes de sensibilisation au « bon parler » et diffusé de nombreuses publications du type « ne dites pas, dites plutôt ».

Un des effets pervers de cette approche a sans doute été de contribuer à exacerber une certaine insécurité linguistique chez de nombreux Québécois.

Néanmoins, ces actions ont quand même permis d'élargir le répertoire lexical des locuteurs et de leur faire connaître des termes équivalant à des anglicismes jugés incorrects (par exemple, *essuie-glace* et *pare-brise* plutôt que *wiper* et *windshield*).

Mais qu'en est-il du « rendement » ou des résultats de tout ce travail résolu de francisation et d'aménagement du corpus effectué depuis des décennies? A-t-on réussi à éliminer de l'usage les anglicismes critiqués par différents observateurs du langage, voire par l'Office, et dont certains sont employés depuis le XIX^e siècle?

Afin de fournir un élément de réponse à cette question, nous avons examiné un corpus d'anglicismes employés dans la langue des médias et tirés d'un livre de Robert Dubuc, publié en 1971 et intitulé *Objectif : 200. Deux cents fautes à corriger*¹⁶. Cet ouvrage répertorie surtout des calques qui

¹⁶ Robert DUBUC, *Objectif : 200, Deux cents fautes à corriger*, Montréal, Éditions Ici Radio-Canada, Les Éditions Leméac inc., 1971, VIII et 133 p.

étaient pour la plupart déjà critiqués dans d'autres ouvrages, dont certains ont été publiés dès les années 1800. L'auteur précise que les 200 fautes en question comptent « pour 80 p. cent des erreurs commises dans la presse, à la radio et à la télévision » (p. VII).

Nous avons cherché à savoir si les termes et les expressions critiqués il y a 45 ans dans *Objectif 200* étaient encore en usage, notamment dans les médias écrits, et, le cas échéant, dans quels types de contextes ils étaient utilisés. Sur les 157 anglicismes retenus, quelques-uns semblent sortis de l'usage des médias (par exemple, *être sur l'air*, au sens d'« être à l'antenne, sur les ondes », ou *être satisfait que*, au sens d'« être convaincu que, être persuadé que »), alors que 146 sont encore en usage aujourd'hui au Québec, dans une proportion de 93 %.

L'Office s'est prononcé sur 125 d'entre eux. On constate que 115 sont déconseillés (79 %), non seulement par l'Office, mais par d'autres ouvrages normatifs. Pourtant, 52 de ces 115 termes ou expressions (45 %) sont quand même employés dans des contextes journalistiques qu'on peut qualifier de neutres¹⁷. Par exemple :

- un réservoir rempli à *pleine capacité* (to full capacity);

¹⁷ Un contexte a été considéré comme neutre, entre autres, s'il figurait dans un éventail de journaux, notamment dans les quotidiens à grand tirage dont la qualité des textes et des auteurs est reconnue; si les énoncés dans lesquels il figurait habituellement n'étaient pas que des discours oraux cités par les rédacteurs; s'il n'y avait pas d'effet stylistique recherché par le rédacteur; si l'anglicisme employé dans le contexte n'était pas mis en évidence par des marques typographiques (guillemets, italique, etc.) ou mis à distance.

- un policier, un pompier *en devoir* (*on duty*);
- une usine *en opération* (*in operation*).

Toutefois, 45 des 115 anglicismes (39 %) encore en usage ne sont pas employés dans des contextes totalement neutres et sont parfois de style familier ou très familier. Par exemple :

- la *cédule* des matchs (*schedule*);
- un compte *passé dû* (*past due*);
- être dans le *trouble*.

Quant aux 18 calques restants sur les 115 toujours en usage, on n'a pas pu déterminer leur valeur stylistique avec certitude.

À première vue, les résultats paraissent si modestes qu'on peut être tenté de remettre complètement en question l'efficacité de l'approche normative. Mais quand on y regarde de plus près, on peut supposer que ces interventions ont néanmoins eu un certain effet, puisque près du tiers des anglicismes toujours en usage ne sont pas utilisés de façon neutre dans les médias écrits.

Quant aux deux autres tiers, ils illustrent parfaitement une observation d'André Goosse, selon laquelle « l'usage a toujours raison, même quand il a tort¹⁸ ». Autrement dit, l'usage a toujours le dernier mot et celui-ci peut être un anglicisme... Ce constat peut quand même être riche d'enseignements.

¹⁸ André GOOSSE, *La néologie française aujourd'hui, Observations et réflexions*, Paris, Conseil international de la langue française (CILF), 1975, p. 72.

Cela dit, le bilan des efforts de francisation ne peut être réduit à des considérations statistiques. On peut y voir d'autres gains. On se doit d'admettre que la volonté de reconnaître et de promouvoir les capacités dénominatives du français dans un monde en constante évolution a permis de favoriser l'implantation de nombreux nouveaux termes dans l'usage québécois.

Qu'ils aient été créés spontanément par des citoyens ou de manière plus systématique par des terminologues, plusieurs l'ont été en vue de trouver une solution de rechange à l'emploi d'un terme anglais : *antépisode*, *baladodiffusion*, *costumade*, *courriel*, *cuisinomane*, *dépanneur*, *hameçonnage*, *clavardage*, *infunuagique*, *divulgâcher*, *égoportrait*, *mot-clic*, *motomarine*, *motoquad*, *pourriel*, *rétroludique*, *webrepérage*, etc.

Mais au-delà du nombre de termes et d'expressions dont l'aménagement linguistique favorise l'implantation dans l'usage, son résultat le plus prometteur réside dans la démonstration continue et convaincante que le français est une langue riche et vivante, apte à dire la modernité.

De plus, on ne peut nier que la volonté de trouver aussi souvent que possible un équivalent français à un terme anglais a stimulé chez plusieurs une créativité lexicale remarquable. Un peu comme si l'anglais avait joué, vis-à-vis du français, un rôle d'émulateur ou d'aiguillon. Comme quoi, l'influence de l'anglais n'est pas toujours mesurable par les emprunts, qu'ils soient directs ou qu'ils se présentent sous forme de calques.

On peut ainsi suggérer que l'anglais a contribué indirectement à l'enrichissement du français. Qui plus est, il y a aussi contribué directement. En effet, des milliers d'anglicismes parfaitement intégrés dans l'usage même le plus soigné en sont la preuve la plus éclatante.

On ne se passerait plus de mots comme *bar*, *camping*, *comité*, *confortable*, *épistémologie*, *essayiste*, *festival*, *gadget*, *globe-trotter*, *locomotive*, *lock-out*, *neutron*, *pratiquement* (« presque »), *ranch*, *rock*, *science-fiction*, *supermarché*, *suspense*, *tunnel*, *végétarien*, *verdict*, *zoom*, etc.

À ces exemples, on pourrait ajouter les milliers de calques formels et sémantiques, tels que *véhicule hybride* et *souris* (d'ordinateur), qui se sont si facilement intégrés au français. Est-ce à dire que l'influence actuelle de l'anglais ne fait qu'enrichir le français?

S'il demeure fort ardu de répondre à cette question d'un point de vue strictement linguistique, on peut y répondre par la négative d'un point de vue sociolinguistique, dans la mesure où cette influence s'appuie parfois sur la domination de la langue anglaise dans les échanges socioéconomiques et scientifiques internationaux.

Cette influence est d'autant plus problématique si elle participe d'une dynamique qui nuit à la diversité culturelle et linguistique et à l'appropriation, par les francophones, de leur propre langue.

Cet aspect nuisible est quelquefois perceptible à travers des énoncés hybrides figurant dans certains médias, énoncés qui peuvent être opaques à qui n'a pas une connaissance minimale de l'anglais (« les stars qui étaient front row » [Grazia]) ou qui laissent entendre que les mots français ne sont pas assez expressifs pour attirer l'attention d'un public jeune ou branché (« Le best-of des news people du week-end » [Closermag.fr]).

À la lumière de ce qui précède, j'aimerais terminer ma présentation en insistant sur quelques points relatifs à l'aménagement du corpus de la langue. Au cours du dernier

siècle, le rapport entretenu par une bonne partie des locuteurs vis-à-vis de la norme a changé. C'est encore plus vrai à propos des anglicismes, phénomène qu'il faut examiner avec rigueur et sérénité.

De nos jours, on ne peut plus se poser en arbitre absolu du « bon langage » ni agir par condamnations linguistiques ou par injonctions. Il faut renseigner, orienter, conseiller les usagers, leur présenter un éventail de choix en leur expliquant leurs différents contextes d'utilisation, leur donner le goût de découvrir et de s'approprier les différentes ressources lexicales du français.

Il est évidemment plus productif de tenter de « séduire » les locuteurs plutôt que de les culpabiliser. On sait très bien que l'insécurité linguistique ne sert pas la cause du français auprès de ceux-ci.

Pour ce faire, il faut tenir compte de l'usage de manière lucide et objective, en prendre acte, sans occulter la nécessité d'établir des balises et des cadres lorsque c'est nécessaire. Il faut toujours avoir en tête les besoins des locuteurs concernés par les aménagements. Il apparaît plus profitable d'effectuer des interventions dans les contextes de communication où elles ont une plus grande chance de réussite, particulièrement en matière de langue écrite.

On sait que l'efficacité des interventions en situation de langue courante et sur des termes et expressions à la mode et de style familier est très relative. Les différents acteurs de l'aménagement linguistique ont toujours avantage à collaborer entre eux – et cela inclut le monde de l'éducation – et à renseigner les usagers de manière cohérente, tout en tenant compte des particularités des différentes variétés de français.

Ils doivent également réviser régulièrement leurs méthodes de travail et leurs critères d'évaluation des faits de langue portés à leur attention, approfondir leurs recherches pour éviter de perpétuer les opinions de leurs prédécesseurs, sans les soumettre à un nouvel examen critique.

Ils doivent aussi chercher à tirer profit de la créativité lexicale des francophones du monde entier et à en diffuser les meilleurs fruits, grâce notamment aux technologies de l'information.

Enfin, ils gagnent à s'adapter non seulement à l'évolution de l'usage, mais également à l'évaluation que font les locuteurs de leurs propres usages. Les principales difficultés relatives à la mise en œuvre de cette adaptation résident dans le « comment » et le « jusqu'où ».

À l'Office québécois de la langue française, c'est ainsi que nous voulons contribuer positivement à soutenir sur le plan linguistique les Québécois et les Québécoises qui, pour reprendre une formule de Marie-Éva de Villers¹⁹, entretiennent à travers leur langue le vif désir de durer.

¹⁹ Marie-Éva de VILLERS, *Le vif désir de durer. Illustration de la norme réelle du français québécois*, Montréal, Québec-Amérique, 2005, 349 p.

CONFÉRENCE INAUGURALE J'AI GOOGLÉ VICTOR HUGO POUR LE *FUN*.

■ CHANTAL BOUCHARD

Professeure agrégée à l'Université McGill

Il y a quelque temps, comme je disais à un ami que je préparais une conférence sur les anglicismes, celui-ci m'affirmait avoir lu un passage où Victor Hugo utilise le mot *fun*. Intriguée, j'ai cherché quelques instants dans l'Internet, pour ne pas dire que j'ai *googlé* Victor Hugo, et j'ai trouvé ceci, qui correspond à un extrait de *L'homme qui rit* (1869) :

Fun est comme *cant*, comme *humour*, un mot spécial intraduisible. Le fun est à la farce ce que le piment est au sel. Pénétrer dans une maison, y briser une glace de prix, y balafrer les portraits de famille, empoisonner le chien, mettre un chat dans la volière, cela s'appelle « tailler une pièce de fun. » Donner une fausse mauvaise nouvelle qui fait prendre aux personnes le deuil à tort, c'est du fun.



La première attestation de ce mot au Québec, suivant le *Dictionnaire historique du français québécois*¹, se trouve dans le journal *Le Perroquet* et date de 1865, mais il est mis dans la bouche d'une jeune Anglaise. Les attestations suivantes traduisent une utilisation par des francophones. L'une est tirée d'une cause entendue par la Cour d'appel en 1886 :

Question : « Alors c'est un jeu plutôt pour le fun que pour autre chose? »

La suivante est tirée d'un livre de souvenirs d'Arthur Buies et date de 1892 :

« [...] il se remit et accepta ma proposition pour le *fun*, pour la curiosité de la chose. »

Ces deux attestations illustrent certains des emplois les plus courants de l'emprunt formel intégré au vocabulaire quotidien des Québécois depuis plus d'un siècle. Le contraste entre la façon dont Hugo utilise le mot en tant que xénisme intraduisible, sa manière d'expliquer ce trait culturel britannique et l'usage plus naturellement intégré des citations québécoises les plus anciennes illustrent bien, il me semble, la différence qui a longtemps existé entre les deux sociétés dans leur rapport à la langue anglaise. En français québécois et canadien, le mot *fun* est, comme en anglais, un substantif. Il s'utilise avec les déterminants habituels, au masculin, et il a le sens de « plaisir, divertissement ». Il est également employé comme locution adjectivale et s'utilise alors toujours avec l'article *le*. Une chose peut être *le fun*, ou pas *le fun*, c'est-à-dire « agréable, intéressante », ou pas.

¹ Claude POIRIER (dir.), *Dictionnaire historique du français québécois : Monographies lexicographiques de québécismes*, Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1998, p. 273-275.

Cela contraste, cette fois, avec l'usage qui est fait de ce mot en France depuis 15 ou 20 ans tout au plus, uniquement comme adjectif et toujours invariable. Je me souviens encore de ma surprise à la lecture, sur une grande affiche visible dans le métro de Paris, d'une publicité pour une station de radio : *C'est fun!* Depuis, j'ai souvent revu cet emploi en France, mais il n'a toujours pas cours au Québec, et je doute que cela change. Je reconnais volontiers que notre adjectif *le fun* n'est guère logique et qu'il n'est pas plus conforme à la grammaire française, mais son usage est ancien et enraciné. Il appartient à la langue familière.

Une des choses qui m'ont le plus frappée quand j'ai commencé à étudier la société québécoise et son rapport aux langues, il y a plus de 30 ans, c'est la constance avec laquelle, génération après génération, on considère les emprunts à l'anglais comme néfastes. Dès les tout premiers commentaires publiés par des Canadiens français au début du XIX^e siècle, les anglicismes font l'objet de sévères critiques et le phénomène n'a fait que s'amplifier jusqu'à la fin du XX^e siècle, au point que je l'ai qualifié, dans mon premier article sur la question, « d'obsession nationale² ».

C'est que, très tôt, on a vu l'emploi de nombreux emprunts formels ou sémantiques à l'anglais, ou encore de calques, à la fois comme une menace à l'intégrité du français – on redoutait l'hybridation, voire la créolisation – et comme le symptôme et le symbole de la position inférieure des Canadiens français. D'autres particularismes lexicaux, comme les archaïsmes, les termes de marine, la langue populaire, ont connu un traitement variable au fil du temps; parfois,

² Chantal BOUCHARD, *Une obsession nationale : l'anglicisme*, « Recherches sociographiques », vol. XXX, n° 1 (1989).

on les rejetait, alors qu'à d'autres époques, on les glorifiait, suivant les fluctuations de l'opinion. Les anglicismes, eux, n'ont jamais connu autre chose que la condamnation sans appel.

Lorsqu'on s'aperçoit, vers 1910, que les Français emploient eux aussi beaucoup de mots anglais, cela fait déjà deux ou trois générations qu'ici, on combat l'anglicisme, « l'ennemi », comme le qualifiait Jules-Paul Tardivel en 1880. On s'explique donc mal, à cette époque, que les Français cèdent si complaisamment à cette influence.

Nous prions les membres du deuxième Congrès de la langue française [...] de présenter nos doléances à l'envoyé de l'Académie française, afin que cette dernière emploie son influence pour que l'on cesse de bourrer notre langue avec des mots du plus pur anglais³.

Cette supplique d'un chroniqueur commentant la dernière édition du *Larousse* date de 1935. Manifestement, elle n'a pas été entendue.

Dans une conférence que j'ai donnée il y a près de 20 ans, intitulée *On n'emprunte qu'aux riches*⁴, j'avais montré que la divergence de comportement entre les Québécois et les Français à l'égard des anglicismes tenait pour l'essentiel à la différence de prestige qu'on leur accorde de part et d'autre de l'Atlantique. Le colloque d'aujourd'hui reprend d'ailleurs, avec les « emprunts à intérêt variable », la métaphore économique que j'avais utilisée pour illustrer mon propos.

³ Jacques CLÉMENT, « Les mots sans passeport », *La Presse*, 29 juin 1935.

⁴ Chantal BOUCHARD, *On n'emprunte qu'aux riches; la valeur sociolinguistique et symbolique des emprunts*, Montréal, Fides, 1999.

Alors que, pour les Français, les anglicismes véhiculent tout le prestige associé à la puissance anglaise, puis américaine, laquelle n'a cessé de s'accroître depuis cent ans, leur emploi a longtemps, au Québec, été fortement réprouvé et associé aux classes populaires défavorisées et sans instruction. Tandis que l'emploi d'anglicismes en France semble marquer l'appartenance du locuteur aux strates supérieures et une familiarité avec la culture et la langue anglo-américaines – du moins, c'est ce qu'on voudrait faire croire –, il a longtemps, ici, signifié le contraire. Les Canadiens français connaissaient peu ou prou la langue anglaise parce que leurs patrons n'en connaissaient pas d'autre, non parce qu'ils avaient l'avantage de fréquenter le beau monde. Ils en étaient exclus. Les pauvres gens peu instruits qui mêlaient beaucoup d'anglais à leur français populaire n'étaient pas mieux vus de la bourgeoisie francophone, d'ailleurs.

Cela dit, les profondes transformations qu'a connues le Québec depuis une cinquantaine d'années ont eu pour effet de modifier progressivement cette perception. Déjà, il y a 20 ans, j'observais que les jeunes Québécois semblaient plus détendus par rapport aux questions de langue que leurs aînés. Ils avaient une meilleure opinion de leur français et ils utilisaient les emprunts à l'anglais d'une manière différente aussi. Cette évolution s'est poursuivie. Les jeunes d'aujourd'hui sont souvent bilingues, du moins ils connaissent assez bien l'anglais. Ils y puisent de manière ludique pour marquer leur familiarité avec les icônes d'une culture désormais mondialisée. Cette attitude se rapproche de celle des jeunes Européens et, je suppose, de la jeunesse de toutes les parties du globe où l'Internet est parvenu à s'imposer. D'une certaine manière, le développement fulgurant des communications est intervenu au moment où le Québec rattrapait le reste de l'Occident. Cela explique

que le rapport des jeunes à l'anglais s'apparente davantage à celui qu'entretiennent les jeunes Suédois ou les jeunes Italiens; c'est la langue d'Internet, pour eux, pas celle des patrons, comme pour leurs parents ou leurs grands-parents. Toutefois, les faux emprunts et les anglicismes inventés de toutes pièces par la presse dite *people*, parfois complètement bouffons, ne passent tout simplement pas auprès des jeunes Québécois qui connaissent assez bien l'anglais pour ne pas l'utiliser à tort et à travers. Ceux qui massacrent l'anglais ainsi se ridiculisent à nos yeux et font la preuve de leur ignorance et de leur inculture.

Au-delà des emprunts de mode, qui finiront bien par se démoder, mais peut-être pas avant de nombreuses *fashion week* parisiennes, un problème subsiste qui, selon moi, semble plus sérieux. C'est celui des vocabulaires scientifiques et techniques. Le français qui, grâce à Lavoisier, Guyton de Morveau, Buffon, Linné, a littéralement inventé la notion de terminologie et a ainsi donné aux sciences une impulsion formidable, demeure une grande langue scientifique, mais il recule sur tous les fronts depuis des décennies. Il devient difficile de publier en français les résultats de la recherche de pointe, il devient difficile de trouver en français des références scientifiques et donc d'enseigner en français.

Pour nous qui avons fourni collectivement des efforts considérables et soutenus pour déployer la langue française dans toutes les sphères d'activité, y compris dans les sciences et les technologies de pointe, parce que notre projet était de permettre à tous de vivre et de travailler en français, quel que soit le domaine, il est consternant d'apprendre chaque nouveau recul du français dans les colloques scientifiques en France ou dans la Francophonie, dans les publications scientifiques, etc. Or, ce qui pouvait encore se justifier il y a 30 ans, à cause des coûts exorbitants de publication et de diffusion de documents destinés à un public très restreint,

ne peut plus être invoqué, maintenant que la publication numérique et la diffusion par Internet permettent d'être en contact avec les spécialistes du monde entier.

Je crois qu'en cette matière, les organismes d'aménagement linguistique ont un rôle de premier plan à jouer, en soutenant de manière concertée les efforts des chercheurs francophones pour diffuser les connaissances, en poursuivant le développement des banques de terminologie et en coordonnant leurs travaux, tout en prenant en compte les spécificités de chaque société. Il devient infiniment plus facile, aujourd'hui, de travailler en commun. Il faut saisir l'occasion de donner au français une position forte à l'échelle internationale, qui ne pourra que bénéficier à tous ceux qui le parlent, l'écrivent et l'aiment.

PÉRIODE DE QUESTIONS

■ Animatrice

Vous parlez de complicité culturelle avec les jeunes Québécois et leurs idoles. Est-ce que vous avez fait des études comparatives de l'utilisation des anglicismes chez les jeunes Québécois et les jeunes Européens?

■ Chantal Bouchard

Non, j'observe. J'ai vécu plusieurs années à Paris, où je retourne régulièrement. Mais je vis et j'enseigne à Montréal. Donc, j'ai sous les yeux quotidiennement de jeunes étudiants et étudiantes. Je peux donc observer leur comportement. Leur rapport à la langue évolue. Cela fait trente ans que j'enseigne. Depuis l'apparition de l'Internet, le nombre d'emprunts à l'anglais et de faux emprunts a augmenté de manière fulgurante, c'est très flagrant. C'est aussi évident dans la presse populaire française, la presse *people*, la presse de mode, etc. Quand j'ai écrit *On n'emprunte qu'aux riches*, j'essayais de comprendre exactement ce qui expliquait la différence de comportement entre les deux côtés de l'Atlantique. Je connaissais bien le Québec, mais je constatais qu'en France, le rapport à la langue était tout à fait différent. J'ai donc réfléchi à ce qui pouvait expliquer ce phénomène et j'ai bien vu que c'était vraiment l'association avec quelque chose qui est très prestigieux pour les Français : être à la mode, être dernier cri, etc. Tout ce qui n'est pas associé à cette mode anglo-américaine paraît ringard et dépassé. À l'époque de l'adoption de la loi Toubon, j'étais en congé sabbatique en France. Cette loi a été ridiculisée de façon phénoménale pendant des mois, parce qu'on trouvait absurde de devoir remplacer des mots anglais par des mots français. C'était assez saisissant pour des gens comme nous, qui travaillons justement d'arrache-pied pour éviter d'hybrider à l'excès

notre langue, même si on sait que l'interférence entre les langues, inévitable, est un phénomène très connu. Mais pour nous, même si la situation a beaucoup évolué depuis une quarantaine d'années et que les jeunes sont plus détachés, le patrimoine culturel demeure dans notre inconscient linguistique, si on peut dire. Pour nous, par exemple, un Québécois qui utiliserait beaucoup d'anglais dans son français passerait pour quelqu'un de peu instruit, encore aujourd'hui, je crois.

Animatrice

Ah oui, vous trouvez? Parce que vous faites le lien entre l'appropriation de l'anglais et la classe sociale, au fond...

Chantal Bouchard

C'était nettement le cas il y a trente ans. Cela évolue, évidemment; d'abord, il y a eu une progression sociale très considérable des francophones au Québec. On est donc sortis de la misère d'autrefois et le niveau d'instruction a énormément progressé depuis les années 1960. On n'a pas affaire à la même population ni aux mêmes structures sociologiques. Notre rapport à la langue est encore marqué par notre histoire. J'ai commencé à m'intéresser à cette question et j'ai étudié des textes écrits sur le français au Québec pour essayer de comprendre les raisons d'une telle insécurité, et c'est là que j'ai vu comment tout cela se configurait.

Animatrice

Pour reprendre Tardivel, l'anglais, c'était l'ennemi; c'était le conquérant et il y a un rapport historique direct...

Chantal Bouchard

C'était l'occupant.

De la salle

Je suis un scientifique et je suis très sensible au problème que vous avez soulevé concernant la publication scientifique. C'est un peu désespérant, pour nous, que toutes les communications soient faites en anglais. Il faudrait essayer de trouver une solution à ce problème. Cela dépasse largement le cadre linguistique, puisque vous savez très bien que le nerf de la guerre, aujourd'hui, c'est de publier dans des journaux qui ont un fort tirage; ils sont donc tous de langue anglaise. Il existe peu ou pas de publications en français qui ont cette renommée-là. Il faudrait vraiment changer tout le processus de recherche pour pouvoir, je pense, atteindre un tel objectif.

Chantal Bouchard

Oui, je crois que cela prendrait une action concertée de l'ensemble de la Francophonie, une prise de conscience de ce problème. Il faudrait que les gouvernements appuient et soutiennent des publications scientifiques en français, qu'ils les financent. Aussi, quand on publie un texte en anglais dans une revue scientifique renommée, rien n'empêche de publier une version française et d'y donner accès, du moment que les règles de propriété intellectuelle sont bien définies. À l'Université de Montréal, dans certains domaines, au-delà de quelques manuels de base en première ou en deuxième année, tous les textes remis aux étudiants sont en anglais; je trouve cela consternant. C'est inquiétant parce que je crois que le fait de travailler dans une langue seconde nuit à la créativité des scientifiques.

Animatrice

Donc, les États francophones pourraient en faire plus de façon concertée...

◀ Chantal Bouchard

Je pense. On devrait confier aux organismes d'aménagement linguistique le soin de réfléchir aux moyens de soutenir les publications, ou au moins la traduction, et de faire des suggestions aux États francophones.

Il y a de nombreux pays francophones, en particulier en Afrique, où l'enseignement supérieur se donne en français. Là, les gens sont obligés d'apprendre le français à l'école, alors que ce n'est pas leur langue maternelle. Puis, quand ils arrivent à l'université, tout est en anglais. C'est un peu absurde; je crois qu'on se nuit collectivement.

◀ Loïc Depecker

Je suis délégué général à langue française et aux langues de France, au ministère de la Culture. Je m'intéresse beaucoup à la question de la sauvegarde du français scientifique et technique. Nous avons ici, à Québec, une réunion OPALE qui va traiter du sujet explicitement. J'en remercie nos collègues québécois, en pensant que j'ai inscrit parmi mes missions prioritaires, notamment, la sauvegarde du français scientifique et technique. Je participerai à plusieurs réunions à Paris, au retour, notamment avec les académies, des organismes extrêmement puissants qui ont des fondations très solides. L'Académie française a une audience nationale et internationale, vous l'avez rappelé tout à l'heure. C'est également le cas de l'Académie des sciences et des autres académies, notamment les académies médicales. Donc, pensez bien que nous nous soucions, entre partenaires francophones, de la sauvegarde du français scientifique et technique, et l'une des idées qui percent actuellement, c'est de créer un portail que j'appelle la « banque francophone des savoirs », qui donnera accès aux grandes revues en français partout dans le monde. Je peux vous dire que, dans

les sciences sociales et humaines, le français tient encore la route et que, dans les sciences pures, notamment les mathématiques ou la chimie, il y a énormément de choses très importantes qui se font en français. Ça, c'est le premier grand chantier que j'ai ouvert.

Deuxième grand chantier : l'anglais dans l'Administration française. Ma ministre est venue chez vous la semaine dernière, M. Fortin l'a rappelé tout à l'heure. Elle a été très bien accueillie, m'a-t-elle dit. Pour ce qui est de l'anglicisation dans l'Administration française, Annick Girardin, la ministre de la fonction publique qui accompagnait la délégation française, a émis une circulaire rappelant aux fonctionnaires français des administrations centrales, régionales et territoriales que le français était la langue de la République.

Animatrice

Parce qu'il fallait corriger le tir...

Loïc Depecker

Voilà, exactement.

Chantal Bouchard

Je suis ravie d'apprendre ce que vous nous dites.

PREMIÈRE SÉANCE – L'ANGLICISME : UN PHÉNOMÈNE DE SOCIÉTÉ

Président de séance : **CLAUDE PINAULT**, sous-ministre associé au Secrétariat à la politique linguistique du ministère de la Culture et des Communications

En l'espace de quelques décennies, l'anglais a consolidé son rôle de *lingua franca* internationale et il est de plus en plus parlé comme langue seconde ou étrangère un peu partout sur la planète. Dans un tel contexte, le phénomène de l'anglicisme est en constante transformation. Se manifeste-t-il aujourd'hui de la même manière dans tous les pays francophones, dans toutes les classes sociales, chez tous les types de locuteurs? Au-delà de l'aspect strictement linguistique, les emprunts linguistiques à l'anglais constituent également un phénomène de société. Pour nous en parler, nous accueillons Pierrette Crouzet-Daurat, Jean-François Baldi, Dan Van Raemdonck et François Grin.



L'ANGLAIS EST-IL ENCORE UNE LANGUE ÉTRANGÈRE EN FRANCE?

■ PIERRETTE CROUZET-DAURAT

Chef de la mission Développement et enrichissement de la langue française

■ JEAN-FRANÇOIS BALDI

Délégué général adjoint à la Délégation générale de la langue française et aux langues de France

« *Forward fashion* », « *Only Lyon* », « *Think Culture* », « *Juice energy bar* », « *Collect & station* » : les anglicismes s'installent avantageusement dans l'espace public en France. Titres d'exposition, intitulés d'événements et de services (y compris publics), noms de marque, slogans fleurissent... en anglais. Lorsque les Québécois traduisent le titre du film *The Hangover* par *Lendemain de veille*, les Français le traduisent « en français » par *Very bad trip*... En outre, les Français adorant jouer avec les mots, les anglicismes sémantiques ne sont pas en reste : en mai 2016, l'association Elle's s'imaginent affiche le mot-dièse *#Je ne supporte pas les bleus*, ainsi que l'image d'un ancien patron des Bleus (l'équipe de football de France), Raymond Domenech, bras croisés, prêt à en découdre avec les violences conjugales.

What happens? Les Français sont-ils « atteints de la rage de ne pas parler leur langue » ? C'est ce qu'affirme Michel Ocelot, réalisateur du film d'animation *Kirikou*, protestant, dans

le journal *Le Monde* du 3 juillet 2016, contre le choix d'un titre en anglais – *Forward fashion, 3 siècles de mode* – par le musée des Arts décoratifs : « Tout est barbouillé d'anglais ou de pseudo-anglais. Noms de société, marques, émissions, vitrines, galimatias dans les médias, publicités de toutes sortes [...]. La France est le pays le plus visité de la planète, on n'y vient pas pour entendre de la langue anglaise...¹ »

Les réactions des abonnés au Monde.fr, relevées en fin d'article sur le site du journal, en juillet 2016, et se partageant entre pour et contre, offrent un échantillon assez représentatif des termes du débat. Certains internautes, d'accord avec les propos du cinéaste, protestent : « Ça fait si chic de parler globish, la langue des maîtres » ; « Abandonner notre langue s'apparente à la collaboration » ; « Plus on massacre sa propre langue et moins on parle correctement celle des autres » ; « La loi Toubon a-t-elle été jetée au panier ? » ; « Vu le mépris dont est victime la langue française au profit du globish, à ce rythme-là, elle disparaîtra rapidement ». D'autres, cependant, ne sont pas d'accord avec Ocelot : « Ne tolérer que le français en France est une forme de repli sur soi » ; « L'anglais et toutes les autres langues étrangères sont les bienvenus » ; « Que ce soit dans le titre d'expositions, affichages publicitaires ou à la télévision, ce n'est ni du snobisme ni une défaite de la langue, c'est de l'enrichissement mutuel et une autre forme d'échange » ; « C'est tant mieux pour tout le monde » ; « Nous sommes la risée de l'Europe en matière de langues étrangères » ; « Accepter l'anglais c'est s'ouvrir au monde ».

¹ Michel OCELOT « Les Français sont atteints de la rage de ne pas parler leur langue », *Le Monde*, 3 juillet 2016.

Des réactions à vif, qui rejoignent les positions d'intellectuels, de linguistes et de journalistes, partagés eux-mêmes entre pour et contre. Par exemple, il y a celle, ancienne, de Jules-Paul Tardivel, rédacteur du *Canadien*, qui lançait un cri d'alarme sous le titre « L'anglicisme, voilà l'ennemi! », fustigeant déjà en 1880 l'abus de l'anglicisme sémantique *supporter* :

« *Supporter* » – Quel abus ne fait-on pas de ce mot! On « *supporte* » un projet de loi, on « *supporte* » un gouvernement, un parti, un journal, on « *supporte* » même sa famille. Or, *supporter* veut dire « *endurer* » « *tolérer* ». On « *supporte* » un malheur, une injure, une injustice. Il est donc peu flatteur de dire que l'on « *supporte* » un cabinet. Ordinairement, on « *appuie* », on « *soutient* » un gouvernement.

Il y a aussi celle, plus récente, de Frédéric Martel, attaché culturel aux États-Unis, puis animateur du site Nonfiction.fr (« Le quotidien des livres et des idées ») et essayiste :

Faut-il s'excuser d'employer ces mots anglais? Faut-il battre sa coulpe? Non. Il faut au contraire les assumer et rejeter cette francophonie poussiéreuse et ringarde qu'on veut nous imposer. Si les Français veulent exister dans le monde d'aujourd'hui, ils doivent parler anglais².

² « Français, pour exister, parlez English! », *Le Point*, 8 juillet 2010.

Enfin, il y a celle plus mesurée de Paul Bogaards, qui enseigne la linguistique et la lexicographie à l'Université de Leyde :

Le français en tant que langue vivante se porte bien et n'est pas réellement menacé par le franglais, qui reste, tout compte fait, un phénomène assez marginal³.

Le titre de notre colloque, « Les anglicismes : des emprunts à intérêt variable? », nous invite à évaluer l'intérêt des emprunts sur une échelle qui irait de « négatif » à « très positif », en passant par zéro. Internauts, linguistes, journalistes ou responsables de politique linguistique donnant leur avis sur les anglicismes qui prolifèrent et s'insinuent dans la langue française posent les mêmes questions, mais leurs avis divergent, même si ce n'est que sur le diagnostic. Les anglicismes sont-ils en train de modifier la langue française, et comment? Parlons-nous franglais? Le franglais devient-il une langue? Et, si oui, quelle langue?

D'une question à l'autre, nous en arrivons à celles-ci : en France, en dépit d'un cadre légal protecteur, la langue anglaise menace-t-elle de « déloger » la langue française à l'école, à l'université, dans l'entreprise, la consommation, l'espace public, la publicité et les médias? Les Français parlent-ils, comprennent-ils, maîtrisent-ils suffisamment la langue anglaise pour que celle-ci ne soit plus considérée comme étrangère? Comment enrichir la langue française? Peut-on évaluer l'efficacité de cette politique? Toutes questions résumées dans notre titre : « L'anglais est-il encore une langue étrangère en France? ».

³ <http://www.cairn.info/on-ne-parle-pas-franglais--9782801114179-page-9.htm>

L'ÉTAT ET LA LANGUE

Ce qu'a choisi l'État, en France, c'est de créer un « droit à la langue française ». Sans remonter à l'édit de Villers-Cotterêts de 1539 – qui stipule que tous les actes juridiques doivent être « délivrés aux parties en langage maternel françoys et non aultrement » –, c'est au XX^e siècle qu'une véritable politique linguistique a été déployée avec l'instauration d'un cadre constitutionnel et légal, l'inscription du français dans la Constitution de la République (article 2), la promulgation de lois relatives à son emploi (Bas-Lauriol, 31 décembre 1975; Toubon, 4 août 1994) et, enfin, la création d'un service de l'État. Il s'agit du Haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française (1966), qui a pris le nom de Délégation générale à la langue française (1989)... et aux langues de France (2001).

« La langue de la République est le français » : l'ajout de cet article 2 dans la Constitution française en 1992 entraîne quatre conséquences selon le Conseil constitutionnel (dans sa décision du 15 juin 1999). Tout d'abord, l'usage du français s'impose aux personnes morales de droit public et aux personnes de droit privé dans leur mission de service public. Les particuliers, quant à eux, ne peuvent se prévaloir, dans leurs relations avec l'Administration et les services publics, d'un droit à l'usage d'une langue autre que le français ni être contraints à un tel usage. Ensuite, cet article n'interdit pas l'utilisation de traductions : il est ainsi possible, pour les services publics, de recourir à une autre langue que le français, à la condition qu'une version française existe, qui seule fait autorité en cas de litige. Enfin, l'application de l'article 2 ne doit pas conduire à méconnaître l'importance que revêt, en matière d'enseignement, de recherche et de communication audiovisuelle, la liberté d'expression et de communication.

En résumé, « [il] n'y a pas, en France, de droit à d'autres langues que le français⁴ » (Jacques Toubon, Défenseur des droits), mais rien ne s'oppose à leur usage. Ce « droit au français » s'incarne essentiellement dans un texte : la loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française. Il s'étend à un grand nombre de domaines : l'enseignement, le travail, les échanges et les services publics. C'est ce que résume Jean-Marie Klinkenberg en une formule parlante : « La loi Toubon est une loi globalisante⁵ ».

La création de ce « droit au français » a-t-elle eu des conséquences sur les représentations liées au français et à l'anglais?

La portée concrète et la force symbolique de la loi Toubon se sont partiellement retournées contre ce texte, apparenté au péché originel : la loi a été accueillie et présentée par les médias comme visant à interdire l'emploi de l'anglais dans la vie de tous les jours. D'après Vincent Dubois, professeur de sociologie et de sciences politiques à l'Université de Strasbourg : « Si la loi de 1994 et le régime des sanctions qu'elle prévoit rendent visible la “volonté gouvernementale”, ils objectivent en même temps ce qui est dénoncé comme des velléités étatiques d'encadrement des pratiques langagières, et, à ce titre, suscitent d'importantes réactions et oppositions⁶ ». Les médias aidant, la loi de 1994 a ainsi eu un effet sur les représentations liées au français comme à l'anglais, en faisant de la première une langue de la contrainte et de la seconde, une langue de la liberté.

⁴ Colloque « Langue française : une langue pour quoi faire? » 13 octobre 2014, http://www.culturecommunication.gouv.fr/var/culture/storage/pub/langue_francaise_une_loi_pour_quoi_faire/index.htm#/1.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

Des brèches dans le cadre légal et réglementaire

Depuis 1994, l'évolution du cadre légal ne s'est faite que dans un sens : on dénombre en effet de plus en plus d'exceptions à l'obligation d'emploi du français, certains de ces allègements étant imputables à l'application, en France, de textes de l'Union européenne. Des brèches dans le cadre légal et réglementaire créent donc un appel d'air au profit de l'anglais, la langue française étant perçue comme un obstacle :

- **À la libre circulation des biens dans le marché intérieur unifié de l'Union européenne.** La circulaire du 20 septembre 2001 relative à l'étiquetage et aux modes d'emploi donne la possibilité d'employer d'autres moyens que la langue française pour informer le consommateur, comme les dessins, les symboles et les pictogrammes, ceux-ci pouvant être accompagnés de mentions en langues étrangères non traduites en français.
- **À la simplification des procédures et à la sécurité des personnes.** La loi du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit des entreprises et à l'allègement des formalités administratives stipule que les documents techniques nécessaires à la construction, à la maintenance et à l'utilisation opérationnelle des aéronefs n'ont plus l'obligation d'être rédigés en français.
- **À l'attractivité de notre enseignement supérieur.** L'arrêté du 6 janvier 2005 relatif à la cotutelle internationale de thèse supprime l'obligation de rédaction et de soutenance des thèses en cotutelle internationale dans l'une des deux langues des pays concernés, au bénéfice d'une rédaction définie par voie de convention entre les établissements contractants (seul un résumé en français est requis si cette langue n'est pas le français). Quant à la loi du 22 juillet 2013 relative

à l'enseignement supérieur et à la recherche – aussi appelée loi Fioraso –, elle a également permis de donner une base légale à des pratiques déjà en vigueur et d'élargir de façon substantielle la portée des exceptions à l'obligation d'enseignement en français dans l'enseignement supérieur. Parmi ces nouvelles exceptions, on trouve, notamment, celles qui sont justifiées par « des nécessités pédagogiques, lorsque les enseignements sont dispensés dans le cadre d'un accord avec une institution étrangère ou internationale ou dans le cadre d'un programme européen ».

La haute administration, pour sa part, n'est pas non plus épargnée : l'anglais est la seule langue proposée à l'épreuve de langue étrangère du concours d'admission à l'École nationale d'administration (ENA). Cette obligation se substitue à la possibilité qui était offerte aux étudiants de choisir parmi huit langues (arrêté du 16 avril 2014 fixant la nature, la durée et le programme des épreuves du concours d'entrée à l'École nationale d'administration). De plus, une décision du Conseil d'État du 16 janvier 2016, en réponse au recours déposé par des associations de défense de la langue française, apparaît comme une véritable légitimation du rôle de l'anglais :

« Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que, eu égard à la place de la langue anglaise dans la société actuelle, l'institution de l'anglais comme langue obligatoire pour l'épreuve orale de langue étrangère du concours d'entrée à l'ENA n'est pas entachée d'une erreur manifeste d'appréciation. »

Et pourtant les compétences ne sont pas au rendez-vous...

La loi Fioraso a divisé la société, à preuve les commentaires de Christian Lequesne, directeur du Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po : « Quels universitaires servent mieux l'enseignement supérieur français? Les militants d'une production monolingue ou ceux qui recourent partiellement à l'anglais pour permettre à la science française d'être connectée au reste du monde?⁷ » Ces paroles tranchent avec celles de Bernard Pivot, qui soutient ce qui suit : « C'est un leurre de croire qu'en donnant la possibilité d'enseigner en anglais, on attirera plus d'étudiants étrangers. Les meilleurs choisiront les plus grandes facs américaines et anglaises, tandis que le français, lui, sera bel et bien mis en péril.⁸ »

Trois ans après l'adoption de la loi Fioraso, on commence à en mesurer les effets (voir le tableau aux pages suivantes des formations partiellement données en langue étrangère dans les universités françaises, établi par le ministère chargé de l'enseignement supérieur), alors même que l'enseignement de l'anglais devient hégémonique dans l'enseignement secondaire. Ainsi, tous les élèves qui arrivent en 6^e (secondaire) ont suivi une initiation à une langue vivante étrangère au primaire. Dans 93 % des cas, il s'agit de l'anglais; dans 5 % des cas, de l'allemand; dans 2 % des cas, d'une autre langue. Selon le ministère de l'Éducation nationale, à la rentrée scolaire en 2016, 99 % des élèves du secondaire étudiaient l'anglais (en LV1 ou LV2). Pourtant, les compétences ne sont pas encore au rendez-vous. L'Indice de compétence en anglais (compréhension orale

⁷ *Libération*, 7 mai 2013.

⁸ *La Croix*, 13 mai 2013.

et de lecture) dans la tranche d'âge 18-30 ans, réalisé par Education First (pour l'année 2015), indique que la France se situe à la 24^e position en Europe et qu'elle occupe le 37^e rang au niveau mondial sur 70 pays étudiés.

Dans les entreprises, la situation n'est pas meilleure. Selon une enquête réalisée en 2007 auprès des entreprises de plus de 20 salariés (Source : Centre d'études pour l'emploi, 2007), le travail d'un salarié sur quatre implique, en France, de parler ou d'écrire dans une langue autre que le français. Dans la quasi-totalité des cas, il s'agit de l'anglais. Le travail d'un salarié sur trois implique de comprendre, à l'oral ou à l'écrit, une langue autre que le français. Plus de 20 % des salariés interrogés estiment d'ailleurs que cette obligation gêne le bon déroulement de leur travail.

Dans le domaine de la recherche, selon une étude conduite en 2008 par l'Institut national d'études démographiques, sur 8 900 chercheurs interrogés, les deux tiers d'entre eux avouent employer l'anglais au quotidien, même si la moitié des individus sondés prétendent se sentir limités dans l'usage de cette langue. Du reste, neuf personnes interrogées sur dix reconnaissent l'emprise de l'anglais sur leur discipline (Source : Institut national d'études démographiques).

Noms d'établissements	0 % de formations de masters dont une partie des enseignements est dispensée en langue étrangère (1)	Nombre de masters concernés	0 % de formations de licences dont une partie des enseignements est dispensée en langue étrangère (1)	Nombre de licences concernées	0 % de formations de licences professionnelles dont une partie des enseignements est dispensée en langue étrangère (1)	
Grenoble	36 %	21	24 %	7	2 %	
Université de Bordeaux	84 %	50	73 %	14	27 %	

(1) Le 0 % représente la part des masters, licences ou licences professionnelles dont une partie est dispensée en langue étrangère par rapport à la totalité des masters, licences ou licences professionnelles accrédités.

Rapports des exceptions autorisées par la loi :

1° Par les nécessités de l'enseignement des langues et cultures régionales et étrangères;

2° Lorsque les enseignants sont des professeurs associés ou invités étrangers;

3° Par des nécessités pédagogiques, lorsque les enseignements sont dispensés dans le cadre d'un accord avec une institution étrangère ou internationale, comme prévu à l'article L123 dans le cadre d'un programme européen;

4° Par le développement de cursus et diplômes transfrontaliers multilingues.

	Nombre de licences professionnelles concernées	Exception n°1	Exception n°2	Exception n°3	Exception n°4	Exceptions combinées
	1	10 % en M 29 % en L 100 % en LP	s. o.	71 % en M 71 % en L	s. o.	19 % en M
	17	15 % en M 14 % en L 6 % en LP	24 % en M 26 % en L	35 % en M 44 % en L 70 % en LP	24 % en M 14 % en L 24 % en LP	s. o.

L'ACTION DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE À LA LANGUE FRANÇAISE ET AUX LANGUES DE FRANCE

Le cadre constitutionnel et légal a sécurisé l'emploi du français dans un grand nombre de domaines de la vie sociale, mais il a été soumis à un effet d'érosion et n'a pas empêché la progression de l'emploi de l'anglais – ou plutôt d'un français mélangé d'anglais – dans des secteurs structurants, comme l'enseignement, ou très visibles, comme la publicité. Que fait la DGLFLF pour remédier à cette situation?

Les limites de l'intervention de l'État

Un service de l'État peut-il agir comme une police de la langue et se faire le gendarme du bien parler ou du bien écrire? Le pouvoir d'intervention de l'État en matière de langue est limité, comme l'indiquait, en octobre 1998, le *Rapport de la Commission générale de terminologie et de néologie* :

La langue n'est pas un outil qui se modèle au gré des désirs et des projets politiques, mais bien une réalité soustraite à la volonté de puissance des gouvernants, qui a sa vie propre et ses rythmes d'évolution particuliers. Nul ne peut régenter la langue ni prescrire des règles qui violeraient la grammaire ou la syntaxe. Le cours de la langue vivante échappe au pouvoir politique. Méconnaître ce fait d'emblée risque de priver l'entreprise de sa légitimité, de l'exposer à des polémiques et de la condamner à l'échec⁹.

⁹ *Rapport de la Commission générale de terminologie et de néologie sur la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre*, octobre 1998, <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Langue-francaise-et-langues-de-France/Politiques-de-la-langue/Enrichissement-de-la-langue-francaise>.

Et d'ajouter :

Si la langue est ce que l'usage en fait, ce sont alors les pratiques de langage qui font droit et non le droit qui dit ce que le langage doit être. [...] Si la Constitution légitime l'intervention étatique en matière linguistique, elle en circonscrit le domaine à la présence et à l'emploi de la langue, à l'exclusion de son vocabulaire, qui relève, en effet, du principe constitutionnel de la liberté d'expression. Chacun dispose, en effet, d'un droit absolu de choisir les termes qu'il juge appropriés à l'expression de sa propre pensée. Une police des mots est difficilement concevable et ne pourrait s'appliquer ni se faire respecter, à moins de mettre en place des formes poussées de totalitarisme¹⁰.

La DGLFLF, un service de l'État dédié à la politique linguistique

La mission de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France se décline comme suit :

[elle] oriente et coordonne les politiques publiques visant à garantir l'emploi de la langue française, à promouvoir son usage et à assurer son enrichissement. Elle leur apporte son expertise et s'assure de leur mise en œuvre. Elle appuie les initiatives privées qui concourent à ces objectifs. Elle veille à inscrire les langues de France dans les politiques culturelles. Elle développe leur observation, encourage leur préservation et contribue

¹⁰ *Ibid.*

à leur valorisation. Elle veille à inscrire la maîtrise de la langue dans les politiques culturelles et apporte son expertise aux projets mis en œuvre au plan interministériel pour renforcer la maîtrise de la langue française dans la société. Elle met en œuvre, conjointement avec les ministères et organisations concernés, les actions de l'État destinées à promouvoir le plurilinguisme, à conforter la place de la langue française dans les pays francophones et à renforcer la diversité linguistique en Europe et dans le monde¹¹.

Quels leviers d'action?

La politique de la Délégation s'exerce de façon interministérielle :

- en mobilisant un ensemble de partenaires, publics, mais aussi privés, impliqués dans la promotion du français, en lien avec la société civile;
- en trouvant des relais dans la société, susceptibles de toucher plus efficacement les publics (organisations professionnelles, syndicales, patronales);
- en s'appuyant sur les prescripteurs d'opinion, en premier lieu les médias;
- en développant une « communication heureuse »;

¹¹ Arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000021384706>.

- en mettant en œuvre une politique d'enrichissement du vocabulaire.

Enrichir la langue française dans le respect du droit et de l'usage

Depuis plus de quarante ans, les pouvoirs publics incitent à la création, à la diffusion et à l'emploi de termes français nouveaux destinés à remplacer les anglicismes qui désignent le plus souvent les innovations techniques et les nouveaux concepts¹².

La Commission d'enrichissement de la langue française

Associée au premier ministre et traditionnellement présidée par un membre de l'Académie française, c'est l'élément central du dispositif d'enrichissement de la langue française. La Commission examine les termes, expressions et définitions proposés par un réseau de plus de 400 experts (19 collèges ministériels animés par 10 hauts fonctionnaires chargés de la terminologie et de la langue française dans 13 ministères). Elle est composée de 19 membres non spécialistes représentant la société civile. Chaque collège ministériel réunit en revanche de 20 à 30 spécialistes et bénévoles, notamment des professionnels du secteur (comme des représentants d'entreprises, d'associations), des journalistes spécialisés, des spécialistes de la langue (linguistes, terminologues, traducteurs) et des représentants des services de l'Administration.

¹² Voir *L'enrichissement de la langue française*, 2016, accessible sur le site de la DGLFLF : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Thematiques/Langue-francaise-et-langues-de-France/Politiques-de-la-langue/Enrichissement-de-la-langue-francaise>.

La néologie des langues de spécialité

Les administrations, les organisations internationales, mais aussi l'ensemble des professionnels et des scientifiques, et même parfois le grand public, attendent, dans des délais de plus en plus courts, des réponses à leurs demandes concernant la façon de désigner ou de traduire en français les réalités nouvelles. Le domaine d'intervention prioritaire du dispositif d'enrichissement de la langue française est donc la néologie des langues de spécialité. Il ne traite ni la lexicographie, ni la normalisation technique, ni la terminologie juridique. Les domaines d'expertise, encyclopédiques, recouvrent le champ d'intervention des ministères et évoluent : agriculture et pêche; aménagement, habitat et mobilités; automobile; biologie; chimie et matériaux; construction automobile; culture et médias; défense; droit et justice; économie et finances; éducation et enseignement supérieur; énergie nucléaire; énergies fossiles; environnement et développement durable; informatique; relations internationales; santé et affaires sociales; spatiologie; sport; télécommunications.

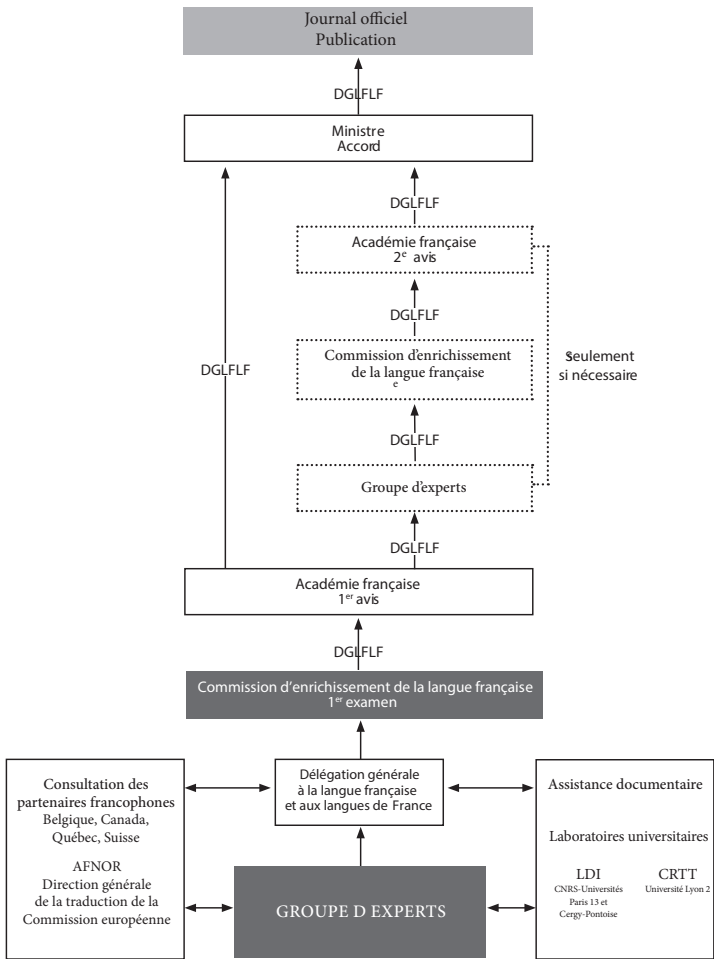
La recherche du consensus

Au terme d'une procédure fondée sur des principes forts de concertation et de recherche du consensus (voir le schéma « Procédure » ci-contre), la Commission examine les termes, les expressions et les définitions proposés par les groupes d'experts et veille à les harmoniser avec ceux des autres organismes de terminologie, de néologie et de normalisation, ainsi qu'avec ceux des pays francophones et des organisations internationales dont le français est la langue officielle ou la langue de travail et qu'elle consulte avant de procéder à des choix (par exemple, l'AFNOR, l'OQLF, le Bureau de la traduction du Canada ou la Direction générale de la traduction de la Commission européenne).

Deux laboratoires universitaires de recherche en linguistique préparent les dossiers documentaires : le Centre de recherche en terminologie et traduction de l'Université Lyon 2 (CRTT) et le laboratoire LDI (Lexiques, Dictionnaires, Informatique, UMR 7187 du CNRS/Universités Paris 13 et Cergy).

Dispositif d'enrichissement de la langue française

Les étapes de la procédure



Accompagnant depuis plus de trois siècles les évolutions du vocabulaire français, l'Académie française, qui fait figure d'instance de référence pour les questions d'usage de la langue française, joue un rôle primordial dans l'approbation des termes, expressions et définitions, son accord (après examen par la Commission du Dictionnaire) étant indispensable pour leur publication au *Journal officiel*.

La Commission d'enrichissement et les experts ne votent pratiquement jamais; ils considèrent qu'un terme et une définition qui font l'unanimité sont plus susceptibles de « passer » dans le discours commun. Ils prennent donc le temps de s'assurer que les termes et les définitions répondent à un véritable besoin et qu'ils sont susceptibles de s'implanter, dans l'usage professionnel d'abord, dans le discours général ensuite.

Les critères retenus pour l'adoption de termes nouveaux

En matière de néologie, la Commission d'enrichissement a dégagé quelques critères simples devant encadrer l'adoption de nouveaux termes :

- La *nécessité* (la création d'un nouveau terme est-elle indispensable pour désigner la notion concernée?);
- La *transparence* (le terme est-il immédiatement associé à la réalité ou à la notion qu'il désigne?);
- La *bonne formation* (le terme respecte-t-il le système morphologique et syntaxique du français?).

Contrairement aux normes techniques, les listes élaborées par le dispositif d'enrichissement de la langue française ne s'adressent pas uniquement à des spécialistes. C'est pourquoi la Commission d'enrichissement veille à ce que

les définitions des termes qu'elle publie au *Journal officiel* soient formulées d'une façon claire et compréhensible pour un large public, clarté et intelligibilité par ailleurs déjà inscrites dans l'édit de Villers-Cotterêts (dont on peut encore consulter l'article 110, toujours en vigueur, sur le site de Légifrance) concernant l'usage de la langue française dans les actes officiels :

Que les arretz soient clers et entendibles. Et afin qu'il n'y ayt cause de doubter sur l'intelligence desdictz arretz. Nous voulons et ordonnons qu'ilz soient faitz et escriptz si clerement qu'il n'y ayt ne puisse avoir aulcune ambiguite ou incertitude, ne lieu a en demander interpretacion.

À l'époque de la mondialisation, certaines notions nouvelles, venues d'outre-Atlantique, sont reprises de l'anglais. À titre d'exemple, pour les actions en justice menées au nom d'un ensemble de personnes (en anglais, on dit *class action*), le terme composé *action de groupe* (publié en 2006) évite toute confusion, le mot *classe* n'ayant pas le même sens en français et en anglais. En traduisant *digital native* par le terme composé *enfant du numérique*, jolie référence à *enfant de la balle*, les experts évitent le piège de la traduction littérale, puisque *digital*, en français, signifie « qui a rapport au doigt » (on parle d'*empreintes digitales*); et, par ailleurs, on est *natif* d'un pays¹³.

¹³ Sur les termes du dispositif, voir plus loin l'article d'Étienne Quillot, chargé de mission pour la terminologie à la DGLFLF.

Après la publication au *Journal officiel*

Chaque année, près de 300 termes et définitions sont publiés au *Journal officiel*. Une fois les termes et définitions rédigés, validés, publiés au *Journal officiel* et rendus accessibles à tous dans la base de données *FranceTerme*, une part de la tâche du dispositif d'enrichissement est accomplie, mais une part seulement, car il reste à faire connaître la terminologie « officielle » en instaurant le bon dialogue avec les locuteurs censés l'adopter. Il faut donc effectuer des communications pour diffuser et faire connaître les termes en question auprès des milieux professionnels et auprès du grand public. C'est ce à quoi la DGLFLF s'emploie avec détermination. La tâche n'est pas toujours facile et il faut déployer des trésors de rhétorique spirituelle et « positive » pour éviter d'être taxé de « ringardise » (voir notamment les conséquences évoquées précédemment au sujet de la loi Toubon sur les représentations liées au français et à l'anglais). Les campagnes effectuées par le Service d'information du gouvernement (placé sous l'autorité du premier ministre), sur le mode « Le top 10 des mots de l'Internet que vous allez maintenant oser dire en français », ou les titres comme « Soyez snobs, parlez français » en fournissent de bons exemples (voir ci-contre).



3. ON NE DIT PLUS POP-UP MAIS FENÊTRE INTRUSE

Parce que qui peut dire que ce n'est pas intrusif, une pop-up ?



4. ON NE DIT PLUS HACKER MAIS FOUINEUR

Parce qu'ils sondent les moindres recoins d'Internet et des systèmes informatiques pour mieux les comprendre.

Certains termes publiés par la Commission d'enrichissement de la langue française ont rapidement franchi les frontières des langues de spécialité pour s'imposer auprès du grand public, alors que d'autres pas. Un indice significatif de la progression du phénomène d'anglicisation (et l'une des questions posées par les organisateurs de ce colloque) est la « lexicalisation des emprunts ». Chaque année, les éditeurs et auteurs de dictionnaires incorporent dans la langue des anglicismes qu'ils considèrent comme « dictionnalisables ». En 2013, le *Petit Larousse* adopte *twitter*, *streaming*, et le *Petit Robert*, *LOL* (*laughing out loud*). En 2014, le *Petit Larousse*

adopte *googliser*, *speed dating*, et le *Petit Robert*, *low cost*. En 2015, le *Petit Larousse* adopte *motion capture*, *tag*; le *Petit Robert*, *hashtag*, *jpeg*, *mooc* (« cours en ligne ouvert à tous »), *selfie*. En 2016, le *Petit Larousse* adopte *bitcoin*, *go fast*, *open data*, *selfie*, *zip*, et le *Petit Robert*, *benchmark*, *big data*, *hardcore*, *shot*, *Web*.

Prendre la mesure « objective » de la progression de l'anglais dans la langue française

Il est aussi très utile de mesurer les effets de la politique d'aménagement linguistique en faisant des calculs d'occurrences sur Internet ou en se livrant à de véritables études d'implantation qualitatives plus fines, en comparant la fortune des termes étrangers et celle des recommandations officielles dans des corpus significatifs, ainsi qu'en mesurant le respect de l'emploi des recommandations officielles par l'Administration.

Pour mener à bien cette tâche difficile, la DGLFLF s'est associée à des laboratoires de recherche qui mettent au point des outils de traitement automatique de la langue (TAL), en particulier ceux qui permettent le repérage des néologismes et les études d'implantation de termes. Réuni au printemps 2016 à l'initiative de la DGLFLF, un groupe, baptisé « les Veilleurs », rassemble des terminologues, des linguistes et des informaticiens de trois universités françaises (Lyon 2, Strasbourg, Paris 13), des spécialistes de l'université Pompeu Fabra de Barcelone ainsi que d'autres du Centre de terminologie de Catalogne, le TERMCAT (équivalent de *FranceTerme*). Les porteurs et responsables de plateformes se sont réunis à Paris puis à Barcelone en mars 2016 afin de dresser un état des lieux des outils déjà existants (plateformes Neoveille [www.neoveille.org], Logoscope, Obneo, Morfetik). Ils étudient les possibilités de mutualiser leurs efforts en cherchant à compléter et à

améliorer ensemble les fonctionnalités de leurs moteurs de recherche : développement d'algorithmes, de scripts et d'interfaces de visualisation, détection de la néologie sémantique, ainsi que suivi automatique et mesure de la diffusion des mots nouveaux. Ils s'intéressent à la possibilité d'effectuer des recherches dans des corpus significatifs, par exemple en exploitant les données massives (très, très massives) issues du dépôt légal de l'Internet effectué il y a 20 ans par la Bibliothèque nationale de France. Les résultats de ces prospections devraient être divulgués en 2017.

PESSIMISTES OU OPTIMISTES?

Pour conclure, nous pouvons nous interroger sur le devenir de la langue française et nous demander si elle risque de subir le même sort que l'une des langues dérivées de l'anglais et parlées couramment dans le monde¹⁴, comme le tok pisin de Papouasie-Nouvelle-Guinée, le pitkern d'Afrique du Sud, le gullah des États-Unis (maîtrisé par Michelle Obama), le sranan du Surinam, ou le singlish de Singapour. Ou nous pouvons aussi nous en remettre au politique, au poète ou au linguiste.

Le politique, pour sa part, est optimiste, comme en fait foi ce commentaire formulé devant le Sénat, le 26 avril 2016, par Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du numérique, à l'occasion du débat sur la loi pour une République numérique :

À la vérité, la loi à laquelle ce projet de loi donnera naissance marquera une petite révolution : une petite révolution tranquille, comme j'aime à le dire. Cette loi

¹⁴ James HARBECK, « How English gave birth to surprising new languages », *BBC*, 11 août 2016.

donnera à la France une longueur d'avance. Mesdames, Messieurs les Sénateurs, je vous invite à relever ce défi, y compris sur le plan linguistique : efforçons-nous de ne pas utiliser un seul anglicisme, au nom de notre belle langue française, mais aussi en signe de reconquête ! En effet, l'entrée dans une langue, c'est l'entrée dans un monde, et la primauté de telle langue sur telle autre est le reflet d'un rapport de force que nous n'acceptons pas.

Silures ou fredaines ? Le poète Alain Borer livre, à coups de créations néologiques savoureuses, un petit manuel du résistant en langue française. Il définit l'« angolais » comme un :

anglais petit-nègre, l'anglais mal parlé pour huit claires raisons quand il est appris à partir de la langue anglaise : *l'angolais* caractérise la mutation saxophone de la langue française, en plusieurs tropes (*dénomination, silure, désinvention, la mal-diction, l'oralisation, l'inversion prédicat-sujet, le confusionnel, la disparition du « e » muet au profit du neutre...*), le réchauffement *linguistique* par lequel la langue française fait de son mieux pour ressembler à la langue du maître. *L'angolais* dégénère en *shiak*¹⁵.

Le linguiste Bernard Cerquiglini, quant à lui, est optimiste. Interviewé le 10 octobre 2014 à l'occasion du colloque « Langue française, une loi pour quoi faire ? », organisé pour célébrer les 20 ans de la loi Toubon, il s'inscrit, lucide et mesuré, dans le temps long de la langue :

¹⁵ Alain BORER, *De quel amour blessée. Réflexions sur la langue française*, Paris, Gallimard, 2014, p. 331.

Le français reste une grande langue d'enseignement et de recherche : je le vois tous les jours, depuis sept ans, au nombre des adhésions d'universités étrangères du Brésil ou de Chine. C'est pourquoi je ne regarde pas l'importation en France de termes anglais d'un œil affolé. Je suis historien de la langue. L'historien prend du recul. Un anglicisme, quand il est un xénisme – type d'emprunt lexical consistant à prendre un terme étranger tel quel – heurte la conscience. On est agacé lorsqu'il apparaît, mais on ne s'aperçoit pas lorsqu'il disparaît. Ces mots-là ne font souvent que passer. On devrait faire établir un cimetière des anglicismes, et ériger une statue à Proust. Son œuvre est truffée d'anglicismes, mais pas un n'est vivant actuellement. « Swann était très smart, ce soir-là, en dinner-jacket »¹⁶...

Mais laissons le mot de la fin au grand *néologiste* Louis-Sébastien Mercier :

Le français qu'on parlera dans deux cents ans sera peut-être plus différent de celui qu'on parle aujourd'hui qu'il ne l'est de celui qu'on parlait il y a deux cents ans. Point de langue si barbare qui ne puisse acquérir la perfection de la langue grecque ou latine; il ne faut que le temps, le nombre et le génie des hommes qui la parleront, qui l'écriront, et qui s'appliqueront surtout à la perfectionner¹⁷.

¹⁶ <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Actualites/En-continu/Langue-francaise-la-loi-Toubon-vingt-ans-apres>.

¹⁷ Louis-Sébastien MERCIER, *Néologie ou Vocabulaire de mots nouveaux; à renouveler ou pris dans des acceptions nouvelles*, Paris, Moussard et Maradan, [En ligne], 1801, p. vi. [<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb35881157k>].

EXISTE-T-IL DES MOTS ANGLAIS EN FRANÇAIS? POUR UNE POLITIQUE LEXICALE CONVIVIALE ET CRÉATIVE

■ DAN VAN RAEMDONCK

Vice-président du Conseil de la langue française
et de la politique linguistique de la Fédération
Wallonie-Bruxelles et professeur à l'Université
libre de Bruxelles

L'antienne ressassée de l'invasion du français par les anglicismes a depuis longtemps été nuancée. Notre intervention portera sur la manière dont les francophones intègrent ces mots d'origine anglaise ou sur ce qui les empêche de le faire. Elle portera sur la relativisation du danger lexical, pour se tourner vers le danger politique et social d'une créativité francophone obérée par une institutionnalisation obsolète de gendarmerie linguistique ou par la course effrénée aux rankings universitaires dans un enseignement supérieur globalisé, rendu à la logique de compétitivité et de parts de marché plutôt qu'à celle de compétences, croissance des savoirs et services à la communauté, logique qui entraîne une anglicisation rampante des cursus.

DIFFÉRENCE D'APPRÉHENSION DE LA RELATION FRANÇAIS-ANGLAIS

La situation des langues françaises face à l'anglais et aux anglicismes est tributaire des contextes linguistiques différents dans lesquels ces langues évoluent :

- En France, le français évolue dans un contexte de langue vécue comme unique, de quasi-pureté linguistique, où la langue fait définitivement partie de l'identité culturelle et, par voie de conséquence, de l'identité nationale. On y ressent la nostalgie de la puissance et de la gloire passées, notamment si l'on considère les apports du français à la langue anglaise (selon le *Oxford Dictionary*, 29 % du vocabulaire anglais vient du français, pour un pourcentage équivalent venant du latin, sans que l'on sache vraiment si l'emprunt au latin s'est fait directement ou par l'entremise du français). En français, on dénombrerait 4 % de mots d'origine anglaise. Voilà qui relativise les questions d'invasion. Sans compter que, parfois, lesdits anglicismes ne sont que des retours à l'expéditeur (*toast, computer...*). Il n'en demeure pas moins que l'on observe une attitude et des représentations essentiellement défensives et proscriptives. Au regard du lustre, de la classe et de l'élite français, l'anglais se présente comme un dangereux concurrent.
- Au Québec, le français apparaît dans une situation de langue assiégée. L'anglais menace et les représentations négatives confinent au rejet, parfois de manière assez schizophrénique, vu l'engouement observé pour cette dernière langue.

- La Belgique (assez proche de la Suisse) voit le français concurrencé par d'autres langues, dans un contexte de lutte parfois exacerbée. L'anglais apparaît dès lors comme langue refuge dans des conflits bi/tricommunautaires. Il peut cependant également permettre de faire reculer la langue nationale rivale : on utilise alors l'anglais contre le français ou le néerlandais (Blampain *et al.*, 2008 : 312-316).

LE DANGER FANTASMÉ DE L'INVASION

Y aurait-il donc trop de mots anglais en français ?

Selon Bogaards (2008 : 19), l'emprunt est adapté à la langue emprunteuse ; « il acquiert tout de suite un autre statut que celui qu'il avait dans la langue de départ [...] un anglicisme, en tant qu'élément emprunté, ne peut exister qu'en dehors de l'anglais ».

La Maison de la Francité (2009 : 11) ajoute que l'anglicisme, « selon de nombreux linguistes, est un terme qui concerne uniquement les mots d'influence anglaise, mais francisés ».

Dans une enquête effectuée pour un mémoire de maîtrise (Bolsaie, 2014) et menée auprès de 98 personnes de nationalité belge, afin de déterminer la représentation qu'ont ces locuteurs de l'anglicisme, l'anglicisme apparaît majoritairement comme un mot anglais, adopté, même assimilé dans la langue française, dans le français courant. Il fait partie intégrante de la langue française. Se pose dès lors la question de la reconnaissance et de l'identification de l'anglicisme ou du marquage à l'anglaise par opposition au marquage à la française.

La question de l'emprunt ne pose en fait structurellement aucun problème linguistique pour autant que la structure

de la langue d'accueil ne soit pas altérée. La validation de l'emprunt passe par l'assimilation (plus il y a assimilation, plus il y a intégration; plus il y a validation, moins il y a problème). Assimilés, les emprunts ne sont dès lors plus que des mots français d'origine étrangère. Il n'y aurait donc pas de mots anglais en français, mais des mots français d'origine anglaise. Cette assimilation peut s'observer à différents niveaux :

- phonologique ou phonétique (l'accent tonique; *leader, blender, building*);
- graphique, même si rare de nos jours (*fioul, pipolisation*);
- morphologique parfois (adaptation des pluriels à la française [*zapper, downloader*, verbe à morphologie française]);
- sémantique (*look, shopping*).

Au Québec, cette créativité lexicale apparaît plus importante, avec de nombreuses francisations ou trouvailles, mais souvent après coup, et prêtant parfois à sourire chez les autres francophones (*divulgâcher* pour *spoiler*).

REPRÉSENTATION ET ACCUEIL DES ANGLICISMES EN BELGIQUE

Du point de vue de la linguistique, la question de l'anglicisme est en fait de peu d'intérêt hors des questions relatives à l'analyse du discours et des représentations que celui-ci véhicule. La langue ne véhicule pas telle ou telle valeur. Cependant, les représentations sur les langues créent discursivement des « réalités virtuelles » de valeurs où l'anglais et le français s'opposent dans le grand marché

des langues. L'anglais serait la langue du pragmatisme, de la modernité, de la mode, de l'économie, du marketing, de la communication, des sciences exactes et polytechniques en tant que *lingua franca*; il serait dans la vraie vie, bon pour l'emploi. Le français, quant à lui, serait la langue de l'élite, de l'esthétique, du luxe, du beau, de la culture et des principes.

Selon une étude de la Maison de la Francité (2009 : 7), « les réactions des francophones ne sont pas unanimes [...] d'une part, ceux qui considèrent que le français se dégrade, d'autre part ceux qui pensent que l'anglais contribue à moderniser le français, et enfin, ceux qui subissent cette mode qu'ils pensent passagère ». Les motivations d'emprunt seraient les suivantes (*Ibid.* : 43-44) :

- l'effet de mode;
- la volonté d'identification à une puissance étasunienne considérée comme supérieure (surtout chez les jeunes) ainsi que la volonté d'appartenir à un groupe social, ce qui se traduirait par une communication, notamment publicitaire, destinée à satisfaire cette demande en ayant recours aux anglicismes;
- la volonté de pallier le manque de diversité lexicale, alors que les nouveautés techn(olog)iques proviennent du monde anglo-américain. La difficulté de dire ces nouveautés en français entraîne l'emprunt;
- la brièveté des mots anglais, qui sont utiles dans le domaine de la communication, où il est important de marquer les esprits à l'aide de formules courtes et explicites;
- la possibilité, dans le cadre d'un pays multilingue, de faire passer un message dans une seule langue (l'anglais jouant alors le rôle de langue véhiculaire).

L'enquête de Bolsaie (2014) ramène le même genre de résultats. Sur les 98 répondants, 34 % (dont 68 % bilingues) se déclarent favorables aux anglicismes contre 3 % qui se déclarent défavorables (l'anglicisme serait une marque de snobisme, une aliénation à la mode...), 4 % se déclarent neutres et 59 %, nuancés mais plutôt favorables.

Les arguments avancés pour justifier une appréhension favorable sont les suivants, sans ordre, qui confirment les représentations énoncées ci-dessus (*Ibid.* : 97-110) :

- la facilité, la brièveté;
- le désir du choix du mot correct;
- l'habitude, l'utilisation à l'instinct;
- le caractère plus approprié, plus clair du mot;
- l'intégration du mot dans le français courant;
- le besoin d'éviter la confusion, d'être précis;
- le caractère officiel du mot (ex. *master*);
- l'inutilité de la traduction;
- la particularité du concept;
- l'importance du contexte (souvent) professionnel (anglicisme au travail : *book* plutôt que *portfolio*);
- la préférence pour l'antériorité du terme (le plus souvent anglais : *fast food*);
- le caractère international, voire universel du terme (important dans le contexte belge également);
- la volonté de se faire comprendre du plus grand nombre et donc l'utilisation du terme le plus commun, fréquent;
- une attitude plus pragmatique qu'esthétique ou culturelle.

Sur le plan de la prononciation, 19 % disent prononcer à l'anglaise contre 23 % à la française, tandis que 58 % disent mélanger les prononciations anglaise et française. Cependant, lorsque l'on affine l'analyse, on observe que la prononciation française domine largement et que la prononciation anglaise alléguée n'en est pas vraiment une. Cela donne une majorité pour une assimilation à la prononciation française, ou à tout le moins au système phonologique du français. Cela apparaît différent de la perception que les Belges ont de la prononciation des anglicismes par les Québécois (voir à ce sujet la contribution de Shana Poplack dans le présent volume).

SORTIR DE LA CULPABILISATION ET DE L'AUTO-FLAGELLATION

Le francophone de Belgique, pétri de tradition puriste à tendance autoflagellatoire (voir Van Raemdonck, 2010), peine déjà à éviter les belgicismes. Il lui faudrait en plus chasser les anglicismes. Tout le discours puriste en revient toujours à culpabiliser l'usager, seul fautif en apparence.

Pour autant, si le francophone ne s'approprie pas le « bon » lexique, en est-il le seul responsable? Les conditions d'appropriation de ce lexique sont-elles optimales? On parle toujours d'appropriation d'une langue par un usager. Si celle-ci ne se passe pas dans les meilleures conditions, le terme lui-même semble indiquer que la faute en est à chercher du côté de cet usager, qui n'aurait pas su (*s'*)*approprier*. Nous avons proposé (Van Raemdonck, 2012 et 2015, repris par Klinkenberg, 2015) d'examiner l'autre versant de l'appropriation, celui de l'appropriabilité : toutes les conditions pour qu'un usager puisse s'approprier la langue

sont-elles bien remplies? Les institutions qui représentent la langue et la promeuvent sont-elles les plus adaptées à sa diffusion? Les discours sur la langue qui doivent l'aider dans son appropriation sont-ils pertinents? Les conditions sont-elles les plus appropriées pour un usage délié de la langue? L'utilisateur est-il libre d'utiliser la langue en en respectant les règles constitutives? Nous avons proposé de répondre à ces questions par la négative, en mettant en avant les responsabilités non pas de la langue, mais des discours sur la langue (discours sur le lexique, l'orthographe et la grammaire) et des institutions qui la gardent (ex. Académie française), ainsi que de celles qui s'en servent (tout en n'en assurant pas toujours la lisibilité [ex. justice]).

En matière d'usage des anglicismes, la faute n'incombe assurément pas au seul usager, et le blâmer perpétuellement ne permet qu'hypocritement de se trouver un bouc émissaire qui ne peut réagir, surtout s'il a cette longue tradition d'auto-flagellation puriste derrière lui.

Le problème auquel doit faire face le français provient en fait de la limitation jacobine qui entrave le développement de la créativité lexicale de cette langue, limitation que ne semble pas connaître l'anglais. L'utilisateur anglophone y use de sa boîte à outils pour créer des mots sans trop de censure. Le locuteur semble et se sent habilité. En français, le locuteur n'est pas habilité. Il lui est nécessaire d'obtenir la permission, l'entérinement de structures institutionnelles. Dès lors, même si le système dérivationnel du français est très riche de potentialités souvent inexploitées, ses réalisations sont rendues très difficiles par l'Académie française et les autres cerbères de la norme; par ceux-là mêmes qui, en d'autres lieux, montent au créneau de l'anglophobie et veulent bouter l'anglo-américain hors de la francophonie. Or, ces farouches résistants aux invasions anglophones – invasions toutes relatives, on l'a vu, une fois ramenées à leurs justes

proportions et vu l'incontestable suprématie économique et politique du monde anglo-américain – ouvrent, par une telle attitude, la brèche qu'ils cherchent à colmater. En effet, le marasme lexical qu'ils nous imposent nous oblige à puiser dans un fonds étranger les ressources qui nous font défaut. Et lorsqu'ils se réveillent, l'emprunt est à ce point implanté qu'il en devient inamovible. Ainsi, qui donc parlera de *parcage* au lieu de *parking* ou de *mercatique* à la place de *marketing*?

Il faudrait, une fois pour toutes, secouer ce joug et libérer la créativité lexicale (notamment via la terminologie) qui est, elle aussi, le garant de la vie d'une langue (avec certaines réussites : *logiciel*, *calculette*, *ordinateur*). On se bornerait alors, en « haut lieu », à entériner les nouvelles unités, après vérification de l'adéquation aux valeurs et à la cohérence du système dérivationnel du français, et ce, afin d'éviter toute « dérive » laxiste. Heureusement, des dictionnaires comme le *Robert*, le *Larousse* ou le *Hatier* ont pris la relève de l'Académie et se posent en témoins d'une norme évoluant, réactualisée.

Cela étant, le problème ne pourra se régler au niveau de la seule langue. On ne peut pas demander au linguistique de pallier les carences des secteurs politique, économique, financier et industriel (en ce compris une partie du culturel, dans sa composante de production industrielle; en témoigne l'accord Blum-Byrnes du 28 mai 1946 qui échangea une bonne partie de la dette de guerre de la France à l'égard des États-Unis contre la fin du régime d'interdiction et un assouplissement des quotas de diffusion des produits de l'industrie cinématographique et culturelle américaine). On ne peut faire fi de l'alimentation réciproque langue → économie → industrie → économie → langue.

Il faut agir sur les plans politique et économique. Inciter le politique à avoir une politique de promotion et de développement industriels, économiques, culturels et scientifiques (avec financement de la recherche en différentes langues) et, par voie de conséquence, linguistiques. En matière de politique d'internationalisation, cela implique qu'il faut certes défendre sa position (le cas échéant concurrentielle), mais ne pas faire porter le fardeau normatif sur l'utilisateur (ce qui renvoie à la pratique un peu trop commune de socialisation des pertes).

Or, on observe une forme de trahison des clercs. Sous prétexte de *lingua franca* (à partir de représentations alimentées par le pouvoir qui impose sa langue), la culture, l'université, les sciences, rendues à la logique de compétitivité et de parts de marché et obnubilées par la course effrénée aux *rankings* universitaires dans un enseignement supérieur globalisé, abdiquent et acceptent de laisser la place à l'anglais. Les masters en anglais fleurissent (certains pays en reviennent), quand ce ne sont pas déjà certains bacheliers, au détriment parfois de l'activité pédagogique et universitaire, qui nécessite une distance critique souvent inaccessible dans une langue qui n'est pas celle des parties prenantes.

Au niveau de l'Union européenne, on observe une anglicisation « rampante » (calque et faux ami signifiant *effréné*) des institutions. Avec le Brexit, l'UE se retrouve sans anglais comme langue officielle des États membres. Pour autant, on imagine aujourd'hui difficilement comment éviter cette langue, qui devient de plus en plus celle de l'ennemi économique, un concurrent linguistiquement privilégié par rapport à d'autres.

Parmi d'autres incohérences politiques, on mettra en avant l'attitude des francophones du Nord vis-à-vis des pays africains, que l'on invite et incite à parler français, alors

que nous nous angliciserions : comment ne pas induire la sensation d'un piège, qui les maintiendrait dans une zone de relégation?

Le problème que pose aujourd'hui une *lingua franca* comme l'anglais est qu'elle ne permet pas, comme on le prétend, l'accès au savoir du plus grand nombre. Elle retranche les autres langues de certains territoires de savoir pour lesquels celles-ci ne seraient plus considérées comme aptes. Ces langues expérimenteraient des pertes de territoires, de zones et de sphères de savoir. Elles ne serviraient plus à exprimer telle ou telle chose, ce qui correspond à un sacrifice culturel irréparable.

Le combat contre l'anglais est assurément une inanité. On ne défend pas une langue contre une autre, mais pour, par et en elle-même. Cependant, c'est bien à une politique générale de reconquête des sphères économiques et du savoir qu'il faut s'atteler en priorité.

Sur le plan linguistique, plutôt que d'entériner un repli langagier frileux ou de culpabiliser l'usager, il vaudrait mieux promouvoir une réelle créativité lexicale (en ce compris dans le domaine terminologique) et élaborer de réelles politiques linguistiques aux niveaux international, national et institutionnel (qu'exprimer? et dans quelle[s] langue[s]? à qui?), qui permettent d'assurer une véritable diversité linguistique dans un monde multipolaire, multiculturel et donc nécessairement multilingue.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Daniel BLAMPAIN, André GOOSSE, Jean-Marie KLINKENBERG et Marc WILMET (dir.), *Le français en Belgique : une langue, une communauté*, Bruxelles, Duculot, 1999.

Paul BOGAARDS, *On ne parle pas franglais : la langue française face à l'anglais*, Bruxelles, De Boeck Duculot, 2008.

Julie BOLSAIE, *Le franglais supplantera-t-il le français? Étude socio-linguistique des réactions face aux anglicismes du français belge et du français québécois*, mémoire de maîtrise, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 2014.

Jean-Marie KLINKENBERG, *La langue dans la Cité. Vivre et penser l'équité culturelle*, s. v., Les impressions nouvelles, 2015.

MAISON DE LA FRANCITÉ, *Notre français file à l'anglaise : langue française et anglomanie d'aujourd'hui*, Bruxelles, Maison de la Francité, 2009.

Dan VAN RAEMDONCK, « La grammaire belge aujourd'hui : de l'auto-flagellation à la sortie du placard », dans *Le discours et la langue*, 2010, p. 13-36.

Dan VAN RAEMDONCK, « Les projets de réforme de la Commission orthographe du Conseil de la langue et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles », dans Xavier North (éd.), *Les évolutions du français contemporain : Pratiques linguistiques et politiques francophones*, Rouez en Champagne, La Passe du vent, 2012, p. 247-255.

Dan VAN RAEMDONCK, « Nos ancêtres, les P(articipes) P(assés) : Déférence et lustration de la langue française », dans Robert Bernard, Anne Dister, Jean-Marie Klinkenberg, Marie-Louise Moreau et Dan Van Raemdonck (éd.), *S'approprier le français. Pour une langue conviviale : Actes du colloque de Bruxelles (2013)*, Louvain-la-Neuve, De Boeck supérieur, 2015, p. 59-82.

COMMENT MODÉLISER ET MESURER LA SENSIBILITÉ AUX ANGLICISMES?

■ FRANÇOIS GRIN

Président de la Délégation suisse à la langue française et professeur à l'Université de Genève

Le phénomène de l'anglicisme soulève de nombreuses questions, dont les deux plus fondamentales sont celles de son existence même (existe-t-il un phénomène qu'on peut appeler « anglicisme », ou n'est-ce là qu'une catégorie artificielle, qui s'apparente à une simple illusion?), puis, si l'on admet cette existence, celle de sa définition (qu'est-ce exactement qu'un anglicisme et jusqu'où s'étend le champ des phénomènes linguistiques que l'on désigne par ce terme?). Je propose, dans les pages qui suivent, d'aborder ces deux questions en suivant un cheminement inhabituel.

DÉLIMITER L'ANGLICISME

Pour les besoins de ce chapitre, nous traiterons « l'anglicisme » comme une pratique définie ainsi :

L'usage, dans un énoncé (au sens large, allant d'une phrase à un texte ou discours), écrit ou oral, principalement en langue X en vertu de sa structure morphosyntaxique, de traits morphosyntaxiques (éventuellement, à l'oral, phonologiques) remplissant deux conditions : (i) ils

sont considérés par une nette majorité des locuteurs natifs de X comme étrangers à la langue X; (ii) les traits concernés sont issus de, ou empruntés à la morphosyntaxe ou à la phonologie de la langue anglaise dans au moins l'une ou l'autre de ses variantes attestées. Les traits considérés peuvent *a priori* concerner n'importe lequel des quatre niveaux standard de la morphosyntaxe (lexical, flexionnel, contextuel, positionnel), même si c'est le niveau lexical qui est le plus souvent concerné.

Cette définition se veut pragmatique, c'est-à-dire qu'elle répond aux besoins de l'analyse proposée dans la suite de ce texte, mais elle reste bien sûr susceptible de modification et d'affinement, notamment en ce qui concerne la référence aux catégories analytiques de la linguistique structurale¹. Elle est donc remplaçable par des définitions techniquement plus précises, sans affecter pour autant l'analyse qui va suivre. Elle suppose qu'il est possible d'identifier et de distinguer des langues *différentes*. Les langues sont bien entendu des constructions, mais n'ont pas, de ce fait, *moins* de réalité empirique du simple fait qu'elles sont construites et que leur délimitation s'inscrit dans une histoire politique et sociale. Cela ne requiert pas autre chose que d'admettre l'évidence qu'il est possible de considérer comme non identiques des langues telles que « le français », « l'anglais », « le japonais », « le swahili », etc.

L'existence de l'anglicisme ainsi caractérisé me semble indéniable, et si X = français, tout francophone peut citer au pied levé des quantités d'exemples tirés des pratiques

¹ Christophe PARISSE, *La morphosyntaxe : Qu'est-ce qu'est? Application au cas de la langue française*, « Rééducation orthophonique », 47 (2009), 238, p. 7-20.

écrites ou orales observables quotidiennement. Par exemple, c'est bien une marque de *l'anglicisme* que de voir les grandes surfaces remplacer le mot *soldes* par *sale* (mais pas par *Ausverkauf* ou *Sonderverkauf* [allemand], ni par *Udsalg* [danois] ou par *Saldi* [italien]).

Autrement épineuse est la seconde question, qui porte sur la délimitation du phénomène : qu'est-ce qui mérite d'être appelé « anglicisme », et qu'est-ce qui ne le mérite pas ? Ce texte ne porte cependant pas sur cette question, et je me limiterai ici à quelques remarques qui permettent de baliser le champ d'application des considérations que je développe plus loin :

- ce qui passe pour un anglicisme est contextuel et évolutif. Ainsi, les mots *parking* pour parler d'un « stationnement » ou *week-end* pour désigner la « fin de semaine » ne sont actuellement plus considérés comme des anglicismes par la plupart des francophones vivant sur le continent européen – du moins au sens de la définition ci-dessus –, mais ils le sont au Québec, où l'on préfère *stationnement* et *fin de semaine*;
- ce caractère contextuel et évolutif n'est pas tributaire que du temps et du lieu, mais dépend aussi d'autres dimensions, notamment sociologiques, au sein desquelles différentes normes peuvent se diffuser. À cet égard, le concept de *communauté de pratique* est sans doute très fécond pour distinguer des « communautés » qui diffèrent l'une de l'autre dans les normes qui y règnent.

J'ai eu recours ci-dessus au verbe *considérer (comme)*, ce qui fournit une bonne transition vers le véritable sujet du présent texte. En effet, je cherche à voir si et comment on peut, en matière d'anglicisme, départager les *perceptions* des usagers d'un côté et les *caractéristiques intrinsèques* de l'anglicisme de l'autre. Je passe donc à la question des

perceptions dans la section 2. La section 3 présente l'instrument analytique central que je propose de mettre à profit pour procéder à la distinction entre perceptions et caractéristiques intrinsèques; il s'agit d'un modèle inspiré de la *théorie de la réponse aux items*, plus connue sous son nom et son acronyme anglais d'*item response theory* (IRT). La section 4 discute de l'applicabilité de l'IRT à l'analyse des anglicismes. La section 5 conclut en avançant une série d'hypothèses sur ce que peuvent être les *dimensions a priori* pour poser, politiquement et socialement, la question de l'anglicisme.

Ce texte a pour but d'avancer un certain nombre d'hypothèses. L'angle méthodologique développé ci-après sert principalement à les établir logiquement. Tant l'approche méthodologique (sections 3 et 4) que les hypothèses testables (section 5) sont à envisager comme l'esquisse d'un projet de recherche théorique et empirique sur le phénomène de l'anglicisme, ou au moins comme les éléments clefs d'un tel projet.

L'IMPORTANCE DES PERCEPTIONS

Un aspect du phénomène « anglicisme » qui me semble digne d'intérêt est la grande diversité des perceptions à son égard – et notamment à l'égard de l'anglicisme comme pratique. Les perceptions divergent quant à l'ampleur du phénomène et au caractère plus ou moins préoccupant qu'il convient de lui attribuer. Ces perceptions s'inscrivent donc elles-mêmes dans un espace au minimum bidimensionnel : on peut d'abord être plus ou moins *attentif* aux anglicismes et les remarquer ou non; ensuite, on peut être plus ou moins *dérangé* par ces anglicismes, voire les considérer comme un phénomène nullement problématique, mais comme un

usage plaisant du langage, grâce auquel l'expressivité de la langue X se trouve renforcée par le recours à un lexème ou à une structure importée de l'anglais; on peut aussi y voir un simple jeu métalinguistique.

Cette distribution des jugements à l'égard des anglicismes mérite qu'on s'y arrête, car, outre son intérêt analytique propre, elle est susceptible d'influencer les décisions qu'une collectivité peut vouloir prendre à cet égard dans le cadre de sa politique linguistique. Même s'il existait une base légale pour le faire, ce qui n'est actuellement pas le cas, il n'y aurait guère de sens, dans des régions officiellement francophones comme les cantons suisses de Genève, de Vaud, de Neuchâtel et du Jura, à légiférer contre l'usage du mot *parking* qui ne dérange pas grand monde.

En revanche, on constate un agacement manifeste, bien au-delà des associations de « défense du français » (dont celle qui porte précisément ce nom), à l'égard de certains anglicismes. C'est ce que montrent les chiffres d'une enquête effectuée auprès de 1 100 personnes en Suisse romande et réalisée en juin 2014 par un institut de sondage mandaté par l'association Défense du français². S'il existait une base légale pour cela, faudrait-il légiférer pour répondre à ce qui peut être considéré comme une *demande sociale*? Si cette base légale n'existe pas, faudrait-il la créer, afin d'avoir les moyens de garantir que la langue soit *au service du citoyen*? À la limite, la protection contre l'anglicisme n'est-elle pas une condition d'une société démocratique? Car, en effet, savoir l'anglais n'est pas, que l'on sache, une *obligation* citoyenne, et la diffusion, dans un environnement linguistique de langue X, de tournures ou de mots importés

² <http://www.defensedufancais.ch/association/pdf/sondage.pdf>.

de l'anglais, revient à une *exclusion* des X-ophones n'ayant pas appris l'anglais³, surtout quand ces importations ne sont pas forcément transparentes.

Il reste que tout le monde ne se sent pas également dérangé par les *sales*, et la réactivité aux anglicismes ne dépend pas que des caractéristiques proprement linguistiques de ceux-ci, mais aussi des représentations des acteurs eux-mêmes à cet égard. Pour le dire d'une autre façon : même si l'on peut se mettre d'accord sur une définition *objective* de l'anglicisme permettant, dans 95 % des cas, de dire si l'on a affaire ou pas à un anglicisme, la pertinence sociale d'une éventuelle intervention pour le contraindre dépend d'une sensibilité qui, elle, est subjective.

Il serait tentant – et facile – de *tout* ramener à la subjectivité des acteurs, et de considérer que tout rejet de l'anglicisme est un signe de purisme de mauvais aloi – le « purisme », du reste rarement défini avec précision, semblant avoir été élevé par certains linguistes au rang de péché capital. Mais cette vision est évidemment tronquée, car une même personne peut parfaitement admettre, sans le moindre froncement de sourcils, qu'on parle non seulement de *parking* ou de *mail* plutôt que de *stationnement* ou de *courriel*, mais en même temps ne pas considérer comme positif ni même comme neutre le fait que l'adverbe français *définitivement* ne veuille plus, pour certains locuteurs de langue maternelle française, signifier « pour de bon » (ou « pour toujours »), mais « absolument » – calque évident de l'anglais *definitely*. Cette même personne peut acheter sans état d'âme un billet d'avion en *business* plutôt qu'en classe affaires pour son

³ Michele GAZZOLA, *Multilingual Communication for Whom? Language Policy and Fairness in the European Union*, « European Union Politics », 17 (2016), 4, p. 546-569.

weekend plutôt que pour sa fin de semaine, mais s'agacer de voir un quotidien gratuit titrer (je le cite *verbatim*) : « Le *comeback* des Spice Girls *sold out* ». Ou de voir une vedette des gardes-côtes suisses du lac Léman (dont les eaux sont partagées entre la Suisse romande et la France) arborer fièrement, en grandes lettres jaunes sur fond noir, les mots *COAST GUARD*. Rappelons à cette occasion que l'anglais n'est pas et n'a jamais été l'une des langues nationales ou officielles de la Suisse.

Une telle personne, qui effectuerait des distinctions entre différentes formes d'anglicisme, admettant (voire utilisant) certains anglicismes tout en en critiquant d'autres, doit-elle alors être considérée comme insensible aux anglicismes (que ce soit par indifférence ou en raison d'une belle compréhension de la fluidité des langues)? Ou faut-il, à l'inverse, tenir cette même personne pour l'exemple même du puriste rigide et crispé?

Ces deux jugements seraient également bornés, car ils feraient fi de la complexité des rapports que les locuteurs entretiennent avec la langue ou les langues qu'ils parlent. Si quelqu'un, *avec son idéologie linguistique propre* et avec son degré propre de purisme ou, à l'inverse, d'indifférence à la norme, accepte certains anglicismes et en rejette d'autres, c'est bien parce qu'il établit, d'une façon que la linguistique savante estimera fondée ou non, une distinction entre les anglicismes acceptables et les anglicismes inacceptables. Bien entendu, tout le monde ne tracera pas au même endroit la limite entre les deux. Mais c'est justement là ce qui est important pour quiconque souhaite comprendre le phénomène de l'anglicisme, avec ses dimensions objectives et ses dimensions subjectives. Avec le degré de subjectivité qui est le leur, la plupart des personnes distingueront entre différents anglicismes, et c'est la distinction entre anglicismes *acceptés* et anglicismes *rejetés* qui m'intéresse ici.

Il faut pour cela proposer un outil analytique qui permette de distinguer les deux, et c'est ce que la section suivante tente de faire.

TRI (THÉORIE DE LA RÉPONSE D'ITEM) ET MODÈLE DE RASCH

Établissons pour cela un parallèle entre la question qui nous occupe et la situation d'un groupe d'étudiants qui doivent passer un examen composé, par exemple, d'une quarantaine de questions. À certaines questions, la plupart des étudiants répondront correctement. Cela peut s'expliquer de diverses façons : soit les étudiants s'étaient bien préparés, soit les questions étaient plutôt faciles (ou les deux à la fois). À l'inverse, il y a des questions auxquelles la plupart des étudiants échouent : soit ils étaient mal préparés pour l'examen, soit ces questions étaient très difficiles (soit les deux à la fois).

Or, sur la base des résultats à l'examen, *il est impossible de départager les différentes interprétations*. Les réussites constatées ne permettent pas de dire si les questions étaient très ou peut-être trop faciles, ou si les étudiants ont fait un remarquable travail de préparation. Inversement, les échecs constatés ne permettent pas de dire si les questions étaient très ou peut-être trop difficiles, ou si les étudiants ont fait preuve de négligence. La distinction entre deux phénomènes qu'il s'agit de départager est l'objet d'une approche connue sous le nom de *théorie de la réponse d'item*

(en anglais, *item response theory* ou simplement IRT)⁴. L'IRT est en fait une classe de modèles, et plusieurs spécifications sont possibles. La plus fréquente est sans doute le modèle de Rasch, où la probabilité P de réussite à une question d'examen j (un « item ») pour un étudiant i est donnée par la formule suivante, où θ_i est le trait latent (préparation, compétence de l'étudiant) et α_j est le degré de difficulté de la question j . La probabilité P s'exprime alors ainsi :

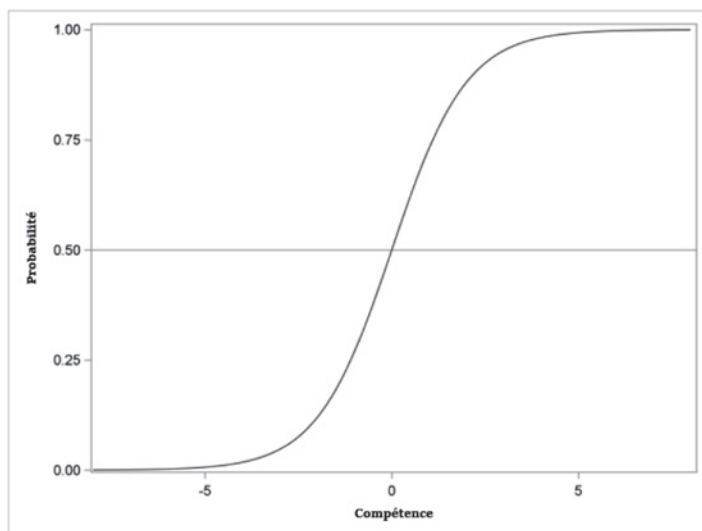
$$P = \frac{e^{\theta_i - \alpha_j}}{1 + e^{\theta_i - \alpha_j}}$$

Outre qu'elle met de façon compacte les éléments du problème en rapport les uns avec les autres, cette fonction présente toutes sortes de propriétés intéressantes. En particulier, elle permet de mettre en évidence une *courbe caractéristique de l'item* (fig. 1)⁵ :

⁴ Il existe à propos de cette classe de modèles d'abondantes ressources en ligne (par exemple <http://www.rasch-analysis.com/> ou <http://www.rasch.org/rmt/refs.htm>), et même une revue spécialisée, *Rasch Measurement Transactions*. La traduction française d'IRT, *théorie de la réponse d'item*, m'apparaît maladroite (on aurait pu préférer *théorie de la réponse aux items*), et j'utiliserai donc le sigle anglais IRT.

⁵ Source des fig. 1, 2 et 3 : <https://support.sas.com/resources/papers/proceedings14/SAS364-2014.pdf>.

Fig. 1 – Courbe caractéristique d'un item



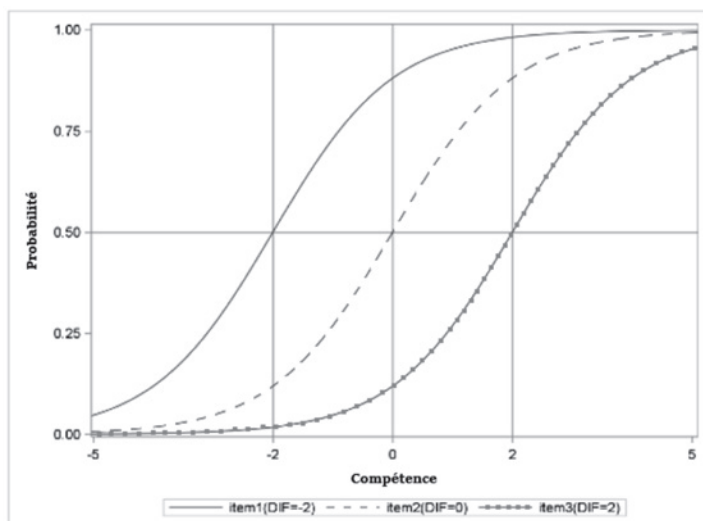
À mesure que le degré de compétence augmente, la probabilité de réussite augmente également. Cette courbe nous indique que, pour un étudiant de compétence (en abscisse) égale au degré de difficulté de la question (symbolisé par la valeur 0), la probabilité (en ordonnée) de bien répondre à la question d'examen est égale à 0,5. La probabilité est supérieure à 50 % pour un étudiant de compétence plus élevée, et inférieure à 50 % pour un étudiant de compétence moindre⁶.

La courbe de la fig. 1 vaut pour cette question en particulier. Bien entendu, tous les items (toutes les questions posées lors d'un examen) ne se valent pas. Certains sont plus difficiles que d'autres. En comparant trois items, on pourrait observer les profils donnés par la fig. 2 : à gauche, un item relativement facile (la probabilité de réussite dépasse 50 % même

⁶ Si $\alpha = \theta$, P se simplifie en $e^0/(1 + e^0) = 0,5$. Si $\alpha < \theta$, alors $P = e^p/(1 + e^p)$, où $p > 0$, et donc $P > 0,5$, etc.

pour des niveaux de compétence relativement modestes) et, à droite, un item relativement difficile (la probabilité de réussite reste inférieure à 50 %, même pour des niveaux de compétence relativement élevés) :

Fig. 2 – Courbe caractéristique de l’item pour trois items de difficulté différente

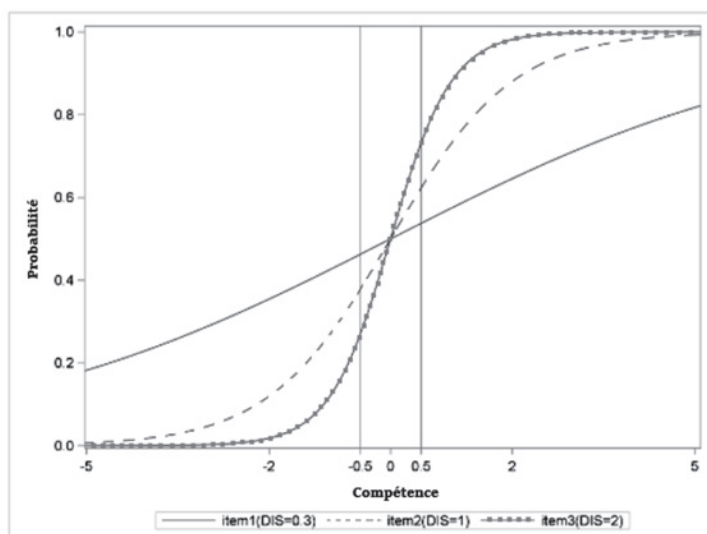


On a fait ci-dessus l'hypothèse que le *rythme* d'accroissement de la compétence se traduisant par une probabilité plus élevée de réussite est identique pour les trois items. Or, tel n'est pas forcément le cas, et il est donc permis de discerner un pouvoir discriminant différent à l'œuvre entre les items. La fonction de probabilité de réussite est donc modifiée comme suit :

$$P = \frac{e^{\gamma_j \theta_j - \alpha_j}}{1 + e^{\gamma_j \theta_j - \alpha_j}}$$

La variable γ_j est alors le paramètre indiquant le pouvoir discriminant de la question j . On peut, par le fait même, comparer les items entre eux à l'aide de la fig. 3, dans laquelle les trois items présentent le même degré de difficulté, mais ne départagent pas aussi nettement les étudiants entre ceux dont le niveau de compétence est au-dessus ou en dessous du niveau de difficulté de l'item (celui qui présente la pente la plus forte au point d'inflexion est aussi celui qui fait montre du pouvoir discriminant le plus net).

Fig. 3 – Courbe caractéristique de l'item. Trois items de pouvoir discriminant différent



APPLICATION À LA RÉACTIVITÉ AUX ANGLICISMES

La logique du modèle de Rasch peut être adaptée à la question qui nous occupe. Supposons que l'on effectue une enquête en soumettant aux participants une série d'exemples d'anglicismes (donc, des « items », disons une cinquantaine), en leur demandant, dans chaque cas, s'ils estiment le recours à l'anglicisme acceptable ou problématique. La forme fonctionnelle correspondante, qui prédit la probabilité d'acceptation A d'un anglicisme j , prend alors la forme suivante :

$$A = \frac{e^{\theta_i - \alpha_j}}{1 + e^{\theta_i - \alpha_j}}$$

Le paramètre θ s'interprétera alors comme un trait latent de l'individu i , à savoir sa plus ou moins grande sensibilité personnelle aux anglicismes, tandis que le paramètre α reflétera non plus la *difficulté* d'une question d'examen, mais certaines caractéristiques *objectives* de l'anglicisme considéré qui le rendent plus problématique aux yeux du répondant⁷.

Le modèle de Rasch nous fournit la structure d'une approche expérimentale grâce à laquelle on peut estimer le paramètre qui nous intéresse ici au premier chef, à savoir le paramètre de difficulté α .

⁷ Pour une analyse plus approfondie, on peut comme précédemment multiplier le terme θ par un terme γ . Ce terme continue de désigner le « pouvoir discriminant », mais, à présent, il s'agit de la mesure à partir de laquelle un anglicisme donné permet de distinguer entre les individus qui γ sont très sensibles et ceux qui ne le sont pas.

En pratique, il faudra constituer un échantillon représentatif de la population considérée. Si l'on s'intéresse à la réception des anglicismes au sein d'une population dans son ensemble, cet échantillon devra en être le reflet, notamment en ce qui concerne le genre, la structure d'âge et le profil sociologique (en tenant compte, entre autres, de la formation et du revenu). Si l'on ne s'intéresse qu'au paramètre α , sans chercher à voir comment ce paramètre diffère entre des groupes définis à partir de ces caractéristiques diverses, un N entre 60 et 100 est en principe suffisant (et d'ores et déjà supérieur à la plupart des seuils minimaux indiqués dans la littérature spécialisée, même si celle-ci reste peu explicite sur la question). Si, en revanche, on cherche à analyser la réaction aux anglicismes compte tenu de ces éléments de profil, un N plus élevé sera nécessaire.

Pour le *design* du questionnaire (encore un exemple d'importation lexicale qui ne me dérange pas, car celle-ci me semble remplir utilement une niche sémantique précise), on peut donc prévoir une série de 50 à 100 items, contenant notamment des exemples d'usage relevant, *a priori*, du phénomène de l'anglicisme. Les items peuvent être très différenciés, et le questionnaire lui-même peut être multimédia :

1. certains items peuvent être présentés sous la forme de textes (citations), tandis que d'autres peuvent être constitués par des photos d'affiches;
2. certains peuvent relever de l'écrit (comme ci-dessus), d'autres de l'oral (enregistrements);
3. ils peuvent aussi être audiovisuels et être insérés dans de brèves séquences vidéo;

4. il peut s'agir d'exemples *in abstracto* ou, au contraire, de situations dûment contextualisées (un anglicisme, dans un contexte c_1 , n'est pas forcément perçu de la même façon dans un contexte c_2);
5. la contextualisation elle-même peut être soit stylisée, dans le cas d'items construits pour les besoins de l'étude, soit, à l'inverse, être strictement réaliste (le questionnaire pouvant ne contenir que des exemples réels).

Pour chaque item, on peut proposer un format de réponse sous la forme d'une échelle de Likert, avec par exemple quatre positions telles que :

- a. cet usage ne me pose aucun problème [par exemple, réponse codée 1];
- b. cet usage ne me dérange pas vraiment [2];
- c. cet usage est assez gênant [3];
- d. cet usage est très dérangeant [4].

Les données brutes nous donnent donc, pour chaque répondant et chaque item, une valeur codée de 1 à 4.

- Si l'on calcule le total par répondant, on obtient pour chacun d'entre eux un *score de réactivité aux anglicismes*. Sur 50 items, le score varie de 50 à 200, et plus le score est élevé, plus le répondant sera réputé réactif aux anglicismes.
- On peut également calculer la moyenne des réponses de chaque item, et cette moyenne se situera quelque part dans un intervalle allant de 1 à 4. La valeur « centrale » 2,5 sépare les anglicismes considérés comme gênants ($x < 2,5$) de ceux qui sont considérés comme ne l'étant pas ($x > 2,5$).

Pour être transposée à une variable de réactivité pouvant prendre ces valeurs, la fonction initiale de Rasch peut faire l'objet d'une simple transformation comme :

$$A = 1 + 3 \left[\frac{e^{\theta_i - \alpha_j}}{1 + e^{\theta_i - \alpha_j}} \right]$$

Pour une application plus directe du modèle de Rasch (dans sa version dite « à un paramètre »), les deux premières réponses peuvent être réunies en une seule (réaction « négative », codée 0), de même que les deux dernières (réaction « positive », codée 1).

Il est important de souligner que le terme α , qui provient du traitement des données pour lequel on utilise un logiciel approprié⁸, nous procure une information différente que celle fournie par la simple lecture des données brutes. *Compte tenu du « trait latent », à savoir la sensibilité aux anglicismes* de chaque répondant (capturée par le paramètre θ , que le modèle de Rasch calcule également), il fait la distinction entre les items « acceptables », c'est-à-dire ceux à propos desquels il est inutile de réagir, et les items « inacceptables », qui suscitent une réaction – ou, pour rester plus proche du concept fondateur de l'IRT, les items « faciles » et les items

⁸ À ce jour, un logiciel à vocation relativement « universelle » pour les sciences sociales comme SPSS n'incorpore pas de procédures toutes prêtes pour le traitement de données par l'IRT, mais la communauté d'utilisateurs semble en passe de développer des extensions au logiciel permettant précisément de le faire. Entretemps, il faut avoir recours à des logiciels spécialisés. On peut en consulter la liste au <http://www.rasch.org/software.htm>.

« difficiles » à accepter. Les conditions mathématiques formelles d'applicabilité du modèle de Rasch à la réactivité aux anglicismes méritent d'être vérifiées de plus près, mais le sens général de l'utilisation de ce modèle est clair : il permet de faire ressortir des caractéristiques propres à chaque item, indépendamment des attitudes (notamment la posture idéologique) des répondants, attitudes qui sont capturées par le paramètre θ .

Ce que ce résultat veut dire, c'est que si nous disposons, grâce à un travail d'enquête relativement standard et au traitement des données brutes à l'aide d'un modèle de type Rasch, de chiffres sur la distribution du paramètre α , et si la valeur de ce paramètre diffère d'un item à l'autre, il s'ensuit qu'il existe des anglicismes plus ou moins acceptables ou, au contraire, plus ou moins inacceptables, *indépendamment de la subjectivité des acteurs*. En d'autres termes, on ne peut plus nier l'existence de l'anglicisme en attribuant l'intégralité du phénomène à cette subjectivité, puisque ce phénomène présente des caractéristiques intrinsèques. Pour prévenir toute confusion, soulignons qu'il ne s'agit pas de dire que tel ou tel anglicisme est « grave » ou « bénin » dans l'absolu, ou qu'il est au contraire « plaisant ». Il s'agit simplement d'établir – puis de reconnaître – qu'il existe des caractéristiques qui différencient l'anglicisme perçu comme « relativement grave » de l'anglicisme perçu comme « relativement bénin ». Ou, pour ceux qui apprécient le phénomène de l'anglicisme, de reconnaître qu'il existe des caractéristiques qui différencient l'anglicisme perçu comme « un peu plaisant » de l'anglicisme perçu comme « très plaisant ».

Quelle que soit la posture idéologique et normative que l'on adopte envers les anglicismes, le type d'approche présenté ci-dessus permet de mettre en évidence des caractères qui leur appartiennent en propre, indépendamment des

représentations (dans le domaine desquelles il peut être tellement tentant de tout rejeter afin de dénier toute réalité au phénomène).

C'est à ce stade qu'il devient non seulement intéressant, mais aussi *logiquement possible* de proposer quelques hypothèses de recherche portant sur ces caractéristiques intrinsèques. Ces hypothèses rejoignent les dimensions *a priori* qu'il est normal de prendre en considération quand on construit une échelle destinée à découvrir des caractéristiques latentes par le biais d'une autre technique statistique, l'analyse factorielle.

C'est à cette question qu'est dévolue la cinquième et dernière section de ce texte.

LES DIMENSIONS A PRIORI DE L'ANGLICISME : HYPOTHÈSES TESTABLES

Résumons la procédure proposée. Elle requiert :

1. de recueillir des données par voie d'enquête auprès d'un échantillon représentatif;
2. de soumettre aux personnes visées par l'enquête au moins une cinquantaine d'items portant sur des anglicismes en contexte;
3. de traiter les données ainsi récoltées à l'aide d'un logiciel permettant d'estimer les paramètres d'un modèle de type IRT, notamment une transformation du modèle de Rasch;
4. d'en tirer des courbes caractéristiques d'items dont le positionnement dépend de la valeur du paramètre α ;

5. de proposer des interprétations quant à la différence de valeur de ce paramètre α , interprétations qu'il est logique d'adosser à des hypothèses sur ce qui rend un anglicisme plus ou moins acceptable ou, à l'inverse, dérangeant.

Dans cette dernière section, je me tourne vers ce cinquième point, qui propose une série d'hypothèses. Ces hypothèses sont des propositions réfutables au sens usuel de l'épistémologie des sciences sociales, et la démarche proposée dans les points 1 à 4 de la liste ci-dessus permet précisément de les tester.

J'avancerai ici trois hypothèses, baptisées pour les besoins de ce texte « effet d'éviction », « effet de niche sémantique » et « effet de snobisme ». Précisons qu'il ne s'agit aucunement d'une liste exhaustive; ces trois hypothèses me semblent toutefois toucher à des questions importantes et, surtout, elles se prêtent à une vérification empirique qui peut sensiblement raffermir notre connaissance du phénomène de l'anglicisme. Ces trois hypothèses concernent différents aspects de notre environnement linguistique que j'ai classés par ordre croissant d'impact sur cet environnement. *Pour tout niveau donné de sensibilité personnelle aux anglicismes* (ou, en d'autres termes, « à posture idéologique donnée »), les anglicismes seront plus ou moins « faciles » ou « acceptables » (c'est-à-dire qu'ils susciteront plutôt la réponse [a] ou [b] que [c] ou [d] sur l'échelle de Likert) selon des caractéristiques intrinsèques que l'on peut reconnaître à l'aide des critères suivants.

H1 - effet d'éviction : un anglicisme sera en général considéré comme plus gênant s'il subvertit le sens traditionnellement conféré à un lexème ou à un morphème de la langue X.

Par exemple, le fait d'utiliser l'adverbe *définitivement* pour dire « absolument », « assurément », est un calque évident de l'anglais *definitely*, qui oblitère le sens français de cet adverbe (« pour de bon, pour toujours »). À l'inverse, l'adjectif *cool* n'occupe aucune niche lexicale existante et sera considéré comme facile à accepter, tout comme *foot*, que certaines langues indo-européennes ont renoncé à traduire, même si la graphie a pu être adaptée, comme le *futbol* en espagnol, ou, bien sûr, dans d'autres alphabets, comme *Футбол* en russe. Parmi les contre-exemples, on citera l'italien avec *calcio*, mais aussi le romanche avec *ballapei*, peut-être sous l'influence germanisante de *fussball*.

H2 – effet de niche sémantique : un anglicisme sera en général considéré comme moins gênant s'il permet de couvrir un champ sémantique spécifique encore mal couvert par les ressources morphosyntaxiques traditionnelles de la langue X.

Par exemple, l'adjectif *cool* dont on vient de parler, pour lequel le *Larousse* en ligne donne (avec l'avertissement « familier ») le sens de « calme, décontracté, détendu », n'est pas *remplaçable*, selon le champ sémantique couvert, par l'un ou l'autre de ces trois adjectifs. Comme autre exemple, prenons le substantif *design* (étymologiquement issu du français *dessin*), auquel le *Larousse* attribue le sens de « discipline visant à une harmonisation de l'environnement humain, depuis la conception des objets usuels jusqu'à l'urbanisme », sens qui s'est installé dans la langue française, couvrant un champ sémantique pour lequel le

français n'offrait pas de vocable équivalent⁹. Par contre, il ne reconnaît pas au mot *design* le sens qu'il prend dans la recherche scientifique, à savoir celui de « combinaison ordonnée de cadre analytique et de démarche d'investigation ». Précisément parce que le français n'a pas de terme concis pour désigner cette réalité, le mot *design* est sans doute facile à accepter dans ce deuxième sens.

En revanche, on ne voit pas ce que l'utilisateur peut gagner à utiliser des termes comme CEO (*chief executive officer*) au lieu de PDG (*président-directeur général*), hormis la neutralité de genre (le terme *présidente-directrice générale* n'étant pas parvenu à s'imposer), ou à l'utilisation du verbe *dispatch* – en général même pas dans le sens premier du verbe anglais (« expédier, envoyer »), mais dans le sens de « répartir, distribuer »)¹⁰.

La couverture d'un champ sémantique est sans doute l'explication la plus fréquemment utilisée pour le recours à l'anglicisme. Elle est passionnante, car elle se situe à la frontière du champ de la pure linguistique et de la sociologie de la langue. Il s'avère souvent difficile de statuer de manière univoque, même à l'intérieur d'un domaine. Prenons par exemple le domaine des arts et du spectacle : il n'est pas facile de trouver un équivalent français concis de l'anglais *guest star*, qui devient de ce fait d'autant plus « facile » à accepter. En revanche, toujours dans le même domaine, « faire une *standing ovation* » à quelqu'un n'ajoute rien à « ovationner [quelqu'un] debout » (ou « se lever

⁹ *A priori*, cette facilité d'acceptation peut s'étendre au dérivé *designer*, même si le terme moins précis de *créateur* reste largement utilisé.

¹⁰ Pour un exemple anecdotique, mais extrême (et authentique) : « Des fermes *dispatchées* dans la campagne ».

pour ovationner [quelqu'un] »). C'est dans ce cas que la question de la création terminologique se pose avec le plus d'acuité, mettant en évidence la portée sociopolitique des choix politiques et personnels à cet égard. Un bel exemple est celui du mot *courriel*, qui occupe élégamment la niche sémantique initialement occupée par le mot *mail*.

H3 – effet de snobisme : un anglicisme sera d'autant plus difficile à accepter qu'il peut s'interpréter comme une manifestation de snobisme.

Différentes utilisations de l'anglais ne semblent avoir aucune espèce d'explication autre que le snobisme le plus stupide. On cherche en vain la raison pour laquelle le menu d'un restaurant genevois propose, sur sa carte, un « tartare au knife » (sic), comme si le « tartare au couteau » n'avait pas le même goût. Ou pourquoi un autre, dans le même quartier, sous l'enseigne « Birdie », propose fièrement sur sa vitrine « Food and coffee », sans la moindre raison (comme toute la ville de Genève, le quartier est international, mais plus lusophone ou albanophone qu'anglophone...). Le snobisme vire à l'exclusion caractérisée quand le tenancier sort sur le trottoir un panneau mobile qui propose un *brekkie*, diminutif familier de *breakfast*, indiscutablement opaque pour les quatre cinquièmes des résidents du quartier.

Ces différents exemples, que l'on pourrait aisément multiplier, illustrent sans doute le phénomène que Bourdieu¹¹ a mis en relief en analysant les stratégies de distinction sociale par le langage (sous le nom, un peu trop métaphorique mais parlant, de « profit de distinction »). Toutefois, la question n'est pas simple, et l'hypothèse mérite d'être affinée par

¹¹ Pierre BOURDIEU, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris, Fayard, 1982.

une distinction entre différents types de snobisme. Ainsi, l'insistance de certains chroniqueurs sportifs à parler, en commentant un championnat, de « quatre défaites de rang », calque évident de l'anglais *in a row*, en lieu et place de la locution normale « quatre défaites de suite », ne relève peut-être pas du même type de snobisme que les exemples précédents, mais plutôt d'une forme d'aliénation¹².

J'aimerais, pour conclure, tenter de prendre un peu de recul et avancer ce qui pourrait passer pour une métahypothèse, qui chapeauterait les trois précédentes.

À idéologie linguistique donnée, je suppose qu'un anglicisme aura un α (une « difficulté ») d'autant plus élevé(e) qu'il témoigne d'une modification à un état d'équilibre antérieur entre les langues, modification allant dans le sens d'une domination croissante de la langue anglaise dans des aires géographiques où elle était auparavant relativement absente ou clairement cantonnée à un rôle de langue étrangère.

En d'autres termes, l'anglicisme pose problème en tant que symptôme de ce que Phillipson a nommé *impérialisme linguistique*¹³. On ne voit guère d'importations lexicales de l'espagnol (*ola, mano a mano*) ou du suédois (*smörgåsbord*), car ni l'espagnol ni le suédois n'exercent la même influence que l'anglais à l'échelle planétaire; et les quelques manifestations d'influence de ces langues ne sauraient susciter de telles réactions, précisément parce qu'elles ne sont guère suspectes, du moins dans la francophonie, d'impérialisme linguistique.

¹² Henri GOBARD, *L'aliénation linguistique. Analyse tétraglossique*. Paris, Flammarion, 1976.

¹³ Robert PHILLIPSON, *Linguistic imperialism*. Oxford, Oxford University Press, 1992; Robert PHILLIPSON, *Linguistic Imperialism Continued*. Londres, Routledge, 2010.

Pour le dire d'une autre manière encore, un problème de corpus, qu'il s'agisse de l'anglicisme ou de toute autre forme d'emprunt, ne constitue un problème qu'en raison des questions de statut qu'il révèle. Les préoccupations qui s'expriment face à l'anglicisme, dès lors, ne sont peut-être pas autre chose que l'expression d'un souci à l'égard du multilinguisme et des équilibres géopolitiques dont celui-ci dépend.

PREMIÈRE TABLE RONDE – LES ANGLICISMES DANS LA PUBLICITÉ

■ JEAN-MARIE KLINKENBERG

Président du Conseil supérieur de la langue française
et de la politique linguistique de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

Je vous remercie et, comme mes prédécesseurs, je remercie le Québec, qui m'accueille depuis si longtemps. J'ai une dette particulière envers ce Québec, puisqu'entre autres choses il m'a permis de développer l'essentiel de ma conception de la politique linguistique. En effet, la doctrine québécoise en la matière est, avec une grande constance, mue par ce principe — bouleversant quand on y pense — que la langue est faite pour le citoyen et non le citoyen pour la langue.

Pour venir ici, j'ai transité par cet aéroport dont François Grin nous a déjà entretenus : l'aéroport de Bruxelles-National (c'est là son nom officiel, même s'il est plus connu sous son nom flamand de *Zaventem*). Entre le comptoir d'enregistrement et la porte d'embarquement, j'y ai été confronté à environ 350 messages publicitaires. De ces 350 messages, sept seulement étaient rédigés dans une des deux grandes langues nationales belges : j'ai compté trois inscriptions en néerlandais et quatre en français; et encore six de

ces mentions (trois néerlandaises et trois francophones) étaient-elles de petites dimensions. Tout le reste était exclusivement en anglais. Si cette enquête n'est pas très rigoureuse, elle est tout de même révélatrice. Certes, un aéroport a par définition un caractère international, et on ne doit donc pas s'étonner d'y voir beaucoup de publicité en anglais. Mais quand même, la comparaison avec Roissy, aéroport plus international encore, est frappante. Et d'autres comparaisons sont aussi éloquentes : un jour où j'avais un peu de temps à passer à l'aéroport de Chicago, je me suis avisé, en menant le même genre de petite enquête, qu'il y avait dix fois plus de publicité en espagnol dans cet aéroport américain qu'il n'y en avait en français à l'aéroport national belge...

Comment peut-on expliquer cette situation qui peut sembler aberrante, ou à tout le moins déséquilibrée? C'est évidemment la question du « pourquoi » qui nous intéresse. Je ne suis pas ici, en effet, pour vous raconter des anecdotes, mais pour que nous réfléchissions ensemble aux différents paramètres qui interviennent quant à la présence de l'anglicisme en publicité.

En l'occurrence, il me semble que ces paramètres peuvent être classés en quatre catégories :

- la spécificité de la situation économique de l'entité considérée (et cette situation n'est pas la même en Belgique, en France et au Québec);
- la spécificité du contact entre langues dans cette entité (et Dan Van Raemdonck a déjà expliqué en quoi l'anglais pouvait apparaître comme une espèce de solution neutre en Belgique);

- la spécificité des politiques linguistiques qui y sont menées;
- la spécificité du rapport psychologique, ou du rapport représentationnel, à la langue qui s'y développe.

Pour l'économie, il faut d'emblée souligner deux choses importantes concernant la Belgique : c'est que la plupart des grandes multinationales s'y sont implantées, parce que Bruxelles fait figure de capitale de l'Europe, et que les grands fleurons de l'économie nationale sont passés sous contrôle étranger, français très souvent (et ce dernier point a souvent été un facteur d'anglicisation, même si ce peut paraître paradoxal). Dans ce contexte, les services comptables, les services logistiques et tous ceux qui se rapportent à la relation avec le consommateur ont pu être déferés aux centres stratégiques des grands partenaires : Allemagne ou Angleterre (du moins tant que l'Angleterre est encore dans l'Union européenne). Donc, il y a une véritable délocalisation de la communication avec l'utilisateur. Si on peut concevoir que la comptabilité des grandes compagnies puisse se faire en Inde, il est plus étonnant de constater que les campagnes publicitaires sont souvent élaborées dans des officines qui sont localisées dans d'autres pays européens, qui ne sont pas francophones. Et il faut sans doute tenir compte de ce qu'on pourrait appeler une sorte de placidité linguistique — à laquelle je vais revenir — pour expliquer que, quand une multinationale déploie pour sa publicité une dynamique de francisation dans ses filiales françaises, cela ne se répercute pas nécessairement dans ses filiales installées en Wallonie ou à Bruxelles.

Il s'agit là d'un premier élément, extrêmement important.

Le second facteur est le rôle que l'anglais peut jouer comme langue d'interface entre néerlandophones et francophones, comme langue neutre, ce qui renforce les premiers facteurs. Il faut en effet observer une certaine exigüité du marché : on compte environ 11 millions de personnes en Belgique, dont 6 millions de néerlandophones. Cette exigüité du marché rendrait problématiques les coûts occasionnés par la traduction. C'est en tout cas un argument qui est souvent avancé pour expliquer le maintien de l'anglais dans la communication publicitaire.

Mais d'autres éléments entrent en jeu. Et il faut ici souligner un double phénomène qui concerne la communauté flamande, dominante dans le pays. D'une part, celle-ci est beaucoup plus branchée sur l'univers anglo-saxon que la francophone, et la tolérance vis-à-vis de l'anglais y est donc plus grande. D'autre part, la pression actuelle de l'anglais semble beaucoup moins intolérable en Flandre que ne l'a été historiquement celle du français. N'oublions pas, en effet, que le Flamand, c'est en quelque sorte, *mutatis mutandis*, le Québécois de la Belgique : le français a pendant très longtemps été la langue dominante dans la société flamande. Du coup, la pression qu'a exercée le français en Flandre paraît encore aujourd'hui, pour certains, plus intolérable que celle de l'anglais.

Il faut aussi tenir compte — troisième facteur — de la spécificité des politiques linguistiques belges.

La question des langues n'a été longtemps posée sur le plan politique au sein de l'État belge que sous l'angle du statut, c'est-à-dire sous l'angle de la répartition des langues sur le territoire national, et très rarement sur le plan du corpus, du moins du côté francophone. Il a fallu attendre le vote par la Communauté française (une des entités fédérées au

sein de l'État belge) du Décret sur la défense de la langue française de 1978, dit « Décret Spaak », pour voir formulée une série de dispositions portant sur le corpus. Dans ce décret, il y a un article étonnant, mais que tout le monde a oublié : celui qui stipule que la désignation, l'offre, la présentation et la publicité écrite ou parlée relative à un bien ou à un service sont interdites dans une autre langue que le français. Le Conseil d'État — le Conseil constitutionnel belge — a évidemment cassé cette disposition. En effet, le territoire où s'applique une disposition de ce type émanant de la Communauté française ne saurait être que le territoire unilingue francophone. Ceci exclut donc Bruxelles, région bilingue, où la coexistence des langues génère la situation dont nous avons parlé. Le Conseil constitutionnel a également aboli toute une série de ces dispositions et, notamment, les sanctions qui étaient prévues dans les premières versions du texte. On sait, de toute manière, que ce sont toujours les dispositions en matière d'affichage qui constituent le secteur le plus fragile des politiques linguistiques.

Cette situation a sans nul doute généré une certaine admissibilité de l'anglicisme, ce qui nous amène au facteur psychologique (le dernier).

Il y a en Belgique un rapport qui est très différent de celui qu'on observe au Québec ou en France vis-à-vis de l'intervention des pouvoirs publics en matière de langue. Certains attribuent ce fait à un certain pragmatisme qui serait un atavisme belge. Je pense qu'il s'agit surtout d'une certaine lecture de la concurrence des langues, laquelle n'est pas sentie pour le francophone comme une question linguistique, mais comme une question d'ordre économique. D'autre part, le francophone vit avec la force du modèle centripète de la langue, un modèle axé sur le français de France. Pour le francophone belge, c'est à la France de s'occuper des questions de langue.

Devant tout ceci, que faire? Trois choses :

- Il ne faut pas confondre les causes et les conséquences. L'anglicisme n'est pas une maladie : c'est un effet secondaire. Il découle de situations de domination économique ou politique. Et aucune politique linguistique qui entendrait le prendre comme objet ne peut faire l'impasse sur cette genèse. À l'heure où je vous parle, mon pays, la Wallonie, refuse son agrément au CETA, le traité économique Canada/Europe. Ce refus ne repose nullement sur une argumentation linguistique, mais sur d'autres principes (comme la mise en question des tribunaux d'arbitrage, susceptibles de placer les États en situation d'infériorité devant les entreprises). Il n'empêche que ce refus est bien un dispositif de politique linguistique, car nous le savons, tous les accords économiques internationaux fondés sur la doctrine libérale — accords en vigueur (la CEE, l'ALENA) ou à venir (le CETA, le TAFTA) — ont des répercussions sur les politiques linguistiques nationales, puisque les clauses visant à protéger les spécificités culturelles peuvent être considérées comme des barrières non tarifaires. Ainsi donc, si l'on désire agir sur l'anglicisation, il faut remonter à ses sources, qui sont de nature économique. En politique comme en médecine, on ne soigne pas les effets, on soigne les causes.
- En second lieu, il faut se souvenir, avec Lamennais, qu'entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère. Mais nous savons aussi que les lois ne sont mobilisables que dans les situations où elles sont acceptées par le corps social comme des moyens efficaces pour que les objectifs qui sont admis par la collectivité puissent être atteints. Ici, nous constatons que cette définition n'est pas respectée : le désir de bouter l'anglais hors de la sphère publique n'est pas partagé.

- Dès lors, il faut penser à d'autres voies que la loi : par exemple, persuader les entreprises qu'elles ont intérêt à parler la langue du consommateur. Je pense que beaucoup d'entreprises ne se rendent pas compte qu'elles augmentent leurs coûts, par exemple ceux du service après-vente, voire des litiges, en utilisant une langue qui n'est pas celle de ce consommateur. Il faut donc faire confiance à la créativité, mais aussi encadrer cette créativité. C'est ici que prend tout son sens une opération comme celle qui est menée annuellement par les partenaires de l'OPALE, la fameuse semaine de la langue : elle n'a pas d'autre objectif que celui de rassurer le citoyen sur ses capacités créatives, dont la publicité a tellement besoin.

■ GRANT HAMILTON

Président du cabinet de traduction Anglocom

Bonjour,

Je me sens très privilégié, très honoré d'être ici, même si je suis en minorité comme anglophone. Mais j'aurai grand plaisir à partager avec vous le fruit de mes réflexions sur les anglicismes. À titre de traducteur agréé, j'encadre une équipe de 24 traducteurs, dont 10 sont francophones. Si les traducteurs francophones sont confrontés à la question des anglicismes, les traducteurs anglophones sont aux prises avec les gallicismes, qui sont un fléau au Québec. Je donne même aux traducteurs des formations à répétition là-dessus. Donc, je suis très sensibilisé à la question du passage de l'anglais au français.

J'aimerais d'abord vous parler du thème : on parle d'anglicismes, qu'on qualifie d'emprunts à intérêt variable, et je suis totalement d'accord. Je vais vous expliquer pourquoi en vous montrant trois annonces.

1. Il y a eu tout un émoi, il y a quelques semaines, au sein du groupe de discussion Yahoo des traducteurs agréés du Québec, au sujet de cette publicité que quelqu'un a signalée aux membres. Ils sont à peu près 350 à échanger sur les questions de traduction. Les gens étaient catastrophés en voyant cette annonce. J'en conviens, six anglicismes en quelques mots, c'est quand même un record. Mais je ne crois pas que les gens vont se mettre à *shopper leur look* ou à parler comme cela dès demain parce qu'ils ont vu cette annonce. J'ai plutôt l'impression que c'est quand même assez anodin, ce genre d'emprunt à l'anglais : il vise à créer une ambiance, un effet sur le lecteur. Ce ne sont pas des anglicismes qui menacent

la langue française et qui affaiblissent le discours en français. Il y en a un que je trouve assez rigolo, c'est *access*, dans « *fringues et access* », parce que souvent, *access* est un gallicisme. On a traduit *access* en anglais là où on a dit *accès* en français, et il s'agit probablement ici d'un anglicisme de gallicisme. C'est tout à fait rigolo, à mes yeux. Donc, je ne m'en formalise pas trop. On ne voit pas beaucoup d'annonces comme cela, au Québec, parce qu'on est très réticent à l'égard des anglicismes de vocabulaire, mais ce sont les plus faciles à bannir et à traiter. On donne des cours là-dessus et on peut facilement apprendre une liste de mots à éviter. Les traducteurs le font d'ailleurs à outrance; ils versent dans le purisme, ils en viennent à être les seuls à interdire certains mots comme *opportunité*, pourtant passé dans la langue; à un moment donné, il faut se dire « je baisse les armes et je l'accepte ».

2. Cette annonce-ci, par contre, me dérange énormément. On a le mot *vente*, mais il fait partie de la liste de mots que l'on peut apprendre. Le mot *vente* est d'ailleurs en régression au Québec au profit du mot *solde*. Ce que je désapprouve, c'est la phrase qui se trouve dans le coin supérieur droit de l'annonce : *Payez moins cher pour vos meubles*. Il y a, à l'entrée de Trois-Rivières, un panneau-réclame affichant cette phrase en grosses lettres. Si cette annonce me heurte chaque fois, c'est qu'il faut dire « payer ses meubles moins cher », et non pas « payer moins cher pour ses meubles ». Et cela est un anglicisme sournois. Au Québec, on se pète les bretelles du fait qu'on rejette les mots anglais et qu'on parle uniquement en français. Pourtant, on prend des mots français et on les place dans un ordre anglais, et les gens ne le savent même pas. Je trouve cela pernicieux et malheureux. Bannir ce type d'anglicisme est un défi plus grand que d'apprendre une liste de mots à éviter

et de se formaliser pour l'emploi des mots *look* ou *shopping*. Je donne aussi beaucoup de cours de formation aux traducteurs, francophones comme anglophones, et je puise mes exemples dans les textes rédigés par des Québécois francophones. Il s'agit donc de textes pensés en français par des Québécois francophones, et je parle de la traduction de ces textes-là en anglais. Et quand je présente ces textes à des publics internationaux, en France, en Suisse ou en Angleterre, cela détourne souvent l'attention des gens. Je veux qu'on se concentre sur la traduction du français, mais on me répond : « ça ne se dit pas en français ». C'est parce que les idées sont pensées souvent à l'anglaise au Québec, et c'est très malheureux.

3. Je veux passer tout de suite à la dernière annonce. Le clou de toute la question, c'est la traduction. Il y a beaucoup d'annonces au Québec qui sont traduites de l'anglais. En voici une sur les prêts hypothécaires et les courtiers. On comprend, à la lecture de l'annonce en français, qu'elle comporte une interférence linguistique. En anglais, on va parler, par exemple, de la liste des avantages : on dit *no legwork*; c'est très imagé, c'est très anglais d'avoir des images comme cela. *Legwork* signifie *courir partout*. Donc, on dit en français « *pas de va-et-vient* ». Ce sont de beaux mots français, ce n'est pas un anglicisme, « *va-et-vient* ». Mais est-ce qu'un rédacteur francophone aurait pensé à écrire « *pas de va-et-vient* » pour illustrer un avantage de ce produit-là? En outre, est-ce qu'il aurait pensé à dire « *procurez-vous des conseils* »?

Donc, il y a bon nombre de textes de ce genre au Québec. Pourquoi? Pour plusieurs raisons : d'abord, parce qu'on dévalorise la traduction. Tout le monde est bilingue, ou presque. Donc, tous ceux qui sont bilingues peuvent

traduire et on ne pense pas à s'adresser à quelqu'un qui est formé en traduction. En conséquence, on se retrouve avec n'importe quoi, souvent par mesure d'économie. Pour un menu de restaurant, cela me dérange un peu moins. Un *bed and breakfast*, un gîte qui fait un petit dépliant dans un anglais ou un français approximatif, c'est correct. Mais quand il s'agit d'une grande maison, d'une association professionnelle, cela me gêne. La deuxième question qui se pose, c'est le manque de formation des traducteurs; il y a des tas de traducteurs qui ne se rendent même pas compte qu'ils ne sont pas bons.

Dans tous les métiers, il y a environ 10 % de gens extraordinaires, très bons. Puis il y a un grand nombre de gens quelconques, médiocres, qui ne se font pas reprendre et qui commettent les mêmes erreurs, année après année. Et il y a aussi environ 10 % de traducteurs qui sont très mauvais. Si le client qui a besoin d'une traduction ne sait pas à qui s'adresser, il peut se tromper, même s'il est prêt à dépenser de l'argent, et se retrouver avec un texte de moindre qualité. C'est peut-être par déformation professionnelle que je vous parle de traduction, mais je trouve qu'une mauvaise traduction explique en grande partie la faiblesse de textes publicitaires que l'on voit au Québec. Je reviens à l'exemple de « *no legwork* » et « pas de va-et-vient » : j'ai créé une formation, cette année, qui s'intitule *Faire abstraction de l'abstraction française* pour aider les traducteurs anglophones à faire abstraction, justement, du fait qu'en français on reste abstrait. Il faut venir concrétiser ce qu'on dit avec des mots comme *legwork*. Si on disait, en français, « pas de démarche inutile », ce qui est probablement la formulation à laquelle on penserait spontanément, le traducteur risquerait de traduire l'expression par « *no useless processes* » ou quelque chose du genre; il ne penserait pas au mot *legwork*. Il faut donc améliorer la formation des traducteurs, il faut valoriser la traduction.

■ SOPHIE GAGNON

Vice-présidente aux communications et aux affaires publiques, CAA-Québec

Bonjour,

Je saisis cette occasion de présenter la vision de CAA-Québec sur un sujet certes délicat, mais combien intéressant! Je ne cache pas de m'être questionnée : « Que puis-je apporter à ces échanges? Quel est l'intérêt de connaître l'opinion d'une praticienne des communications? » En y réfléchissant bien, j'ai réalisé qu'il s'avérerait important de faire connaître la réalité d'une entreprise de grande taille par rapport au thème abordé.

Disons qu'ils peuvent être pernicieux, ces emprunts à la langue anglaise... et malgré tous nos efforts pour les éviter, ils pourraient trouver au Québec un terrain fertile, vous en conviendrez!

Mon propos porte sur le rapport de CAA-Québec avec la langue française dans un contexte de communication, de promotion et de publicité.

Permettez cette brève mise en contexte :

- CAA-Québec est un organisme à but non lucratif (OBNL) fondé en 1904, qui regroupe plus de 1 200 000 membres au Québec.
- Environ un titulaire de permis de conduire sur quatre détient une carte de membre.
- Nous sommes actifs dans plusieurs domaines : l'automobile, le voyage, les assurances et l'habitation.
- Nous sommes aussi engagés et très présents sur la place publique, notamment en sécurité routière.

- Bref, nous communiquons beaucoup : avec nos membres, nos clients et la population en général.
- Comment? Où? :
 - il y a la publicité traditionnelle (surtout télé);
 - il y a le Web (caaquebec.com) et, de plus en plus, les médias sociaux : Facebook, Twitter, LinkedIn, etc.;
 - il y a l'infolettre aux membres (de 10 à 12 fois par an + 500 k);
 - et c'est sans compter notre magazine CAA-Québec, offert en versions papier et électronique.
- Nous communiquons aussi avec 1 100 employés et avec un vaste réseau de partenaires et de fournisseurs.

Mon premier message : sans doute, comme bien d'autres grandes entreprises, CAA-Québec fait attention à la langue en général et aux anglicismes en particulier.

Nous faisons preuve de rigueur et notre équipe de quatre professionnels en rédaction veille au grain... en souplesse et en fonction de notre réalité.

Le mot *souplesse* revêt une grande importance en publicité et en communication. On doit s'assurer d'être bien compris de nos membres, d'être près d'eux : notre promesse *antistress* (assurer la tranquillité d'esprit, faciliter la vie...) l'exige et nous devons adapter notre niveau de langage en conséquence.

Notre défi : livrer un message clair, dans un environnement souvent encombré. Il faut faire sentir une émotion, se démarquer.

On utilise différentes techniques, mais l'une des plus importantes est sans doute de se rapprocher du langage parlé.

Parfois, mais rarement, on se permet des emprunts à l'anglais, même si une forme française existe.

À titre d'exemple, pour nous rapprocher des plus jeunes, particulièrement dans les médias sociaux, nous nous sommes permis les expressions :

- Avec *ta gang* (publicité pour nos écoles de conduite). C'est un emprunt à l'anglais maintenant admis, mais féminisé (au lieu de *ton gang*);
- LOL, au lieu de MDR (mort de rire);
- Venez *chatter* avec notre expert au lieu de *clavarder* (mais on l'utilise de moins en moins).

D'autres exemples, pour le style, pour créer un effet. On écrira dans le magazine CAA-Québec :

- *Faire un road trip* (tellement plus évocateur que *parcours*);
- *Sky is the limit* (une expression bien connue du public).

Et des compromis sont parfois nécessaires :

- On dira *acheter de l'assurance* (calque de *buy insurance*), mieux compris que *souscrire* ou *contracter*;
- On permettra le terme *tout inclus* (calque de *all included*), terme plus reconnu dans le milieu du voyage, et ce, même si certaines sources suggèrent plutôt *tout compris*;
- Un autre exemple d'ambiguïté : on a longtemps corrigé *disponible* (au sens de *available*) par *offert* ou *en vente*. On sent maintenant une certaine acceptation de cet usage, et on se permet parfois ce terme si clair pour le public;

- Et, bien sûr, quoi de mieux que de remplacer le terme *magasin d'usine* par son équivalent anglais, *outlet* (entre parenthèses!), largement plus connu de nos membres!

Par contre, nous avons fait des choix : certains termes anglais d'usage courant sont évités chez nous, puisque l'on dispose d'une forme française bien reconnue ici. Nous utilisons plus souvent *fin de semaine* que *week-end* et toujours *courriel* au lieu de *mail*.

Voici mon second message : j'avoue candidement considérer ces écarts comme des péchés véniels!

On comprend mieux ce fait si l'on s'attarde à notre réalité : une organisation francophone faisant partie d'une fédération nord-américaine anglophone qui compte plus de 50 organismes au Canada et aux États-Unis, soit 1,2 million de membres au Québec sur 56 millions en Amérique du Nord. Nous adaptons souvent des contenus conçus hors Québec et en anglais. Les risques d'anglicismes sournois se multiplient.

Par exemple, pour les réservations d'hôtels, nous devons parfois faire des choix qui visent uniquement à être bien compris : on utilisera *suite junior* au lieu de *chambre-salon*.

Notre expertise en matière de consommation automobile nous distingue. C'est un domaine où, traditionnellement, les termes anglophones ont été la norme. Malgré de gros progrès, il nous faut encore, pour être compris, mettre entre parenthèses le terme anglais quand on parle d'une pièce d'auto. Exemple : *biellette de direction* (*tie rod*).

Une autre technique consiste à utiliser la forme anglaise connue, en précisant sa définition dans le texte, lorsque le contexte s'y prête. Voici un exemple. On dira : la voiture a des pneus *run flat*, qui permettent de continuer à rouler en cas de perte de pression ou de crevaison.

Autre exemple : nous savons que l'expression *prix de liste* est le calque de *list price*. La section de notre site Web à ce sujet s'intitule : *Estimation de la valeur d'un véhicule d'occasion*. Nous utilisons tout de même le vocable *prix de liste* (avec les guillemets) plutôt que *prix de catalogue*, puisqu'il s'agit d'une expression très ancrée chez nos membres.

En résumé, dans notre volonté manifeste de respecter la langue française, il nous faut parfois faire des choix, mais nous n'avons jamais l'impression de la faire reculer.

Chose certaine, et ce sera là ma conclusion : à CAA-Québec, nous sommes conscients de notre responsabilité quant à la promotion de la langue et y consacrons beaucoup d'énergie quotidiennement. Oui, nous faisons des emprunts, mais je vous assure qu'en règle générale nous négocions d'excellents taux d'intérêt!

Merci de votre attention.

PÉRIODE DE QUESTIONS

■ Dan Van Raemdonck

Je paierais cher pour revoir votre exemple : « Payez moins cher **pour** votre voiture ». Je veux dire qu'il y a un problème d'hypercorrectisme : on a tellement la trouille ! Madame Gagnon, il y a quelque chose qui relève de l'autoflagellation dans le fait que vous êtes désolée tant et plus, alors que vous n'êtes pas fautive. Je ne suis pas d'accord avec Grant Hamilton ; je suis syntacticien, et pour moi « payez moins cher **pour** votre voiture », c'est une structure française. Quelle est la couleur ou la saveur d'une structure anglaise ? Il y a plusieurs façons de dire les choses. Quand vous « payez moins cher votre voiture », vous payez votre voiture moins cher ; vous mettez l'accent sur le coût de l'acquisition. Quand vous « payez moins cher **pour** votre voiture », vous mettez en évidence la nature de l'acquisition. Mais les deux structures françaises existent. Et du coup, M. Hamilton, vous êtes en train de vous flageller et, en plus, d'en critiquer effectivement d'autres pour des questions qui ne sont pas forcément critiquables. Je préfère l'attitude de Sophie Gagnon, qui n'est pas de s'excuser, mais de montrer que :

- on me met dans une situation pour communiquer ; je dois faire des choix dans un ensemble plus large que celui auquel j'appartiens ;
- je dois essayer de faire en sorte que l'environnement dans lequel je me trouve ne soit pas à ce point incapacitant pour les langues autres que l'anglais.

■ Sophie Gagnon

J'aime énormément votre commentaire parce que j'avoue que la culpabilisation, je la vis devant bien des experts. Bien honnêtement, quand on se compare, on se console, et je suis assez fière du travail qu'on fait au jour le jour dans cette équipe, où l'on doit quand même se battre avec les gens de la commercialisation (vous voyez, même le *marketing* devient la *commercialisation* chez nous). C'est une réalité qu'on vit tous les jours et j'apprécie votre propos.

■ Grant Hamilton

On peut quand même reconnaître l'erreur de la fréquence. Même si une structure de phrase est permise, si on la choisit inmanquablement, chaque fois, c'est l'influence de l'anglais. Ce faisant, on viole une autre loi de la publicité, à savoir qu'il faut réduire le plus possible le nombre de mots. Pour une fois que le français permet d'être plus concis, on se calque sur l'anglais.

■ De la salle

Vous parliez, par exemple, de *prix de liste*; vous disiez que vous tentiez d'accorder vos traductions sur l'usage, sur ce que les gens disent, notamment le langage familier. Mais comment faites-vous pour prendre le pouls de ces usages-là, si vous travaillez en vase clos en tant que traducteurs? Moi, par exemple, votre *prix de liste*, ça ne me dit absolument rien.

■ Sophie Gagnon

Nous avons, dans notre section automobile, une dizaine d'employés qui, tous les jours et tout au long de l'année, répondent à quelque 150 000 appels du public, de nos membres, qui nous posent la question sur le prix de liste

de la voiture. Probablement qu'en utilisant ce terme dans notre site Internet, on en multiplie l'usage. Par contre, je crois qu'on fait quand même preuve de bonne foi en essayant de le contextualiser. Je peux vous dire qu'avec le magazine CAA Québec, avec notre site Internet et notre infolettre qui est publiée une dizaine de fois par année, à raison de 600 000 exemplaires, nos décisions entraînent très rapidement une réponse de nos membres, d'un côté comme de l'autre. Et c'est très bien parce qu'avoir des membres engagés, en définitive, c'est ce qu'on veut et cela est garant de la santé de l'organisation. Mais on a des outils qui nous permettent de prendre le pouls très facilement.

DEUXIÈME SÉANCE – LES ANGLICISMES DANS LES OUVRAGES DE RÉFÉRENCE QUÉBÉCOIS

Président de séance :

PIERRE BOUTET, président du Conseil supérieur
de la langue française

Les ouvrages de référence sont généralement perçus par le grand public comme les garants d'une certaine norme du français. Mais quelle est l'approche retenue par leurs auteurs en ce qui a trait à la consignation et à la description des anglicismes? Comment peut-on renseigner les utilisateurs de ces ouvrages sur la nature des emprunts linguistiques et, le cas échéant, sur leur acceptabilité et leur intégration éventuelle à la langue française? M^{me} Hélène Cajolet-Laganière et M. Jean Fontaine nous présenteront le traitement réservé aux anglicismes dans des ouvrages de référence québécois, à savoir le dictionnaire en ligne *Usito* et le logiciel *Antidote*, tandis que M^{me} Julie Bérubé évoquera leur traitement dans le matériel didactique du 2^e cycle de l'enseignement secondaire.

LE TRAITEMENT DES ANGLICISMES CRITIQUÉS DANS LE DICTIONNAIRE EN LIGNE *USITO*

■ HÉLÈNE CAJOLET-LAGANIÈRE

Directrice éditoriale du dictionnaire *Usito* et
professeure associée à l'Université de Sherbrooke

Le traitement des anglicismes critiqués pose la question fondamentale de la hiérarchisation des usages et des formes en concurrence. Compte tenu de la relation particulière des francophones du Québec face aux emprunts à l'anglais, les anglicismes critiqués constituent un sous-ensemble prioritaire pour *Usito*. Il nous importait de bien identifier les anglicismes critiqués réellement utilisés dans les textes et de fournir les équivalents standards. Un des objectifs du dictionnaire en ligne *Usito* est d'informer l'utilisateur sur la recevabilité de ces emplois par rapport à un discours soigné. Au regard de ces éléments majeurs de la politique éditoriale du dictionnaire, nous nous attarderons d'abord sur le repérage des anglicismes réellement utilisés dans les textes, sur l'analyse des contextes d'emplois dans divers types de discours et sur la prise en compte des commentaires épilinguistiques formulés au fil du temps sur ces emplois. Nous expliciterons par la suite le traitement accordé aux anglicismes critiqués inscrits dans le dictionnaire, tant lexicaux que sémantiques, ainsi que la place accordée à la variation linguistique et aux recommandations officielles des organismes normatifs francophones.

Rappelons qu'*Usito* est un dictionnaire général du français élaboré par une équipe de recherche interuniversitaire et multidisciplinaire rattachée à l'Université de Sherbrooke, sous la direction éditoriale d'Hélène Cajolet-Laganière et de Pierre Martel et sous la direction informatique de Chantal-Édith Masson, avec le concours de Louis Mercier comme conseiller éditorial. Il a été conçu informatiquement, contient plus de 60 000 articles originaux et est diffusé uniquement en ligne. Il présente un caractère unique, soit l'élargissement du cadre descriptif de la langue française de façon à pouvoir mieux intégrer les usages québécois, canadiens et nord-américains. Pour ce faire, il dégage de l'ensemble des usages du français une zone commune à la francophonie. Et au-delà de cette zone commune, il indique, grâce à des marques géographiques, à des indicateurs, à des remarques, ou encore dans les définitions et l'exemplification, les emplois caractéristiques des autres aires de la francophonie. À cela s'ajoutent trois articles thématiques, sous la forme d'un lexique, de certaines particularités acadiennes, suisses et belges, sous la direction respective de Louise Péronnet, d'André Thibault et de Michel Francard.

LA POLITIQUE ÉDITORIALE DU DICTIONNAIRE *USITO*, NOTAMMENT POUR LE TRAITEMENT DES ANGLICISMES CRITIQUÉS

Avant d'entreprendre l'élaboration du dictionnaire, nous avons mené une vaste enquête sous forme de questionnaire écrit dans six régions du Québec, auprès de quelque 800 personnes de différents âges et fonctions. Il est ressorti de cette enquête que les Québécois désiraient essentiellement un dictionnaire de type normatif, c'est-à-dire qui les

informe sur le bon usage des mots. Ils veulent connaître, d'une part, les emplois reçus ou acceptés, selon un certain standard québécois, et, d'autre part, les emplois critiqués de même que les emplois qui peuvent varier en fonction de certaines situations de communication. Ils souhaitaient également un dictionnaire général à l'intérieur duquel les mots et les sens employés au Québec seront distingués des mots et des sens employés ailleurs dans la francophonie à l'aide d'une marque quelconque. Selon les répondants, un tel dictionnaire servirait de guide en matière de bon usage au Québec. Nous avons fait de ces demandes la base de notre politique éditoriale. Conformément aux résultats de cette enquête menée partout au Québec, et aux désirs exprimés par les Québécois, l'objectif fixé pour ce sous-ensemble lexical que constituent les emprunts à l'anglais est essentiellement d'informer l'utilisateur sur la recevabilité de ces emplois dans un discours soigné. Il s'agit pour nous de rendre compte de l'usage et des opinions épilinguistiques des autorités linguistiques. Il nous importe également d'attirer l'attention de l'utilisateur sur les emplois critiqués ou encore parfois critiqués et de lui fournir les équivalents standards ainsi que des précisions grâce à des remarques ou à des infobulles.

LE REPÉRAGE DES ANGLICISMES RÉELLEMENT UTILISÉS DANS LES TEXTES, SOIT LE RENOUVELLEMENT DE LA NOMENCLATURE DES ANGLICISMES CRITIQUÉS AU REGARD DE LEUR FRÉQUENCE ET DE LEUR DISPERSION DANS LA BANQUE DE DONNÉES TEXTUELLES DE SHERBROOKE (BDTS) ET AUTRES BASES ET BANQUES DE DONNÉES

Pour ce faire, nous avons dépouillé les principaux relevés et répertoires français et québécois renfermant ces formes critiquées. Il s'agit essentiellement de chroniques et de répertoires publiés par l'Office québécois de la langue française, des deux premières éditions des *Anglicismes au Québec* de Gilles Colpron, du *Multidictionnaire* de Marie-Éva de Villers, du *Dictionnaire des canadianismes* de Gaston Dulong, et, enfin, de la liste des anglicismes colligés dans le corpus oral de Sherbrooke, à partir du dictionnaire usuel *Le Petit Robert* (Beauchemin, Martel et Théoret : 1992). Nous avons groupé dans un dictionnaire-machine toutes les formes sous lesquelles on peut rencontrer les vocables et mis en place bon nombre de règles de désambiguïsation automatique, de manière à permettre le repérage de toutes ces formes dans les textes.

Grosso modo, 68 % des anglicismes critiqués n'étaient répertoriés que dans une seule source, 21 %, dans 2 sources, 8 %, dans 3 sources, 2 %, dans 4 sources et moins de 1 %, dans l'ensemble des sources. En tout : 4 220 emprunts critiqués à l'anglais; 10 680 formes, dont 73 % de substantifs, 13 % de verbes, 10 % d'adjectifs, 4 % d'adverbes et de mots grammaticaux. Nous avons donc, dans un premier temps, repéré les emprunts à l'anglais réellement en usage à l'écrit au Québec.

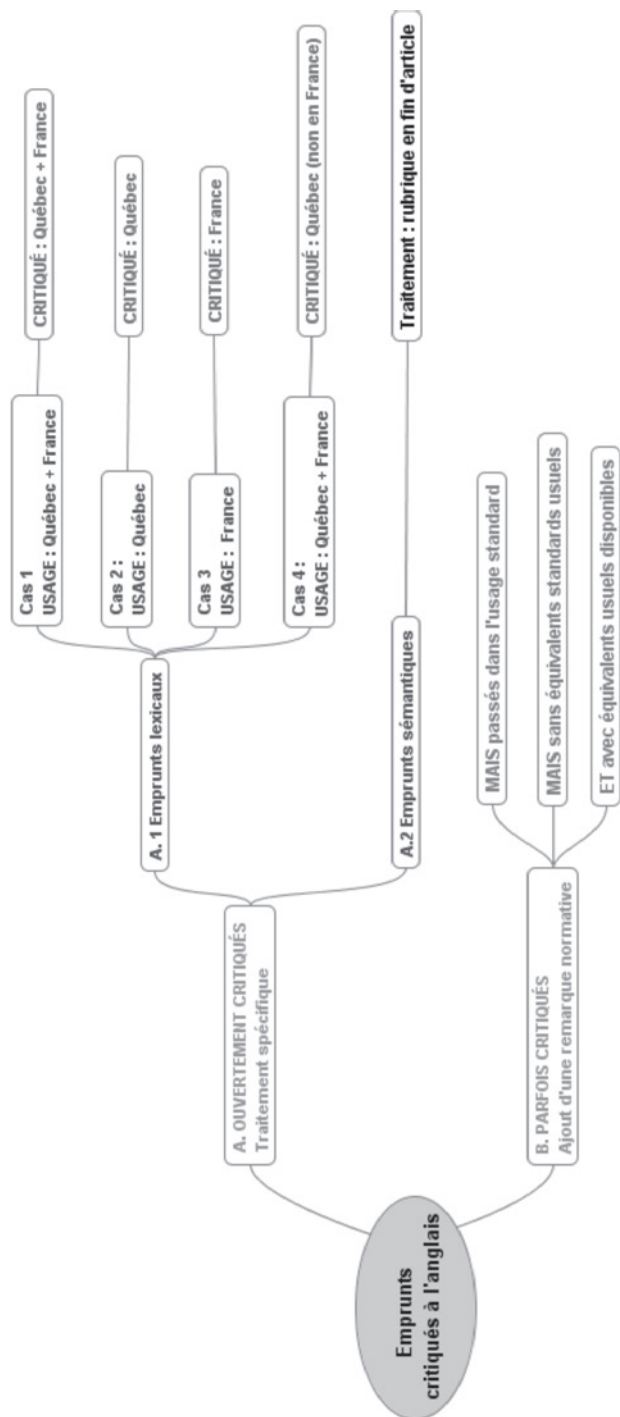
Nous avons vérifié la fréquence et la dispersion de ces emprunts critiqués à l'anglais dans la Banque de données textuelles de Sherbrooke (BDTS), comprenant divers types de textes : littéraires, journalistiques, techniques, scientifiques, juridiques, administratifs, didactiques, socio-politiques et transcriptions de données orales. Il ressort de ce balayage une faible présence de ces emprunts critiqués dans les textes par rapport à tous ceux recensés dans les ouvrages normatifs et prescriptifs. En effet, plus de 93 % des emprunts critiqués répertoriés dans les ouvrages normatifs présentent une fréquence très basse (dont environ 57 % sont carrément absents).

Cette étude a montré en outre que la fréquence de ces emprunts varie selon le type d'anglicisme. De fait, on note une plus grande présence et fréquence des anglicismes de type calque, simples ou complexes, que d'anglicismes de forme, simples ou complexes.

Il nous apparaissait dès lors important de bien cibler ces cas fréquents, de les analyser et de les décrire au regard des contextes d'utilisation.

L'ÉLABORATION D'UNE TYPOLOGIE DES ANGLICISMES CRITIQUÉS AU REGARD DE LEUR PRÉSENCE ET DE LEUR FRÉQUENCE DANS LA BDTS ET AUTRES CORPUS ET LEUR TRAITEMENT DANS *USITO*

À la suite de cette étude et de l'analyse des contextes d'emploi, nous présentons ci-après une typologie originale des emprunts critiqués à l'anglais, tant lexicaux que sémantiques, bien attestés dans nos corpus :



Le traitement des anglicismes critiqués varie en fonction de cette nouvelle typologie.

Les **anglicismes lexicaux ouvertement critiqués** dans les principaux dictionnaires et ouvrages utilisés comme références normatives font l'objet d'un article distinct avec un traitement lexicographique minimal.

Les **anglicismes sémantiques ouvertement critiqués** dans les principaux dictionnaires et ouvrages utilisés comme références normatives occupent une rubrique distincte placée à la fin d'un article.

Enfin, les **anglicismes parfois critiqués** (faisant encore parfois l'objet de critiques dans certains ouvrages normatifs ou prescriptifs) font l'objet d'une remarque normative dans le corps des articles.

De manière systématique, chaque anglicisme critiqué est mentionné et l'information concernant la notion et le type d'anglicisme est présentée dans une infobulle. Les équivalents standards sont clairement présentés et donnés en exemples selon les contextes d'emploi.

Conformément à la politique éditoriale, il y a, le cas échéant, indication des marques géographiques Q/C (particularismes de l'usage québécois et canadien) et F/E (particularismes de l'usage français et européen). Nous espérons de cette façon donner une description mieux adaptée à la situation linguistique du Québec en faisant, notamment, le lien avec les emplois hexagonaux. Chaque emprunt critiqué contient une rubrique étymologique, précisant son origine, et renvoie à un article thématique, *Les emprunts à l'anglais au Québec*, lequel présente une vue générale de l'emprunt comme source d'enrichissement de la langue et non uniquement comme emploi critiqué.

Selon le cas, les recommandations des organismes officiels, tant de la France (France Terme) que du Québec (OQLF), sont systématiquement données sous le mot anglais et sous le terme officialisé au Québec ou en France. Une collaboration avec l'OQLF et la Commission d'enrichissement de la langue française en France permet de mettre à jour les avis de ces deux organismes officiels.

Pour assurer la circularité des informations à travers le dictionnaire, les équivalents francisés sont en renvoi sous chacun des mots de la série, alors que les anglicismes critiqués apparaissent à la nomenclature mais sont absents des renvois.

Enfin, les anglicismes critiqués ne sont pas employés dans les autres définitions du dictionnaire ni dans les exemples ou citations. Ce sont les équivalents standards donnés qui figurent dans tous les cas.

Exemplification des différents cas rencontrés dans nos corpus au regard de la typologie retenue

Nous présentons ci-après quelques exemples illustrant chaque cas mentionné dans la typologie.

A.1 [Cas 1] Exemples d'emprunts lexicaux critiqués en France et au Québec avec le même équivalent ou non

ANGLICISME CRITIQUE

bed and breakfast n. m. inv.

L'emploi de *bed and breakfast* est critiqué comme synonyme non standard de *COUETTE ET CAFÉ*, *GÎTE TOURISTIQUE*.
Exploiter un gîte touristique.

[REM.] L'emploi de *gîte touristique* a été officialisé par l'OQLF et a aussi fait l'objet d'une recommandation officielle en France.

[VOIR] l'article thématique [LES EMPRUNTS À L'ANGLAIS AU QUÉBEC](#).

ÉTYMOLOGIE

1966 (*in* DDL); mots anglais.

ANGLICISME CRITIQUE

bed and br

L'emploi de *bed and br*

Exploiter un gîte

[REM.] L'emploi de *g*

France.

[VOIR] l'article thématique

ÉTYMOLOGIE

1966 (*in* DDL); mots angl

Anglicismes critiqués



Nous présentons dans cette rubrique les emprunts à l'anglais qui, d'une part, sont largement attestés dans nos corpus textuels de référence et qui, d'autre part, sont ouvertement critiqués dans les principaux ouvrages utilisés au Québec comme références normatives. Dans un souci pédagogique, nous faisons suivre chacun des emprunts critiqués des emplois français qui sont le plus généralement proposés comme substituts standards, parmi lesquels nous identifions ceux qui font l'objet d'une recommandation officielle (ou d'une proposition) de la part de l'Office québécois de la langue française (OQLF) ou d'une autre autorité normative francophone.

Des marques géographiques permettent, le cas échéant, de distinguer parmi les emprunts signalés ceux qui sont caractéristiques du français en usage au Québec (UQ) ou en France (UF). Par ailleurs, nous ajoutons une remarque lorsque les emprunts mentionnés sont critiqués au Québec, mais admis comme standards en France.

[VOIR] l'article thématique [LES EMPRUNTS À L'ANGLAIS AU QUÉBEC](#).

Sous gîte :

gîte [ʒit] n.

(RO) gîte, sans accent.

1 N. m.

1 VIEILLI OU LITTÉR. Lieu où l'on trouve à se loger.

Offrir le gîte à qqn.

Il « ne se sentait pas le droit [...] de refuser le gîte et le couvert à un étranger » (J. Ferron, 1969).

◆ MOD. **(QC)** *Gîte touristique* : petit établissement d'hébergement touristique où le propriétaire occupant offre le coucher et le petit déjeuner.

⇒ CHAMBRE D'HÔTE, COUETTE ET CAFÉ.

(REM.) L'emploi de *gîte touristique* a été officialisé par l'OQLF et a aussi fait l'objet d'une recommandation officielle en France.

Sous couette :

couette [kwet] n. f.

1 Édredon que l'on recouvre d'une housse et qui sert de couverture.

2 **(QC)** COUETTE ET CAFÉ : établissement touristique où l'hôte offre le coucher et le déjeuner.

⇒ CHAMBRE D'HÔTE, GÎTE TOURISTIQUE.

ÉTYMOLOGIE

Entre 1154 et 1173 (in TLFi); du latin *culcita* « matelas, coussin ».

Sous hôte :

◆ **(FIE)** *Chambre d'hôte* : gîte touristique.

⇒ COUETTE ET CAFÉ.

ANGLICISME CRITIQUE

ferry-boat ou ferry n. m.

L'emploi de *ferry-boat*, ou de sa variante *ferry*, est critiqué comme synonyme non standard de *TRAVERSIER*, *TRANSBORDEUR*.

Le traversier de Lévis.

(REM.) L'emploi de *traversier* a été officialisé par l'OQLF. L'emploi de *transbordeur* a fait l'objet d'une recommandation officielle en France.

(VOIR) l'article thématique *LES EMPRUNTS À L'ANGLAIS AU QUÉBEC*.

ÉTYMOLOGIE

1785 (in TLFi); 1782, *ferry* (in TLFi); mot anglais.

2 N. m. [Q/C] TRAVERSIER Bateau qui fait la navette entre deux rives, transportant des passagers, des voitures, des wagons.

⇒ TRANSBORDEUR.

↓ BAC.

Le traversier de Tadoussac, de Lévis, de Matane.

« Je suis parti de Québec, il faisait encore nuit; j'ai pris le traversier de six heures » (J. Ferron, 1969).

[REM.] L'emploi de *traversier* a été officialisé par l'OQLF.

transbordeur [trɔ̃sbɔʁdœʁ] n. m. et adj. m.

1 [F/E] Transbordeur ou EN APPOS. *navire transbordeur* : bateau qui fait la navette entre deux rives, transportant des passagers, des voitures, des wagons.

⇒ TRAVERSIER.

↓ BAC.

Traverser la Manche en transbordeur.

[REM.] L'emploi de *transbordeur* a fait l'objet d'une recommandation officielle en France.

AUTRES EXEMPLES :

- e-book/liseuse (électronique)/livre (électronique);
- blog/blogue/[F/E] bloc-notes;
- hacker/[Q/C] pirate (informatique)/[F/E] fouineur;
- newsletter/lettre d'information/[Q/C] infolettre;
- smiley/[Q/C] binette/[F/E] frimousse.

A.1 [Cas 2] Exemples d'emprunts lexicaux critiqués caractéristiques du Québec et critiqués au Québec

ANGLISME CRITIQUÉ

dropout_{n.}

[Q/C] L'emploi de *dropout* est critiqué comme synonyme non standard de *décrocheur*.
De *jeunes décrocheurs qui reprennent leurs études*.

[VOIR] l'article thématique LES EMPRUNTS À L'ANGLAIS AU QUÉBEC.

ÉTYMOLOGIE

1974 (in TLFG); de l'anglais nord-américain *drop out*.

AUTRES EXEMPLES :

- Q/C *boxing day/soldes d'après Noël/soldes de l'Après-Noël*;
- Q/C *puck /rondelle/disque/*F/E *palet.*

IL PEUT S'AGIR ÉGALEMENT D'EXPRESSIONS :

- Q/C être dans l'eau chaude (de l'anglais *to be* ou *to get in hot water*) : **avoir des ennuis, être dans l'embarras, se trouver dans l'embarras.**
- Q/C livrer la marchandise (de l'anglais *to deliver the goods*) : **être à la hauteur, remplir ses engagements, tenir parole.**
- Q/C mettre l'épaule à la roue (de l'anglais *to put one's shoulder to the wheel*) : **mettre la main à la pâte, pousser à la roue, prêter main-forte à qqn, s'atteler à la tâche.**

A.1 [Cas 3] Exemples d'emprunts lexicaux critiqués caractéristiques de la France et critiqués en France

ANGLICISME CRITIQUE

pressing n. m.

[RE] L'emploi de **pressing** est critiqué comme synonyme non standard de **NETTOYEUR, TEINTURERIE**.
Porter des vêtements chez le nettoyeur.

[REM] On emploie **nettoyeur** au Québec et **teinturerie** en France.

[VOR] l'article thématique LES EMPRUNTS À L'ANGLAIS AU QUÉBEC.

ÉTYMOLOGIE

1934 (*in* TLF); mot anglais

AUTRES EXEMPLES :

- F/E *smartphone* : F/E *ordiphone*, Q/C *téléphone intelligent*, F/E *terminal de poche*;
- F/E *chewing gum* : *gomme à mâcher*;
- F/E *home cinéma* : F/E *cinéma à domicile*, Q/C *cinéma maison*;
- F/E *motor-home* : *autocaravane*, Q/C *motorisé*.

A.1 [Cas 4] Exemples d'emprunts lexicaux critiqués au Québec et non critiqués en France

ANGLICISME CRITIQUE

chatter v. intr.

L'emploi de *chatter* est critiqué au Québec comme synonyme non standard de *CLAVARDER*.
Clavarder avec une personnalité connue.

REM. L'emploi du verbe *chatter* n'est généralement pas critiqué en France.

VOIR l'article thématique *LES EMPRUNTS À L'ANGLAIS AU QUÉBEC*.

ETYMOLOGIE

1999 (*In L'Express*), de l'anglais nord-américain *to chat*.

A.2 Exemples d'ANGLICISMES sémantiques ouvertement critiqués

accréditation [akreditasjɔ̃] n. f.

Action d'accréditer un agent diplomatique (ambassadeur, consul, etc.) auprès d'un État étranger; son résultat.

◆ PAR EXT. Action de donner une autorisation d'accès.

Carte d'accréditation.

Accréditation d'un journaliste auprès de la Maison Blanche.

◆ (EN DROIT DU TRAVAIL QUÉBÉCOIS) ACCRÉDITATION (SYNDICALE) : reconnaissance officielle qu'un organisme gouvernemental compétent accorde à un syndicat pour représenter un groupe de salariés dont il a obtenu l'appui majoritaire.

Requête en accréditation.

ANGLICISME CRITIQUE

[QIC] ACCRÉDITATION

L'emploi de *accréditation* (de l'anglais *accreditation*) est critiqué comme synonyme non standard de *AGREMENT* (d'une institution, d'un manuel scolaire par un organisme officiel).

ETYMOLOGIE

1849 (*In Blanche*); de *accréditer* et *-ation*.

AUTRES EXEMPLES :

- *alternative*, critiqué au sens de *choix, possibilité, solution de rechange, solution de remplacement*;
- *au niveau de*, critiqué au sens de *à propos de, dans le domaine de, en ce qui concerne, en matière de*.

B. Les anglicismes parfois critiqués

Pour la deuxième grande catégorie de la typologie, soit les anglicismes parfois critiqués, nous traitons dans une remarque les emplois qui, d'une part, sont largement attestés dans nos corpus textuels de référence et qui, d'autre part, ont fait l'objet de critiques dans quelques-uns des principaux ouvrages utilisés au Québec comme références normatives. Avec le temps, le jugement sur ces emplois a évolué et ils sont généralement passés dans l'usage standard dans la plupart des ouvrages, d'où la mention de « parfois critiqué » dans la remarque. Dans un souci pédagogique, nous faisons mention des autres emplois en français qui sont le plus généralement proposés comme substituts standards.

Conformément à la typologie présentée ci-dessus :

Certains emplois sont parfois critiqués, mais passés dans l'usage standard. C'est notamment le cas de :

finaliser [finalize] v. tr. dir.

I Assigner un but à qqch.
Finaliser une démarche.

II (Vers 1985, de *finalisé* et *-er*, d'après l'anglais *to finalize*)

Mettre au point qqch., mettre la dernière main à qqch.

⇒ PARACHEVER, TERMINER

« Pour finaliser son projet de réforme, il avait besoin de certains amendements à la charte de la Ville » (La Presse, 2002).

[REM.] Cet emploi, parfois critiqué, est passé dans l'usage standard.

AUTRES EXEMPLES :

- **Q/C** *lobby* : groupe de pression. REM. Cet emploi, parfois critiqué, est passé dans l'usage standard.
- *cameraman* : cadreur, opérateur de prises de vues. REM. Ce mot, parfois critiqué, est passé dans l'usage standard.
- *réaliser* : comprendre, se rendre compte. REM. Cet emploi, parfois critiqué, est passé dans l'usage standard.

D'autres emplois sont parfois critiqués, mais n'ont pas d'équivalents standards usuels, comme :

lockout ou **lock-out** [lɔkawt] n. m. inv.

(R) *lockout* (plur. *lockouts*).

Refus de l'employeur de fournir du travail à un groupe ou à l'ensemble de ses salariés en réponse à un conflit de travail et en vue de les contraindre à accepter certaines conditions de travail. (n. GDT)
Grève et lockout.

(REM.) L'emploi de *lockout*, parfois critiqué, n'a pas d'équivalent standard usuel.

ETYMOLOGIE

1927 (*in* Frantext); 1955, *lock-out* (*in* TLF); de l'anglais *lock-out*.

AUTRES EXEMPLES :

- *disque jockey* : (hyponyme) présentateur, animateur. **REM.** Ce mot, parfois critiqué, n'a pas d'équivalent standard usuel. L'emploi du terme *animateur* a fait l'objet d'une recommandation officielle en France.
- *road-movie* : REM. L'emploi de *road-movie* est parfois critiqué comme synonyme non standard de *film routard*. Cet équivalent est peu attesté dans l'usage.

Certains emplois, parfois critiqués, ont des équivalents standards disponibles, mais davantage utilisés dans certains contextes d'étiquetage, d'affichage ou d'emplois spécialisés. À titre d'exemple :

sundae [sɒnde] n. m.

(DANS LA CUISINE NORD-AMÉRICAINE) Dessert composé d'une ou de plusieurs boules de crème glacée que l'on garnit de divers ingrédients (fruits, noix hachées, sauce au caramel ou au chocolat, etc.) et que l'on sert généralement dans une coupe.

⇒ COUPE GLACÉE

[REM.] L'emploi de *sundae* est parfois critiqué au Québec comme synonyme non standard de *coupe glacée*, terme surtout utilisé dans l'étiquetage et l'affichage.

– [OQLF] *La cerise sur le sundae*.

ETYMOLOGIE

1914 (in TLFO); mot de l'anglais nord-américain.

AUTRES EXEMPLES :

- *banque* Q/C fam. Tirelire. cochon. REM. L'emploi familier de *banque* est parfois critiqué comme synonyme non standard de *tirelire*.
- *Pagette* F/E bip, téléavertisseur, REM. L'emploi du nom déposé *pagette* est parfois critiqué comme synonyme non standard de *téléavertisseur*, terme officialisé par l'OQLF.

Il peut s'agir également d'expressions :

– (EXPRESSION) *Jeter la serviette* ou [OQLF] *lancer la serviette* (DE L'ANGLAIS *to throw in the towel*) : **boxe** jeter dans le ring une serviette-éponge ou une éponge pour signifier que le boxeur abandonne; **fig.** abandonner la lutte; renoncer à poursuivre une action.

⇒ JETER L'ÉPONGE

[REM.] L'emploi de l'expression *lancer la serviette* est parfois critiqué comme calque de l'anglais. – L'expression *jeter l'éponge* est également un calque de l'anglais.

AUTRES EXEMPLES :

- fam. *Avoir des papillons dans l'estomac*. REM. L'emploi de *avoir des papillons dans l'estomac* est parfois critiqué comme synonyme non standard de *avoir le trac*, *être nerveux*.

- Q/C fam. *Avoir la mèche courte*. REM. L'emploi de *avoir la mèche courte* est parfois critiqué comme synonyme non standard de *avoir un tempérament explosif, être soupe au lait, se mettre facilement en colère*.
- Q/C fig. et fam. *Coulé dans le béton*. REM. L'emploi de *coulé dans le béton* est parfois critiqué comme synonyme non standard de *arrêté, décidé de manière irrévocable*, etc.

Certains emplois, encore parfois critiqués, ont été revisités à la lumière de recherches étymologiques et clarifiés à l'aide d'une remarque. À titre d'exemple :

– **Q/C** MOUCHE À FEU : **nom usuel** de la luciole.

« *Mouches à feu dans les herbes et les feuilles, comme des étincelles* »

(P. Claudel, 1894).

« *nous sommes allés en bateau sur la rivière [...] au coucher de soleil, pour observer le spectacle de milliers de mouches à feu qui brillent dans la nuit. On se serait cru en pleine nuit de Noël!* » (*Le Soleil*, 2004).

REM. Cet emploi, vieilli en France, est en usage dans d'autres aires de la francophonie, notamment en Acadie, en Louisiane et dans les Antilles. Il a parfois été critiqué à tort comme un calque québécois de l'anglais *firefly*.

AUTRES EXEMPLES :

- Q/C *coton à fromage* (renvoi à *étamine*). REM. L'emploi de *coton à fromage* est parfois critiqué comme synonyme non standard de *étamine*. Cet emploi a parfois été critiqué comme calque de l'anglais *cheesecloth*; il s'agit plutôt d'une innovation du français québécois, à partir des mots *coton* et *fromage*.
- (au Québec) *Le bonhomme Sept-Heures*. REM. Cet emploi a parfois été critiqué comme calque de l'anglais *bone-setter*, qui désigne un rebouteur; le bonhomme Sept-Heures serait plutôt un héritage des régions de France où des personnages semblables ont été appelés *bonhomme basse-heure* (*basse-heure* signifiant « tombée du jour ») ou *couche huit-heures*.

- *brassière* : soutien-gorge. REM. Bien qu'il soit l'extension d'un emploi ayant eu cours en français, cet emploi est critiqué; l'influence de l'anglais *brassiere* a dû contribuer à en maintenir la vitalité en français québécois.
- *liqueur (douce)* Q/C par ext., fam. *Liqueur (douce)* : boisson gazeuse. REM. Bien qu'il soit l'extension d'un emploi ayant eu cours en français du XVII^e au XIX^e s. où *liqueur* avait le sens de boisson non alcoolisée, cet emploi est critiqué; l'influence de l'anglais *soft drink* a dû contribuer à en maintenir la vitalité en français québécois.

Enfin, certains syntagmes, proverbes et expressions, bien que calqués sur l'anglais, ne sont pas critiqués.

De manière générale et normale en français, de très nombreux emprunts à l'anglais sont répertoriés, souvent sans marque de leur origine et sans que les locuteurs soient en mesure de les reconnaître comme tels : *autoroute de l'information*, *chemin de fer*, *classe de maître*, *conférence au sommet*, *économiseur d'écran*, *gratte-ciel*, *groupe de discussion*, *guerre froide*, *lettre d'information*, *libre-échange*, *libre-service*, *navette spatiale*, *sélection naturelle*, *supermarché*; *avoir un cadavre*, *un squelette dans le placard*, *ce n'est pas ma tasse de thé*, etc.

Ces calques, présents en contextes écrits standards et pour lesquels il n'existe pas d'équivalent standard ou dont l'équivalent n'est pas usuel au Québec, ou encore qui sont associés à un registre familier, ne sont pas critiqués dans *Usito*, mais leur origine anglaise est systématiquement indiquée. À titre d'exemple :

– [Q/C] FAM. **Accrocher ses patins** (DE L'ANGLAIS *to hang up one's skates*) : prendre sa retraite, en parlant d'un joueur de hockey; FIG. cesser une activité professionnelle.

⇒ RACCROCHER.

« Mais cesse de renifler, voyons. On finit tous un jour par accrocher ses patins. Qu'est-ce que ça donne de pleurnicher? » (Y. Beauchemin, 1989).

AUTRES EXEMPLES :

- Q/C (expression) Avoir le pouce vert (de l'anglais *to have a green thumb*) ou F/E *avoir les doigts verts, avoir la main verte* : avoir du succès dans la culture des plantes.
- Q/C (expression) fam. *Ne pas être sorti du bois* (de l'anglais *not to be out of the wood[s]*) : avoir encore beaucoup d'efforts à faire pour surmonter une difficulté. *Ne pas être au bout de ses peines*; fam. *ne pas être sorti de l'auberge*.
- prov. *Le temps, c'est de l'argent* (de l'anglais *time is money*) : le temps est précieux, il faut bien l'utiliser.
- *Le jour de la marmotte* (de l'anglais *Groundhog Day*).
- Q/C *autobus scolaire* (de l'anglais *school bus*), renvoi synonymique *car** (*de ramassage*) scolaire.
- (Au Canada, aux États-Unis et dans les pays du Commonwealth) *Les Jours de la jonquille* (de l'anglais *daffodil days*).
- *Ligne de piquetage* (de l'anglais *picket line*).
- (Dans les pays de tradition parlementaire britannique) *Aile parlementaire* (d'un parti) (de l'anglais *parliamentary wing*).
- (Dans les pays de tradition parlementaire britannique) *Balance du pouvoir* (de l'anglais *balance of power*).
- (Dans les pays de tradition parlementaire britannique) *Cabinet fantôme* (de l'anglais *shadow cabinet*).
- (Au Canada) *Bière d'épinette* (de l'anglais *spruce beer*).
- *Persil plat* ou Q/C *persil italien* (de l'anglais *italian parsley*), aux feuilles lisses, non frisées.

- (Dans la cuisine canadienne) *Queue de castor* (de l'anglais *Beaver Tail*, nom déposé).
- *Tasse à mesurer* (de l'anglais *measuring cup*) : *tasse graduée* (notamment en fonction de la tasse comme unité de volume).
- (Dans les pays du Commonwealth et aux États-Unis) *Cuillère à thé* (de l'anglais *teaspoonful*) : mesure équivalant à 5 ml; *cuillère à table* (de l'anglais *tablespoonful*) : mesure équivalant à une demi-once liquide ou trois cuillères à thé, soit environ 15 ml.

ENRICHISSEMENT DE LA NOMENCLATURE

Pour ce qui est de l'enrichissement de la nomenclature, une veille lexicale et terminologique est assurée dans les médias et dans les diverses banques et bases de données. L'observation d'emprunts récents, en particulier dans des domaines techniques, nous permet de relayer sans délai les propositions d'autorités linguistiques visant à préconiser l'emploi de ressources du français pour désigner de nouveaux référents (ex. *fatbike*, *hashtag*, *liker*, *play-list*, *selfie*, *spin-off*, etc.).

Les différents commentaires et demandes d'ajouts provenant de nos usagers et usagères constituent également une source importante d'enrichissement de la nomenclature et de la description lexicographique, pour autant qu'ils répondent à nos critères. Nous devons nous assurer de maintenir la cohérence globale du dictionnaire, ce qui nous oblige à écarter les emplois les plus marginaux (trop vieux ou trop récents, trop locaux, trop spécialisés). Par ailleurs,

compte tenu de sa mission pédagogique, notre dictionnaire est tenu d'adopter une position éditoriale restrictive à l'endroit des emplois qui sont plus négativement perçus dans la société québécoise (certains emprunts critiqués à l'anglais, sacres, expressions vulgaires, étiquettes discriminatoires ou racistes, etc.).

EN CONCLUSION

Comme le dictionnaire est l'outil par excellence pour connaître l'usage standard, nous tentons de fournir à l'utilisateur l'ensemble des données pertinentes pour répondre à ses questions de manière aussi claire, objective, cohérente et systématique que possible.

Il nous importe également de proposer une description et une hiérarchisation des usages mieux adaptées à la situation linguistique du Québec, en contexte canadien et nord-américain, faisant davantage le lien avec la francophonie, et informant le lecteur de la recevabilité de ces emplois par rapport à un discours soigné d'ici. Pour ce faire, nous prenons en compte l'usage du mot ou de l'expression dans différents types de discours, les informations étymologiques faisant état de son origine et de son histoire de même que les commentaires épilinguistiques des organismes et autorités linguistiques.

Comme *Usito* est un dictionnaire en ligne, sans aucune contrainte d'espace, nous nous permettons de multiplier les exemples et les remarques de manière à lever le maximum d'ambiguïtés.

Cela nous permet également de mettre à jour n'importe quel article (et groupe d'articles concernés par l'ajout ou la modification) dès que nous procédons à de nouvelles analyses ou obtenons de nouvelles informations.

BIBLIOGRAPHIE DES OUVRAGES LEXICOGRAPHIQUES, BANQUES ET BASES DE DONNÉES ET SOURCES DE RÉFÉRENCE NORMATIVES CONSULTÉS

Banque de données textuelles de Sherbrooke, (BDTS), Université de Sherbrooke.

Banques de données Eureka.CC.

BEAUCHEMIN, Normand, Pierre MARTEL et Michel THÉORET (1992). *Dictionnaire de fréquence des mots du français parlé au Québec*. (American University Studies: Series XIII Linguistics.) New York: Peter Lang, lii + 767 p.

BERTRAND, Guy (1999). *400 capsules linguistiques*, Montréal, Lanctôt, 195 p.

BONNAFFÉ, Édouard (1920). *Dictionnaire étymologique et historique des anglicismes*, Paris, Delgrave, 193 p.

CAJOLET-LAGANIÈRE, Hélène et Michel THÉORET (1993). « Dictionnaire électronique des anglicismes », colloque *Lexique et grammaire en français québécois*, 61^e congrès de l'ACFAS, Université du Québec à Rimouski, Rimouski, 17 au 21 mai.

COLPRON, Gilles (1970). *Les anglicismes au Québec : Répertoire classifié*. Montréal, Beauchemin.

COLPRON, Gilles (1982). *Dictionnaire des anglicismes*, Montréal, Beauchemin, 199 p.

DAGENAIS, Gérard (1984). *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, 2^e éd., Boucherville, Éditions françaises, 538 p.

DULONG, Gaston (1989). *Dictionnaire des canadianismes*. Larousse.

France Terme culture.fr. (Site consacré aux termes recommandés au Journal officiel de la République française).

LAURIN, Jacques (2004). *Les américanismes : 1200 mots ou expressions made in USA*, Montréal, Éditions de l'Homme, 217 p.

LAURIN, Jacques (2006). *Nos anglicismes : 2300 mots ou expressions à corriger*, Montréal, Éditions de l'Homme, 366 p. (Collection Le bon mot).

LAURIN, Jacques (1975). *Corrigeons nos anglicismes*, préf. de Jean-Marie Laurence, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 179 p.

Le Petit Robert de la langue française 2014, version en ligne du *Petit dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, nouvelle édition du *Petit Robert* de Paul Robert, texte remanié et amplifié sous la direction de Josette Rey-Debove et Alain Rey, Paris, Dictionnaires Le Robert, 2013.

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, *Le grand dictionnaire terminologique*, [En ligne], <http://www.granddictionnaire.com/>.

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (1998). *Répertoire des avis terminologiques et linguistiques*, 4^e éd. rev. et aug., Québec, Publications du Québec.

PARMENTIER, Michel (2006). *Dictionnaire des expressions et tournures calquées sur l'anglais*, Québec, Presses de l'Université Laval, 203 p.

REY-DEBOVE, Josette et Gilberte Gagnon (1980). *Dictionnaire des anglicismes*, Paris, Le Robert, 1150 p.

VILLERS, Marie-Éva de (2003). *Multidictionnaire de la langue française*, 4^e éd., Montréal, Québec Amérique, 1533 p. [Cédérom, 2001.].

Trésor de la langue française au Québec, [En ligne], <http://www.tlfg.ulaval.ca>.

Trésor de la langue française informatisé, [En ligne], <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>.

LE TRAITEMENT RÉSERVÉ À LA NOTION D'ANGLICISME DANS LE MATÉRIEL DIDACTIQUE DU DEUXIÈME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE AU QUÉBEC

■ JULIE BÉRUBÉ

Agente de recherche, Conseil supérieur de la langue française (remplacée par Jennifer Dion)

1. INTRODUCTION

Dans l'optique du thème retenu pour le colloque 2016 du réseau OPALE, le Conseil supérieur de la langue française (CSLF) a choisi de se pencher sur le traitement réservé à la notion d'anglicisme dans le matériel didactique utilisé pour l'enseignement du français dans les écoles québécoises. La recherche proposée a été guidée par les questions suivantes, auxquelles souhaite répondre cet article. Quand la notion d'anglicisme est-elle enseignée? Quels sont les objectifs du programme de formation de l'école québécoise sur ce point? Quel est le matériel didactique utilisé pour cet enseignement? Comment ce matériel présente-t-il l'anglicisme à l'élève et à l'enseignant?

2. CE QUE DIT LE PROGRAMME DE FORMATION DE L'ÉCOLE QUÉBÉCOISE¹

Dans le programme scolaire québécois, l'enseignement de la notion d'anglicisme est prévu dans les cours de français des trois dernières années du cheminement scolaire obligatoire, soit les troisième, quatrième et cinquième années du secondaire, là où les élèves sont généralement âgés de 14, 15 et 16 ans. Les analyses présentées ici portent sur le matériel didactique approuvé par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) du Québec.

Dans le Programme de formation de l'école québécoise, élaboré par le MEES, la notion d'anglicisme figure dans la section intitulée *Domaine des langues*, lorsqu'il est question du lexique², et est abordée conjointement avec celle de l'emprunt linguistique. Ainsi, on indique qu'il faut « [s]e représenter l'emprunt comme le phénomène par lequel une langue, au cours de son histoire, intègre un mot, un groupe de mots ou un sens issu d'une autre langue³ ». On passe ensuite à l'anglicisme, au sujet duquel on précise qu'il faut « [s]e référer à sa connaissance de la langue anglaise, au dictionnaire et à des sources documentaires spécialisées

¹ La version de juin 2009 du programme de français, langue d'enseignement, couvre les trois années du deuxième cycle du secondaire. Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), *Programme de formation de l'école québécoise : domaine des langues. Français, langue d'enseignement*, [Québec], MEES, juin 2009, [en ligne]. [http://www1.education.gouv.qc.ca/sections/programmeFormation/secondaire2/medias/PFEQ_FrancaisLangueEnseignement.pdf] (consulté le 4 octobre 2016).

² *Ibid.*, p. 133.

³ *Loc. cit.*

pour reconnaître, en contexte, les anglicismes de mots fréquents dont l'emploi est critiqué et déterminer par quels mots ou expressions de la langue française ils doivent être remplacés⁴ ». On peut déjà noter que le traitement de la notion d'anglicisme, dans le programme, est moins neutre que celui réservé à l'emprunt.

Le développement qui suit l'introduction de ces deux notions cible le rapport particulier à l'anglais qu'entretiennent les locuteurs québécois, sans toutefois insister sur le caractère fautif des emprunts à l'anglais.

L'emprunt à d'autres langues

L'observation des emprunts linguistiques permet d'amorcer une réflexion sur ce qui peut motiver l'emprunt (absence d'équivalent en français, influence du voisinage linguistique, phénomène de mode, etc.) et sur son rôle dans l'évolution des langues. Une telle observation pourrait contribuer à mettre en évidence l'étendue du phénomène et l'interinfluence des langues vivantes.

Au Québec, l'influence de l'anglais sur le français suscite de nombreux débats. Il y a là une piste à exploiter pour inviter les élèves à réfléchir sur la langue. Par exemple, ils pourraient observer les traces de l'anglais dans leur façon de s'exprimer en français, s'intéresser à la cohabitation linguistique au Québec et au Canada ou encore aux questions linguistiques et culturelles présentes dans l'actualité⁵.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

Dans un second document du MEES, soit la Progression des apprentissages en français⁶ prévus en troisième, quatrième et cinquième secondaire, l'arborescence suivante mène à l'objectif fixé pour l'anglicisme.

A. Les ressources de la langue pour nommer

1. LE LEXIQUE (sens et orthographe lexicale)

1.2 Reconnaître ou utiliser le nom commun

c. L'utilisation (en compréhension et en production) des procédés de formation des noms; les particularités orthographiques

iii. autres procédés de formation

– emprunt (ex. : wapiti, yogourt, raifle) et emploi de régionalismes (ex. : débarbouillette, dispendieux, poutine); emprunt critiqué et anglicisme (ex. : chum, line up, appointment)⁷

On remarque qu'au dernier alinéa de cette arborescence il est d'abord question d'emprunt et de régionalismes, puis d'emprunt *critiqué* et d'anglicisme. Ce jumelage, on le verra au point 4, trouvera écho dans le matériel didactique. Toujours dans le même document, l'objectif fixé par rapport à l'anglicisme, en troisième secondaire, se lit comme

⁶ MEES, *Progression des apprentissages au secondaire : français, langue d'enseignement*, [Québec], MEES, 25 octobre 2011, [en ligne]. [http://www1.education.gouv.qc.ca/progression_Secondaire/pdf/progrApprSec_FLE_fr.pdf] (consulté le 4 octobre 2016).

⁷ *Ibid.*, p. 45-46.

suit : « L'élève, avec l'intervention de l'enseignante ou de l'enseignant, apprend à reconnaître un phénomène et son rôle dans le texte dans les contextes où il figure fréquemment⁸ ». En quatrième et cinquième secondaire, plutôt que d'apprendre à reconnaître l'anglicisme, il est question d'un apprentissage systématique⁹ du phénomène.

Dans le but d'explorer plus avant les apprentissages par rapport à l'anglicisme, le CSLF a voulu examiner le matériel mis à la disposition du personnel enseignant par le MEES.

3. CORPUS À L'ÉTUDE

Au Québec, le matériel didactique de base utilisé pour l'éducation préscolaire et pour l'enseignement primaire et secondaire doit être approuvé par le MEES. Selon la définition de ce ministère, « [u]n ensemble didactique est composé d'une série d'instruments, dont un manuel imprimé à l'usage de l'élève et un guide d'enseignement imprimé ou numérique¹⁰ ». Il existe une liste du matériel didactique approuvé pour l'enseignement au deuxième cycle du secondaire¹¹, laquelle a été utilisée pour constituer le corpus à l'étude¹².

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ MEES, *Matériel didactique approuvé pour l'enseignement secondaire : ensembles didactiques 2016-2017*, [Québec], MEES, 4 octobre 2016, p. v., [en ligne]. [http://www1.education.gouv.qc.ca/bamd/fr/new_second.asp?no=1] (4 octobre 2016).

¹¹ *Ibid.*, p. 15-19.

¹² Ce matériel a été mis à la disposition de l'équipe de recherche du CSLF par le Bureau d'approbation du matériel didactique de la Direction des ressources didactiques du MEES. Nous tenons à le remercier de sa collaboration.

Ainsi, au total, quatorze ensembles didactiques ont été approuvés pour l'enseignement du français au deuxième cycle du secondaire par le Bureau d'approbation du matériel didactique de la Direction des ressources didactiques du MEES. Le tableau 1 dresse la liste de ces ensembles par éditeur, en précisant pour chacun l'année d'enseignement ainsi que les éléments du matériel didactique analysés.

Tableau 1 : Corpus d'ensembles didactiques par éditeur

Éditeur	Ensemble didactique, année (éléments analysés)
Groupe Modulo inc.	Dazibao, 3 ^e secondaire (2 manuels, 2 guides d'enseignement, référentiel)
	Dazibao, 4 ^e secondaire (2 manuels, guide d'enseignement, référentiel)
Éditions Grand Duc	Épisodes, 3 ^e secondaire (2 manuels, 3 guides d'enseignement)
	Épisodes, 4 ^e secondaire (2 manuels, 3 guides d'enseignement)
	Entracte, 5 ^e secondaire (manuel, 3 guides d'enseignement)
Éditions du Renouveau pédagogique inc.	Expressions, 3 ^e secondaire (manuel, guide d'enseignement, recueil de textes)
	Expressions, 4 ^e secondaire (manuel, guide d'enseignement, recueil de textes)
	Zénith, 5 ^e secondaire (2 manuels, 3 guides d'enseignement)
Chenelière Éducation	Forum, 3 ^e secondaire (manuel, 7 guides d'enseignement, recueil de textes)
	Forum, 4 ^e secondaire (manuel, 7 guides d'enseignement, recueil de textes)
	Regards, 5 ^e secondaire (2 manuels, 8 guides d'enseignement)
Les Éditions CEC inc.	Zones, 3 ^e secondaire (manuel, 5 guides d'enseignement, recueil de textes)
	Zones, 4 ^e secondaire (2 manuels, 10 guides d'enseignement)
	Portail, 5 ^e secondaire (manuel, 6 guides d'enseignement)

Comme le montre ce tableau, plus de 80 ouvrages ont été examinés¹³. Ce matériel didactique étant le produit de seulement cinq éditeurs, cela permet une approche par éditeur qui tient compte des recoupements d'un ouvrage ou d'un ensemble à l'autre.

4. ÉLÉMENTS RETENUS POUR L'ANALYSE

L'analyse du corpus d'ensembles didactiques s'intéresse à deux aspects de l'enseignement de la notion d'anglicisme. D'une part, il sera question de la définition à proprement parler de l'anglicisme, c'est-à-dire des termes choisis pour l'expliquer, et du rapport à la norme qui en découle. D'autre part, l'analyse porte sur les indications didactiques et autres développements sur l'anglicisme fournis aux enseignants ainsi que sur les mises en pratique qui leur sont proposées.

4.1 Description de l'anglicisme

Les ouvrages décrivent tous l'anglicisme comme un emprunt à l'anglais, mais on note une relative ambiguïté quant à son statut, à savoir si la notion renvoie à l'ensemble des emprunts à l'anglais ou seulement à ceux considérés comme fautifs. Cette première partie présente le point de vue diffusé par les éditeurs des ensembles didactiques approuvés par le MEES pour le deuxième cycle du secondaire, là où cet apprentissage est prévu.

¹³ L'auteure tient à remercier Charles Gagnon et Jennifer Dion, agents de recherche au CSLF, pour leur collaboration aux différentes étapes de cette recherche.

4.1.1 GROUPE MODULO INC.

Groupe Modulo inc. a produit des ensembles didactiques pour la troisième et la quatrième année du secondaire. Chez ce premier éditeur, le développement sur l'anglicisme, dans les divers éléments des deux ensembles didactiques, suit celui sur l'emprunt. On y présente deux types d'anglicismes (l'anglicisme lexical et le calque) et, selon les pages consultées, il est donné comme parfois ou systématiquement fautif. Prenons l'exemple du traitement réservé à l'anglicisme lexical.

*Certains emprunts sont des **anglicismes lexicaux**. Ce sont des mots anglais qui ne sont pas admis dans la norme, parce qu'ils ont des équivalents dans la langue française. Ils n'appartiennent pas au registre standard [...]¹⁴.*

Certains anglicismes lexicaux sont critiqués parce qu'ils ont des équivalents dans la langue française [...]. Quelques anglicismes rejetés finissent malgré tout par s'imposer¹⁵.

On remarque que la description est similaire pour les anglicismes de construction (ou calques), définis comme « des traductions littérales d'expressions anglaises¹⁶ ».

¹⁴ Isabelle PÉLADEAU (dir.), *Dazibao*, Manuel B, 3^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2007, p. 147.

¹⁵ *Id.*, *Dazibao*, Référentiel, 3^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2007, p. 166; *id.*, *Dazibao*, Référentiel, 4^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2010, p. 166.

¹⁶ *Id.*, *Dazibao*, Manuel B, 3^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2007, p. 147; *id.*, *Dazibao*, Référentiel, 3^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2007, p. 166; *id.*, *Dazibao*, Référentiel, 4^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2010, p. 166.

Selon l'ouvrage consulté, on peut lire que les calques ne sont pas tous admis¹⁷ ou acceptables¹⁸ en français, mais que « certains finissent malgré tout par s'imposer¹⁹ ». En règle générale, donc, on affirme que « [l]es anglicismes sont des emprunts à l'anglais » en précisant que « [c]ertains ne sont pas admis dans la norme du français, car ils ont des équivalents dans la langue française²⁰ ». On trouve néanmoins des développements plus imagés et connotés, comme celui-ci : « Depuis plus de deux siècles, la langue française est envahie par une foule de mots anglais. Cette invasion a pris une telle ampleur qu'on tente de plus en plus d'y résister²¹. »

Dans l'ensemble, on peut voir que ce ne sont pas tous les anglicismes, chez Groupe Modulo inc., qui sont dépeints comme fautifs.

4.1.2 ÉDITIONS GRAND DUC

Ce sont les ensembles didactiques de troisième et de quatrième secondaire des Éditions Grand Duc qui présentent brièvement l'anglicisme et en des termes similaires, voire identiques d'un ouvrage à l'autre. Ainsi, on y explique que l'anglicisme est « un **emprunt à l'anglais** », en précisant qu'il peut s'agir d'un mot, d'une expression, d'un sens ou d'une

¹⁷ *Id.*, *Dazibao*, Référentiel, 3^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2007, p. 166; *id.*, *Dazibao*, Référentiel, 4^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2010, p. 166.

¹⁸ *Id.*, *Dazibao*, Manuel B, 3^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2007, p. 147.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Id.*, *Dazibao*, Manuel C, 4^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2010, p. 62.

²¹ *Ibid.*

construction de phrase²² ». Les deux manuels indiquent que son emploi peut être correct ou non : « L'emploi d'anglicismes est justifiable quand il n'existe pas de termes équivalents en français », mais il « n'est pas justifiable quand il existe des termes équivalents en français²³ ».

4.1.3 ÉDITIONS DU RENOUVEAU PÉDAGOGIQUE INC.

Les Éditions du Renouveau pédagogique inc. ont également produit des ensembles didactiques pour les trois années du deuxième cycle du secondaire. Chez ce troisième éditeur, la notion d'anglicisme, dans le manuel de troisième secondaire, est dépeinte de façon assez neutre, voire positive. Elle désigne tout emprunt à l'anglais, qu'il soit critiqué ou non, c'est-à-dire tout « mot, sens, expression ou structure empruntés à la langue anglaise acceptés en français²⁴ ». On signale que « [l]'emploi de certains anglicismes est critiqué parce qu'il existe déjà des mots français pour désigner les notions concernées²⁵ ».

La formulation est quelque peu différente dans le manuel de quatrième secondaire, qui présente les anglicismes comme « des mots, des groupes de mots, des sens ou des structures empruntés à la langue anglaise », puis ajoute que « [c]ertains anglicismes sont acceptés en français », mais que « [l]'emploi des anglicismes est généralement critiqué lorsqu'il existe déjà des mots français pour désigner les

²² Geneviève BOURBEAU et coll., *Épisodes*, Manuel, 3^e sec., Laval, Éditions Grand Duc, 2007, vol. 1, p. 466-467, vol. 2, p. 960-961; *id.*, *Épisodes*, Manuel, 4^e sec., Laval, Éditions Grand Duc, 2008, vol. 1, p. 437-438, vol. 2, p. 917-918.

²³ *Ibid.*

²⁴ Jacqueline FORTIN (dir.), *Expressions*, Manuel, 3^e sec., Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique inc., 2007, p. 492.

²⁵ *Ibid.*

réalités concernées²⁶ ». On y précise en outre qu'« [i]l faut consulter un dictionnaire pour reconnaître en contexte les anglicismes dont l'emploi est critiqué²⁷ ».

Le manuel de cinquième secondaire, pour sa part, met sur un même pied l'emprunt et l'anglicisme – précisant entre parenthèses que ce dernier est un « emprunt à l'anglais » –, mais répète que ce sont les « anglicismes critiqués qui sont considérés comme incorrects²⁸ ».

Dans l'ensemble, cet éditeur présente lui aussi l'anglicisme comme tout emprunt du français à l'anglais, qu'il s'agisse d'un emploi critiqué ou non.

4.1.4 CHENELIÈRE ÉDUCATION

Les ouvrages du quatrième éditeur, Chenelière Éducation, proposent une description assez neutre de l'anglicisme, et cette description est reprise dans les manuels des trois années du deuxième cycle.

On précise que « [c]ertains mots empruntés à l'anglais sont tout à fait acceptés en français », alors que « d'autres mots empruntés à l'anglais sont considérés comme incorrects, car

²⁶ *Id.*, *Expressions*, Manuel, 4^e sec., Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique inc., 2008, p. 372.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Id.*, *Zénith*, Manuel A, 5^e sec., Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique inc., 2009, p. 329; *id.*, *Zénith*, Manuel B, 5^e sec., Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique inc., 2009, p. 321.

il existe déjà des équivalents en français pour les réalités qu'ils désignent²⁹ ». Sur ce point, on ajoute :

Ces anglicismes critiqués doivent donc être remplacés par des mots ou des expressions de la langue française. Dans le dictionnaire, les anglicismes critiqués sont accompagnés d'une mention comme « anglic. »³⁰.

Notons que le fait de présenter l'anglicisme comme un emprunt à l'anglais (fautif ou non), tout en précisant que c'est la mention *anglicisme* qui désigne les anglicismes critiqués dans le dictionnaire, peut porter à confusion.

4.1.5 LES ÉDITIONS CEC INC.

Les Éditions CEC inc., soit le cinquième et dernier éditeur du corpus, fournissent peu d'information sur la notion d'anglicisme. Le manuel de cinquième secondaire signale que, « [d]ans le cas d'emprunt à l'anglais, si un mot français correspondant existe, l'emprunt est un **anglicisme** », puis ajoute que « [l]es anglicismes sont à éviter³¹ ». On en déduit que le terme *anglicisme*, ici, réfère uniquement aux emprunts à l'anglais considérés comme fautifs.

²⁹ Sophie TRUDEAU, Carole TREMBLAY et Andrée LACOMBE, *Forum*, Manuel, 3^e sec., Montréal, Chenelière Éducation, 2007, p. 317; *id.*, *Forum*, Manuel, 4^e sec., Montréal, Chenelière Éducation, 2008, p. 387; *id.*, *Regards*, Manuel, 5^e sec., Montréal, Chenelière Éducation, 2010, t. 1, p. 275, t. 2, p. 217.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Maxime LACHANCE et Isabelle L.-LACROIX, *Portail*, Manuel, 5^e sec., Anjou, Les Éditions CEC inc., 2009, t. 1, p. 538, t. 2, p. 538.

Voilà qui conclut ce tour d'horizon de l'aspect théorique de l'anglicisme, tel qu'il est présenté dans le matériel didactique. Mais qu'en est-il des indications fournies aux enseignants et des mises en pratique proposées?

4.2 Développements et autres indications didactiques sur l'anglicisme

La deuxième partie de cet article aborde les développements et autres indications didactiques sur l'anglicisme de même que les mises en pratique suggérées aux enseignants, notamment dans le but de vérifier si le discours sur la notion d'anglicisme est le même de ce point de vue que sur le plan théorique.

4.2.1 GROUPE MODULO INC.

Dans les ensembles didactiques du Groupe Modulo inc., les indications fournies dans le matériel destiné aux enseignants tendent à présenter l'emprunt – y compris l'emprunt à l'anglais – de façon neutre, alors que le terme *anglicisme* semble utilisé uniquement pour désigner ce qui est fautif.

Dans le guide pédagogique de troisième secondaire, notamment, lorsqu'il est question de l'anglicisme, on fournit l'indication suivante aux enseignants : « En consultant des ouvrages de référence, dresser une liste d'anglicismes courants avec l'expression ou le terme français correspondant. Se donner pour but de corriger ces anglicismes³². » L'objectif est donc de repérer l'anglicisme afin de le corriger. C'est d'ailleurs l'objectif fixé par les consignes qui accompagnent l'ensemble des exercices traitant de l'anglicisme chez cet

³² Isabelle PÉLADEAU (dir.), *Dazibao*, Guide pédagogique AB, 3^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2007, p. D-9.13.

éditeur. Par exemple, toujours en troisième secondaire, pour une activité consacrée au style du monologue, le guide pédagogique propose à l'enseignant de « [f]aire écouter un monologue d'Yvon Deschamps³³ » à ses élèves et de leur « [f]aire observer sa façon d'interpeller le public, son intonation et ses impropriétés de langage, des anglicismes notamment³⁴ ». Dans la présentation du bloc notionnel qui accompagne cet exercice, on distingue bien l'anglicisme, nécessairement fautif, de l'emprunt à l'anglais, plus englobant et potentiellement légitimé, comme le montre l'extrait reproduit ci-dessous.

Faire dresser une liste de mots empruntés à la langue anglaise que les élèves utilisent couramment. Faire ensuite vérifier dans le dictionnaire si ces mots sont admis dans l'usage du français ou s'ils sont considérés comme des anglicismes. [...] Écouter une nouvelle fois le monologue de Deschamps et inviter les élèves à relever certains anglicismes incorrects utilisés par le monologueur³⁵.

Voici un autre exemple du même éditeur, cette fois tiré du guide pédagogique fourni en quatrième secondaire aux enseignants. L'emprunt y est abordé de façon très neutre, alors qu'on suggère à l'enseignant d'« [i]nviter les élèves à énumérer des emprunts qu'ils connaissent en identifiant la langue dont ils proviennent³⁶ ». Le développement sur l'anglicisme, pour sa part, y est plus long, distinguant divers types, appuyés d'exemples.

³³ Monsieur Deschamps est un humoriste québécois très connu qui se produit depuis les années 1960.

³⁴ *Ibid.*, p. D-9.37 à p. D-9.40.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Id.*, *Dazibao*, Guide pédagogique AB, 4^e sec., Montréal, Groupe Modulo inc., 2010, p. D-2.41 et p. D-2.44.

De nombreux mots sont empruntés à la langue anglaise. Demander aux élèves d'énumérer des anglicismes et les amener à distinguer des anglicismes lexicaux (*chum*, *tough*), des anglicismes de prononciation (« zoo » prononcé *zou* plutôt que *zo*), de nombreuses exclamations (*wow!*, *shit!*), des mots devenus vétustes dans la francophonie (*bourse* pour *sac à main*, *brassière* pour *soutien-gorge*), des tournures anglaises (*le gars que j'ai sorti avec*), des faux amis (*change* pour *monnaie*), des marques commerciales employées comme substantifs (un *frigidaire* plutôt qu'un *réfrigérateur*), etc. Distinguer les anglicismes qui sont des emprunts acceptés et ceux qui ne le sont pas en utilisant au besoin des dictionnaires spécialisés³⁷.

Outre le fait qu'on puisse se demander si tous les types énumérés sont bel et bien des anglicismes³⁸, il n'est pas évident de se représenter ce qu'on entend par « anglicismes qui sont des emprunts acceptés » à l'aide de cette catégorisation. Cette difficulté est tout de même abordée plus loin dans le même guide, alors qu'on invite l'enseignant à « faire remarquer aux élèves qu'il n'est pas simple de déterminer la norme du français selon qu'on se trouve en contexte québécois, belge, africain ou français³⁹ ».

Ainsi, pourquoi l'anglicisme « chum », employé au Québec, serait-il plus incorrect que celui de « people », admis en France? On constate que la perception des anglicismes

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Signalons que ni *frigidaire* (« réfrigérateur ») ni *bourse* (« sac à main ») ne sont considérés comme des anglicismes dans les principaux ouvrages de référence en usage au Québec.

³⁹ *Ibid.*, p. D-7.14.

n'est pas la même dans tous les pays francophones. Faire découvrir aux élèves Le grand dictionnaire terminologique de l'Office québécois de la langue française⁴⁰.

L'enseignant qui consulte ce guide pourrait souhaiter que ses auteurs lui fournissent davantage d'information concernant la perception des anglicismes dans l'ensemble de la francophonie, plutôt que de l'aiguiller vers un autre outil.

4.2.2 ÉDITIONS GRAND DUC

Dans le matériel fourni aux enseignants par les Éditions Grand Duc, on aborde l'aspect de la variation linguistique par rapport à l'anglicisme dans le guide d'enseignement de quatrième secondaire. Lorsqu'on demande à l'élève d'expliquer l'usage des anglicismes *star* et *hit-parade* en France, on indique à l'enseignant qu'il est important de « préciser [aux élèves] que ces questions touchent aux notions d'anglicisme et de variation linguistique » et on mentionne l'existence « d'autres exemples d'anglicismes utilisés en France, mais pas au Québec, comme *sponsor* (commanditaire), *email* (courriel), etc.⁴¹ ». On ne précise cependant pas si leur usage est critiqué.

Cet éditeur aborde également l'importance de l'intercompréhension entre francophones, citant la présence d'anglicismes comme un des éléments pouvant nuire à l'efficacité des échanges. Par exemple, à la suite de l'étude d'un autre monologue de l'humoriste Yvon Deschamps, une des questions soumises à l'élève consiste à lui demander s'il croit

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Geneviève BOURBEAU et coll., *Épisodes*, Guide d'enseignement A, 4^e sec., Laval, Éditions Grand Duc, 2008, vol. 1, p. 209.

que ce texte pourrait « être compris par des francophones d'un autre pays⁴² ». La réponse proposée à l'enseignant est que « les francophones d'un autre pays ne pourraient pas comprendre certaines parties de ce monologue parce qu'il contient des québécismes, des anglicismes et des tournures syntaxiques propres à la langue orale du Québec⁴³ ». C'est vrai, mais il demeure que le type d'humour social pratiqué par Deschamps cible un public d'abord québécois et que son recours au registre populaire est délibéré.

4.2.3 ÉDITIONS DU RENOUVEAU PÉDAGOGIQUE INC.

On observe peu de développements sur l'anglicisme dans les guides d'enseignement publiés par les Éditions du Renouveau pédagogique inc. On relève un passage, à la suite de l'étude d'un monologue de Clémence Desrochers⁴⁴, qui oppose *mot anglais* et *anglicisme*, en s'appuyant sur les différents sens d'un emprunt, celui du mot *spot*.

Les mots anglais sont présentés en italique dans le texte. Le nom spot [...] est maintenant accepté dans la langue française lorsqu'il a le sens de « projecteur ». Il est considéré comme un anglicisme quand il désigne « un message publicitaire », « un emplacement choisi », « une place désignée », un « cercle » ou « une tache »⁴⁵.

⁴² *Ibid.*, vol. 2, p. 553.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Madame Desrochers est une artiste québécoise très connue qui se produit depuis les années 1950.

⁴⁵ Jacqueline FORTIN (dir.), *Zénith*, Guide d'enseignement, 5^e sec., Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique inc., 2009, vol. A, p. 161-163.

Selon cet extrait, la notion d'anglicisme ne désignerait que les emplois considérés comme fautifs, ce qui ne correspond pas tout à fait au développement théorique relevé chez ce même éditeur au point 4.1.3, qui présente l'anglicisme comme un emprunt à l'anglais, fautif ou non.

4.2.4 CHENELIÈRE ÉDUCATION

Quant à Chenelière Éducation, cet éditeur propose, dans le module du guide d'enseignement de troisième secondaire consacré à l'étude de la chanson, « une discussion sur l'usage des anglicismes », qui est introduite comme suit.

Certaines chansons peuvent susciter une réflexion intéressante sur l'importance de la qualité de la langue française. Dans ce module, il est opportun de permettre aux élèves de discuter de l'usage, parfois abusif, d'anglicismes dans certaines chansons francophones (par exemple, les chansons des années 1970)⁴⁶.

Suivent six questions, dont quatre portent sur les anglicismes :

Lorsque vous vous exprimez, utilisez-vous beaucoup d'anglicismes? Dans quelles circonstances employez-vous des anglicismes? Dans quelles circonstances évitez-vous d'en utiliser? Selon vous, l'emploi d'anglicismes met-[il] en péril la survie de la langue française au Québec⁴⁷?

⁴⁶ Sophie TRUDEAU, Carole TREMBLAY et Andrée LACOMBE, *Forum*, Guide d'enseignement, 3^e sec., Montréal, Chenelière Éducation, 2007, p. 36-37 [module 1].

⁴⁷ *Ibid.*

Dans ce module ainsi qu'à quelques autres endroits du guide, une note pédagogique reprend les définitions de l'emprunt et de l'anglicisme, et cette note indique que « [l]es anglicismes sont très répandus dans la langue familière au Québec » et que « leur usage est fautif⁴⁸ ».

En cinquième secondaire, toujours chez Chenelière Éducation, une série de textes aborde le rapport à l'anglicisme en France et au Québec. Les indications fournies dans le guide d'enseignement ne sont pas toutes neutres et traduisent certaines perceptions des auteurs. Par exemple, lorsqu'il est question de favoriser la compréhension des textes à l'étude, les auteurs du guide font remarquer aux enseignants qu'un des textes aborde le « sujet controversé » des « anglicismes qui émaillent le langage des Français », « [e]n caricaturant le français truffé d'anglicismes propre à certains Français⁴⁹ », et signalent qu'un autre texte évoque « la menace que représente l'anglicisation (même en France)⁵⁰ ».

4.2.5 LES ÉDITIONS CEC INC.

Chez le cinquième et dernier éditeur du corpus, Les Éditions CEC inc., outre les explications liées à la notion d'anglicisme, aucune autre indication n'a été relevée dans le matériel destiné aux enseignants.

On remarque toutefois une particularité dans la pratique, puisque cet éditeur est un des seuls à proposer aux élèves un exercice dans lequel l'anglicisme peut être fautif ou non, comme on le verra au point suivant, où sont reproduits quelques exemples de mises en pratique concernant l'anglicisme.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 36-37 [module 1] et p. 40 [module 4] (notamment).

⁴⁹ *Id.*, *Regards*, Guide d'enseignement, 5^e sec., Montréal, Chenelière Éducation, 2010, p. 157-158 [dossier 4].

⁵⁰ *Ibid.*, p. 158-159 [dossier 4].

4.2.6 QUELQUES EXEMPLES DE MISES EN PRATIQUE

Les éditeurs présentent généralement les mêmes types de mises en pratique, c'est-à-dire des exercices ou des questions en marge ou à la suite des textes étudiés. Lorsqu'il est question de l'emprunt, on propose à l'élève de chercher l'origine de ces emprunts dans un dictionnaire et, lorsqu'il s'agit d'emprunts à l'anglais, de vérifier s'ils appartiennent au français dit standard. Pour ce qui est de l'anglicisme, les mises en pratique consistent le plus souvent à demander à l'élève de le repérer, pour ensuite le corriger par le terme français équivalent. On ajoute parfois certaines explications ou nuances, mais le constat, dans le matériel didactique, demeure que l'anglicisme est fautif.

(1) Question : Par quel mot français pourriez-vous remplacer l'anglicisme *loser*?

Corrigé : Par *perdant*⁵¹.

(2) Question : a) À quelle variété de langue l'**anglicisme** *relax* appartient-il? **b)** Proposez un synonyme français.

Corrigé : a) À la langue familière. **b)** Détendue, décontractée, insouciant, calme. (*Cool* est un anglicisme⁵².)

Les deux exemples suivants figurent parmi les quelques exceptions où un autre point de vue est adopté.

(3) Question : À votre avis, pourquoi l'auteur a-t-il utilisé ces anglicismes [*starter* et *starting-blocks*] plutôt que les termes équivalents en français?

⁵¹ *Ibid.*, p. 34-35 [dossier 2].

⁵² Sophie TRUDEAU, Carole TREMBLAY et Andrée LACOMBE, *Forum*, Guide d'enseignement, 3^e sec., Montréal, Chenelière Éducation, 2007, p. 47.

Corrigé : L'auteur a utilisé ces anglicismes puisque c'est la façon dont on désigne cette personne et ces objets dans sa région. En effet, Paul Fournel est un Français, et plusieurs anglicismes employés en France ne le sont pas au Québec⁵³.

Ici, comme au point 4.2.2, on aborde la question de l'anglicisme et de la variation linguistique, et on soulève un point intéressant, soit l'usage de différents anglicismes selon l'endroit où l'on se trouve dans la francophonie. On peut également noter que l'anglicisme, lorsqu'il relève de l'usage en France, n'est pas présenté comme critiqué.

L'exercice ci-dessous a, quant à lui, la particularité de présenter aux élèves des anglicismes dont l'emploi est jugé acceptable.

(4) Question : Parmi les anglicismes en gras ci-dessous, rayez ceux dont l'emploi est critiqué. Ces anglicismes, généralement, ont un équivalent français; donnez cet équivalent français.

Corrigé :

supprimer un bogue	-
une canne de thon	une boîte de thon
faire du bluff	-
se mettre du blush	se mettre du fard à joues
la culture hip-hop	-
un opener	un ouvre-bouteille (ou un décapsuleur ⁵⁴)

⁵³ Geneviève BOURBEAU et coll., *Épisodes*, Manuel de l'enseignant, 3^e sec., Laval, Éditions Grand Duc, 2007, vol. 1, p. 252-253.

⁵⁴ Dominique FORTIER et coll., *Zones*, Guide d'enseignement, 3^e sec., Anjou, Les Éditions CEC inc., 2007, p. 134.

Cet exercice est un des rares à présenter *aussi* des anglicismes qui ne sont pas considérés comme fautifs. On en compte trois dans le corrigé : *bogue*, *bluff* et *hip-hop*.

5. EN GUISE DE CONCLUSION

En somme, l'enseignement de la notion d'anglicisme correspond à ce qui est prévu par le programme de formation de l'école québécoise. L'anglicisme est présenté et défini dans le matériel didactique des trois années du deuxième cycle du secondaire, et des mises en pratique sont proposées au fil de l'enseignement.

Cela dit, certains questionnements peuvent être soulevés quant à la délimitation de la notion d'anglicisme. L'emprunt à l'anglais a-t-il un statut distinct de celui des emprunts à d'autres langues? Les anglicismes sont-ils tous fautifs? L'acceptabilité d'un emprunt à l'anglais varie-t-elle selon l'endroit où l'on se trouve dans la francophonie?

Le matériel examiné, nous l'avons vu, ne fournit pas de réponse univoque à ces questions, puisque la théorie pose l'anglicisme comme un emprunt parfois ou systématiquement fautif, selon l'ouvrage ou même selon la section consultée, alors que la majeure partie des développements et mises en pratique consiste à repérer les anglicismes afin de les corriger. Cet objectif est pertinent, mais, tout comme pour l'emprunt ou le régionalisme, il serait intéressant, en ce qui concerne l'anglicisme, que le matériel didactique présente davantage d'exemples d'emprunts à l'anglais considérés comme acceptables. Cette façon de faire permettrait de mieux arrimer la description – somme toute assez neutre – de l'anglicisme aux développements et mises en pratique fournis pour l'enseignement de cette notion.

LE TRAITEMENT DES ANGLICISMES DANS LES DICTIONNAIRES ET LE CORRECTEUR DU LOGICIEL ANTIDOTE

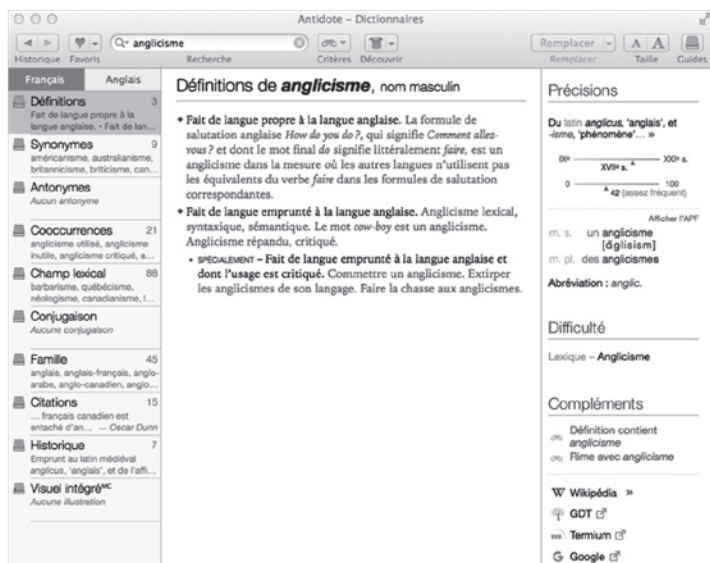
■ **JEAN FONTAINE**

Lexicographe, Druide informatique

Antidote est un logiciel qui intègre en un tout cohérent un correcteur grammatical avancé, des dictionnaires et des guides linguistiques. Édité par la société québécoise Druide, il compte plus d'un million d'utilisateurs enregistrés dans la francophonie et au-delà. Il comporte aussi, depuis 2015, un module d'aide à la rédaction en langue anglaise, mais c'est évidemment des anglicismes en français qu'il sera ici question.

LE MOT ANGLICISME ET SON USAGE SELON ANTIDOTE

Avant de passer en revue quelques exemples, voyons ce que le logiciel peut nous apprendre sur le mot *anglicisme* et son usage.



Voici d'abord une vue d'ensemble de la fenêtre des dictionnaires. Ici, le contenu du dictionnaire de définitions est affiché, à l'entrée du nom *anglicisme*. On donne à ce mot deux définitions principales, accompagnées d'exemples. On le définit comme un « fait de langue propre à l'anglais », ou encore comme un « fait de langue emprunté à l'anglais ». Ce deuxième sens possède un sous-sens accompagné de la marque SPÉCIALEMENT : « Fait de langue emprunté à l'anglais et dont l'usage est critiqué. » Les exemples qui suivent ce sous-sens illustrent sa connotation négative : *commettre un anglicisme*, *extirper les anglicismes de son langage*, *faire la chasse aux anglicismes*.

Pour l'utilisateur qui veut en savoir plus sur le sujet, on propose, dans la colonne de droite, dans la section **Difficulté**, un lien vers un article de guide linguistique qui fait la typologie des anglicismes et qu'on verra plus loin. On trouve dans cette même colonne diverses précisions sur le mot : étymologie, flexion, prononciation, abréviation... Plus bas, la section **Compléments** donne accès à d'autres ressources. On trouve, notamment, un lien direct vers l'entrée correspondante dans *Le grand dictionnaire terminologique* (GDT) de l'Office québécois de la langue française, qui a autorisé *Druide* à fournir cet accès. Cette section donne aussi accès à des rimes : les poètes qui cherchent une rime riche au mot *anglicisme* trouveront *franglicisme*.

On retrouve d'ailleurs ce dernier mot au dictionnaire suivant, le dictionnaire de Synonymes.

<p>▼ Synonymes de <i>anglicisme</i>, nom masculin</p> <p>▼ PLUS SPÉCIFIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ américanisme, australianisme, britannicisme/briticisme, canadianisme, <u>franglicisme</u>. <p>▼ PLUS GÉNÉRIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▫ emprunt, idiotisme ; fait de langue. 	<p>Définition de <i>franglicisme</i>, nom masculin</p> <p>Du français moderne français, 'mélange de français et d'anglais'.</p> <p>♦ Mot ou construction syntaxique caractéristique du français. Un discours émaillé de franglicismes.</p>
---	---

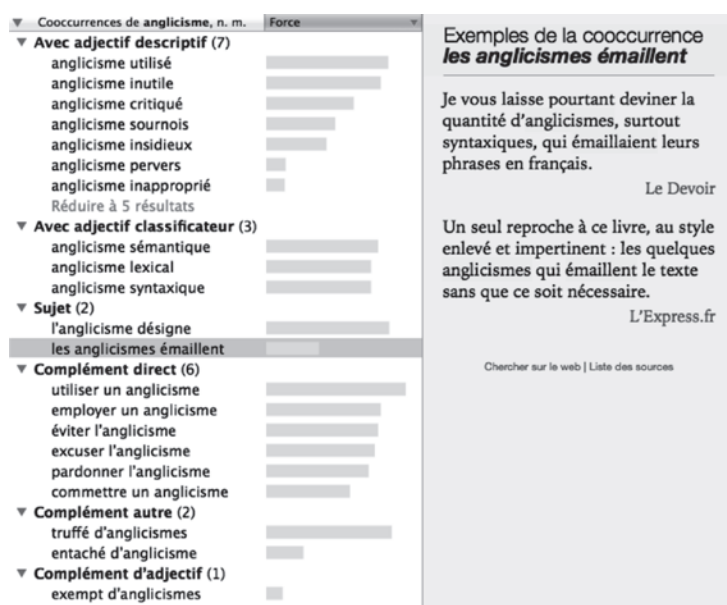
Antidote ne donne pas de synonyme strict à *anglicisme*, mais il fournit des synonymes plus spécifiques et plus génériques, ce que les linguistes appellent des *hyponymes* et des *hyperonymes*.

Dans le premier groupe, on trouve, par exemple, *américanisme* et *britannicisme* (avec sa variante *briticisme*). On trouve aussi le mot *franglicisme*. Comme c'est ce mot qui est ici sélectionné, on peut lire sa définition dans le panneau, à droite : « Mot ou construction syntaxique caractéristique du français. »

Un dictionnaire assez révélateur sur l'emploi du mot *anglicisme* est celui du champ lexical. Il présente l'ensemble des mots qui gravitent le plus souvent autour du mot vedette selon les statistiques d'un immense corpus textuel de 200 millions de phrases. Dans sa présentation animée sous forme de nuage de mots en rotation, la taille des mots affichés est un indice de leur fréquence relative dans le voisinage du mot *anglicisme*. En principe, le présent colloque devrait être l'occasion d'entendre quelques-uns de ces mots...

177

Un autre dictionnaire qui peut s'avérer instructif est le dictionnaire des cooccurrences, qui présente ici la cooccurrence syntaxique du mot *anglicisme*, toujours selon les données du corpus.



Dans la colonne de gauche, les cooccurrences sont groupées par construction syntaxique et sont ici triées selon leur force statistique. On voit d'abord une série d'adjectifs comme *anglicisme inutile*, *critiqué*, *sournois*, *insidieux*, *pervers*, *inapproprié*, puis des adjectifs classificateurs : *anglicisme sémantique*, *lexical*, *syntaxique*. Un peu plus bas, la section **Complément direct** montre tout ce qu'on fait avec l'anglicisme : on l'*utilise*, on l'*emploie*, on l'*évite*, on l'*excuse*, on le *pardonne*, on le *commet*... On peut aussi être *truffé*, *entaché* d'anglicismes.

Chaque cooccurrence est illustrée par des citations tirées du corpus. On a ici sélectionné la cooccurrence sujet *les anglicismes émaillent*, et on peut lire à droite deux citations, l'une du quotidien québécois *Le Devoir* et l'autre du site journalistique *L'Express.fr*. Si l'on passait en revue toutes les citations, on constaterait que le mot *anglicisme* semble relativement plus fréquent dans les textes d'origine québécoise, ce qui est le reflet de ce qu'on peut observer dans le corpus. On constate aussi que le mot est souvent combiné à des cooccurrents à connotation négative.

LES ANGLICISMES DANS LES DICTIONNAIRES ET LES GUIDES D'ANTIDOTE

Après avoir parlé du mot, voyons quelques exemples de la chose, et restons encore un moment dans les dictionnaires. On a vu que tous les mots qui nous viennent de l'anglais peuvent être appelés *anglicismes*, y compris ceux qui sont si bien intégrés qu'on pourrait oublier leur origine anglaise. Un exemple classique est le mot *redingote*.

Définitions de redingote , nom féminin	Précisions
<p>♦ ANCIENNEMENT – Ample veste d'homme à longues basques.</p> <p>♦ MODERNE – Manteau de femme, serré à la taille. redingote</p>	<p>De l'anglais moderne <i>riding coat</i> signifiant 'manteau pour se promener à cheval'...</p> <p>IX^e ————— XVIII^e s. ————— XIX^e s. 0 ————— 100 ▲ 36 (assez fréquent)</p> <p>Altérer l'APF</p> <p>f. s. une redingote [ʁ(ə)dɛ̃ɡot] f. pl. des redingotes</p>

Dans le dictionnaire de définitions, cet anglicisme au sens large n'est accompagné d'aucune marque ou remarque particulière. L'étymologie anglaise du mot est indiquée à

sa place habituelle dans la colonne **Précisions**, où il est dit que le mot vient de l'expression anglaise *riding coat*. Pour plus de renseignements étymologiques, un lien invite l'utilisateur curieux à ouvrir le dictionnaire historique, qui donne plus de détails.

Historique de **redingote**, nom féminin

Étymologie

Emprunt à l'anglais moderne *riding coat* signifiant 'manteau pour se promener à cheval', décomposable en *riding* signifiant 'action de se promener à cheval', participe présent de *to ride*, 'se promener à cheval', et *coat*, 'manteau'.

Évolution graphique

redingotte
redingote → redingote
XVIII^e XIX^e ... XXI^e s.

Sources

- | | | |
|--------------------|---------------------------------------|---|
| XVIII ^e | redingotte
redingote | <ul style="list-style-type: none"> Et d'après leur utilité, les chemises, les matelas, les chaises, les redingottes, etc. — Louis-Sébastien Mercier, <i>Tableau de Paris</i>, vol. 2 Mon hôte a paru craindre civilement de ne pouvoir m'offrir une redingote digne de moi. — Antoine François Prévost d'Exiles, dit l'abbé Prévost, traduction de <i>Lettres anglaises</i>, ou <i>Histoire de Miss Clarisse Harlowe</i> de Samuel Richardson, vol. 5 |
| XIX ^e | redingote | <ul style="list-style-type: none"> Il s'accroupit, sans s'inquiéter s'il ne ramassait pas la poussière du paillason avec sa redingote... — Émile Zola, <i>L'Assommoir</i> Le particulier était déjà au deuxième étage, mais j'ai bien reconnu la redingote de monsieur Lantier. — Émile Zola, <i>L'Assommoir</i> |
| XX ^e | | <ul style="list-style-type: none"> Un petit enfant comme celui du rêve y dansait avec sa redingote mauve à boutons dorés et ses étranges cheveux qui ressemblaient à des cornes. — Marc Fisher, <i>le Millionnaire</i> Les flocons de boucles blanches couvraient d'une neige mouvante les épaules de sa redingote spacieuse. — Paul Adam, <i>le Temps et la Vie - l'Enfant d'Austerlitz</i> |
| XXI ^e | | <ul style="list-style-type: none"> Vous l'avez vu entrer à l'église du révérend Drone, coiffé d'un haut-de-forme et vêtu d'une longue redingote qui lui arrive aux pieds. — Stephen Leacock, <i>Un été à Mariposa</i>, traduction d'Élise de Bellefeuille et de Michel Saint-Germain Il se présente à l'échafaud avec une grande assurance, sa redingote jetée en manteau sur les épaules, refuse les prières de l'aumônier. — L'Express.fr |

Le principe est le même pour tous les emprunts à l'anglais qui sont bien implantés en français, même quand leur forme conserve un aspect anglais. C'est, par exemple, le nom de nombreux sports : *football*, *volley-ball*, etc. Pour plusieurs d'entre eux, le dictionnaire historique donne des notices historiques détaillées, par exemple pour le mot *hockey*.

Historique de **hockey**, nom masculin

Étymologie

Emprunt à l'anglais moderne *hockey*, 'hockey' ; à l'ancien normand ou picard *hoquet*, 'bâton recourbé'.

Remarque. — On connaît deux versions du hockey : celle qui se joue sur gazon et celle qui se joue sur glace. La première à avoir vu le jour est le hockey sur gazon, encore populaire en Grande-Bretagne et dans plusieurs pays du Commonwealth. Quant au hockey sur glace, il est généralement admis que la version moderne de ce sport est née au Canada et a ensuite gagné le nord des États-Unis, puis certaines régions de l'Europe, même si des variantes anciennes ont été pratiquées avant même la colonisation de l'Amérique (par exemple aux Pays-Bas). En règle générale, le terme *hockey* désigne le hockey sur glace au Canada, aux États-Unis, dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, en Suisse et en France ; sinon, il désigne le hockey sur gazon.

Le mot *hockey* serait né en Irlande au ^{xv}^e siècle avant de passer en Angleterre au ^{xx}^e. Il s'agirait de l'adaptation du mot normand *hoquet*, signifiant 'bâton recourbé', diminutif de *hac* 'crochet' (issu du francique *hāk*, de même sens), attesté en moyen français. Le mot *hoquet* aurait été introduit en Irlande lors de la conquête normande de l'est de ce pays. Après être passé en Angleterre, il aurait traversé l'Atlantique pour s'implanter au Canada, puis aux États-Unis. Par ailleurs, le français québécois a étendu le mot au bâton (ou crosse) dont on se sert pour jouer au hockey sur glace.

D'autres noms de sports partagent avec *hockey* le sens étymologique de 'chose recourbée'. C'est le cas de *croquet*, correspondant normand du français *crochet*, et de *crosse*, qui remonte ultimement au germanique *krakjo-* signifiant 'bâton recourbé'. À cette similitude étymologique il faut ajouter une similitude historique du fait que le sport d'origine amérindienne appelé *la crosse* a probablement influencé la version moderne du hockey sur glace.

Pour d'autres noms de sports d'origine anglaise, voir aussi : badminton, football, soccer et tennis.

Parents étymologiques

Ascendance : *HOQUET* ancien normand ou picard > *HOCKEY* anglais moderne > **hockey**.

HOQUET ancien normand ou picard

HOCKEY anglais moderne — **hockey** → **hockeyeur**.

DECK HOCKEY anglais moderne — **deck-hockey**.

COSOM HOCKEY anglais américain — **hockey cosom**.

Évolution graphique

La longue notice dans la première section se termine par des renvois en bleu vers des notices similaires sur d'autres noms de sports d'origine anglaise : *badminton*, *football*, *soccer*, *tennis*.

Revenons maintenant au dictionnaire de définitions. Il arrive qu'un mot ou un sens de mot emprunté à l'anglais soit accompagné de la marque CRITIQUE. Par exemple, l'adjectif *drastique*.

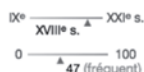
Définitions de **drastique**, adjectif

- ♦ Se dit d'un médicament qui purge énergiquement, d'une substance qui agit puissamment. Un remède drastique.
- ♦ CRITIQUE – Draconien, rigoureux, radical. Prendre des mesures drastiques.

Au sens de « draconien », l'adjectif **drastique** est parfois encore critiqué en raison de l'origine anglaise de cet emploi pour lequel existent de nombreux synonymes français. Cet emploi est toutefois répandu, au point où il est reconnu par les dictionnaires récents, dont la neuvième édition du dictionnaire de l'Académie française.

Précisions

Du grec *drastikos*, 'qui agit'...



Afficher l'APF

m. s. **drastique**
[draстик]
m. pl. **drastiques**
f. s. **drastique**
f. pl. **drastiques**

On voit à droite que c'est un mot qui nous vient du grec. La première définition à gauche concerne le sens médical original. Quant à la deuxième définition « draconien, rigoureux, radical » (comme dans *prendre des mesures drastiques*), elle est accompagnée de la marque CRITIQUE et d'une remarque expliquant que, au sens de « draconien », l'adjectif *drastique* est parfois encore critiqué en raison de l'origine anglaise de cet emploi, pour lequel existent de nombreux synonymes français. La remarque ajoute que « [c]et emploi est toutefois répandu, au point où il est reconnu par les dictionnaires récents, dont la neuvième édition du dictionnaire de l'Académie française. » Le rédacteur qui aurait encore des scrupules à utiliser *drastique* dans ce sens sera éventuellement rassuré de savoir qu'il a la bénédiction de l'Académie et d'Antidote. Cette marque CRITIQUE n'est donc pas une condamnation, mais un simple signal au lecteur qu'un emploi jugé correct par Antidote n'est pas nécessairement universellement admis.

Un autre exemple, le mot polysémique *leadership*.

Définitions de **leadership**, nom masculin

CRITIQUÉ

- ♦ Position dominante, suprématie, prépondérance, rôle de premier plan. Cette société a pris le leadership mondial dans le domaine.
- ♦ Position de leader, de meneur ; autorité, commandement. Exercer son leadership.
 - QUÉBEC, POLITIQUE – Fonction de chef d'un parti politique ; direction. Il y a trois candidats au leadership du parti. Course au leadership, congrès au leadership.
- ♦ Attitude, caractère de leader, de meneur. Faire preuve de leadership.

Le mot **leadership** est encore parfois critiqué en raison de son origine anglaise et de l'existence de synonymes français, mais il est répandu dans la francophonie et consigné dans la plupart des dictionnaires.

On voit que l'ensemble des définitions est chapeauté de la marque CRITIQUÉ. L'article se termine par la remarque : « Le mot *leadership* est encore parfois critiqué en raison de son origine anglaise et de l'existence de synonymes français, mais il est répandu dans la francophonie et consigné dans la plupart des dictionnaires. »



Un autre cas de figure est celui d'anglicismes qui sont employés couramment et sans état d'âme chez les francophones européens, alors qu'au Québec ils sont généralement déconseillés, ou simplement inusités, comme le mot *chewing-gum*.

Définition de **chewing-gum**, nom masc. ...

♦ Gomme à mâcher. Un enfant qui mâchouille son chewing-gum.

Précisions

0 — 40 (assez fréquent) — 100

Afficher l'APF

m. s. un **chewing-gum**
[ʃwiŋɡɔm]

m. pl. des **chewing-gums**

Autres ressources

Rime avec *chewing-gum*

W Wikipédia »

GDT

Termium

Google

Anglicisme — Au Québec, on utilise plutôt **gomme à mâcher**. Cet anglicisme est toléré ailleurs dans la francophonie.

L'utilisateur québécois verra apparaître en bas de la définition un bandeau jaune disant qu'au Québec on utilise plutôt *gomme à mâcher*, mais que *chewing-gum* est toléré ailleurs dans la francophonie. Par ailleurs, ce bandeau ne sera pas affiché chez l'utilisateur qui s'est désigné comme européen dans les réglages régionaux, dont on parlera plus loin.

184

D'autres anglicismes sont déconseillés des deux côtés de l'Atlantique, notamment certains pour lesquels des équivalents français ont été recommandés par des organismes terminologiques de France et du Québec. Voici, par exemple, l'entrée du terme *joint-venture*.

Aucune définition pour **joint-venture**...

Autres ressources

W

Wikipédia »

GDT

Termium

Google

Anglicisme — Utiliser plutôt **coentreprise**, **entreprise conjointe**, **entreprise en participation**, **société en participation** ou **entreprise commune**.

Plutôt que de donner une définition, Antidote affiche le bandeau jaune qui propose des équivalents français : *coentreprise*, *entreprise conjointe*, etc. En cliquant sur l'équivalent, on accède à sa propre entrée.

Définition de **coentreprise**, nom féminin

♦ Association d'entreprises pour la réalisation d'un but commun.

Précisions

De *co-* + *entreprise* ; de l'ancien français *entre + prendre...* »

IX^e s. — XX^e s. — XXI^e s.

0 — 42 (assez fréquent) — 100

..... Afficher l'APF

f. s. une **coentreprise**
[koɑ̃tʁɛpʁiz]

f. pl. des **coentreprises**

Difficulté

Ligature interdite : dans ce mot, l'emploi de la ligature est interdit : *oe* (et non **œ*).

Il a été jusqu'ici principalement question d'anglicismes lexicaux, mais le dictionnaire peut aussi nous informer sur les anglicismes syntaxiques, les calques. Par exemple, pour le verbe *capitaliser*, les définitions sont suivies d'une section **Construction à proscrire**, où l'on mentionne que la construction *capitaliser sur quelque chose* est un calque à éviter. Antidote propose des tournures plus françaises : *exploiter, mettre à profit, tirer profit de*.

Définitions de **capitaliser**, verbe

– TRANSITIF DIRECT

- ♦ Convertir (des intérêts) en capital.
 - FIGURÉ – Accumuler (des connaissances) pour en tirer plus tard profit.

– INTRANSITIF

- ♦ Amasser de l'argent, pour un usage ultérieur. Nous capitalisons pour notre voyage en Grèce.

Construction à proscrire ⁽¹⁾

- ❖ capitaliser sur quelque chose
Calque. — On écrit plutôt *exploiter quelque chose, mettre quelque chose à profit* ou *tirer profit de quelque chose*.

Autre exemple, sous le verbe *rencontrer*, les utilisateurs québécois d'Antidote se feront avertir de l'existence de nombreux calques qu'ils ont tendance à faire et qu'ils devraient éviter.

Définitions de **rencontrer**, verbe

Constructions à proscrire (11)

- ♦ rencontrer les normes
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *être conforme aux normes*.
- ♦ rencontrer les prévisions de quelqu'un
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *confirmer les prévisions de quelqu'un* ou *concorde avec les prévisions de quelqu'un*.
- ♦ rencontrer les vues, les idées de quelqu'un
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *tomber d'accord avec les vues, les idées de quelqu'un* ou *être conforme aux vues, aux idées de quelqu'un*.
- ♦ rencontrer ses paiements
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *effectuer ses paiements, faire ses paiements* ou *réussir à faire ses paiements*.
- ♦ rencontrer un besoin, une demande, une attente, un critère
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *satisfaire un besoin, une demande, une attente, un critère* ou *répondre à un besoin, une demande, une attente, un critère*.
- ♦ rencontrer un engagement, une obligation
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *s'acquitter d'un engagement, d'une obligation* ou *faire face à un engagement, une obligation*.
- ♦ rencontrer un objectif, un but
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *atteindre un objectif, un but*.
- ♦ rencontrer une condition
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *remplir une condition* ou *satisfaire à une condition*.
- ♦ rencontrer une dépense
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *régler une dépense* ou *s'acquitter d'une dépense*.
- ♦ rencontrer une exigence
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *répondre à une exigence* ou *se conformer à une exigence*.
- ♦ rencontrer une échéance, un délai
Calque. — QUÉBEC — On écrit plutôt *respecter une échéance, un délai*.

On peut voir qu'au Québec tout semble être prétexte à rencontre : on *rencontre les normes, les conditions, les prévisions, ses obligations, son objectif...* Toutes ces expressions sont calquées de divers emplois du verbe anglais *to meet*. Pour chaque cas, on propose des équivalents français plus idiomatiques : *être conforme aux normes, remplir une condition, atteindre un objectif*, etc.

Antidote répertorie aussi de nombreux anglicismes sémantiques, qu'on appelle souvent *faux amis*. Par exemple, l'adjectif *digital*.

Définition de **digital**, adjectif

- ♦ Relatif aux doigts. Empreintes digitales.

Locutions (4)

Masquer les définitions

- ♦ empreinte digitale ⓘ ou empreinte ⓘ
 - ♦ Empreinte produite par les sillons de la peau des doigts, unique à chaque individu, souvent utilisée pour condamner un coupable ou pour innocenter un suspect. Relever les empreintes digitales laissées par un criminel. Prendre les empreintes digitales de quelqu'un.
- ♦ hippocratismes digital ⓘ
 - ♦ Déformation caractérisée par l'élargissement de l'extrémité des doigts et des orteils entraînant une convexité des ongles.
- ♦ nerf digital ⓘ
 - ♦ ANATOMIE – Chacun des nerfs issus du plexus brachial et qui innervent les doigts de la main. □

Précisions

Du latin *digitalis*, 'relatif aux doigts'... »



Afficher l'APP

m. s. **digital** [dʒital]
m. pl. **digitaux** [dʒito]
f. s. **digitale** [dʒital]
f. pl. **digitales**

Difficulté

Anglicisme : faux ami dans le sens de *numérique* (appareil, enregistrement "digital) ou à *affichage numérique* (montre "digitale).

Le dictionnaire donne la définition « relatif aux doigts ». À droite, dans la section **Difficulté**, on mentionne que le mot est un faux ami quand il est utilisé au sens de « numérique » ou « à affichage numérique » et on fournit des exemples d'emplois fautifs.

Autre exemple, le nom *alternative*.

Définitions de **alternative**, nom féminin

- ♦ Situation où il faut choisir entre deux possibilités qui s'opposent. Être placé devant une alternative difficile. Les deux termes de l'alternative présentent des inconvénients.
- ♦ LOGIQUE – Système qui ne comporte qu'une proposition vraie et une proposition fausse.
- ♦ *Alternatives* : états ou phénomènes qui se succèdent de façon régulière, alternances. Alternatives de chaleur et de froid.

Difficultés

Anglicisme : faux ami dans le sens de *solution de remplacement, solution de rechange, autre possibilité* (il existe des "alternatives à la crise actuelle) ou *solution, possibilité, éventualité, option, choix* (il y a deux "alternatives pour résoudre ce problème).

Lexique – « Avoir plusieurs alternatives » : faux ami

La note à droite explique que le mot constitue un anglicisme dans certains sens. Il y a même un renvoi en orange vers un article de guide plus détaillé sur le sujet.

LE TRAITEMENT DES ANGLICISMES PAR L'OUTIL CORRECTEUR

Voyons maintenant comment tout cela se traduit lors de la correction de textes. Les diagnostics du correcteur grammatical sont intimement liés au contenu des dictionnaires. Prenons une phrase simple :

Les deux sociétés ont monté une joint-venture.

Lorsque le correcteur détecte dans le texte un anglicisme qu'il pourrait remplacer, il le souligne en rouge.

Les deux sociétés ont monté une joint-venture.

Le rédacteur curieux dispose de trois niveaux d'explication de l'erreur. Le premier niveau est l'infobulle, qui identifie brièvement le type d'erreur (anglicisme) et propose un équivalent en vert.

Les deux sociétés ont monté une joint-venture.

coentreprise Anglicisme ►

À ce stade, le rédacteur peut se contenter de faire le remplacement en un clic.

Les deux sociétés ont monté une coentreprise.

Mais il pourrait aussi consulter l'explication contextuelle détaillée, qui propose notamment un plus grand choix d'équivalents.

Les deux sociétés ont monté une **joint-venture**.

coentreprise

Anglicisme ▼



Anglicisme — L'expression **joint-venture** doit être remplacée par **coentreprise**, **entreprise conjointe**, **entreprise en participation**, **société en participation** ou **entreprise commune**, car elle constitue un anglicisme.

En cliquant sur l'icône orangée dans l'infobulle, l'utilisateur accède au troisième niveau d'explication, c'est-à-dire aux guides linguistiques, qui offrent des articles détaillés sur différents sujets grammaticaux et linguistiques. Dans le cas présent, on accède à un article qui traite des différents types d'anglicismes, dont voici un extrait.

Anglicisme

Un anglicisme est un emprunt (mot, forme ou sens de mot, expression, construction) que fait le français à l'anglais.

Les anglicismes sont nombreux en raison de la forte influence qu'exerce la langue anglaise dans le monde contemporain. Certains sont ancrés depuis longtemps dans l'usage de tous les francophones (*waterpolo, cowboy*). D'autres sont des régionalismes circonscrits à une région de la francophonie. Certains relèvent d'un niveau de langue non neutre. Certains combinent plus d'une de ces caractéristiques. Par exemple, le nom *chum*, emprunté à l'anglais, est un québécoisme utilisé dans un niveau de langue familier comme synonyme des noms *ami, copain* ou *compagnon*.

Pour différentes raisons, certains anglicismes sont critiqués. Parmi ceux-ci, on trouve :

1. Des **emprunts directs** désignant des notions pour lesquelles le français possède ses propres mots.

joint venture → *coentreprise, entreprise en participation*

knowhow → *savoir-faire*

traveller's chèque → *chèque de voyage*

2. Des **mots anglais** dont la graphie ou la prononciation s'intègre mal dans le système écrit ou phonétique de la langue française. Leur forme a parfois été francisée.

beefsteak → *bifteck*

bug → *bogue*

scanner → *scanneur*

3. Des **calques**, c'est-à-dire des traductions littérales d'expressions ou de constructions anglaises. Le français dispose souvent d'une expression ou d'une construction qui lui est propre pour exprimer la même chose.

rencontrer ses objectifs → *atteindre ses objectifs*

prendre une chance → *courir le risque, tenter sa chance*

la nouvelle à l'effet que... → *la nouvelle voulant que...*

4. Des **faux amis** (ou anglicismes sémantiques).


On voit, notamment, en bas un lien orangé qui mène à un article consacré spécialement aux faux amis.

Revenons au correcteur et voyons un échantillon de détections dont il est capable. Voici d'abord quelques exemples de calques.

Dans la phrase suivante, on retrouve le calque *capitaliser sur quelque chose*. Le correcteur propose plusieurs équivalents : *exploiter, mettre à profit, tirer profit de*.

Elle compte bien **capitaliser** sur les déboires de son adversaire.


Calque ▼

 **Calque** — L'expression **capitaliser sur qqch.** est un calque de l'anglais. En français, on écrit plutôt **exploiter qqch.**, **mettre qqch. à profit** ou **tirer profit de qqch.**

Dans l'exemple suivant, il propose de remplacer *demander une question* par *poser une question*.

Je vous ai pourtant **demandé** une question très simple.

posé Calque ▼

 **Calque** — L'expression **demander une question** est un calque de l'anglais. En français, on écrit plutôt **poser une question**.

À propos de *question*, il y a aussi le verbe *questionner* qui est parfois malmené, comme dans l'exemple suivant, où le correcteur propose de le remplacer par *contester*, *mettre en doute*, etc.

Plusieurs experts **questionnent** la récente décision du gouvernement.

contestent Calque ▼



Calque — L'expression **questionner qqch.** est un calque de l'anglais. En français, on écrit plutôt **contester qqch.**, **mettre en doute qqch.**, **remettre en question qqch.** ou **s'interroger sur qqch.**

Pour *agenda caché*, il propose toute une série d'équivalents.

Ses adversaires accusent le candidat d'avoir un agenda **caché**.

Calque ▼



Calque — L'expression **agenda caché** est un calque de l'anglais. En français, on écrit plutôt **intentions non déclarées**, **intentions cachées**, **intentions inavouées**, **motivations secrètes**, **arrière-pensées**, **projets tenus secrets** ou **programme secret**.

Voici trois calques plus particuliers au Québec.

Dans le premier exemple, non seulement on trouve le calque *rencontrer une condition*, mais il y a dans le mot *rancontré* à la fois une faute d'orthographe et une erreur d'accord du participe passé. Antidote reconnaît le verbe malgré la faute d'orthographe et propose de le remplacer par *remplies* en prenant soin de corriger du même souffle l'erreur d'accord du participe.

Nous avons dû refuser votre demande en raison de certaines conditions que vous n'avez pas **rancontré**.

remplies Calque ▼



Calque — QUÉBEC — L'expression **rencontrer une condition** est un calque de l'anglais. En français, on écrit plutôt **remplir une condition** ou **satisfaire à une condition**.

À la phrase « Permettez-moi de vous introduire mon compagnon », un francophone européen serait peut-être tenté de répondre : « Contentez-vous de me le présenter! » Le correcteur explique que la tournure *introduire quelqu'un à quelqu'un* est un calque de l'anglais, et il propose deux formulations plus françaises.

Permettez-moi de vous **introduire** mon compagnon.

présenter Calque ▼




Calque — QUÉBEC — L'expression **introduire qqn à qqn** est un calque de l'anglais. En français, on écrit plutôt **présenter qqn à qqn** ou **introduire qqn auprès de qqn**.

Dans l'exemple suivant, *pour faire une longue histoire courte*, on a un calque mot à mot de l'expression anglaise *to make a long story short*, ce qui aboutit à la contradiction d'une *longue histoire courte*. Une traduction un peu plus claire aurait été *pour abréger ma longue histoire*, mais ça reste peu idiomatique. Si l'on veut réellement abréger son histoire, on pourrait remplacer cette monstruosité par le bref adverbe *bref*. D'autres équivalents sont aussi proposés.

Pour faire une longue histoire courte, toute l'affaire a été un fiasco.

Bref Calque ▼

 **Calque** — L'expression **pour faire une longue histoire courte** doit être remplacée par **bref**, **pour être bref**, **en un mot** ou **j'irai à l'essentiel**, car elle constitue un calque (traduction littérale) de l'anglais.

Dans le cas des anglicismes sémantiques, le correcteur ne peut souvent pas déduire du contexte de la phrase s'il est bien en présence d'un emploi fautif. C'est pourquoi il n'effectue pas de remplacement automatique, mais alerte quand même l'utilisateur sur la possibilité d'une confusion de sens. Ainsi, dans la phrase « Il utilise une technique digitale », Antidote rappelle au rédacteur qu'il devrait remplacer *digitale* par *numérique* si c'est bien ce qu'il veut dire ici.

Il utilise une technique digitale.

Faux ami? ▼

 **Faux ami** — En français, le mot **digital** signifie :

- **relatif aux doigts** (*prise d'empreintes digitales*)


Il constitue un anglicisme si vous lui donnez le sens de :

- **numérique** (*appareil, enregistrement *digital*)
- **à affichage numérique** (*montre *digitale*)

Dans la phrase « Il a hésité entre les trois alternatives », le correcteur rappelle certains emplois à éviter du nom *alternative*.

Il a beaucoup hésité entre les trois alternatives.

Faux ami? ▼

 Faux ami — En français, le mot **alternative** signifie :

- **choix entre deux possibilités** (*être devant une alternative difficile*)
- **alternance (au pluriel)** (*des alternatives de chaud et de froid*)

Il constitue un anglicisme si vous lui donnez le sens de :

- **solution de remplacement, solution de rechange, autre possibilité** (*il existe des *alternatives à la crise actuelle*)
- **solution, possibilité, éventualité, option, choix** (*il y a deux *alternatives pour résoudre ce problème*)

Voici deux exemples d'anglicismes sémantiques plus typiquement québécois.

L'adjectif *versatile* signifie « inconstant, changeant ». C'est pourquoi on pourrait trouver bizarre la phrase « Nous sommes très satisfaits du travail accompli par cet employé versatile ». C'est que le rédacteur a sûrement en tête le sens du mot anglais *versatile*, qui veut dire, entre autres, « polyvalent ». Antidote l'avertit de cette possible confusion.

Nous sommes très satisfaits du travail accompli par cet employé versatile.

Faux ami? ▼

 Faux ami — QUÉBEC — En français, le mot **versatile** signifie :

- **inconstant, changeant** (*un associé trop versatile, sans rigueur*)

Il constitue un anglicisme si vous lui donnez le sens de :

- **polyvalent, aux talents variés, souple, complet, éclectique (pour une personne)** (*un étudiant *versatile, inscrit en arts et sciences*)
- **universel, tout usage, multifonctionnel, polyvalent (pour une chose)** (*un instrument, un outil, un appareil *versatile*)

Dernier exemple : « Son médecin lui a dit qu'elle a définitivement la grippe. » En français, *définitivement* veut dire « irrémédiablement », « une fois pour toutes ». Mais les Québécois utilisent fréquemment le mot au sens de « certainement », « assurément », sens qui vient de l'anglais *definitely*. Antidote rappelle à l'utilisateur que, entre « avoir certainement la grippe » et « avoir irrémédiablement la grippe », il y a danger de malentendu...

Son médecin lui a dit qu'elle a
définitivement la grippe.

Faux ami? ▼

 Faux ami — QUÉBEC — En français, le mot **définitivement** signifie :

- **irrémédiablement** (*il a quitté définitivement les lieux*)
- **une fois pour toutes** (*il a définitivement abandonné le sport*)

Il constitue un anglicisme si vous lui donnez le sens de :

- **certainement, assurément, indéniablement, nettement, sans aucun doute, certes, catégoriquement** (*l'homme a *définitivement marché sur la Lune*)

Pour la clarté de l'exposé, ce sont des phrases individuelles qui ont été jusqu'ici présentées. Dans un long texte, le rédacteur peut demander à Antidote de surligner simultanément toutes les détections d'un type donné, par exemple tous les calques ou tous les faux amis.

Le logiciel peut aussi signaler tous les mots du texte dont l'étymologie vient de telle ou telle langue, y compris l'anglais, comme c'est le cas dans l'exemple suivant. Il s'agit de l'extrait d'une chronique politique québécoise, et tous les mots ayant une origine anglaise sont surlignés en jaune et listés à droite : *blogueur*, *caucus*, *coalition*, *contrôle*, *leadership*, *establishment*, *vote*.

Document Antidote 9

Étymologie

Fonds propre 207
Créations 296
Emprunts 211

Origine	Nb.
abréviation française	4
allemand	1
ancien français	12
anglais	7
anglais moderne	6
arabe	1
français classique	2
française	13
gaulois	1
germanique	2
gotique	5
grec	42
italien	10
langue algonquienne	9
langue algonquienne...	1
langue d'oïl	4
latin	604
moyen français	3
néerlandais	3
nom propre	9
norrois	1
occitan	1
onomatopée	1

c'est la rédemption, et ce, moins de deux ans après s'être mis à dos un grand nombre de péquistes en signalant les risques posés par la candidature de l'actionnaire de contrôle de Pierre Karl Péladeau, « une bombe à retardement », à la tête du PQ. Les membres du PQ ne lui en tiennent plus rigueur. Au premier tour, il a recueilli 47,03 % des voix, comparativement à 29,66 % pour Alexandre Cloutier, 16,46 % pour Martine Ouellet et 6,84 % pour Paul Saint-Pierre Plamondon.

Les membres du PQ ont encore une fois déçu les ambitions d'Alexandre Cloutier, qui brigait la chefferie du PQ pour la seconde fois en un an et demi. Le député de Lac-Saint-Jean encaissait vendredi soir la défaite. « Votre confiance, c'est le bien le plus précieux qu'un candidat dans une course au leadership puisse avoir. Je veux que vous sachiez que j'ai vraiment tout donné pour l'obtenir. Maintenant, peu importe le choix que vous avez fait, je veux juste que vous vous rappeliez une chose : je vous aime beaucoup », avait déclaré l'avocat de 39 ans quelques minutes avant l'annonce des résultats.

La machine électorale du « bleu » avait pourtant démarré au quart de tour en mai dernier. M. Cloutier avait notamment obtenu l'appui des officiers du PQ, ce qui avait conforté toutefois l'idée qu'il était le candidat de l'establishment. M. Lisée a toutefois réussi à renverser la vapeur à coups de sorties et attaques calculées ou non calculées — comme un gazouillis controversé. M. Lisée avait diffusé, puis retiré un message sur son fil Twitter, dans lequel il montrait que les positions de son principal adversaire, Alexandre Cloutier, en matière de laïcité plaisaient au Collectif québécois contre l'islamophobie, dont le coordonnateur est Adil Charkaoui.

L'irruption du prédicateur controversé a eu un impact marginal dans les intentions de vote des membres-électeurs du PQ, selon M. Lisée. Le nouveau chef péquiste estime toutefois avoir remporté le débat identitaire. Les membres semblent en effet avoir adhéré à sa proposition de geler les seuils d'immigration, ainsi qu'à

-blogueur
caucus
Coalition
contrôle
leadership
establishment
vote

Étymologie : 7 occurrences

RÉGLAGES

Dans sa configuration par défaut, l'outil correcteur signale les anglicismes jugés peu recommandables, mais des réglages permettent en tout temps au rédacteur de moduler à sa

guise la sensibilité du correcteur à différents types d'anglicismes (lexicaux, syntaxiques, sémantiques). Antidote peut les corriger, se contenter d'une alerte ou passer par-dessus sans broncher. Le rédacteur qui voudrait « angliciser » en paix a donc la possibilité de tout désactiver. Par ailleurs, si c'est seulement l'alerte sur un mot en particulier qu'il ne veut plus voir, il peut demander au correcteur de ne plus la signaler à l'avenir, tout en laissant activés ses réglages généraux.

Anglicismes critiqués

- ☒ Alertes sur les mots anglais
- ☒ Signaler comme erreurs
- ☒ Alertes sur les calques
- ☒ Signaler comme erreurs

Faux amis : 

De plus, à l'installation du logiciel, Antidote demande à l'utilisateur de lui fournir des renseignements sur sa langue maternelle, son habileté en français écrit et la région de la francophonie qui lui correspond le mieux : Belgique, France et ainsi de suite.

Langue maternelle :

français

Habileté en français écrit :

Région linguistique :

Belgique
France
✓ Québec/Canada
Suisse
Afrique/Antilles/Louisiane
Autres

Ces renseignements, qui peuvent être modifiés en tout temps, permettent, notamment, d'adapter la détection des anglicismes à certaines particularités locales, mais aussi d'adapter certains contenus du dictionnaire. Par exemple, le contenu relatif aux calques typiquement québécois ne sera pas affiché à l'intention du rédacteur de Belgique, pour qui ce contenu présente peu d'intérêt.

Un autre exemple d'adaptation du contenu est celui de la prononciation. Pour les mots d'origine anglaise, la prononciation usuelle en France et au Québec diffère assez souvent. C'est le cas du mot *tramway*.

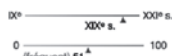
Définitions de **tramway**, nom masculin

- ♦ Mode de transport urbain électrifié, utilisant une voie ferrée formée de rails plats.
- ♦ Véhicule qui circule sur cette voie. Prendre le tramway.

☐ tramway

Précisions

De l'anglais moderne *tramway*, 'tramway'...



Afficher l'APP

M. S. un tramway
[tramwɛ]

Variantes régionales

tramway

QUÉBEC [tramwɛ]

FRANCE [tramwɛ]

[ɛ] chèvre, lait, sec

[ɛ] repérer, épelé, dé

GDT

Termium

Google

La prononciation donnée en première position s'ajustera en fonction du réglage géographique. Ici, pour un profil d'utilisateur québécois, on donne la prononciation québécoise « tramwɛ », mais une note mentionne qu'on dit plutôt « tramwè » en France. L'ordre de présentation des prononciations serait inversé pour un profil d'utilisateur de France.

CRITÈRES D'ACCEPTABILITÉ

On a vu que le logiciel comprend un outil correcteur. Qui dit *correction* dit *norme à appliquer*. Sur quoi Antidote s'appuie-t-il pour décider que tel anglicisme est de bon ou de mauvais aloi?

Chaque cas est particulier, mais on peut énumérer quelques critères généraux qui guident les humains qui programment la machine.

L'ancienneté : on sera naturellement plus indulgent pour les anglicismes qui sont ancrés depuis belle lurette dans la langue de Molière. On a vu des exemples comme *redingote* ou *hockey*.

L'adaptation au système du français : plus le mot anglais s'intègre facilement dans le système phonétique, graphique et morphologique du français, plus il sera facilement accueilli. Pour certains mots, cela pourra passer par une légère francisation de la forme.

La **fréquence d'utilisation** est un facteur important. À partir d'un certain seuil critique d'utilisation, il devient difficile, voire impossible d'infléchir l'usage. On peut toujours continuer de suggérer de remplacer l'anglicisme par des équivalents plus français, mais la suggestion risque d'être le plus souvent ignorée.

La **diffusion géographique** : plus il est largement répandu dans la francophonie, moins l'anglicisme est susceptible de causer de problèmes de compréhension entre locuteurs français. Dans le cas des emplois qui sont géographiquement plus circonscrits, on a vu que les réglages régionaux d'Antidote permettent quand même à celui-ci de s'adapter à certaines particularités locales.

L'utilité : l'anglicisme comble-t-il réellement un vide lexical en français ou bien est-il superflu? Existe-t-il déjà en français des équivalents qui font tout aussi bien l'affaire? Dans les cas où il s'agit de désigner une nouvelle réalité, par exemple dans les nouvelles technologies, des organismes terminologiques comme l'OQLF créent parfois, pour l'occasion, des néologismes français. Ceux-ci ont d'autant plus de chance de s'implanter s'ils sont proposés tôt. Antidote encourage souvent de telles propositions en les mentionnant à l'utilisateur.

Les jugements prescriptifs : les anglicismes font souvent l'objet de remarques dans les dictionnaires usuels ou de difficultés, dans les grammaires, les avis d'organismes terminologiques, les chroniques et blogues de divers observateurs et commentateurs langagiers. On constate sans surprise que ces avis divergent souvent, et l'équipe de linguistes de Druide s'efforce de recueillir le plus large éventail possible d'opinions avant de les confronter à ses propres observations et de rendre ses propres verdicts.

CONCLUSION

C'est donc en soupesant ces divers critères que l'équipe linguistique calibre les jugements d'Antidote pour chaque anglicisme. Même parmi cette équipe, qui compte des Québécois et des Européens, il n'y a pas toujours unanimité sur la façon de traiter tel ou tel cas. Les cas délicats sont discutés en comité. Et, au fil des éditions du logiciel, il arrive que certaines prescriptions soient revues et modifiées pour refléter l'évolution de l'usage.

Les « druides » reçoivent beaucoup de commentaires et suggestions linguistiques de la part des utilisateurs du logiciel, mais, somme toute, assez peu concernent la manière dont Antidote traite les anglicismes. Nous aimons croire que c'est parce que nous avons trouvé un juste milieu entre laxisme et purisme. Ce sera notre conclusion.

Pour faire une longue histoire courte, Antidote vise le juste milieu entre laxisme et purisme.

Bref Calque ►

PÉRIODE DE QUESTIONS

De la salle

Ma question s'adresse à Jean Fontaine. J'aimerais savoir comment vous réussissez à distinguer les anglicismes proprement québécois de ceux qui sont utilisés en France. Je me suis rendu compte, en consultant des bases de données comme Eureka, que l'anglicisme n'était pas proprement québécois, puisqu'il était aussi très répandu en France, en particulier dans la presse écrite. Mais les dictionnaires n'en font peut-être pas mention. Je pense au mot *alternatif* au sens d'« autre solution ».

Jean Fontaine

Quand on parle d'anglicismes « utilisés dans telle région » et non dans telle autre, on les considère aussi comme des anglicismes de fréquence, si l'on veut. Ils sont plus fréquents dans une région que dans une autre. Si la différence est très importante, on trouve que ça vaut la peine de le marquer comme un élément particulier au Québec, mais, encore une fois, ça bouge beaucoup et l'usage évolue. Lorsqu'à un moment donné une certaine masse critique est atteinte dans une autre région, on modifie le marquage des anglicismes.

De la salle (même intervenant)

J'ai l'impression que cela donne aux Québécois l'impression qu'ils utilisent beaucoup plus d'anglicismes que les Français, alors que ce n'est pas le cas, si l'on en juge par les nombreux anglicismes utilisés dans la presse écrite française. On y emploie les mêmes anglicismes qu'au Québec.

▀ Jean Fontaine

Je suis d'accord avec vous. On trouve beaucoup d'anglicismes dans la presse écrite française. C'est pourquoi nous avons changé le marquage géographique de certains anglicismes qui étaient considérés, dans les versions antérieures, comme étant propres au Québec.

▀ Hélène Cajolet-Laganière

Vous avez parfaitement raison. Maintenant, on trouve cet usage dans des journaux de toute la francophonie. Donc, il n'est pas géographiquement marqué.

TROISIÈME SÉANCE – EMPRUNTS ET LANGUES EN CONTACT

Présidente de séance : **CLAUDIA PIETRI** (en remplacement de Youma Fall), spécialiste de programme pour la diversité linguistique, Organisation internationale de la Francophonie

Le phénomène de l'anglicisme est-il le même lorsque le français est en contact avec plusieurs langues? Par ailleurs, quelles en sont les manifestations dans les autres langues que le français? Comment les locuteurs de ces langues perçoivent-ils ce phénomène? Ce sont des questions auxquelles les trois conférencières invitées tenteront de répondre au cours de la séance.

ANGLICISMES ET CAMFRANGLAIS AU CAMEROUN

■ **ADELINE SIMO-SOUOP**

Professeure à l'Université de Buea

INTRODUCTION

À la faveur de la mondialisation, l'hégémonie de l'anglais se fait de plus en plus ressentir dans le monde francophone par des emprunts massifs qui tantôt comblent des vides linguistiques (anglicismes de nécessité), tantôt font concurrence à des vocables existants (anglicismes de luxe). Au Cameroun, cette tendance est accentuée par la cohabitation de l'anglais et du français en tant que langues officielles. C'est ainsi que le français au Cameroun est doublement influencé par l'anglais : il récupère les anglicismes employés en francophonie européenne et y ajoute des anglicismes générés par le contexte bilingue local. Les discours hétérogènes qui en résultent expliquent l'abondance de discours puristes, surtout dans les années 90. Mendo Ze constate par exemple que « [le] français, la belle langue française n'est plus ce qu'elle fut. Il y a comme une dégradation de sa qualité au fil des années¹ ». Ces discours coïncident avec l'expansion du camfranglais dans les milieux universitaires.

¹ G. MENDO ZE, *Une crise dans la crise. Le français en Afrique noire. Le cas du Cameroun*, Paris, ABC, 1990, p. 15.

En effet, il est reproché aux étudiants de tenir des discours dont la forme « hétéroclite » est en total déphasage avec le français châtié dont ils doivent être les porte-étendards. Sur le plan morphologique, le camfranglais est un réservoir d'anglicismes. L'emploi d'anglicismes se fait aussi dans des variétés formelles de français, notamment dans les textes journalistiques. L'objectif de cette communication est de relever et d'analyser les différentes significations sociales des anglicismes dans les variétés de français qui en usent.

On verra, d'une part, que l'utilisation des termes anglais dans le français de certains locuteurs est le résultat d'une pression microcontextuelle aboutissant au franglais. D'autre part, les anglicismes peuvent traduire la revendication d'un idéal bilingue qui est aussi celui de la nation camerounaise : on parle français et anglais simultanément. Pour procéder à cette description, l'analyse des discours ordinaires sera privilégiée. Il s'agira plus spécifiquement de deux corpus oraux issus de travaux de thèse portant sur des variétés vernaculaires de français (Simo-Souop, 2009²; Eloundou Eloundou, 2011³). Un autre corpus, plus modeste, met en scène pendant une vingtaine de minutes quelques étudiantes de l'Université de Buea. Ces corpus oraux sont tous constitués de manière écologique en veillant à la résolution du paradoxe de l'observateur⁴. Cette partie orale est mise en regard avec des discours écrits constitués pour l'essentiel de conversations d'internautes sur des forums où le camfran-

² A. SIMO-SOUOP, *La variation du français au Cameroun. Approche sociolinguistique et syntaxique*, Thèse (Ph. D.), Aix-Marseille Université, 2009.

³ V. ELOUNDOU ELOUNDOU, *Étude des pratiques linguistiques en camfranglais dans les centres urbains camerounais : le cas de Yaoundé*, Thèse (Ph. D.), Aix-Marseille Université, 2011.

⁴ Voir méthodologie des thèses citées.

glais a droit de cité (www.grioo.com et www.etounou.free.fr). Les discours recueillis par ce canal sont surtout ceux de la diaspora camerounaise, qui peut ainsi recréer un contexte socioculturel camerounais, quoique virtuel. Ces pratiques écrites sont intéressantes à plus d'un titre : elles sont non sollicitées⁵ et elles permettent d'entrevoir les représentations linguistiques que les locuteurs se font du camfranglais. En effet, les différentes graphies sont des indices de classement typologique des emprunts du point de vue des locuteurs, facilitant le repérage des anglicismes. Avant d'analyser ces anglicismes, nous commencerons cependant par une brève présentation de la situation sociolinguistique du Cameroun.

1. CONTEXTE SOCIOLINGUISTIQUE DU CAMEROUN

Le bilinguisme officiel du Cameroun est le fruit d'une volonté politique dont l'acte fondateur constitutionnel découle de la réunification des deux parties du Cameroun précédemment unilingues. C'est un héritage assumé de la double colonisation française et anglaise pour les parties orientale et occidentale respectivement. La politique linguistique nationale axée sur ce bilinguisme officiel, qui a pendant longtemps minoré les langues autochtones (275 langues selon Gary F. & Fenning [eds.] [2017])⁶, manque cruellement de moyens techniques et humains pour assurer son

⁵ Elles restent très proches des formes orales, notamment par le surlignage des exclamations par des allongements vocaliques du type *wèèè* (exemple 25).

⁶ F. S. GARY & C. D. FENNING, (éds), *Ethnologue : Languages of the world, 20th edition*. Dallas, Texas : SIL International. Online version : <http://www.ethnologue.com>.

plein épanouissement. Ce bilinguisme, qui n'atteint pas véritablement ses objectifs dans les pratiques langagières des Camerounais⁷, réussit néanmoins à transmettre ses présupposés idéologiques à ces derniers, notamment le désir d'avoir une maîtrise parfaite du français et de l'anglais. C'est pourquoi le bilinguisme est presque toujours vécu comme un idéal et c'est aussi la raison pour laquelle on entend souvent dire que « c'est le Cameroun qui est bilingue et non les Camerounais ».

Par ailleurs, les multiples croisements linguistiques du français et de l'anglais entre eux et avec les langues autochtones ont conduit, à long terme, à la vernacularisation des deux langues officielles. Le français et l'anglais deviennent des langues de première socialisation pour beaucoup d'enfants. Compte tenu des multiples contacts, les transferts linguistiques changent forcément la nature des langues officielles, en dépit de la scolarisation dans l'une ou l'autre de ces langues. Les variétés locales émergentes sont métisées à des degrés divers. Du côté de l'anglais, le *Cameroon Standard English* (CSE) désigne la variété d'anglais qui subit les influences du français, des langues locales et du pidgin-english. Ce dernier est lui-même en constante évolution, de sorte qu'en dernière analyse on peut compter au moins deux grandes variétés de pidgin-english, soit celui parlé en zone francophone et celui parlé en zone anglophone⁸.

⁷ La preuve en est qu'une commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme est créée par décret présidentiel en janvier 2017 pour redresser les travers d'une politique du bilinguisme mise en œuvre depuis 1972.

⁸ C. de FÉRAL, *Le pidgin-english du Cameroun*. Paris, Peeters/Selaf, 1989; C. de FÉRAL, « Nommer et catégoriser des pratiques urbaines : pidgin et francanglais au Cameroun », dans C. de FÉRAL, *Le nom des langues III. Le nom des langues en Afrique sub-saharienne. Pratiques, dénominations, catégorisations*. Louvain-La-Neuve, Peeters, 2009, p. 119-148.

Du côté du français, de nombreuses études font état de l'existence de variétés de français camerounais dont la plus emblématique est le camfranglais (Bilola, 2003⁹; Feussi, 2008b¹⁰; Simo-Souop, 2009). La dénomination même de ce dernier présage de la quantité d'anglicismes que l'on peut retrouver dans cette variété de français. D'une manière plus générale, les anglicismes au Cameroun sont tantôt endogènes, tantôt exogènes.

2. DOUBLE INFLUENCE SOCIALE DE L'ANGLAIS SUR LE FRANÇAIS AU CAMEROUN

À la faveur de l'explosion médiatique, les francophones du Cameroun se laissent volontiers influencer par les emplois « fun » de la francophonie européenne, surtout de la France.

2.1 Anglicismes exogènes

Les exemples qui suivent sont tirés de la presse écrite et figurent dans l'inventaire des particularités lexicales du français au Cameroun dressé par Nzesse¹¹.

1. « Tenez chairman... Et croyez-moi la politique aussi est un **business**. » (*Le Popoli*, n° 070, 2004 : 3) (p. 69)

⁹ E. BILOA, *La langue française au Cameroun*. Bern, Peter Lang, 2003.

¹⁰ V. FEUSSI, *Parles-tu français? Ça dépend... Penser-agir-construire son français en contexte plurilingue. Le cas de Douala au Cameroun*. Paris, L'Harmattan, 2008b.

¹¹ L. NZESSE, *Inventaire des particularités lexicales du français au Cameroun*, « Le Français Afrique », 29, 2015.

2. « D'après le **feedback** venu du département de la Benoué, la célébration de la fête du 20 mai 2008 a connu la participation d'une délégation tchadienne conduite par le sous-préfet de Guégou, arrondissement frontalier à Bibémi. » (*Cameroon Tribune*, n° 9102/-5301, 2008 : 7) (p. 92)
3. « Pire, à l'occasion de chaque **meeting**, ces derniers attendent que les responsables et les élites du parti farotent. » (*Le Messenger*, n° 2580, 2008 : 5) (p. 90)

Ces anglicismes sont si récurrents qu'ils sont pratiquement intégrés au français grâce à leur présence dans les dictionnaires de français.

Les anglicismes oraux, quant à eux, sont très nombreux à la radio :

4. « La **dream team** camerounaise entre en compétition le week-end prochain. »
5. « **Shopper** sur la toile »
6. « N'oubliez pas de **liker** (prononcé [laïke]) la page. »
7. « C'est pour le **fun**. »
8. « Et que le **groove** soit... »

Les exemples 5 à 8 ont été prononcés dans un intervalle de dix minutes par une animatrice de station FM le 12 octobre 2016. Ces nombreux anglicismes sont attribuables à un suivisme linguistique, traduisant parfois un certain snobisme linguistique. En effet, ceux qui en usent veulent faire savoir aux autres qu'ils sont au parfum de ce qui se dit et se fait ailleurs, l'accent européen étant alors de rigueur. Les noms des chaînes s'en ressentent d'ailleurs. Une évolution peut être constatée à ce sujet : dans les

années 90, au moment de la naissance des stations FM, à Yaoundé on écoutait la FM 94 et à Douala, la FM 105. En 2016, on écoute la 96 FM à Douala, avec pour slogan « *la première radio sur le fun* ». Entre les deux époques, il y a eu une inversion des positions dans le groupe nominal avec l'adoption d'une syntaxe anglaise : le nom tête est désormais à droite et le modificateur se retrouve à gauche.

Les anglicismes exogènes permettent au français parlé au Cameroun, par mimétisme et dans un mouvement centrifuge, de ressembler au français oral de l'Hexagone. Cependant, en raison de son étroite cohabitation avec l'anglais, le français parlé au Cameroun est émaillé par des anglicismes que nous qualifierons d'endogènes.

2.2 Anglicismes endogènes

Les anglicismes endogènes, par un mouvement centripète, créent une rupture avec le français central ou hexagonal. On rencontre des termes comme *full-contact*, qui signifie « rapport sexuel sans préservatif » et qui est emprunté directement au titre d'un film de Jean-Claude Van Damme remontant aux années 90. D'autres anglicismes proviennent directement des activités sociales et politiques. C'est le cas, notamment, de *chairman*, qui désigne presque exclusivement le « président national du *Social Democratic Front* », parti politique né à Bamenda et dont les membres sont majoritairement anglophones.

9. « Tenez **chairman**... Et croyez-moi la politique aussi est un business. » (*Le Popoli*, n° 070, 2004 : 3) (p. 94)
10. « Dès huit heures jeudi, jour du **meeting**, il fonce chez le sous-préfet de Santa pour lui demander de respecter les ordres du Fon en retirant l'autorisation du **SDF** [(prononcé [ès di èf])]. » (*Le Popoli*, n° 064, 2004 : 4) (p. 95)

Les sigles qui désignent des institutions ou des corporations sont souvent retenus tels quels en français, sans aucune adaptation phonétique :

11. CDC (prononcé [si di si]), pour « Cameroon Development Corporation »;
12. CRTV (prononcé [si ar ti vi]), pour « Cameroon Radio and Television »;
13. UB (prononcé [you bi]), pour « University of Buea », et VC (prononcé [vi si]), pour « Vice-Chancellor ».

Par ailleurs, la prégnance du snobisme linguistique est telle que les faux anglicismes sont nombreux. Parmi eux, il y a des termes comme *bend-skin*, *call-box* et *taximan*, comme l'illustrent les exemples qui suivent :

14. « Après des pas bien cadencés de **bendskin**, des Officiels ont sacrifié au rituel de la motivation. » (*Cameroon Tribune*, n° 8955/5154, 2007 : 2) (p. 61)
15. « Il était près de 20 h. Comme il le faisait presque tous les soirs, il s'était rendu dans un **call-box** à quelques dizaines de mètres de chez lui pour téléphoner à son épouse restée à Paris, son dernier poste de travail. » (*Cameroon tribune*, n° 8944/5143, 2007 : 20) (p. 70)
« Elle reste souvent-là au **call-box** en route elle ngnan ses arachides » (Eloundou Eloundou, 2011 : 18)

Composé à partir des mots anglais *bend* et *skin*, le terme *bendskin* désigne initialement une « danse de l'Ouest Cameroun ». Par la suite, il en viendra à signifier le « transport urbain à moto » (moto-taxi). Une fois intégré au français local, ce faux anglicisme produit aussi par dérivation le terme *bendskinneur*, ce qui veut dire « conducteur de moto-taxi ».

Pour sa part, *call-box*, qui vient des termes anglais *call* et *box*, désigne une cabine téléphonique mobile qui est en fait une « table téléphonique », protégée par un parasol, que le ou la propriétaire loue afin qu'un client puisse effectuer des appels à des prix avantageux. Ce mot est lui aussi productif, puisqu'il génère par dérivation *call-boxeur* (-euse), terme désignant « la personne qui s'occupe d'un *call-box* ».

Un autre faux anglicisme est *taximan*, qui correspond au contenu sémantique de *taxi driver*, ainsi que le démontre cet extrait :

16. « un faux prêtre frappe un **taximan**. » (*Le Popoli*, n° 133, 2004 : 1).

Au pluriel, il demeure invariable, comme en témoignent les exemples 17 et 18, de provenance orale :

17. « Je suis en train de tirer mon pied ici avec **les taximan** comme ça là » (Simo-Souop, 2009 : 12)
18. « le blème était entre un mbéré et un taximan + toi-même tu know les ngné + toujours en train de fallam les motifs pour take les do **aux taximan** » (Eloundou Eloundou, 2011 : 77)

Ici aussi, l'adaptation phonétique est absente. Pour *taximan*, on peut remarquer l'absence de la marque du pluriel. Ceci est dû à la transcription scientifique qui respecte les productions orales. Le pluriel de *man* étant *men* en anglais, il aurait été incongru de mettre le *s* du pluriel en français. Les locuteurs semblent utiliser le faux anglicisme comme tout autre mot français où la marque du pluriel est inaudible à l'oral. C'est donc un indice de l'intégration de ce faux anglicisme dans le français parlé au Cameroun.

Ces anglicismes endogènes créent une rupture avec le français hexagonal en procurant un vocabulaire particulier au français parlé au Cameroun. Ce dernier est, en effet, le résultat du contact permanent entre plusieurs langues, faisant du mélange codique une pratique langagière inscrite dans les habitus linguistiques au Cameroun. Des parlers hybrides en émergent naturellement.

3. ANGLICISMES ET PARLERS ÉMERGENTS

3.1 Le français de l'Université de Buea

Créée en 1993, l'Université de Buea est la première université d'obédience anglo-saxonne du Cameroun. La langue de l'administration et des cours est l'anglais. Seuls les cours de langue et de linguistique françaises se font en français. C'est dans ce contexte que les étudiants francophones, inscrits en licence bilingue, développent un discours français émaillé de termes anglais employés dans le milieu universitaire, même si des équivalents existent en français. Voici quelques exemples relevés dans leurs conversations :

19. « le : + **application form** que tu avais écrit pour notre cours de **immersion**-là ça sort quand? On peut **apply** pour le **transcript** quand pour que ça sorte? »
20. « Pardon je veux valider + je veux **graduate** au moins avec **two point eight** wèè::: a beg noo. »
21. L1 : « Ça veut dire que Dieu a mis sa main comme ça que **my child I'm blessing you.** »

L2 : « Dieu a mis sa main sur ton front comme ça // **you will pass this year with A.** »

L3 : « Même si tu as **four A** le **GPA**¹² ne sera jamais plus de **four** + du coup noo + même si tu as **four A** même si tu as **four A** cette année + tu tues tu auras **three**¹³. »

Cette variété locale fonctionne visiblement sur le mode de l'alternance codique. Les termes anglais le plus souvent employés ont trait au fonctionnement interne de l'Université de Buea : administration, enseignement, évaluation. Ces termes interviennent comme des citations ou des mentions d'une terminologie que les locuteurs ne veulent pas traduire ou qu'ils sont incapables de traduire pendant la production langagière. Le souci du rendement communicationnel est plus pressant que l'élaboration linguistique.

Le franglais de l'Université de Buea croise le camfranglais de temps en temps. L'emploi d'anglicismes contextuels dans un style familier rappelle effectivement ce qui se passe en camfranglais, une variété que nos locutrices connaissent avant d'arriver à l'UB. Les deux exemples suivants relevés dans leur conversation le démontrent suffisamment : ici, le lexique étranger n'est plus exclusivement anglais et ne renvoie pas non plus aux activités à l'Université de Buea.

22. « C'est une **ndémeuse** tu ne la connais pas? »

23. « On a **suffer** avec la **mater** là hein // entre-temps c'est une mère **cool**. »

3.2 Le camfranglais

Le camfranglais est généralement présenté comme un parler jeune. Il s'est en effet imposé comme un sociolecte générationnel, investi d'une forte valeur identitaire (Feussi,

¹² Sigle employé pour *Grade Point Average*.

¹³ Glose interprétative : « Même si tu as quatre A cette année, dans le meilleur des cas, tu en auras trois. »

2008a)¹⁴. Parler camfranglais signifie qu'on est jeune, camerounais, francophone et urbain. Le lexique étranger qui s'introduit de manière aléatoire dans un discours en français marque une rupture formelle avec le français (Simo-Souop, 2011)¹⁵. Ce lexique étranger provient de diverses langues présentes sur le sol camerounais.

La langue prêteuse la plus emblématique est l'anglais. Les jeunes Camerounais s'estiment chanceux d'avoir chez eux une langue qui est si prisée sur le plan international. Lorsque le système scolaire se montre discriminant en matière de compétences linguistiques, les jeunes préfèrent s'en libérer. L'idéal du bilinguisme national est la maîtrise parfaite de l'anglais et du français. Les jeunes veulent parler français et anglais simultanément. C'est leur conception du bilinguisme national qui est certainement à géométrie variable. Ils le disent d'ailleurs très ouvertement. « Pourquoi, s'insurgent-ils, on doit seulement speak [parler] comme les white [blancs] ?¹⁶ »

Même en résidant en Europe, certains jeunes tiennent à recréer virtuellement une communauté camerounaise où « la langue du mboa » (la langue du pays) a droit de cité. Les discours ordinaires par clavardage recueillis sur les forums

¹⁴ V. FEUSSI, « Le francanglais comme construction socio-identitaire du jeune francophone au Cameroun », dans *Le Français en Afrique*, 23, 2008a, p. 33-50.

¹⁵ A. SIMO-SOUOP, « Quelques traits de fonctionnalisation du camfranglais », dans TSOFAK et FEUSSI, *Langues et discours en contextes urbains au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.121-137.

¹⁶ C. de FÉRAL, « "Pourquoi on doit seulement speak comme les white?" Appropriation vernaculaire du français chez les jeunes au Cameroun », dans M. DRESCHER et I. NEUMANN-HOLZCHUH, *La syntaxe de l'oral dans les variétés non hexagonales du français*, Tübingen, Stauffenburg, 2010, p. 53-64.

gardent les principales caractéristiques de l'oralité (le wèèè de l'exemple 25, que l'on trouve aussi chez les étudiantes de l'Université de Buea à l'exemple 20).

24. « Bienvenue donc à tous les **talkeurs** [locuteurs] du francam. Si vous êtes déjà **go** [allés] sur le site de camfoot.com, il y avait un **djo** [type] là-bas qui animait une rubrique **call** [appelée] **shaba**. Le gars me tuait seulement. Lui il mériterait le titre de **teacher** [professeur] de francam. » (Par mannolap)¹⁷
25. « Je viens de **bolè** [finir] la liste des **news** [nouvelles] insertions de ce mois d'avril avec tous les **ways** [mots] que vous m'avez **bring** [apportés] ci-dessus. Vous pouvez déjà les lire ici. Si vous ne **meet** [voyez] pas un de vos **ways** [mots], c'est que, soit il est déjà dans le dico, soit j'ai considéré que ce n'était pas spécifique au camfranglais (**I get power, you go do how?!**)¹⁸, soit je n'ai pas très bien compris la définition (**some time I di paplé mbindi; brookam for me!**)¹⁹, soit euh... wèèè! j'ai oublié. » (Par Kans)²⁰
26. « Oui mais **mbom** [gars], faut pas faire les mélanges. Si tu **begin** [commences] à **put** [mettre] le style sms là dedans, c'est que tu es en train de **go** [aller] en brousse. Au moins pour ce qui est des termes purement français qu'on emploie, il faut **write** [écrire] ça correctement. » (Par hotus)²¹

¹⁷ Par mannolap, le 19 octobre 2004, 16 h 43, sur www.grioo.com.

¹⁸ Glose interprétative : « J'ai le pouvoir, qu'est-ce que tu peux y faire? »

¹⁹ Glose interprétative : « Je perds parfois la tête, petit; explique-moi. »

²⁰ Par Kans, le 28 avril 2010, 1 h 23, sur www.etounou.free.fr.

²¹ Par hotus, le 22 février 2008, 10 h 44, sur www.etounou.free.fr.

En plus des anglicismes qui sont de mise en camfranglais, on peut noter une alternance codique entre le camfranglais et le pidgin-english (comme l'illustrent les mots et les passages soulignés en gras de l'exemple 25). Si le pidgin-english est une langue vernaculaire dans les régions anglophones du Cameroun, il est aussi employé comme *lingua franca* dans les métropoles francophones. La présence du pidgin-english sur un site en camfranglais s'explique aussi par le fait qu'il est vécu comme une langue camerounaise. Beaucoup de camfranglophones sont aussi pidginophones.

L'exemple 26, quant à lui, rappelle l'objet du site Internet : l'élaboration collective d'un dictionnaire de camfranglais. L'attitude du scripteur est celle d'un législateur qui entend, même dans une variété vernaculaire, faire respecter la tradition française en matière d'orthographe. Les autres langues (parmi lesquelles l'anglais) semblent moins protégées, d'où la variation graphique observée pour un même terme d'un scripteur à un autre et parfois chez le même scripteur à deux moments différents.

4. LES GRAPHIES EN CAMFRANGLAIS

Le lexique du camfranglais provient de plusieurs langues différentes et, parfois, les emprunts cèdent le pas au néologisme. Le camfranglais n'étant pas codifié, les locuteurs ainsi que les scripteurs (qui sont parfois des chercheurs) projettent leurs représentations personnelles sur les graphies adoptées. Les énoncés ci-après illustrent cette diversité graphique pour l'étymon anglais *show* :

27. « Papa on peut plus **show** [montrer] qu'on est **trong** [fort] en grammaire? » (Par Kiné Lam)²²

²² Par Kiné Lam, le 11 mars 2006, 0 h 30, sur www.grioo.com.

28. « maintenant qu'il a **shu** la méthodologie + je vais me borner sur la méthodologie » (Simo-Souop, 2009 : 31)
29. « un **re man** m'a **shu** un truc Ericsson + avec appareil photo » (Simo-Souop, 2009 : 66)
30. « Déjà que le gars **know** que la **nga** est partie le gars me **shou** la **nga** » (Eloundou Eloundou, 2011 : 54)

En comparant la graphie profane (exemple 27) avec des transcriptions scientifiques de versions orales, on peut se rendre compte d'un certain décalage. Les versions scientifiques reproduisent pratiquement le même son [u], selon une transcription phonologisante²³ (exemples 28 et 29), d'une part, et une transcription francisante (exemple 30), d'autre part. L'internaute, pour sa part, a adopté une graphie étymologisante. En d'autres termes, il considère que l'item prononcé [ʃu] est directement emprunté de l'anglais *show*, en dépit de l'adaptation phonétique qui est rendue par les transcriptions scientifiques. Selon ces dernières, le terme utilisé en camfranglais proviendrait plutôt du pidgin et non directement de l'anglais. Le continuum anglais-pidgin favorise des mouvements linguistiques d'une variété à l'autre, de sorte qu'il n'est pas toujours aisé d'identifier l'étymologie immédiate d'un terme emprunté en camfranglais (Simo-Souop, 2015). Il est tout de même frappant que les internautes rattachent le plus souvent leurs emprunts (avec ou sans adaptation phonétique) à l'anglais : **call** et **teacher** ([tʃitʃa]), de l'exemple 24, les **ways** ([we]), de l'exemple 25. En reliant ceci avec l'exigence de correction orthographique associée au français précédemment relevée, on se trouve confronté aux traces d'une idéalisation des langues officielles, qui restent des références malgré une volonté de subversion dans les pratiques.

²³ Ce principe de transcription du camfranglais est présenté par Simo-Souop (2015).

CONCLUSION

Le français au Cameroun est donc émaillé d'anglicismes en proportions variables selon les variétés considérées. Certains usages snobs tendent à se rapprocher des usages européens, notamment dans les médias. D'autre part, le contact permanent du français et de l'anglais donne naissance à des anglicismes endogènes. Avec les parlers émergents, les anglicismes (exogènes et endogènes) se mêlent à d'autres types d'emprunts dans la quasi-totalité des prises de parole. Mélanger les langues est ainsi devenu un trait culturel au Cameroun. Les nouveaux parlers ainsi obtenus fonctionnent sur le mode de l'individuation linguistique ou de la distinction langagière. Toutefois, en l'absence d'un réel organe de régulation linguistique, il est difficile d'appréhender la proportion et la valeur de ces anglicismes, tant en termes diachroniques qu'en termes synchroniques.

BIBLIOGRAPHIE

BILOA, E., *La langue française au Cameroun*. Bern, Peter Lang, 2003.

ELOUNDOU ELOUNDOU, V., *Étude des pratiques linguistiques en camfranglais dans les centres urbains camerounais : le cas de Yaoundé*, Doctorat (Ph. D.), Aix-Marseille Université, 2011.

FÉRAL, C. de, *Le pidgin-english du Cameroun*. Paris, Peeters-Selaf, 1989.

FÉRAL, C. de, « Nommer et catégoriser des pratiques urbaines : *pidgin* et *francanglais* au Cameroun », dans FÉRAL, C. de, *Le nom des langues III. Le nom des langues en Afrique subsaharienne. Pratiques, dénominations, catégorisations*. Louvain-La-Neuve, Peeters, 2009, p. 119-148.

FÉRAL, C. de, « “Pourquoi on doit seulement speak comme les white?” Appropriation vernaculaire du français chez les jeunes au Cameroun », dans DRESCHER, M. et NEUMANN-HOLZSCHUH, I., *La syntaxe de l'oral dans les variétés non hexagonales du français*, Tübingen, Stauffenburg, 2010, p. 53-64.

FEUSSI, V., *Le francanglais comme construction socio-identitaire du jeune francophone au Cameroun*, « Le Français en Afrique », 23 (2008a), p. 33-50.

FEUSSI, V., *Parles-tu français? Ça dépend... Penser-agir-construire son français en contexte plurilingue. Le cas de Douala au Cameroun*. Paris, L'Harmattan, 2008b.

GARY F., S. & FENNING, C. D. (éds), *Ethnologue : Languages of the world*, 20th edition. Dallas, Texas : SIL International. Online version : <http://www.ethnologue.com>. Consulté le 23 mai 2017.

LOUBIER, C., *De l'usage de l'emprunt linguistique*. Office québécois de la langue française, 2011.

MENDO ZE, G., *Une crise dans la crise. Le français en Afrique noire. Le cas du Cameroun*, Paris, ABC, 1990.

NZESSE, L., *Inventaire des particularités lexicales du français au Cameroun*, « Le Français Afrique », 29, 2015.

SIMO-SOUOP, A., *La variation du français au Cameroun. Approche sociolinguistique et syntaxique*, Thèse (Ph. D.), Aix-Marseille Université, 2009.

SIMO-SOUOP, A., « Quelques traits de fonctionnalisation du camfranglais », dans TSOFAK, J-B. et V. FEUSSI, *Langues et discours en contextes urbains au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 121-137.

SIMO-SOUOP, A. « Les lexiques de français parlé au Cameroun : des réifications nécessaires? », dans ELOUNDOU ELOUNDOU, V. et al., *La langue française dans l'espace francophone. Pratiques, représentations, dynamique et didactique au XXI^e siècle*. Paris, 2015, p. 207-217.

LES ANGLICISMES EN CATALAN ET EN CASTILLAN. COMMENT SONT-ILS UTILISÉS? COMMENT SONT-ILS PERÇUS?

■ ANNA JOAN-CASADEMONT

Professeure à la Télé-université de l'Université
du Québec

RÉSUMÉ

Cet article vise à donner un aperçu général du rôle que les anglicismes jouent dans les échanges entre locuteurs de langue catalane, de même qu'entre ceux de langue castillane en Espagne. D'un point de vue linguistique, nous observerons quelques aspects liés à l'usage des anglicismes pour chacune de ces langues. D'un point de vue plus sociolinguistique, nous tiendrons compte des différentes institutions qui détiennent l'autorité en matière de langue au sein de ces communautés linguistiques. Ces organismes jouent un rôle essentiel au chapitre de l'aménagement, notamment au niveau de l'acceptation, du refus ou de l'adaptation des anglicismes et des autres emprunts. Nous traiterons également de la façon dont les locuteurs de chacune des deux langues perçoivent les anglicismes et comment leur incorporation dans la langue est envisagée et réalisée.

INTRODUCTION

Cet article vise à donner un aperçu général du rôle que jouent les anglicismes dans les échanges entre les locuteurs de langue catalane, de même que dans les échanges entre les locuteurs de langue castillane, nom également donné à l'espagnol en Espagne.

En premier lieu, et avant de procéder à l'analyse des anglicismes, nous présenterons brièvement les traits principaux des communautés linguistiques catalane et castillane. Ensuite, d'un point de vue linguistique, nous observerons quelques aspects liés à l'usage des anglicismes, et cela, pour chacune des langues (données quantitatives).

Nous verrons que les exemples de manifestations des anglicismes dans ces deux langues sont, dans certains cas, comparables avec ce que nous pouvons constater pour le français (domaines d'usage, etc.). Toutefois, les antécédents et les contextes sociolinguistiques actuels du catalan et du castillan nous permettront d'observer des caractéristiques dans les usages des anglicismes qui sont propres aux deux langues en question.

D'un point de vue plus sociolinguistique, nous tiendrons compte des différentes institutions qui détiennent l'autorité en matière de langue au sein de ces communautés linguistiques. Ces organismes jouent un rôle essentiel au chapitre de l'aménagement, notamment sur les plans de l'acceptation, du refus ou de l'adaptation des anglicismes et des autres emprunts.

Nous traiterons également de la façon dont les locuteurs de chacune des deux langues perçoivent les anglicismes et comment leur incorporation dans la langue est envisagée et réalisée. Finalement, nous présenterons une brève réflexion sur le sujet.

LES COMMUNAUTÉS LINGUISTIQUES CATALANE ET CASTILLANE

Le catalan et le castillan sont deux langues romanes, c'est-à-dire issues du latin. Par leur relation génétique, les deux langues présentent des similarités structurelles entre elles et avec d'autres langues romanes.

À titre d'exemple, en début de mot, l'espagnol et le catalan exigent habituellement un *e* initial dans les mots avec un *s* suivi d'une consonne à la première syllabe (*escuela*, *escola*, signifiant « école »), ce qui les démarque de l'italien (*scuola*). Quant à la fin des mots, le catalan et le français, à la différence de l'espagnol et de l'italien, produisent des mots finissant avec des consonnes occlusives sourdes (*camp*, *champ*, plutôt que *campo* en espagnol et en italien). Pour conclure sur cette brève comparaison, notons que les locuteurs du castillan utilisent les sons /z/ et /j/, d'influence arabe, ce qui les distingue des locuteurs des autres langues mentionnées¹.

Nous avons choisi ces exemples, parmi un grand nombre d'autres, puisqu'ils nous permettent d'entrevoir des éléments à considérer pour saisir le processus d'adaptation des emprunts dont nous traiterons plus loin, notamment en ce qui concerne l'adaptation d'anglicismes tels que *stop*, *club*, etc.

¹ Gloria CLAVERÍA, « El español y el catalán ante los anglicismos », dans Claudio MARAZZINI et Alessio PETRALLI, *La lingua italiana e le lingue romanze di fronte agli anglicismi*, Florence, Accademia della Crusca, 2015, p. 102.

Les questions géographiques et de standardisation constituent les principaux facteurs de différenciation ayant des conséquences directes sur les emprunts entre les communautés hispanophones et catalanophones.

L'espagnol, parlé non seulement en Espagne mais également en Amérique latine et dans d'autres anciennes colonies espagnoles, est la langue maternelle de plus de 472 millions de personnes. Ce nombre s'élève à 567 millions si l'on considère les usagers potentiels, c'est-à-dire les personnes connaissant la langue et cohabitant sur un même territoire avec des locuteurs hispanophones (Instituto Cervantes, 2013)². De son côté, le catalan est parlé sur un territoire de 68 730 km², réparti entre quatre États européens (Espagne, France, Andorre et Italie), où vivent un peu plus de 13,5 millions de personnes³.

² INSTITUTO CERVANTES, *El español : una lengua viva. Informe*, Madrid, Instituto Cervantes, 2013. En ligne : http://eldiae.es/wpcontent/uploads/2013/06/2013_espanol_lengua_viva.pdf.

³ GENERALITAT DE CATALUNYA, *Le catalan. Une langue d'Europe*, Barcelone, Gouvernement de la Catalogne, site consulté le 31 décembre 2016. En ligne : <http://llengua.gencat.cat/permalink/7c4156d2-5385-11e4-8f3f-000c29cdf219>.



Territoires de langue catalane où se concentrent les usagers du catalan⁴

La standardisation de l'espagnol est particulièrement complexe en raison de sa polyédricité, attribuable au vaste territoire à l'intérieur duquel cette langue est parlée, de même qu'en raison des différentes caractéristiques des communautés qui se trouvaient dans les territoires colonisés, de l'histoire de ces colonies jusqu'à leur indépendance, de l'évolution historique de chacun de ces territoires devenus des États et ayant des lois linguistiques propres, etc.

⁴ Ibid., p. 7.

De même, la situation du catalan, bien que son territoire soit plus circonscrit, est loin d'être homogène au sein de son aire linguistique. La complexité de la situation de standardisation du catalan est, notamment, due à la dispersion de la communauté catalanophone dans différents États, ce qui a engendré une évolution différente de la langue au cours des siècles, ainsi que des résultats variés selon les politiques linguistiques mises en œuvre par les États ou les gouvernements subétatiques où ces communautés se trouvent.

En ce qui concerne la langue catalane, au XVIII^e siècle, l'Espagne demeure sous influence française et Philippe V pratique une politique de centralisation administrative propre aux Bourbons. Ainsi, en 1716, les décrets (« decretos ») de Nueva Planta (la « nouvelle base ») sont imposés à la Catalogne, au Pays valencien et aux Îles Baléares. Ceux-ci prescrivent un modèle juridique, politique et administratif commun à toutes les provinces d'Espagne, y compris dans les régions catalanophones (Catalogne, Pays valencien et Baléares).

Le droit catalan est supprimé au même titre que le gouvernement de la Generalitat de Catalogne et que l'Université de la Catalogne. Le castillan devient la seule langue officielle de l'administration publique, alors que le catalan reste la langue de la majorité des habitants de la région. Dans le *Decreto de Nueva Planta Cataluña 1716*, il est clairement énoncé que les affaires des audiences royales doivent se dérouler en langue castillane.

Après une renaissance culturelle et linguistique du catalan au XIX^e siècle, la langue catalane passe par une difficile période au XX^e siècle, essentiellement en raison des deux dictatures qui sévissent en Espagne (de 1923 à 1930 et de 1939 à 1975), lesquelles interdisent, parmi les différentes

actions répressives, l'usage du catalan et imposent le castillan dans toutes les sphères publiques.

Avec la restauration de la démocratie et la remise en place du gouvernement régional de la Catalogne, une première Loi de normalisation linguistique est approuvée par le Parlement catalan en 1983. Cette loi sera réformée en 1997 en tant que Loi de politique linguistique.

Il serait intéressant de traiter des emprunts et des anglicismes dans tous les territoires de langue espagnole et de langue catalane, mais cela irait au-delà de notre objectif, soit celui de donner un aperçu des enjeux relatifs à l'usage des anglicismes dans ces deux langues. Dans cet article, donc, nous nous concentrerons sur le castillan, c'est-à-dire l'espagnol parlé en Espagne, et sur le catalan parlé dans la communauté autonome espagnole⁵ de Catalogne, dont la capitale est Barcelone.

LES ANGLICISMES EN CATALAN ET EN CASTILLAN : UN APERÇU LINGUISTIQUE ET SOCIOLINGUISTIQUE

Estop, estrès, xampú, pícsel, dopatge, aiguagim et fúting sont des anglicismes utilisés fréquemment par les locuteurs du catalan, de la même façon que les locuteurs du castillan sont habitués à l'usage de mots tels qu'*escáner, güisqui, magacín, iceberg, clonaje, álbum* et *lluvia ácida*.

⁵ Dans la terminologie québécoise, *province*.

Les raisons qui expliquent l'usage des anglicismes sont, dans les deux cas, d'ordre socioéconomique et socioculturel⁶, soit :

- le contact entre les langues;
- la production technologique et l'inégalité économique;
- l'identification avec certains groupes de prestige;
- la recherche d'originalité expressive;
- la négligence, l'oubli ou l'ignorance.

Par ailleurs, les dernières décennies ont vu apparaître une généralisation progressive des connaissances dans la société de l'information, ce qui a engendré une hausse considérable de la demande en matière de lexique spécialisé de la part des locuteurs, ainsi qu'une quasi-disparition de la ligne qui séparait le discours général du discours spécialisé.

De plus en plus, donc, des termes tels que *fracking* (ou *hydrofracturation*, *fracturation hydraulique*, *fracturation hydrosiliceuse*), *email* ou *courriel*, *spam* ou *pourriel*, *spoiler* ou *divulgâcheur* ont fini par faire partie des échanges entre les non spécialistes des domaines en question.

La vitesse qui caractérise cette société de l'information exige également une mise à jour constante des mots et des expressions utilisés par les locuteurs, à défaut de quoi, pour certaines langues, des emprunts s'imposent pour combler les manques dans l'usage. Riera (1998) explique

⁶ Xavier RULL, *Els estrangerismes del català : Com són i per què en tenim. Una aproximació social i lingüística*, Tarragona, Universitat Rovira i Virgili, 2008.

que ce phénomène se produit depuis la Seconde Guerre mondiale et présente des exemples en catalan comme *caqui* (du perse), *fiord* (du norvégien) et *guèiser* (de l'islandais)⁷. Actuellement, la langue anglaise est la source de la plupart de ces emprunts, et même la langue véhiculaire des emprunts indirects.

Estornell (2012) recense les domaines de spécialité pour lesquels on détecte actuellement le plus d'anglicismes en langue catalane : informatique, économie, publicité, revues féminines, sujets à la mode dans les médias et sports⁸.

Les manifestations d'anglicismes pour le castillan et le catalan sont donc, dans certains cas, comparables avec ce que l'on constate pour la langue française (contacts entre langues, prestige, production technologique, inégalité économique, domaines d'usage, etc.). Toutefois, les antécédents ainsi que les contextes sociolinguistiques actuels du catalan et du castillan nous permettent d'observer des caractéristiques dans les usages des anglicismes qui sont propres aux deux langues en question.

Avant de présenter quelques données quantitatives et de considérer l'usage et la perception des locuteurs face aux anglicismes, il est important d'observer les institutions liées à l'aménagement linguistique dans ces deux communautés, puisque cela nous donnera des pistes pour interpréter les données en question.

⁷ Carles RIERA, *Curs de lèxic científic. 1. Teoria*, Barcelona, Editorial Claret, 1998.

⁸ María ESTORNELL, *Préstamos del inglés en revistas femeninas : entre la necesidad denominativa y la estrategia pragmática*, « Pragmalingüística », 20, 2012, p. 61-91.

LES ANGLICISMES EN CATALAN ET EN CASTILLAN : INSTITUTIONS ET AMÉNAGEMENT

Dans cette section, nous présentons les principales institutions qui détiennent l'autorité en matière de langue et d'aménagement linguistique dans chacune des communautés, puisque ces organismes jouent un rôle essentiel dans l'acceptation, le refus ou l'adaptation des emprunts et, donc, des anglicismes.

Dans le cas de la langue catalane, il faut mentionner l'Institut d'Estudis Catalans (IEC, Institut d'études catalanes)⁹, créé en 1907 en plein essor de la langue et de la culture catalanes, soit avant la première dictature en Espagne qui interdit la langue catalane. L'Institut compte sur une section philologique qui s'occupe, entre autres, de l'élaboration de dictionnaires (dont le normatif), de règles de grammaire et d'orthographe, etc. L'IEC regroupe également des sections consacrées aux sciences et son but est de promouvoir et de développer la recherche dans les différents domaines des sciences et des technologies, mais aussi dans tous les aspects de la culture catalane.

L'autre organisme incontournable est le Centre de terminologie TERMCAT¹⁰, créé en 1985, tout juste après la première loi linguistique catalane et la fin de la dictature de Franco en Espagne. Le TERMCAT s'occupe de coordonner

⁹ INSTITUT D'ESTUDIS CATALANS. En ligne : <http://www.iec.cat>.

¹⁰ CENTRE DE TERMINOLOGIA TERMCAT. En ligne : <http://www.termcat.cat>.

l'activité terminologique en langue catalane, moyennant la création de produits terminologiques et la normalisation de néologismes afin de garantir la santé de la langue catalane pour que les usagers puissent s'exprimer en catalan dans tous les domaines de communication (existence des termes nécessaires en catalan et diffusion de ceux-ci parmi les locuteurs)¹¹. Le TERMCAT veille donc, entre autres, à ce que le vocabulaire nécessaire pour s'exprimer en catalan soit à jour, comme l'Office québécois de la langue française (OQLF) le fait au Québec. Dans ce cadre, des vocabulaires comme celui des Jeux Olympiques de Rio sont une source très utile pour les journalistes transmettant l'événement en catalan.

Pour ce qui est de la langue castillane (espagnole), le principal organisme en position d'autorité est la Real Academia Española (RAE, Académie royale espagnole), créée en 1714, au moment de la première imposition de la langue espagnole en tant que langue d'État en Espagne, au détriment notamment du basque, du catalan et du galicien. La RAE s'occupe tout particulièrement de l'élaboration de dictionnaires (dont le normatif *Diccionario de la lengua española*) ainsi que de règles de grammaire et d'orthographe.

Toujours en ce qui concerne la langue espagnole, en 1957 fut créée au Mexique l'Asociación de Academias de la Lengua Española (ASALE, Association des académies de la langue espagnole). Cette institution regroupe 23 académies de

¹¹ Après quarante ans de dictature, d'interdiction et de poursuite de la langue catalane, le travail de récupération et de mise à jour du catalan réalisé par l'IEC et le TERMCAT, ainsi que par d'autres organismes de la langue, représente un accomplissement.

langue espagnole représentant les différents territoires hispanophones des anciennes colonies de l'Espagne. Le défi principal de ce regroupement consiste à atteindre un équilibre entre unité et diversité de la langue.

En général, le positionnement de toutes ces académies de la langue (tant pour le catalan que pour le castillan) se rapproche plutôt de l'adaptation ou de la promotion d'une forme propre quand il s'agit de mots issus d'autres langues. Dans le cas de l'adaptation, plusieurs critères concernent la phonétique et la forme des emprunts.

Dans l'idée de base d'assurer la santé de la langue catalane et donc la possibilité d'utiliser le catalan dans toutes les situations communicatives possibles, les institutions d'aménagement catalanes abordent les emprunts de façon proactive à partir de critères spécifiques, dont :

- l'analyse du besoin réel ou non d'intégrer l'emprunt au vocabulaire de la langue;
- l'étude du comportement et des décisions prises par d'autres langues latines concernant ledit emprunt;
- l'observation de la cohérence interne de l'emprunt par rapport aux termes du même domaine ou aux termes ayant des caractéristiques formelles semblables;
- l'usage de l'histoire de la langue comme documentation pour appuyer la décision définitive concernant l'emprunt;

- l'évaluation de l'authenticité orthoépique et orthographique de l'emprunt par rapport aux caractéristiques intrinsèques de la langue catalane¹².

C'est à partir de ces critères que les organismes d'aménagement décident si l'emprunt sera conservé, adapté ou remplacé par un autre vocable¹³.

Quant au castillan, la RAE a apporté plusieurs changements méthodologiques récents à ses dictionnaires DRAE (dictionnaires de l'Académie royale espagnole) de 2001 et de 2014. Le dictionnaire de 2001 admettait en italiques des emprunts non adaptés mais bénéficiant d'une grande diffusion (223 emprunts, dont 115 anglicismes). L'insertion de cette grande quantité d'emprunts a engendré une controverse, puisque cette décision a été vue par plusieurs comme une solution d'urgence pour un problème qui aurait dû être résolu bien avant et différemment (en intervenant activement afin de proposer aux locuteurs des solutions de rechange en castillan au moment où le besoin est apparu)¹⁴.

¹² Rosa COLOMER et Xavier FARGAS, *El tractament dels manlleus en la terminologia catalana : criteris i noves perspectives*, « Llengua i dret », 40, 2003, p. 61-88. TERMCAT, *Manlleus i calcs lingüístics en terminologia*, Vic, Eumo Editorial, 2005. TERMCAT, *Espais terminològics 2007 : Neologia terminològica : El tractament dels manlleus : Actes de la jornada del 7 de novembre del 2007*, Vic, Eumo Editorial, Termcat, 2008.

¹³ Notamment en raison du contexte sociolinguistique en Catalogne, les principaux emprunts à surveiller ont été historiquement ceux provenant du castillan, y compris ceux qui arrivaient d'autres langues par l'intermédiaire de la langue castillane, dont les anglicismes.

¹⁴ Elena DOMINGUEZ, « Los anglicismos en el diccionario de la RAE (2001) », *Panace@* 3.8, 2002, p. 31.

En réponse à ces critiques, les nouvelles normes orthographiques de 2010 ont été conçues pour tenter de systématiser l'usage de ces emprunts, mais c'est le Diccionario panhispánico de dudas (DPD, Dictionnaire panhispanique des doutes) de 2011 qui a essayé de résoudre cette problématique en proposant de remplacer les emprunts superflus et de garder ou d'adapter les emprunts nécessaires ou déjà très répandus¹⁵.

Ainsi, une fois les différents critères appliqués, les actions des autorités d'aménagement en catalan et en castillan consistent à conserver, à adapter ou à remplacer les emprunts. S'il s'agit d'adapter, les caractéristiques de chacune des langues jouent ensuite un rôle important dans le niveau ou le type d'adaptation proposé :

Typologie	Catalan	Castillan
Adaptation graphique	<i>estop, estoc, estrès</i>	<i>escáner, eslógan, güisqui</i>
Adaptation phonétique avec variation formelle	<i>xampú, quetxup, píxel</i>	<i>champú, cóctel, magacín</i>
Adaptation phonétique	<i>iceberg</i>	<i>jersey</i>
Adaptation morphologique	<i>dopatge, clonatge</i>	<i>dopaje, clonaje</i>
Adaptation sémantique	<i>evidència (preuve), desordre (trouble)</i>	<i>álbum (disque), audiencia (public)</i>
Traduction dans les syntagmatiques	<i>menjar ràpid, aiguagim, ciència-ficció, alta fidelitat</i>	<i>estación de servicio, realidad virtual, lluvia ácida</i>
Faux emprunts	<i>fúting (jogging)</i>	<i>footing (jogging)</i>

¹⁵ REAL ACADEMIA ESPAÑOLA DE LA LENGUA, « Diccionario panhispánico de dudas. Tratamiento de los extranjerismos ». En ligne : <http://www.rae.es/diccionario-panhispanico-de-dudas/qu-contiene/tratamiento-de-los-extranjerismos>.

Anglicismes en catalan et en castillan : quelques exemples d'adaptation

Ainsi, certains emprunts sont adaptés seulement du point de vue graphique (rappelons le *e* qu'on ajoute aux mots qui commencent par un *s* suivi d'une consonne), d'autres sont adaptés phonétiquement et formellement, ou bien seulement sur le plan de la phonétique. Certains emprunts sont adaptés pour ce qui est de la morphologie (par exemple les noms décrivant des événements ou des actions, qui habituellement finissent en *-ing* en anglais et qui sont adaptés avec les terminaisons propres du catalan *-atge* et du castillan *-aje*). Il existe également des traductions syntagmatiques exprimant des concepts comme *repas rapide*, *gymnastique aquatique*, *réalité virtuelle*, et il y a même de faux emprunts comme *fúting* ou *footing*, qui font référence au *jogging*.

LES ANGLICISMES EN CATALAN ET EN CASTILLAN : USAGES ET PERCEPTIONS

Afin de présenter un aperçu complet des anglicismes, l'usage et la perception de la part des locuteurs sont tout aussi importants que l'aménagement effectué par les institutions.

Chaque jour, de nouveaux mots naissent. Ceux-ci bénéficient souvent, parmi les locuteurs, d'une grande diffusion à travers les médias, où la correction de l'usage est plus ou moins règlementée (certains manuels de style sont plus permissifs que d'autres et il arrive qu'ils ne soient pas suivis

de façon systématique ou stricte par les communicateurs). De plus, le choix du journaliste peut varier un peu selon la langue d'origine de l'emprunt. Par exemple, les emprunts d'origine espagnole sont la plupart du temps adaptés dans les médias catalans, ce qui n'est pas le cas pour les anglicismes¹⁶.

L'importance de suivre les néologismes ou nouveaux mots qui sont utilisés par les locuteurs d'une langue, depuis leur apparition dans l'usage, est donc primordiale : est-ce que les locuteurs d'une langue ont les outils nécessaires pour exprimer tout ce dont ils ont besoin dans leur propre langue ou doivent-ils inventer ou emprunter à d'autres langues?

Dans le but d'analyser le phénomène d'apparition des néologismes, le groupe de recherche Observatoire de néologie (OBNEO) est né à l'Université de Barcelone en 1988 et a été intégré à l'Institut universitaire de linguistique appliquée (IULA) de l'Université Pompeu Fabra en 1994¹⁷. L'OBNEO analyse, notamment, les langues catalane et castillane et est le promoteur de réseaux d'observatoires comme Antenas neológicas (pour l'espagnol à l'échelle ibéro-américaine, depuis 2002), NEOROM (pour les langues latines, depuis 2003), NEOROC (pour l'espagnol péninsulaire, depuis 2004) ou NEOXOC (pour les variétés du catalan, depuis 2008).

¹⁶ Cette tendance à adapter davantage les emprunts provenant de l'espagnol est sûrement marquée par la conscience linguistique de la plupart des locuteurs quant à l'existence d'interférences linguistiques du castillan dues au contact entre ces langues et à l'historique sociolinguistique du catalan au sein de l'État espagnol.

¹⁷ OBNEO, Observatori de neologia, Barcelona, Universitat Pompeu Fabra. En ligne : <http://www.iula.upf.edu/obneo>.

Voici les différents moyens de création de nouveaux mots en langue catalane détectés par OBNEO pour l'année 2014 (Clavería, 2015) :

Sufijación	16,8%
Prefijación	16%
Composición culta	12,8%
Préstamos del inglés	12,7%
Préstamos del español	9,2%
Otros préstamos	6,7%
Composición	7,1%

Cabré-Domènech-Estopà 2014, 10

Moyens de création de néologismes (2014)¹⁸

Le pourcentage d'emprunts dans la création de nouveaux mots en langue catalane (médias écrits) en 2014 est de 28,6 %, dont 12,7 % d'anglicismes et 9,2 % d'emprunts à l'espagnol. Il semble donc que l'influence du castillan sur le catalan (par des emprunts directs et indirects) est moins forte au cours des dernières années et que la langue principale des emprunts directs à l'écrit, en catalan, est maintenant l'anglais. Dans le cas du castillan, l'usage de l'emprunt en tant que moyen de formation de nouveaux mots est assez semblable au cas du catalan.

¹⁸ Gloria CLAVERÍA, *El español y el catalán ante los anglicismos*, 2014, p. 115.

Observons maintenant plus en détail les données d'OBNEO analysées par Barrera et al. (2015) et qui concernent seulement les emprunts :

<i>Llengua</i>	<i>Percentatge (%)</i>
anglès	45,88
castellà	29,42
francès	7,10
italià	3,34
llatí	2,74
japonès	1,91
basc	1,79

Origine des emprunts en catalan (2015)¹⁹

Comme le démontre le tableau, parmi la totalité des emprunts détectés par OBNEO en 2015, presque la moitié (45,88 %) sont d'origine anglaise, contre 29,42 % pour le castillan. Toutefois, si l'anglais est la langue prédominante pour les emprunts à l'écrit, d'autres données proposées par Barrera et al. indiquent que la situation est inversée à l'oral, alors que l'espagnol (75 %) affirme sa nette prépondérance face à l'anglais (19 %).

Quant à la langue castillane, selon la même étude, elle emprunte davantage à l'anglais que la langue catalane : 61,7 % des emprunts en castillan sont d'origine anglaise (soit 15,82 % de plus que la proportion des emprunts

¹⁹ Mariona BARRERA et al., « La neologia per manlleu », dans Judit FREIXA et al., *La neologia lèxica catalana*, Barcelona, Institut d'Estudis Catalans, 2015, p. 150.

anglais en catalan). Cependant, même si cela n'est pas surprenant compte tenu des historiques et des contextes sociolinguistiques des deux communautés, les échanges entre langues catalane et castillane sont déséquilibrés : 29,42 % des emprunts en catalan proviennent du castillan, alors que seulement 5,7 % des emprunts en castillan proviennent du catalan.

Barrera et al. (2015)²⁰ présentent également des données très intéressantes sur la classification des emprunts pour le catalan selon leur domaine thématique :

- On remarque que 33 % des emprunts sont utilisés dans des contextes d'échanges en langue générale.
- Parmi les emprunts en langue générale, 68 % sont d'origine espagnole et sont considérés comme des interférences linguistiques et, donc, des usages incorrects (par exemple *algo*).
- Quant aux emprunts en anglais, la plupart sont utilisés dans des domaines comme l'économie (*outsourcing*), les nouvelles technologies (*e-book*), la musique (*acid rock*), les sports et les loisirs (*all star*), les spectacles (*peep-show*), et un peu dans le langage courant (*feeling*).
- La plupart des emprunts qui sont les mêmes ou qui sont similaires en catalan et en castillan sont précisément d'origine anglaise (72,5 %). Normalement, il s'agit d'usages dénominatifs et moins expressifs.
- Le castillan a davantage tendance à emprunter à l'anglais dans un but expressif que le catalan.

²⁰ *Ibid.*, p. 153-154.

Les caractéristiques linguistiques et sociolinguistiques que nous avons évoquées précédemment permettent de comprendre de façon générale la situation des emprunts du catalan et du castillan dans deux communautés de locuteurs très différentes. Celles-ci perçoivent les emprunts ou certains emprunts de façon très distincte. Voici quelques exemples de la perception des emprunts par ces locuteurs.

Dans le cas de la langue catalane, les antécédents de langue minorisée font en sorte que la conscientisation quant à l'importance d'avoir une langue en santé est assez répandue parmi les locuteurs. Cette préoccupation pour la revitalisation de la langue ainsi que pour sa défense a, notamment, été liée à des actions visant à contrer la grande quantité d'interférences linguistiques venant de la langue castillane et qui avaient eu le champ libre pendant 40 années de dictature. La promotion de l'usage de la langue est un signe identitaire et culturel de la communauté.

Ainsi, il existe des organismes tels que le Consortium pour la normalisation linguistique (entité publique autonome du gouvernement, créée en 1988) ou l'Institut Ramon Llull qui, depuis 2002, regroupe différentes communautés de langue catalane et gère les ententes avec plus de 150 universités qui enseignent le catalan dans le monde.

Notons également que l'une des caractéristiques clés de la communauté catalanophone depuis la récupération des droits démocratiques est la mobilisation de sa société civile dans la défense des éléments identitaires qui ont été proscrits et persécutés. La normalisation de l'usage de la langue a été l'un des sujets centraux de ces revendications et mouvements. Citons ici la Plateforme pour la

langue²¹ qui, depuis 1993, est très active dans la défense de la langue et la normalisation du catalan dans tous les contextes communicatifs (rapport annuel de l'état de santé du catalan dans les différents contextes d'usage, campagne pour des jouets étiquetés en catalan, etc.). Mentionnons également Softcatalà²², qui existe depuis 1998 et dont les membres offrent depuis leur portail et en accès libre les compléments requis pour avoir les versions en catalan des principaux logiciels informatiques.

En ce qui concerne la langue castillane, après les controverses liées à l'adoption d'un grand nombre d'emprunts sans adaptation au dictionnaire normatif, la RAE a mis en place différentes campagnes afin de conscientiser les locuteurs espagnols quant à l'importance de préserver la langue, ce qui ne semblait pas nécessaire auparavant, compte tenu des contextes politiques, économiques et sociaux.

Dans ce cadre, il faut souligner une campagne très intéressante de la RAE qui visait les anglicismes dans la publicité, que ce soit à l'interne (parmi les publicistes) ou à l'externe (dans les publicités visant le public). À partir de deux publicités fictives avec des anglicismes – des lunettes de soleil *blind effect* (« effet aveugle ») et un parfum appelé *Swine* (« porc ») –, les personnes intéressées qui cherchaient sur Internet à acquérir ces produits étaient redirigées vers un site avec une vidéo²³ de la RAE expliquant la problématique entourant l'usage d'anglicismes, notamment expressifs et

²¹ PLATAFORMA PER LA LLENGUA.

En ligne : <https://www.plataforma-llengua.cat>.

²² SOFTCATALÀ. En ligne : <https://www.softcatala.org>.

²³ REAL ACADEMIA ESPAÑOLA DE LA LENGUA, « Lengua madre solo hay una », 2016. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=JBEomboXmTw>.

non nécessaires. La campagne ayant été lancée en 2016, son impact en matière de conscientisation et, par ricochet, dans l'usage réel des locuteurs reste encore à déterminer.

RÉFLEXION

Les caractéristiques, les institutions d'autorité, l'usage et la perception des anglicismes présentés dans cet article pour la langue catalane et la langue castillane démontrent que, comme pour n'importe quelle langue, la santé linguistique et sociolinguistique est un travail d'équipe :

- Les linguistes et les institutions d'aménagement doivent se documenter, réfléchir, faire le suivi et intervenir si nécessaire;
- Les locuteurs doivent, de leur côté, utiliser la langue avec une certaine responsabilité, que ce soit à titre individuel (au quotidien, traducteurs, enseignants, etc.) ou à titre collectif (médias, institutions et entreprises, etc.).

En somme, il s'agit tout simplement d'une idée de base de la socioterminologie, mais qu'on a tendance à oublier dans la pratique au quotidien.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Marc Pomerleau pour la révision linguistique de ce texte.

ANGLICISMES EN FRANCOPHONIE : MIXOCOMPATIBILITÉ OU MIXOFUGIE? ÉLÉMENTS DE RÉPONSE À PARTIR DE L'ÉTUDE DE LA PRESSE ÉCRITE ET DE L'ENVIRONNEMENT GRAPHIQUE DE L'ÎLE MAURICE

■ **YANNICK BOSQUET-BALLAH**
Linguiste à l'Université de Maurice

INTRODUCTION

Bien qu'il existe une littérature scientifique relativement importante au sujet de la description des particularités du français de l'île Maurice¹ et que les anglicismes représentent

¹ Voir, à titre d'exemples : Arnaud CARPOORAN, « Quelques aspects linguistiques de la francophonie mauricienne à travers l'étude de trois champs lexicaux : la toponymie, l'enseignement et la cuisine », dans *Francophonie et plurilinguisme, Actes de la Journée de la Francophonie 2004*, Réduit, Université de Maurice, 2005, p. 37-64; Christelle PAN YAN, « Les régionalismes du français mauricien dans la presse francophone mauricienne (de 1777 à nos jours) », dans André THIBAUT, *Richesses du français et géographie linguistique*, vol. 2, Bruxelles, De Boeck/Duculot, 2008, p. 317-452; Didier de ROBILLARD, *Contribution à un inventaire des particularités lexicales du français de l'île Maurice*, Vanves, EDICEF/AUPELF, 1993, 144 p.

un aspect important de ces particularités, les questions d'usage et de réception des emprunts à l'anglais n'ont pas fait l'objet d'une réflexion d'ordre sociolinguistique.

Nous proposons donc d'aborder les anglicismes tels qu'ils se laissent appréhender dans l'espace public mauricien par une analyse de leurs usages dans la presse écrite et « l'environnement graphique »², mais aussi par une analyse de leur réception du point de vue du lectorat. Pour ce faire, nous adopterons l'approche ontolinguistique (Robillard [de], 2007, 2008, 2013³) et, plus particulièrement, les notions de *mixofugie* et de *mixocompatibilité*, qui sont conçues comme deux postures épistémologiques oppositives en sciences du langage et dans la conception de l'objet langue.

Il s'agira de proposer une analyse qualitative des anglicismes au sein de ces deux domaines de communication qui sont marqués par un usage important du français. Nous porterons une attention particulière à la fréquence des emprunts et à leur degré d'intégration aux textes. Nous proposons également d'aborder la réception des emprunts auprès d'un groupe de lecteurs pour ainsi approcher la question du degré de repérage et des valeurs associées aux anglicismes selon

² Louis-Jean CALVET, *Les voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 1994, 304 p.

³ Didier de ROBILLARD, *La linguistique autrement : altérité, expérientiation, réflexivité, constructivisme, multiversalité : en attendant que le Titanic ne coule pas*, dans « Carnets de l'Atelier de Sociolinguistique », 1 (2007). [En ligne] <http://www.u-picardie.fr/Lesclap/spip.php?rubrique51>. Didier de ROBILLARD, *Perspectives alterlinguistiques*, Paris, L'Harmattan, 2008. Didier de ROBILLARD, *Décaper les contacts de langues par une vision interlectale*, « Travaux du CLAIX. Contact de langues, langues en contact », 24 (2013), p. 49-58.

la perspective du lectorat. L'enjeu sera, pour nous, de déterminer s'il est possible d'identifier une posture proche de la *mixofugie* (« refus de la mixité et propension aux oppositions binaires ») ou de la *mixocompatibilité* (« acceptation de la mixité et propension aux identités multiples ») (Robillard [de], 2007) en ce qui concerne la question des anglicismes en contexte mauricien. Cet article se veut une contribution à la fois épistémologique et empirique pour comprendre l'anglicisme en tant que phénomène sociolinguistique et à partir d'un contexte plurilingue.

1. CONSIDÉRATIONS DESCRIPTIVES ET THÉORIQUES

Nous avons jugé utile de proposer un aperçu du fonctionnement du multilinguisme mauricien, dans la mesure où il s'agit du macrocontexte au sein duquel s'insèrent les phénomènes d'emprunts que nous observerons ultérieurement. Nous présenterons par la suite le cadre théorique au sein duquel nous nous inscrivons.

1.1 L'île Maurice et ses langues

Le multilinguisme est l'une des caractéristiques principales de la situation sociolinguistique mauricienne et reste l'une des problématiques centrales abordées par la littérature scientifique en ce domaine. Ceci n'est guère surprenant, dans la mesure où l'île Maurice est un territoire marqué par un degré de multilinguisme relativement élevé. Plus

de dix⁴ langues sont en effet répertoriées sur une aire géographique étroite de 1 865 km² pour une population qui avoisine aujourd'hui les 1,2 million de personnes. La figure suivante illustre les données démolinquistiques concernant les « langues du foyer » selon les recensements de 1990, 2000 et 2011.

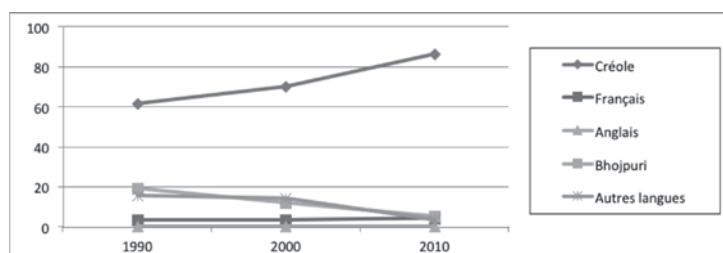


FIGURE 1 : ÉVOLUTION DES « LANGUES DU FOYER » ENTRE 1990 ET 2011

Une période de vingt années pourrait paraître trop courte pour déceler des changements quant à l'évolution des langues dans une société, mais les données statistiques indiquent une réelle métamorphose du paysage linguistique mauricien. Pour les besoins de notre propos, nous nous focaliserons uniquement sur les trois langues qui font l'objet d'une

⁴ En fonction des descriptions et des recensements, les langues dénombrées à Maurice, tant sur le plan de la pratique effective que sur les plans identitaire et symbolique, varient entre 10 et 17. Voir, à titre d'exemples, Stein (1982 : 68 sq.) et CSO (2011 : 85). Par ailleurs, en dehors des trois langues qui font l'objet d'une attention particulière dans notre texte, on retrouve les langues dites « ancestrales » (le bhojpuri, l'hindi, l'urdu, le mandarin, le hakka, le tamil, le telegu, le marathi, entre autres) qui sont les langues vernaculaires des différentes communautés implantées à Maurice après l'abolition de l'esclavage au XIX^e siècle.

pratique effective dans le contexte mauricien, c'est-à-dire le créole, le français et l'anglais. Ce sont ces trois langues qui dominent la sphère publique mauricienne, tant à l'oral qu'à l'écrit, et qui ont, de ce fait, une pertinence au regard de la question de l'anglicisme.

1.1.1 LE CRÉOLE

Cette langue est à la fois la langue maternelle de plus de 80 % de la population et la principale langue véhiculaire du pays et elle a émergé au sein de la matrice coloniale française qui a duré de 1715 à 1810. Si le créole a pendant longtemps porté l'étiquette de « patois » ou de « dialecte », au sens péjoratif du terme, il a néanmoins fait l'objet d'une revalorisation importante ces dernières années. En effet, l'île Maurice contemporaine se caractérise par sa promotion du fait créole dans les manifestations socioculturelles, identitaires et linguistiques. Objet de l'attention des décideurs et des universitaires, la langue créole a désormais acquis ses lettres de noblesse à travers :

- la standardisation de la graphie;
- la publication d'ouvrages métalinguistiques et de normalisation (dictionnaires et grammaires notamment);
- l'enseignement de la langue créole dans le cursus scolaire;
- l'introduction des études créoles dans le cursus universitaire.

Cette langue, sous sa forme standardisée, reste néanmoins encore peu présente dans la presse et dans l'environnement graphique.

1.1.2 LE FRANÇAIS

Le français est une langue minoritaire sur le plan statistique, car, en 1990, 3,26 % de la population déclarait l'utiliser comme langue principale du foyer, alors que son taux de pratique a connu une légère hausse durant les deux décennies suivantes, pour atteindre 3,38 % en 2000 et 4,14 % en 2011. Sa situation est ambivalente, voire « paradoxale » (Baggioni et Robillard [de], 1990⁵), et ce paradoxe tient au maintien de cette langue au sein du territoire mauricien malgré 150 années de colonisation britannique, mais aussi à sa pratique au sein des foyers, qui est plus importante que celle de la langue officielle *de facto* : l'anglais. La mobilité linguistique vers le français par le processus de « néofrancophonie », en particulier auprès des membres de la petite et moyenne bourgeoisie indo-mauricienne (hindoue et musulmane), est emblématique du caractère désormais supra-communautaire de cette langue. Si elle est la langue maternelle d'une minorité de Mauriciens, sa connaissance traverse toutefois l'ensemble de la population, puisqu'elle occupe une place centrale dans plusieurs sphères de la vie mauricienne : l'école, le monde de la culture et, pour ce qui nous intéresse, les médias et l'environnement graphique.

1.1.3 L'ANGLAIS

Malgré son caractère de langue officielle *de facto*, l'anglais était la langue du foyer uniquement pour 0,21 % de la population mauricienne en 1990, alors qu'en 2000 son effectif de locuteurs est passé à 0,26 %, puis à 0,46 % en 2011. La littérature témoigne du prestige social élevé de l'anglais en raison de ses fonctions importantes dans les

⁵ Daniel BAGGIONI et Didier de ROBILLARD, *Ile Maurice, une francophonie paradoxale*, Paris, L'Harmattan, 1990, 184 p.

sphères économique et administrative ainsi qu'en matière de communication écrite (Baggioni et Robillard [de], 1990; Carpooran, 2007⁶; Bissonauth-Bedford, 2013⁷). Toutefois, il apparaît que l'usage de l'anglais reste confiné à des fonctions « scripto-formelles » (Carpooran, 2007).

Ce bref exposé montre bien que le multilinguisme mauricien renvoie, dans les faits, à un trilinguisme effectif avec un « trio de tête » qui comprend le créole, le français et l'anglais. Ces langues, qui connaissent des degrés divers de pratique, sont utilisées dans des situations précises et entretiennent des relations marquées par la diglossie. L'anglais et le français sont surtout utilisés dans la sphère scripto-formelle et se signalent ainsi par une présence importante au sein de la presse et de l'environnement graphique.

1.1.4 L'USAGE DES LANGUES DANS LA PRESSE ET DANS L'ENVIRONNEMENT GRAPHIQUE

La problématique de l'usage des langues dans l'espace public mauricien a été essentiellement traitée par le biais de commentaires généraux portant sur l'usage des langues

⁶ Arnaud CARPOORAN, « Diglossie et pédagogie convergente à Maurice : une cohabitation difficile? », dans A. CARPOORAN, *Appropriation du français et pédagogie convergente dans l'océan Indien. Interrogations, applications, propositions...*, Actes des Journées d'animation régionale du réseau « Observation du français et des langues nationales », Paris, Éditions des archives contemporaines, 2007, p. 147-161.

⁷ Anu BISSONAUTH, *Une analyse sociolinguistique du code switching chez les adolescents mauriciens au niveau secondaire*, « Travaux du CLAIX : Contact des langues, langues en contact », 24 (2013), p. 139-154.

dans la publicité (Stein, 1982 : 117⁸), sur l'usage des langues en situation officielle ou publique (Chaudenson, 1979 : 571⁹), sur la présence écrite des langues dans l'espace public (Baggioni et Robillard [de], 1990 : 9) et, plus généralement, sur l'usage des langues dans les médias.

Si les langues asiatiques sont certes présentes dans la sphère écrite mauricienne, elles occupent néanmoins et principalement des fonctions religieuses, alors que l'usage de l'anglais est manifeste sur « ce qui relève des pouvoirs publics : bâtiments publics, professions réglementées, avis officiels, signalisation routière...¹⁰ » En revanche, le français « affirme une présence écrite massive, incontournable dans la vie publique et sociale mauricienne, dans la rue, dans les médias, sur la moindre surface écrite : affiches publicitaires, produits consommables, panneaux divers... aux côtés de l'anglais bien sûr, en parallèle ou en complémentarité¹¹ » (*Ibid*). Toutefois, nos observations portant sur l'environnement graphique local nous permettent d'affirmer que la situation a fortement évolué de nos jours. Nous y reviendrons. Stein (1982 : 111), qui s'est intéressé davantage aux pratiques des *mass medias*, abonde également dans le sens d'une prédominance du français au sein de la presse, et cette langue reste aujourd'hui encore la principale langue de la presse écrite.

⁸ Peter STEIN, *Connaissance et emploi des langues à l'île Maurice*, Hamburg, Helmut Buske, 1982, 661 p.

⁹ Robert CHAUDENSON, « Le français dans les îles de l'océan Indien (Mascareignes et Seychelles) », dans A. VALDMAN, *Le français hors de France*, Paris, Éditions Honoré Champion, 1979, p. 543-617.

¹⁰ Daniel BAGGIONI et Didier de ROBILLARD, *Ile Maurice, une francophonie paradoxale*, Paris, L'Harmattan, 1990, p. 9.

¹¹ *Ibid*.

1.2 Approche théorique de l'emprunt

Considérons la définition suivante de l'emprunt¹² :

Il y a *emprunt* linguistique quand un parler A utilise et finit par intégrer une unité ou un trait linguistique qui existait précédemment dans un parler B (dit langue source) et que A ne possédait pas [nous soulignons]¹³.

Cette définition part du postulat implicite selon lequel il serait possible de repérer, de façon nette et distincte, l'existence de deux systèmes linguistiques dans le processus d'identification de l'emprunt. On est également amené à comprendre que ces deux systèmes linguistiques, dont la rencontre se ferait dans des conditions déterminées et spécifiques, évoluent de façon parallèle et possèdent des frontières délimitées. Il nous semble également juste de penser que la définition en question propose une vision « particularisante » des emprunts, qui se trouveraient, en quelque sorte, confinés aux marges d'une pratique linguistique « normale ». Cependant, nos observations des pratiques de scription repérables dans la presse écrite et dans l'environnement graphique mauriciens nous mènent à postuler que, dans le contexte plurilingue de l'île Maurice, l'identification *stricto sensu* des langues et *a fortiori* des emprunts est complexe, car les pratiques linguistiques tendent à montrer que les frontières entre les langues sont souvent malléables.

¹² Les propos qui suivent sont largement inspirés de Robillard (2007).

¹³ Jean DUBOIS et al., *Le Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*, Paris, Larousse, 2012.

Le cadre interprétatif auquel nous souscrivons est celui de l'approche ontolinguistique proposée par Didier de Robillard (2007, 2008, 2013). Cette approche est, entre autres, caractérisée par une remise en question de la linguistique de l'ordre (technolinguistique positiviste et décontextualisante) telle qu'elle a été instaurée par la tradition saussurienne et le geste fondateur de la « langue-système ». En lieu et place de la langue-système, de Robillard propose une focalisation sur la complexité inhérente à l'être humain dans la compréhension du fait langagier.

Dans ce glissement vers une épistémologie de l'herméneutique, le postulat implicite suivant lequel il n'y aurait « qu'une façon d'être "langue" » (Robillard [de], 2007 : 8), la conception même de la langue, les idéologies linguistiques, tout autant que la posture du chercheur objectif et omniscient sont remises en question. Conséquemment, si la notion de langue est remise en question, l'on peut aisément penser que celle de l'emprunt peut l'être aussi.

Pour rendre compte des oppositions entre les approches technolinguistique et ontolinguistique dans la prise en charge théorique de la notion de langue et des phénomènes issus du contact des langues (dont l'emprunt), de Robillard propose deux concepts, qui sont en fait des postures pour le chercheur : la *mixofugie* et la *mixocompatibilité*. La linguistique (ou technolinguistique) serait « historiquement et profondément "mixofuge" »¹⁴, c'est-à-dire que la linguistique serait allergique à la mixité. Dès lors, les phénomènes comme l'emprunt qui relèvent d'une forme de mixité linguistique seraient considérés comme des phénomènes marginaux se situant hors d'une pratique linguistique « normale ». Par exemple, « un mot appartiendrait à une langue seulement,

¹⁴ Robillard [de], 2007 : 3

et s'il apparaissait dans d'autres, il faudrait trouver dans lesquelles (toutes moins une) il est donc un emprunt.¹⁵ » L'approche mixocompatible est envisagée comme une propension à concevoir les phénomènes construits et les activités de recherche comme liés à des transversalités et à des mélanges. Elle est caractérisée par la multimodalité et la pluralisation, c'est-à-dire que les éléments qui la constituent peuvent avoir plusieurs identités.

Partant de ce couple notionnel, nous proposons de déterminer si l'usage de l'anglicisme, d'une part, et la perception du lectorat, d'autre part, peuvent être associés à une posture se rapprochant de la mixofugie ou de la mixocompatibilité.

2. ANALYSE DE L'USAGE DES ANGLICISMES DANS LES ARTICLES DE PRESSE ET DANS L'ENVIRONNEMENT GRAPHIQUE

Notre corpus d'écrits publics comprend des articles de presse issus de la publication du 8 septembre 2016 de l'un des quotidiens les plus vendus à l'île Maurice, soit *L'Express*, ainsi qu'un ensemble d'environ 900 affiches et autres enseignes provenant d'une enquête de terrain menée entre 2012 et 2014 dans le cadre de notre projet de doctorat.

2.1 La presse écrite

Pour le premier corpus, nous avons retenu uniquement les articles rédigés en français et portant sur l'actualité locale. Sur un ensemble de 32 pages (version PDF du journal), nous avons ainsi considéré uniquement les pages 1 à 8 du quotidien, car les autres pages étaient constituées par des

¹⁵ *Ibid.*, p. 119.

rubriques et des articles ne correspondant pas à nos critères de sélection (pages publicitaires, petites annonces, actualités étrangères, supplément jeunesse, etc.). Toutefois, pour les propos de notre article, nous considérerons uniquement les textes issus des cinq premières pages du journal.

Pour les besoins de nos analyses, nous adopterons une approche qualitative en prêtant une attention particulière aux types d'anglicismes, à leur traitement typographique, ainsi qu'à leur degré d'intégration dans le texte. Enfin, nous nous intéresserons à la réception de l'anglicisme par un groupe de lecteurs. Nous les avons interrogés par l'entremise d'un questionnaire portant sur leurs pratiques de repérage des termes appartenant à une autre langue que le français au sein d'un texte rédigé en français et sur les valeurs et les représentations associées à ces types de mots.

Le tableau suivant dresse la liste de tous les recours à l'anglais dans les textes rédigés en français. Nous avons pris soin de respecter et de reproduire le choix typographique de l'auteur (mise en italique, en caractères gras, etc.) quand cela était possible et pertinent, dans la mesure où nous interprétons cet élément comme susceptible de signaler le degré d'intégration de l'anglicisme dans le texte. Toutefois, il est important de souligner que certains extraits de ces articles présentent des emprunts au créole ou à d'autres langues, en particulier dans des séquences de discours directes. Nous ne traiterons pas de ces exemples ici.

Au sein des articles, les recours à l'anglais prennent différentes formes que nous répertorions et analysons ci-après.

Page de couverture		
Surtitre	Titre/accroche	Chapeau
1. Celebs	5. Stars	9. ICTA
2. DBM	6. Focal Point	10. State Investment Corporation (SIC)
3. BAGATELLE DAM	7. SC-HSC	11. business
4. ROSE HILL TRANSPORT	8. CID	

Page de couverture (suite)

Corps de texte

- | | | |
|--|--|------------------------------|
| 12. China International Water & Electric Corporation (CWE) | 14. « <i>rocksand, aggregates and large boulders</i> » | 18. TapToPay Limited |
| 13. « <i>aggregates and rock materials</i> » | 15. Rose Hill Transport (RHT) Ltd. | 19. <i>tap to pay system</i> |
| | 16. <i>Chief Executive Officer</i> | 20. TCI |
| | 17. Double-decker buses | 21. <i>e-parking</i> |
| | | 22. parking |
| | | 23. RHT |
| | | 24. CEO |

Page 2

- 25. (du) SC et (du) HSC
- 26. La *Special Support Unit*
- 27. Le *Manager*
- 28. le *Nine-Year Schooling*
- 29. du *School Certificate (SC) et du Higher School Certificate (HSC)*
- 30. Mauritius Examinations Syndicate (MES)
- 31. Curepipe College
- 32. « Be change you want to see in the World »
- 33. photo de couverture (cover picture)
- 34. Meeting

Page 3

- 35. du *Chairman*
- 36. de l'Information and Communication Technologies Authority
- 37. la Mauritius Revenue Authority
- 38. un junior
- 39. la Fintech
- 40. la State Investment Corporation (SIC)
- 41. business
- 42. *Chief Operating Officer*
- 43. l'*Asset Purchase Agreement*.
- 44. La National Insurance Company Healthcare Ltd
- 45. la National Insurance Company Healthcare Ltd
- 46. le *Chairman*

Page 4

- 47. la Mauritius Meat Authority (MMA)
- 48. la Jummah Mosque
- 49. SS Farming
- 50. un *backbencher*
- 51. Focal Point
- 52. HSE Consultant
- 53. Du *Tender Committee*

Page 5

- 54. DBM
- 55. du *Micro Credit Scheme*
- 56. au *Farmers Service Center*
- 57. TROIS TASK FORCE/
trois Task Force/trois « *Task Force* »
- 58. *Brexit*
- 59. MCB Focus
- 60. Statistics Mauritius
- 61. Heritage City
- 62. un *feel-good Factor*
- 63. le *Finance Bill*
- 64. du *Committee Stage*
- 65. du Dangerous Drugs Act

LES ALTERNANCES CODIQUES

Relativement peu présents dans les articles, les passages à l'anglais au sein de textes en français sont toujours balisés et signalés par l'usage des guillemets. Ils concernent en général l'usage de citations *verbatim* comme dans l'exemple suivant (« Be the change you want to see in the World ». Ces mots, qui accompagnent une illustration [...]).

LES EMPRUNTS NON LEXICALISÉS

Notre corpus compte un nombre important d'anglicismes renvoyant à des items non lexicalisés qui désignent des noms propres d'entreprises (« SS Farming », « TapToPay Limited », « China International Water & Electric Corporation (CWE) »). Contrairement aux cas d'alternances codiques et aux autres cas d'anglicismes que nous traiterons ci-après, les anglicismes non lexicalisés ne font pas l'objet d'un traitement typographique particulier. Ils sont généralement intégrés aux textes de façon fluide et sans la mention *NDLR* (note de la rédaction).

LES EMPRUNTS LEXICALISÉS

Les emprunts lexicalisés, au sens où il s'agit de lemmes connus et reconnus dans les pratiques linguistiques locales, sont les plus nombreux de notre corpus. Nous les subdivisons en deux catégories : les anglicismes du vocabulaire courant et les anglicismes associés à des vocabulaires techniques.

Les emprunts lexicalisés appartenant au vocabulaire courant (« L'actualité des *Stars* », « C'est facile et *user-friendly* ») sont moins nombreux. Le cas *cover picture* dans « comme photo de couverture (*cover picture*) » a attiré notre attention du fait que l'anglicisme est ici utilisé sous forme d'alternance

codique pour expliquer le terme traduit en français. Cet anglicisme est lexicalisé dans le jargon local, au point d'être le signifiant principal pour désigner ce référent. Ainsi, à travers le recours à l'anglais, l'auteur s'assure d'une compréhension mutuelle entre lui et son lectorat.

L'ensemble de notre corpus est principalement constitué d'emprunts lexicaux issus de vocabulaires techniques. Ceux-ci concernent les domaines de :

- la finance (« la Fintech », « la State Investment Corporation [SIC] »);
- l'administration locale (« ICTA », « CID », « le Mauritius Examinations Syndicate [MES] », « le Chief Executive Officer », « backbencher », « le Managing Director du groupe »);
- la législation (« l'État étant poursuivi comme *commettant* », « la demande est *time-barred* », « du *Public Officers' Protection Act* »);
- le transport et la logistique (« *doubledecker buses* », « *tap to pay system* », « *e-parking* », « Le *hull cargo* »).

Si les anglicismes dans la presse mauricienne relèvent de domaines plus spécialisés, c'est en raison du contexte local, qui est dominé par des structures administratives au sein desquelles l'anglais est la langue officielle *de facto*. Les journalistes emploient par moments des formes françaises pour désigner certains de ces référents, mais l'usage de l'anglais est incontournable, à cause de l'existence d'une organisation administrative dominée par l'anglais, mais aussi en raison de l'exposition et de la compétence des locuteurs locaux dans ce domaine. Ces anglicismes font partie du technolecte local et sont généralement connus et compris des Mauriciens. Proposer leur équivalent en

français impliquerait potentiellement un risque de rupture de la compréhension entre le journaliste et son lectorat, car s'il y a un besoin de respecter des normes du français au sein d'une presse écrite francophone, il y a également un besoin de compréhension entre le journaliste et son lectorat.

L'analyse des formes et usages de l'anglicisme au sein de la presse locale nous conduit à penser qu'il existe un double mouvement, une oscillation entre une posture mixofuge et une posture mixocompatible. La posture mixofuge limiterait en quelque sorte l'usage de l'anglicisme en le signalant, par des stratégies typographiques, comme faisant partie d'une pratique qui se situe hors des normes prescriptives linguistiques et stylistiques du français. En revanche, la posture mixocompatible dans l'écrit journalistique est rendue visible par le respect des normes langagières endogènes qui sont plurielles, et l'usage de l'anglicisme se fait de façon fluide, sans balisage particulier. Ainsi, dans une perspective mixocompatible, l'usage des anglicismes renvoie à une forme de connivence entre le journaliste et son lecteur. Cette connivence se manifeste très souvent par l'emploi de formes provenant de l'anglais sous l'aspect de citations (allant d'un mot à quatre lignes), d'interférences (conscientes ou inconscientes), d'emprunts formels et de calques, considérés comme un fait acquis dans la presse locale d'expression française.

2.2 Les anglicismes au sein de l'environnement graphique

Le second corpus que nous proposons d'analyser a été recueilli dans le cadre de notre thèse de doctorat, portant en partie sur les pratiques de scription perceptibles dans l'environnement graphique mauricien, selon des critères relatifs :

- au lieu d’affichage (urbain et rural);
- au statut du scripteur (*in vivo* – le citoyen ordinaire, par opposition à *in vitro* – les institutions et autres autorités locales);
- à la spécialisation sociale des lieux d’affichage (spécialisations touristique, commerçante, résidentielle, etc.).

Le corpus est composé d’un ensemble de 900 affiches et autres enseignes recueillies entre 2012 et 2014. Nous proposerons, en premier lieu, un aperçu quantitatif de ce corpus, pour ensuite analyser de façon plus fine quelques exemples d’enseignes illustrant l’usage de l’anglicisme.

Si, comme nous l’avions mentionné précédemment, la littérature scientifique des années 1990 faisait état de l’usage important du français et, dans une moindre mesure, de l’anglais en tant que langues de l’affichage public, notre étude montre que la situation a fortement évolué. La figure suivante illustre la répartition linguistique de l’ensemble des 900 affiches recueillies sur le terrain.

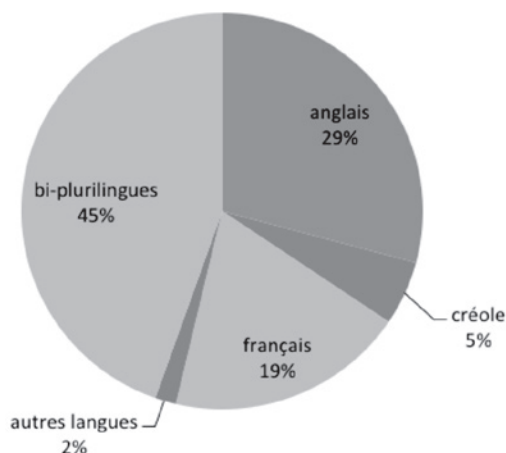


FIGURE 2 : RÉPARTITION LINGUISTIQUE DE L’ENVIRONNEMENT GRAPHIQUE

Nos données nous permettent d'affirmer que ce sont les enseignes présentant des formes linguistiques plurielles qui marquent de façon massive l'environnement graphique des lieux observés, ce qui correspond à 45 % de notre corpus. L'utilisation du français comme langue unique de scription représente seulement 19 % de notre corpus, alors que l'anglais est privilégié pour 29 % des inscriptions recueillies.

Ces formes plurilingues que nous avons répertoriées au sein de l'affichage mauricien sont complexes, car elles portent à la fois des marques lexicales et morphosyntaxiques du français, de l'anglais, du créole, de l'hindi, de l'arabe, et même de l'italien dans certains cas. Toutefois, ces énoncés, dans leur intégrité, ne peuvent pas toujours être strictement associés à l'un ou à l'autre de ces systèmes linguistiques, à cause du degré de « mélange » qui est perçu. Ces pratiques de scription plurielles sont en effet marquées par des phénomènes liés au contact des langues : emprunts, interférences, alternances codiques, interlectalisation, entre autres. C'est donc à partir de ce constat que nous avons souhaité analyser, de façon plus fine, le fonctionnement de l'emprunt à l'anglais et, pour ce faire, nous proposons les exemples suivants :



Photo 1 : Enseigne d'un salon de soins esthétiques à Belle-Mare



Photo 2 : Enseigne d'une boutique de souvenirs à Belle-Mare

Ces deux enseignes ont été recueillies dans le village touristique et balnéaire de Belle-Mare, situé dans l'est de l'île. Au sein d'un énoncé construit à partir de signifiants provenant du français (photo 1), nous notons l'utilisation de *manicure*, interférence avec le vocable anglais, au lieu de *manucure*, son équivalent en français. Nous notons également la forme « Diplômée en Suisse » au lieu de « Diplômée de Suisse », qui présente manifestement un trait d'interférence graphique provenant de l'anglais avec la mise en majuscule de la première lettre de la préposition et une utilisation approximative de la préposition. L'enseigne de la photo 2 indique un autre cas d'interférence lexicale avec l'utilisation du vocable *artisanal*, manifestement calqué sur le même terme en français, au lieu de *handicraft*, qui apparaît dans un énoncé produit en anglais. L'enseigne suivante, située à Chemin Grenier, une localité du sud de l'île, permet le même type d'interprétation.



Photo 3 : Enseigne d'un commerce à Chemin Grenier

Pour plus de lisibilité, nous reportons le contenu de cette enseigne dans l'encadré suivant.

Tara Florist
Imported and local flowers
Bouquets and gerbes for all occasions
Gerbes la marié and haar (guirlande for wedding)
Chemin Grenier, Mahébourg, Rose Belle & Bois Chéri

Cette enseigne présente la particularité d'intégrer des unités lexicales et des groupes nominaux appartenant à plusieurs langues, à l'instar de « *Bouquets and gerbes for all occasions* » (littéralement « Bouquets et gerbes pour toutes les occasions », « *Gerbes la marié and haar (guirlande for wedding)* » (littéralement « Gerbes de mariée et collier de fleurs (guirlandes pour mariage). Le groupe « *Gerbes la marié* » est intéressant du point de vue de son agencement morphosyntaxique et lexical, car il combine une structure syntaxique créole, caractérisée par l'absence de la préposition *de* dans le complément du groupe nominal qui est formé sur la base « Nom + Déterminant + Nom ». Le choix graphique de séparer le déterminant *la* du N2 (*marié*), relève d'un choix calqué sur le français, car, en créole, cette forme est agglutinée. Ceci n'est pas surprenant dans la mesure où les Mauriciens ne sont pas encore habitués à la scription de la forme standardisée en créole. Notons également l'absence de flexion en genre pour le N2. Le terme *haar*, qui, comme indiqué entre parenthèses dans l'enseigne, est une guirlande portée par les mariés, mais aussi lors de cérémonies religieuses, provient de l'hindi. La forme « *guirlande for wedding* » présente un cas également intéressant d'adjonction d'un N1 en français dans un groupe nominal construit en anglais.

Face à cette enseigne, nous avons deux choix. Une posture mixofuge nous mènerait à la considérer comme écrite en anglais, au regard de la prégnance de cette langue dans la matrice lexico-syntaxique de l'énoncé, et ceci impliquerait que les éléments n'appartenant pas à l'anglais relèvent de phénomènes d'alternance codique. Une posture mixocompatible nous mènerait à la considérer comme présentant un énoncé polylectal, représentatif d'une zone interlectale¹⁶ propre au macro-système communicatif mauricien.

¹⁶ L.-F. PRUDENT, *Pratiques langagières martiniquaises : genèse et fonctionnement d'un système créole*. Thèse (Ph. D.), Université de Rouen Haute-Normandie, 1993.

Nous optons pour la deuxième interprétation, car elle nous semble plus respectueuse du choix communicatif et pragmatique fait par le scripteur. Ce choix est également en lien avec notre posture qui prône une conception de la langue pétrie par les pratiques mouvantes, oscillant entre des pôles tendanciels. De notre point de vue, cette enseignante vise à mobiliser des éléments linguistiques qui répondent aux besoins (sémantiques et pragmatiques) spécifiques de la communication en contexte mauricien. Utiliser le terme *spray* au lieu de *gerbe* serait sans doute contre-productif pour la commerçante ou le commerçant, car, en contexte mauricien, c'est le second terme qui a du sens. L'inclusion d'un terme provenant de l'hindi (*haar*) et sa reformulation dans des termes provenant du vernaculaire local (*guirlande* trouve son équivalent en français mauricien comme en créole) manifestent une volonté de signaler l'inclusion d'un service lié à un positionnement culturel (les rituels religieux hindous), tout en n'excluant pas des récepteurs (potentiels consommateurs) ne s'identifiant pas à cette appartenance.

2.3 Les positionnements du lectorat

Si notre posture de linguiste nous a permis les interprétations précédentes, nous avons souhaité savoir ce qu'il en était du lectorat. Pour ce faire, nous avons mené une enquête par le biais d'un petit questionnaire, que nous avons fait circuler au sein d'un groupe de 34 étudiants âgés de 19 et 20 ans (majoritairement des filles), inscrits en première année de Licence de français (B.A. [*Hons*] French) de l'Université de Maurice (promotion 2016-2017). Notre choix s'est porté vers ce groupe, car il était facile d'accès, d'une part, et ses membres n'avaient pas encore été exposés, dans leur cursus, aux phénomènes liés au contact des langues, d'autre part. Leur point de vue au sujet des anglicismes ne pouvait donc pas être biaisé par le contenu des cours de sociolinguistique, qui ne sont donnés qu'en deuxième année de leur programme d'études.

Le questionnaire comprenait deux parties, l'une axée sur la presse et l'autre sur l'environnement graphique. Chaque partie comptait deux sections, l'une sur le repérage des anglicismes et l'autre sur l'évaluation de ceux-ci. Chaque étudiant a obtenu un questionnaire et les corpus (la page de couverture du journal, un article de la page 2 en version PDF et cinq photos d'enseignes) ont été présentés à l'aide d'un projecteur.

Pour ce qui est du corpus de la presse locale, l'ensemble des témoins a identifié le français comme étant la langue dominante et a repéré des emprunts à l'anglais. À titre d'exemples, les termes *Higher School Certificate* et *School Certificate* ont été identifiés comme des anglicismes par 18 et 15 participants respectivement. En revanche, les sigles associés à ces termes, soit « HSC » et « SC » ont été identifiés par 6 participants seulement. Les mêmes tendances sont repérables pour « *Mauritius Examination Syndicate* » (12 participants) et son sigle « MES » (3 participants), ainsi que pour « *Chief Executive Officer* » (20 participants) et son sigle « CEO » (2 participants). Dès lors, il est permis de penser qu'il existe, pour nos participants, un plus faible degré de repérage de l'anglicisme sous sa forme de sigle. Dans l'ensemble, l'usage de l'anglicisme n'est pas évalué de façon négative par le lectorat. Si, pour certains, le recours à l'anglais serait un « signe de paresse de la part du journaliste », la majorité des participants estiment que cet usage « facilite la lecture » et correspond également à la réalité référentielle et linguistique mauricienne.

Les réponses des informateurs sont moins tranchées à l'égard du corpus lié à l'environnement graphique. Il est important de noter que seuls 3 participants sur 34 ont identifié une langue dominante pour les enseignes, ce qui

témoigne de leur capacité de repérage du plurilinguisme. Nous nous limiterons, à titre d'exemple, à une discussion de l'enseigne suivante, car elle a suscité le plus de divergences dans les opinions des participants.



Photo 4 : Enseigne d'une roulotte à Belle-Mare

En matière de repérage des systèmes linguistiques, deux ou trois de ces langues (français, anglais, créole, hindi) ont été identifiées par tous les témoins. Dans leurs réponses concernant l'identification des langues, le terme *mélanges* revient régulièrement. Les jugements sont également ambivalents. Certains évaluent cette enseigne de façon négative, car ils estiment qu'elle témoigne d'un « français mal écrit », qu'elle illustre un « manque de recherche ». Certains vont même jusqu'à penser que c'est « dévalo-

risant pour la langue française ». Si ceci peut être interprété comme une posture se rapprochant de la mixofugie, pour d'autres, c'est la mixocompatibilité qui prime, car, pour ces participants, il s'agit de « termes communs pour le public », de termes que « tout le monde comprend » et qui « facilite[nt] la compréhension. »

CONCLUSION

Notre article se présente comme une réflexion sur l'anglicisme à partir de l'étude des pratiques langagières pluri-lingues mauriciennes et des postures qui sont celles de la mixofugie et de la mixocompatibilité, deux concepts issus de l'approche ontolinguistique. Nous avons ainsi observé des écrits provenant de la presse locale et de l'environnement graphique local pour interpréter l'usage des anglicismes, leur degré d'intégration aux textes et leur réception du point de vue du lectorat.

Au terme de notre réflexion, il nous semble possible d'affirmer que le recours à l'anglais dans les extraits observés s'inscrit dans un double positionnement, dans la réunion de ces deux postures oppositives. La posture mixofuge existe dans les pratiques de scription et se rapproche de l'usage normé de la langue française, usage au sein duquel l'anglicisme se présente comme un objet qui n'appartient pas à la norme. Cette posture pourrait être illustrée par un mouvement centripète convergeant vers la langue-système, « LE » français standard. La posture mixocompatible est néanmoins dominante, à la fois dans la presse et dans l'environnement graphique, par l'inclusion fluide d'éléments linguistiquement pluriels. Ceci pourrait être illustré par un mouvement centrifuge suggérant que les pratiques de scription s'éloignent de la norme de la langue-système pour

converger vers une norme endogène qui se caractérise par la pluralité et qui, par la même occasion, met à mal les traditionnelles frontières entre les langues.

En matière de jugements à l'égard des recours à l'anglais, il est intéressant de constater que les idées (reçues) récurrentes concernant l'évolution, l'enrichissement ou l'appauvrissement du lexique sont peu mises de l'avant par le lectorat. Loin de constituer une source d'appauvrissement ou d'enrichissement, voire d'être des éléments marginaux, les anglicismes et autres mélanges linguistiques sont des faits dans les pratiques linguistiques, sans lesquels le champ communicatif mauricien serait amputé d'une part importante de ce qui fait son identité. Enfin, et pour reprendre la thématique proposée par le colloque 2016 du réseau OPALE (dans laquelle s'inscrit cette contribution), nous dirons que, dans le contexte mauricien, les anglicismes peuvent en effet être vus comme des emprunts à intérêt variable, car ils servent prioritairement les intérêts et les besoins communicatifs des locuteurs qui, dans ce contexte plurilingue, font appel aux ressources multiples qui sont à leur disposition.

PÉRIODE DE QUESTIONS

De la salle

Quand on utilise un mot anglais à l'intérieur d'une phrase d'une autre langue, est-ce que l'on prononce le mot à l'anglaise ou dans l'autre langue?

Yannick Bosquet-Ballah

Généralement, on le prononce à l'anglaise. Mais, par exemple, pour le mot *stewart*, on dit *steward*; on le prononce à l'anglaise, mais il y a aussi des traces du système phonétique du créole, c'est donc aussi une forme d'hybridation.

Anna Joan-Casademont

Pour le catalan et le castillan, c'est un peu pareil. On essaie de prononcer à l'anglaise d'habitude, mais il y a quand même des éléments de l'accent de la langue maternelle qu'on entend. Cependant, dès qu'il y a eu une petite adaptation orthographique, souvent ça change. Ça dépend du niveau d'intégration de ce mot dans l'usage.

Adeline Simo-Souop

Dans le cas du Cameroun, c'est à peu près pareil. Mais, d'un point de vue linguistique, il faut se rappeler que l'anglais qui est parlé au Cameroun a subi une adaptation phonétique locale. Donc, si on n'est pas habitué, on ne va pas tout de suite reconnaître le mot. Oui, c'est en anglais, mais en anglais local.

■ De la salle

Il semble y avoir un contexte de bilinguisme officiel dans vos pays. Est-ce que cela est régi par une loi quelconque, ou est-ce laissé à la volonté de chacun? De ce que je comprends, à l'Île Maurice, si c'est un terme de l'Administration, on va l'utiliser en anglais, mais le reste du texte va être en français dans un média écrit. Est-ce qu'il y a des lois qui régissent tout cela ou est-ce que les gens font comme ils le veulent?

■ Yannick Bosquet-Ballah

Pour tout vous dire, j'ai été choquée ce matin de constater tout l'aménagement qu'il y avait autour de la question de l'anglicisme et des politiques linguistiques qui sont mises en œuvre.

Chez nous, en fait, on parle d'une politique linguistique par défaut ou *de facto*. La langue officielle est l'anglais, mais cela n'est pas écrit dans la constitution parce que, si on l'écrivait, les autres groupes demanderaient que leur langue soit reconnue comme langue officielle. Donc, on a plutôt une politique linguistique de laisser-faire. Mais, en revanche, dans le domaine de l'éducation, il y a des articles de loi qui vont préciser que l'anglais sera la langue de l'enseignement, la langue de la scolarisation.

■ Anna Joan-Casademont

Pour ce qui est du catalan, après la dictature pendant laquelle l'utilisation du catalan était interdite, on a récupéré le gouvernement catalan. En 1983, si je ne me trompe pas, il y a eu une première loi de normalisation linguistique. Il y a eu une loi de politique linguistique en 1997. Il y a eu des tentatives visant à améliorer ce genre de loi dans la charte constitutionnelle de la province, mais celle-ci a été coupée de tous les côtés, en 2006, par le gouvernement central de

Madrid. C'est quelque chose à suivre parce qu'on ne sait pas encore comment ça va se terminer.

Pour le castillan, il y a la Real Academia Española (l'Académie royale espagnole) qui décide de ce qui se passe avec la langue espagnole. Cependant, c'est seulement dans la constitution espagnole qu'on établit que la langue de l'Espagne, c'est l'espagnol. À la différence d'ici, où toutes les provinces en théorie sont bilingues, à Madrid on peut juste s'exprimer au congrès en espagnol. C'est uniquement dans les différentes communautés autonomes, ou provinces, qu'il peut y avoir des lois portant sur le bilinguisme.

▀ Adeline Simo-Souop

Pour ce qui est du Cameroun, il n'est officiellement bilingue que depuis 1972, par un acte constitutionnel qui est censé marquer la fin de la colonisation. Le français et l'anglais sont inscrits comme un héritage assumé. Donc, c'est inscrit dans la constitution, mais dans les faits, on a deux Cameroun : un Cameroun anglophone et un Cameroun francophone. Pour ce qui est du bilinguisme, chacun se débrouille comme il peut. On a deux systèmes éducatifs. Le bilinguisme est certes encadré politiquement, sur le plan macro, mais pour ce qui est des individus, chacun se débrouille comme il le peut pour être bilingue. Donc, les jeunes passent par-dessus parce que la mise en œuvre du français à l'école est très calquée sur le modèle français. Comme c'est calqué sur le modèle français, rigide, il y a encore beaucoup de purisme dans les discours scientifiques camerounais. On parle de mettre fin aux anglicismes, au mélange codique, etc. Sauf qu'à l'arrière-plan les populations sont multilingues, et en voulant calquer superficiellement ce qui se passe en France, les populations ont l'habitude de gérer plusieurs langues en même temps. Dans les faits, ce n'est pas possible de concevoir qu'on parle une seule langue à la fois; on parle toujours plusieurs langues en même temps.

QUATRIÈME SÉANCE – LES ORGANISMES D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE ET LE TRAITEMENT DES EMPRUNTS

Président de séance : **LOÏC DEPECKER**, délégué général à la langue française et aux langues de France

Les stratégies d'aménagement du corpus du français qui sont mises en pratique par les organismes d'aménagement linguistique, parfois depuis des décennies, sont-elles adaptées à la réalité actuelle de l'emprunt? De ce point de vue, quels sont les défis auxquels ces organismes sont confrontés? M^{me} Johanne Maltais et M. Francis Pedneault aborderont les principaux éléments de la nouvelle politique de l'emprunt linguistique de l'Office québécois de la langue française, tandis que M. Étienne Quillot nous fournira un aperçu des tendances qui se reflètent dans les recommandations de la Commission d'enrichissement de la langue française.

LE TRAITEMENT DE L'EMPRUNT LINGUISTIQUE À L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

■ JOHANNE MALTAIS ET FRANCIS PEDNEAULT

Terminologues à l'Office québécois de la langue française

Depuis plus de 50 ans, l'Office québécois de la langue française (l'Office) s'emploie, sans relâche et par divers moyens, à garder la langue française vivante au Québec. L'aménagement linguistique est au cœur de ses travaux et le traitement de l'emprunt est une composante essentielle de son action de francisation et de promotion du français. Au fil des ans, la Direction générale des services linguistiques de l'Office s'est dotée de balises qui guident les terminologues lorsqu'ils évaluent les termes, notamment les emprunts, qui sont destinés à figurer dans ses outils terminologiques, en particulier dans *Le grand dictionnaire terminologique* (GDT).

Ainsi, dès 1965, dans l'opuscule intitulé *Norme du français parlé et écrit au Québec*¹, est énoncé un critère important sur lequel s'appuieront les réflexions et les travaux ultérieurs :

Les seuls anglicismes qui se justifient sont ceux qui comblent des lacunes de notre vocabulaire. [...] Le recours à l'emprunt lexical [...], pour satisfaire un besoin

¹ Ministère des Affaires culturelles du Québec, *Norme du français parlé et écrit au Québec*, Cahiers de l'Office de la langue française, n°1, Québec, 1965, 12 p.

réel, est légitime. Il doit être pratiqué avec modération et en tenant compte du fait qu'il est parfois possible de trouver des équivalents français. Un critère facile à appliquer est celui du double emploi. Un emprunt est sûrement inutile quand il double un mot déjà existant, qu'il risque de supplanter dans l'usage et ainsi de faire oublier. (p. 11-12)

C'est effectivement sur ce critère que le traitement de l'emprunt repose dans l'*Énoncé d'une politique relative à l'emprunt de formes linguistiques étrangères*², paru en 1980 (et réédité en 1990), ainsi que dans la *Politique de l'emprunt linguistique*, adoptée en 2007³, qui reprend l'essentiel du guide intitulé *Les emprunts : traitement en situation d'aménagement linguistique*, publié à l'Office en 2003⁴. Jusqu'à maintenant, la coexistence entre un emprunt et un terme français a été, à l'Office, un critère de rejet presque systématique de l'unité empruntée. L'évaluation des emprunts s'est effectuée pendant longtemps en fonction de la dichotomie entre *emprunt de luxe* et *emprunt de nécessité*, sans suffisamment tenir compte de l'usage réel, d'une part, et des ressources du français, d'autre part.

Toutefois, la société change et force est de constater que les locuteurs et les locutrices n'ont plus aujourd'hui le même rapport à la langue – aux langues – qu'il y a 50 ans, voire

² Office de la langue française, *Énoncé d'une politique relative à l'emprunt de formes linguistiques étrangères*, Montréal, 1980, 20 p.

³ Office québécois de la langue française, *Politique de l'emprunt linguistique*, Montréal, 2007, 22 p. (politique adoptée par l'Office québécois de la langue française à sa séance du 14 septembre 2007).

⁴ C. LOUBIER (Office québécois de la langue française), *Les emprunts : traitement en situation d'aménagement linguistique*, Sainte-Foy, Les publications du Québec, 2003, 105 p.

15 ans. Les décisions qui ne tiennent pas compte de l'usage réel et valorisé, et qui le contredisent parfois, ne servent pas toujours l'atteinte des objectifs en aménagement linguistique. L'Office se doit d'inscrire ses activités dans la mouvance de la mondialisation, de l'ouverture sur le monde. L'aménagement linguistique ne peut plus se faire en vase clos, à la recherche d'un idéal langagier. L'omniprésence et la rapidité des communications, ainsi que l'influence énorme des médias sociaux augmentent le pouvoir et le poids de l'usage effectif, qui rivalise fortement avec les prescriptions des organismes d'aménagement. En fait, pour que l'Office mène à bien sa mission de francisation, il est nécessaire que son message soit non seulement entendu, mais également reçu et, surtout, relayé par les locuteurs. Dans un tel contexte, puisque les travaux d'aménagement linguistique effectués à l'Office ont pour objectif ultime de voir s'implanter les termes qu'il propose, la stratégie terminolinguistique la plus sensée en matière de traitement de l'emprunt est certainement de s'adapter à la réalité sociolinguistique actuelle et d'effectuer les changements qui s'imposent, sans trahir, évidemment, l'esprit du mandat qui lui est confié par la loi.

C'est pourquoi, en 2013, la nécessité d'innover étant apparue incontournable, l'Office a pris la décision d'explorer de nouvelles possibilités de traitement de l'emprunt linguistique. Par conséquent, la vision qui est expliquée dans le présent texte, et dont les assises sont dans une large mesure sociolinguistiques, est novatrice par rapport à celle qui a prédominé jusqu'à maintenant.

Les innovations retenues s'inscrivent néanmoins dans la continuité des réflexions qui les précèdent. De fait, les grands principes énoncés dans la *Politique de l'emprunt linguistique*, adoptée en 2007, restent d'actualité dans celle dont il est question ici. Les critères d'analyse des

emprunts sont restés les mêmes également, bien qu'ils soient envisagés différemment. Par exemple, le principe de reconnaissance des emprunts légitimés et valorisés dans l'usage, qui était important dans la politique de 2007, est devenu fondamental, et la coexistence d'un terme français avec un emprunt à l'anglais n'est plus, dorénavant, un critère de rejet absolu de ce dernier.

En fait, l'Office accorde désormais une plus grande importance aux critères d'analyse que sont la légitimité sociolinguistique des emprunts et l'intégrabilité de ceux-ci au système du français. Les emprunts légitimés, reçus dans la norme du français au Québec, sont en général évalués favorablement, qu'ils soient ou non en coexistence avec des termes français. S'il n'y a pas lieu de tenir compte de la légitimité des termes dans l'analyse (par exemple, parce que l'emprunt analysé est employé depuis peu en français), l'intégrabilité peut devenir alors un critère déterminant. Évidemment, l'acceptation d'emprunts qui sont en coexistence avec des termes français ne signifie pas que les unités empruntées seront nécessairement préférées à ces derniers dans les fiches du *Grand dictionnaire terminologique*, mais plutôt qu'ils constituent des désignations possibles et acceptables pour un concept donné. En définitive, le projet de politique en cours est fondé sur une conception plus ouverte de l'aménagement de la langue, dont voici les éléments essentiels.

PRINCIPALES ASSISES

D'abord, la norme linguistique de référence en fonction de laquelle s'effectue le traitement des emprunts à l'Office est le français standard en usage au Québec. Quatre principes, établis en fonction de la mission de francisation et de promotion du français, prennent appui sur cette norme et orientent toutes les décisions :

- L'Office concourt à l'amélioration de la compétence linguistique des locuteurs et des locutrices en diffusant, dans ses outils terminologiques, des mots, des expressions et des termes français en usage (ou disponibles) au Québec ou ailleurs dans la francophonie.
- L'Office stimule la créativité lexicale en créant et en proposant, chaque fois que cela s'impose, des termes français pour remplacer les emprunts.
- L'Office reconnaît que c'est l'usage effectif de la langue et non l'usage prescrit qui conditionne l'acceptabilité des emprunts implantés et légitimés en français.
- L'Office adapte graphiquement et morphologiquement les emprunts qui sont acceptables.

En outre, la nouvelle politique, comme la précédente, s'intéresse aux emprunts à l'anglais et à d'autres langues que l'anglais. Les emprunts à l'anglais sont classés en deux catégories : l'une qui regroupe les emprunts intégraux, les emprunts hybrides et les faux emprunts, et l'autre qui comprend les calques sémantiques et les calques morphologiques. Tous les types d'emprunts sont évalués en fonction des mêmes critères, peu importe leur origine. Les emprunts sont soumis à des critères d'évaluation sociolinguistiques et linguistiques, pour que soit déterminée leur acceptabilité. Ainsi, chaque emprunt est évalué, dans un ordre déterminé, en fonction :

- de son usage en français au Québec;
- de son statut temporel (emprunt récent ou non);
- de sa généralisation dans l'usage du français au Québec;
- de son implantation dans l'usage du français au Québec;

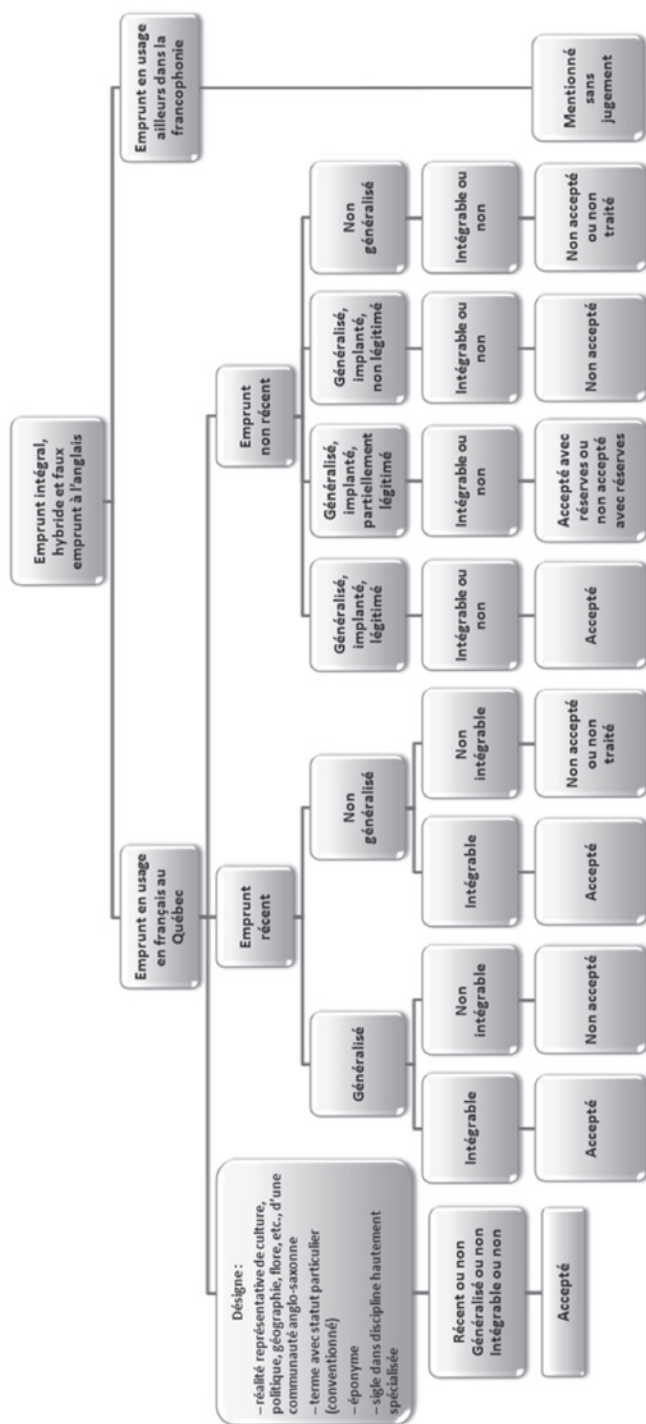
- de son adéquation à la norme sociolinguistique du français au Québec (c'est-à-dire de sa légitimité dans l'usage);
- de son intégrabilité dans le système linguistique du français.

L'évaluation d'un emprunt tient aussi compte, s'il y a lieu :

- de son statut particulier dans un domaine, établi en vertu d'accords, de consensus, de conventions entre plusieurs entités décisionnelles;
- de son usage répandu dans de nombreuses langues (internationalisme);
- du fait qu'il désigne une réalité représentative d'une communauté linguistique non francophone;
- de sa coexistence avec un ou plusieurs termes français disponibles ou en usage;
- de son intégrabilité à l'organisation conceptuelle et au système dénominationnel d'une terminologie française.

Pour favoriser l'harmonisation du travail des terminologues de l'Office, les critères ont été regroupés et organisés dans des schémas qui tiennent lieu d'arbres décisionnels. En outre, puisque la dynamique des relations entre le français et l'anglais est d'une nature particulière au Québec, c'est l'arbre relatif au traitement des emprunts intégraux, des emprunts hybrides et des faux emprunts à l'anglais qui servira à illustrer les propos dont il est question dans ce texte (voir la figure 1).

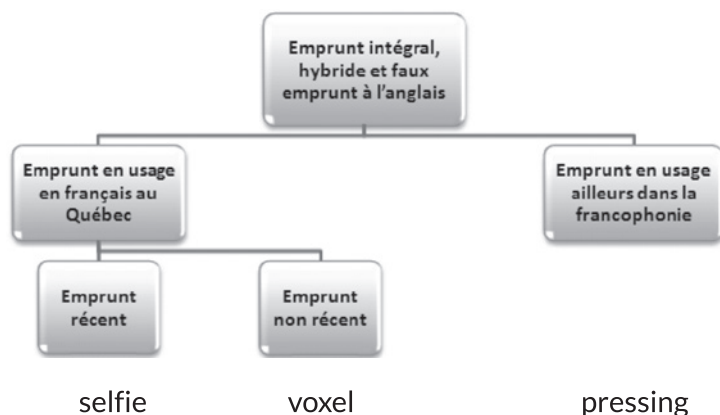
FIGURE 1 ARBRE DÉCISIONNEL RELATIF AUX EMPRUNTS INTÉGRAUX, AUX EMPRUNTS HYBRIDES ET AUX FAUX EMPRUNTS À L'ANGLAIS



L'arbre décisionnel permet de traiter divers cas en procédant par questions successives. Chaque boîte de l'arbre constitue une étape décisionnelle qui mène à la suivante, jusqu'à l'extrémité de la branche où se prend la décision définitive d'acceptation, et qui détermine le traitement à accorder au terme analysé.

USAGE ET STATUT TEMPOREL DE L'EMPRUNT AU QUÉBEC

FIGURE 2



L'emprunt est d'abord évalué en fonction de son **usage en français au Québec**. Cette évaluation doit évidemment tenir compte des collectivités de locuteurs et de locutrices susceptibles d'employer le terme, notamment dans le cas où le terme à évaluer est très spécialisé.

Lorsqu'un emprunt n'est pas usité au Québec, l'usage qui en est fait ailleurs en francophonie est tout simplement

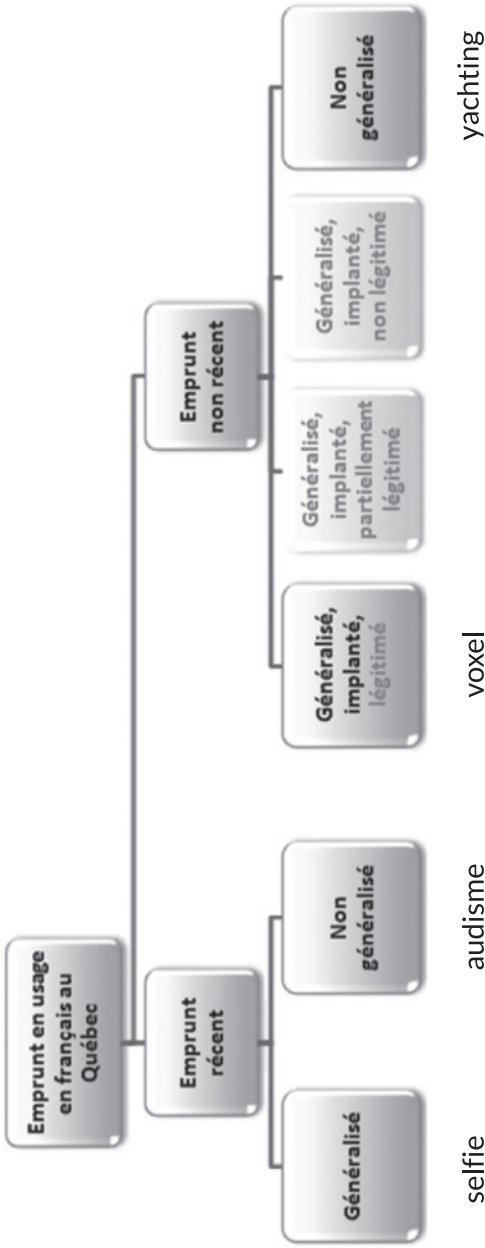
mentionné dans la fiche du *Grand dictionnaire terminologique*, sans évaluation terminologique. Par exemple, le faux emprunt à l'anglais *pressing* n'a pas d'usage au Québec. On emploie plutôt le québécisme *nettoyeur* et, plus rarement, les termes *teinturerie* et *blanchisserie*. Ainsi, dans la fiche qui présente le concept concerné, *pressing* est cité dans une note qui en précise l'usage, sans plus : « En Europe francophone, on emploie aussi *pressing* pour désigner ce concept. »

Une fois que l'on a établi que l'emprunt analysé est effectivement employé en français au Québec, c'est la détermination de son **statut temporel** dans l'usage qui constitue l'étape suivante de l'analyse. L'évaluation du statut temporel d'un emprunt repose sur l'opposition *récent/non récent*. Un emprunt est considéré comme récent s'il est en usage en français au Québec depuis une quinzaine d'années ou moins. Le choix de cette limite temporelle vise à maintenir à plus long terme les efforts de francisation et d'aménagement linguistique de l'Office. La possibilité d'accepter un emprunt qui a été évalué comme étant d'emploi récent s'avère très restreinte, particulièrement en ce qui concerne les emprunts intégraux à l'anglais.

Par exemple, le terme *selfie*, présenté dans la figure 2, qui désigne un autoportrait photographique et dont l'un des équivalents français est *égoportrait*, est un emprunt récent, puisqu'il a vraisemblablement été attesté en français pour la première fois en 2013. Par contre, *voxel* a, quant à lui, été évalué en fonction de la branche opposée de l'arbre décisionnel, c'est-à-dire en tant qu'emprunt non récent. Une recherche a en effet permis de déterminer que ce terme du domaine de l'infographie, désignant le plus petit élément de volume indivisible d'un espace tridimensionnel, est en usage au Québec depuis le milieu des années 1990.

GÉNÉRALISATION DE L'EMPRUNT

FIGURE 3

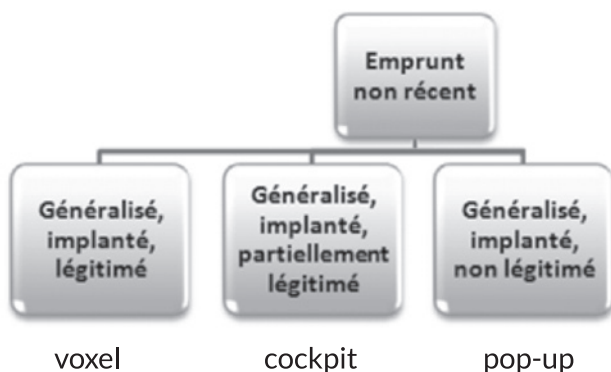


Lorsque le statut temporel du terme évalué est établi, il faut déterminer si l'emprunt est généralisé dans l'usage du français au Québec, c'est-à-dire vérifier si, au moment de l'analyse, il est employé par un très grand nombre, voire la majorité des personnes appartenant à une collectivité donnée. La détermination de la généralisation d'un emprunt doit évidemment tenir compte du type de concept qu'il désigne et de la fréquence à laquelle ce concept est évoqué dans l'usage. Elle repose donc sur des considérations fréquentielles : un emprunt est considéré comme généralisé si, pour désigner le concept étudié, son emploi est très fréquent, voire absolu dans un corpus documentaire varié, contemporain du moment de la recherche et représentatif du domaine concerné. Ainsi, *selfie* et *voxel*, qui sont présentés dans la figure 3, sont des emprunts généralisés dans l'usage. Par contre, *audisme*, qui fait référence à la discrimination envers les sourds et les personnes malentendantes, était d'emploi peu fréquent au moment de son évaluation, et *yachting* est, quant à lui, en perte de vitesse dans l'usage.

Il importe de mentionner que les concepts d'« emprunt généralisé » et d'« emprunt implanté », confondus dans la politique de 2007, sont distingués dans la nouvelle politique. En effet, un emprunt récent qui est sans équivalent français disponible est souvent d'emploi généralisé dans le corpus documentaire consulté, mais il n'est pas considéré comme étant implanté. C'est le cas, notamment, de *selfie*. En effet, l'implantation d'un emprunt relève de considérations fréquentielles ET temporelles. La détermination de l'implantation d'un emprunt est habituellement liée à une présence stable et prolongée (au moins au-delà de quinze ans) dans l'usage effectif des locuteurs d'une collectivité. Ainsi, *voxel* est non seulement généralisé, puisqu'il est largement employé en français pour désigner le concept concerné, mais il est également considéré comme implanté, puisqu'il est présent dans l'usage depuis le milieu des années 1990.

LÉGITIMITÉ DE L'EMPRUNT

FIGURE 4



L'étape de l'évaluation de l'implantation du terme emprunté est un prérequis à l'analyse de sa légitimité dans l'usage, c'est-à-dire à son adéquation au français standard en usage au Québec. Cela étant, puisqu'un emprunt récent n'est jamais considéré comme implanté, l'analyse de sa légitimité n'est pas pertinente.

Pour conclure à la légitimité d'un emprunt non récent, le ou la terminologue appuie sa décision sur l'addition de plusieurs éléments et constats, dont les suivants :

- L'emprunt a acquis un statut linguistique, scientifique ou socioculturel qui le rend indélogeable, parfois irremplaçable.
- L'usage de l'emprunt n'entraîne aucune réticence socio-linguistique particulière de la part des locuteurs et des locutrices des collectivités concernées, c'est-à-dire que l'emprunt est utilisé sans réticence linguistique

en contexte d'emploi neutre ou standard, sans mise en évidence, à l'écrit, par une marque typographique particulière (italique, guillemets), sans glose, etc.

- Il est employé par des auteurs reconnus dans la plupart des articles spécialisés contemporains du domaine en cause.
- Il ne fait pas l'objet de critiques dans les dictionnaires spécialisés, il figure, par exemple, sans marque ou précision normative dans la nomenclature des ouvrages. Cet élément doit néanmoins être pris en compte avec discernement. On ne peut considérer qu'un emprunt est légitimé seulement sur la base de sa présence, même sans marque normative, dans les dictionnaires. À l'inverse, il faut également évaluer avec prudence certaines marques normatives utilisées dans les dictionnaires.
- Il est souvent en usage dans plusieurs langues.

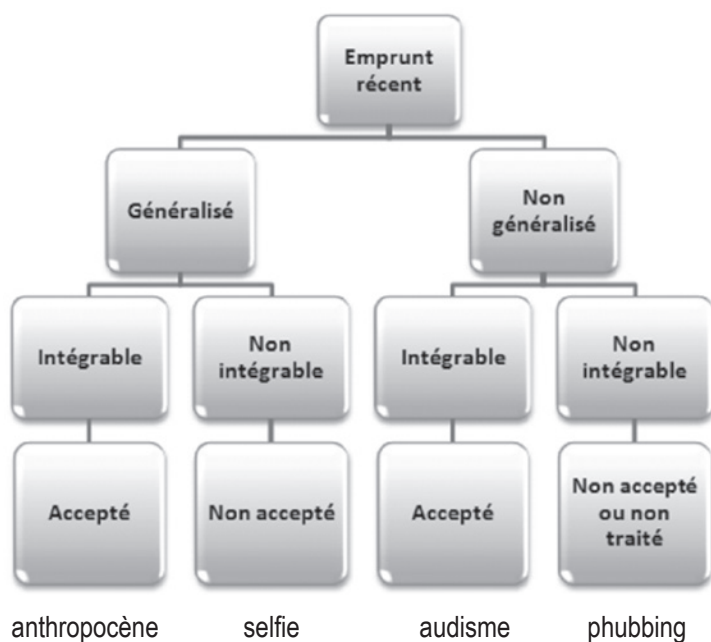
Par ailleurs, l'évaluation de la légitimité d'un emprunt peut également tenir compte de la cohérence terminologique interne du domaine duquel il est issu. Par exemple, *voxel*, *pixel* et *texel* constituent un ensemble terminologique cohérent en infographie, puisqu'ils désignent différents types de petits éléments graphiques d'une surface d'affichage. Néanmoins, même si la terminologie d'un domaine est fortement cohérente, il arrive malgré tout que certains termes brisent cette unité et qu'ils soient pourtant légitimés. Ils deviennent alors indélogeables et ne peuvent être objectivement déconseillés.

Ainsi, conformément aux éléments énumérés ci-dessus, l'évaluation de *voxel* (voir figure 4), emprunt non récent, généralisé et implanté, permet de conclure à sa légitimité, c'est-à-dire à son appartenance au français standard en usage au Québec. Toutefois, l'évaluation des termes *cockpit*, en aéronautique, et *pop-up*, en informatique, ne conduit pas au même résultat. *Cockpit* a été évalué comme un emprunt

partiellement légitimé parce que, même s'il est d'emploi neutre et non marqué dans l'usage courant, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et l'Organisation de l'aviation civile internationale ont officialisé ou normalisé l'emploi des termes français *poste de pilotage* et *habitacle*. Pour ne pas contrecarrer cet effort de francisation concerté, cockpit est présenté, dans *Le grand dictionnaire terminologique*, comme un terme pouvant être acceptable en contexte de langue courante, mais dont l'usage est moins souhaitable dans les textes du domaine de l'aéronautique. Quant à *pop-up*, l'évaluation de son usage a permis de déterminer qu'il n'est d'emploi standard ni chez les spécialistes en informatique ni chez les non-spécialistes. Par conséquent, il n'est pas légitimé en français au Québec.

INTÉGRABILITÉ DE L'EMPRUNT

FIGURE 5



L'importance de l'intégrabilité dans le système linguistique du français, cinquième et dernier critère d'évaluation auquel sont soumis les emprunts, varie selon le type d'emprunt en cause. Dans le cas des emprunts intégraux non récents, l'intégrabilité joue un rôle secondaire par rapport à leur légitimité dans l'usage. Elle est évaluée, mais elle n'est pas décisive. À l'inverse, l'analyse de l'intégrabilité des emprunts intégraux récents est déterminante, puisqu'ils ne sont pas évalués en fonction de leur légitimité dans l'usage.

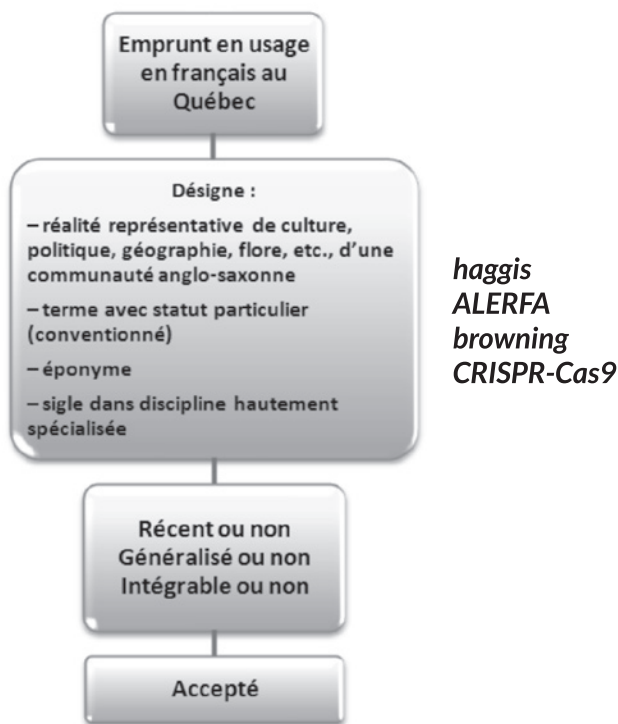
Par exemple, dans la figure 5, l'emprunt *Anthropocène* (de l'anglais *anthropocene*), attesté au tout début du XXI^e siècle, et qui désigne la période la plus récente du quaternaire, s'intègre au système linguistique du français, puisque ses deux éléments de formation sont préexistants en français (*anthropo-*, du grec *anthrôpos*, « être humain », et *-cène*, du grec *kainos*, « récent »). En outre, il s'insère naturellement parmi les autres dénominations des époques géologiques du quaternaire, c'est-à-dire le *Pléistocène* et l'*Holocène*.

Il en va de même pour le terme *audisme*. Ses éléments formants existent en français (*aud-*, du latin *audire*, « entendre », et *-isme*, suffixe exprimant une prise de position par rapport à la réalité que dénote la base) et sa formation s'apparente à celle des termes *sexisme* et *racisme*, qui font également référence à des comportements préjudiciables.

Par contre, *selfie* n'est pas intégrable, notamment en raison de la valeur du suffixe anglais *-ie*, dérivé de *-y*, qui sert à créer des termes hypocoristiques avec une intention affectueuse, connotation que le suffixe *-ie* n'a pas en français. Enfin, le terme *phubbing* (*télesnobisme* en français), qui fait référence au fait, pour une personne, de consulter fréquemment son téléphone intelligent alors qu'elle est en conversation avec d'autres personnes, n'est pas intégrable pour des raisons évidentes.

CAS PARTICULIERS D'EMPRUNTS

FIGURE 6



Certains types d'emprunts (voir ci-dessus la figure 6) échappent toutefois à l'analyse de base et ne sont généralement pas soumis aux critères habituels dont il a été question jusqu'à maintenant. En définitive, qu'ils soient récents, généralisés, intégrables ou qu'ils ne le soient pas, ces emprunts sont acceptés, compte tenu de leur nature particulière. Il s'agit :

- d'emprunts qui désignent des réalités fortement associées aux particularités culturelles d'une communauté linguistique donnée, ou aux particularités de son espace territorial. Par exemple, le terme *haggis*, qui désigne un plat traditionnel écossais, ou le terme *bluegrass*, qui fait référence à un genre musical typique du sud-est des États-Unis.
- d'emprunts dont le statut est établi en vertu d'accords, de consensus, de conventions entre plusieurs entités décisionnelles d'un domaine. Par exemple, *ALERFA*, terme uniformisé par l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui désigne une phase d'alerte précise en aéronautique.
- d'emprunts découlant de noms propres. Par exemple, *browning*, qui désigne une arme à feu portant le nom de son inventeur, John Moses Browning, ou *walley*, qui désigne un type de saut en patinage artistique, du nom de son créateur, Nate Walley.
- d'emprunts en usage dans des disciplines hautement spécialisées et qui sont employés dans plusieurs autres langues que le français, par exemple *CRISPR-Cas9*, qui désigne un type d'enzyme en génie génétique, ou *microscopie STED*, qui désigne un type de microscopie de fluorescence en nanotechnologie.

COEXISTENCE ENTRE EMPRUNT ET TERME FRANÇAIS

Les exemples dont il est question ci-dessus complètent le tour d'horizon des principaux éléments d'analyse proposés dans la nouvelle politique de l'emprunt.

Il importe de souligner, toutefois, que même si la coexistence entre un emprunt et un terme français ne constitue pas un critère d'acceptabilité absolu, elle doit être nécessairement prise en compte pour le classement des différents termes dans la fiche du *Grand dictionnaire terminologique*, en vertu des consignes méthodologiques en vigueur à la Direction générale des services linguistiques de l'Office.

En fait, lorsque, après analyse, un emprunt est jugé acceptable, il faut déterminer s'il est ou non en situation de coexistence avec un ou plusieurs termes français et quel est l'usage de ces termes afin d'assigner la place qui convient à chacun dans la fiche du *Grand dictionnaire terminologique*. En effet, puisque la mission de l'Office québécois de la langue française est de faire la promotion du français, même si un emprunt est accepté, il ne sera généralement pas consigné comme vedette de la fiche s'il coexiste avec un ou plusieurs équivalents français (voir la figure 7).

FIGURE 7

☆☆☆☆☆☆

Anglais JEN ↓

direction

Domaines politique > parti politique
élection

Auteur Office québécois de la langue française, 2016

Définition

Fonction de chef de parti politique.

Termes privilégiés

direction n. f.

chefferie n. f.

Canada

leadership n. m.

leaderchip n. m.

Le terme *chefferie*, bien qu'il soit encore critiqué dans certains ouvrages correctifs, fait partie du vocabulaire politique du Canada français depuis la fin du XIX^e siècle, et est parfaitement conforme au système linguistique du français.

L'emprunt intégral à l'anglais *leadership* ainsi que l'emprunt intégral adapté *leaderchip* s'inscrivent dans la norme sociolinguistique du français au Québec.

Anglais

Auteur Office québécois de la langue française, 2016

Terme
leadership

CONCLUSION

Un constat important s'impose à la suite des travaux menés au cours de ce vaste chantier de mise à jour de la politique relative au traitement des emprunts linguistiques : peu importe les réflexions, les recherches et les efforts déployés, ils ne suffiront jamais à prévoir tous les cas de figure possibles. Il est d'ailleurs heureux qu'il en soit ainsi ! Cela démontre que le français est une langue bien vivante, qu'elle évolue... et qu'elle s'approvisionne à tous les étals !

Le caractère foisonnant et innovateur du français impose, certes, des défis stratégiques importants en matière d'aménagement linguistique. Il oblige les organismes comme l'Office québécois de la langue française à constamment se réinventer. Néanmoins, c'est sans contredit une perspective d'avenir passionnante pour les terminologues et les linguistes de l'Office, qui consacrent quotidiennement leurs efforts à perpétuer l'héritage français en Amérique.

VOCABULAIRE

Coexistence :

Situation sociolinguistique dans laquelle un emprunt et un ou plusieurs équivalents de la langue emprunteuse sont en usage ou disponibles pour désigner un concept dans cette langue.

Il ne faut pas confondre *coexistence* et *concurrence*. Le concept de « coexistence » entre deux termes est plus neutre et fait référence à la simultanéité des usages. Celui de « concurrence » évoque plutôt l'idée de compétition entre les usages.

Collectivité :

Ensemble d'individus groupés naturellement par une proximité d'habitat, par un partage d'intérêts ou pour atteindre un but commun.

Une collectivité peut faire référence, par exemple, à l'ensemble des francophones, ou aux locuteurs et locutrices francophones québécois, ou encore aux spécialistes francophones d'un domaine en particulier. Une collectivité donnée peut se superposer complètement à une communauté linguistique ou peut n'en représenter qu'une partie (la collectivité des spécialistes francophones d'un domaine n'est qu'une partie d'une communauté linguistique).

Emprunt hybride :

Unité lexicale d'une langue emprunteuse qui résulte du transfert du sens et de la traduction partielle de la forme d'une unité lexicale d'une autre langue.

Par exemple, *podcastage* (de *podcasting*), *clé USB* (de *USB key*) et *groover* (de *to groove*) sont des emprunts hybrides.

Emprunt intégrable au système linguistique (d'une langue) :

Emprunt linguistique qui s'insère dans la structure d'une langue, notamment des points de vue morphologique, syntaxique et sémantique, sans en altérer les relations.

L'intégrabilité d'un terme au système du français — qu'il s'agisse d'un emprunt ou non — ne garantit pas son implantation dans l'usage. À l'inverse, un emprunt implanté dans l'usage n'est pas nécessairement intégrable au système du français.

Emprunt intégral :

Unité lexicale d'une langue emprunteuse qui résulte du transfert complet de la forme et du sens d'une unité lexicale d'une autre langue, sans adaptation ou avec une adaptation minimale.

Par exemple, *week-end*, *rafting*, *gazebo*, *blooper*, *vintage* sont des emprunts intégraux.

Emprunt partiellement légitimé :

Emprunt linguistique parfois critiqué dans les ouvrages normatifs, mais qui est non marqué ou standard dans l'usage des locuteurs et des locutrices.

Faux emprunt :

Unité lexicale nouvelle dans une langue emprunteuse, qui résulte d'un transfert de traits formels empruntés à une autre langue, mais dont la forme, intégrale ou non, n'existe pas dans la langue prêteuse.

Par exemple, *brushing*, *slip* (au sens de « sous-vêtement »), *outdooring* (au sens de « tendance jardin ») sont de faux emprunts.

L'ANGLAIS ET LE FRANÇAIS, ENTRE CONCEPT ET DÉSIGNATION

■ ÉTIENNE QUILLOT

Chargé de mission à la Délégation générale à la langue française et aux langues de France

L'anglais exerce en France une influence prégnante dans la dénomination des nouvelles réalités scientifiques et techniques. Dans ce contexte, l'État français mène depuis 45 ans une politique d'aménagement linguistique favorisant la création de termes en français qu'il a confiée au dispositif d'enrichissement de la langue française. La langue anglaise irrigue puissamment les travaux des experts de ce dispositif qui, paradoxalement, comme si cela allait de soi, se garde d'en faire une cible.

LES ANGLICISMES, GRANDS ABSENTS DES TEXTES DE RÉFÉRENCE

Le dispositif d'enrichissement de la langue française a pour vocation de développer l'utilisation de la langue française dans la vie économique, les travaux scientifiques et les activités techniques et juridiques en proposant des termes

nouveaux pouvant servir de référence¹. Il se concentre donc sur le vocabulaire de spécialité dans ce qu'il a de nouveau, « nouveau » signifiant « pas encore connu du grand public ». L'appréciation de cette nouveauté varie en fonction des domaines : la diffusion dans le grand public de termes de l'audiovisuel, de l'informatique ou des télécommunications ne prenant souvent que quelques mois après l'apparition du concept chez les spécialistes, alors qu'elle est bien plus lente, demandant fréquemment plusieurs années, pour des termes des domaines de la biologie, de la chimie, des matériaux ou du spatial.

Dans beaucoup de domaines, les concepts nouveaux sont de plus en plus souvent nommés en anglais et diffusés dans cette langue. L'anglais constitue donc naturellement le « matériau » de base du dispositif d'enrichissement de la langue française. Pourtant, l'objectif affiché par le dispositif n'est pas le traitement de termes anglais ou d'anglicismes dans le but de proposer des équivalents en français, mais la définition et la dénomination de concepts nouveaux. L'anglais n'est jamais cité dans les cinq décrets successifs relatifs à l'enrichissement de la langue française. Tout au plus parle-t-on de « langues étrangères » :

- Les décrets n° 72-19 du 7 janvier 1972, n° 83-243 du 25 mars 1983 et n° 86-439 du 11 mars 1986 évoquent l'établissement d'un « inventaire des lacunes du français »,

¹ « En vue de favoriser l'**enrichissement de la langue française**, de développer son utilisation, notamment dans la vie économique, les travaux scientifiques et les activités techniques et juridiques, d'améliorer sa diffusion en proposant **des termes et expressions nouveaux** pouvant servir de référence, [...] il est créé une commission d'enrichissement de la langue française. » (Art. 1 du Décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française, modifié par DÉCRET n° 2015-341 du 25 mars 2015)

les décrets n° 96-602 du 5 juillet 1996 et n° 2015-341 du 25 mars 2015 s'en tiennent à la formule « compléter le vocabulaire français ».

- Le décret n° 72-19 du 7 janvier 1972 comporte la formule « emprunts indésirables aux langues étrangères ».
- Le décret n° 83-243 du 25 mars 1983 ne comporte en revanche aucune mention au sujet d'anglicismes, d'emprunts ou de langues étrangères.
- Le décret n° 86-439 du 11 mars 1986 mentionne des « termes ou expressions étrangers dont la francisation est requise ».

Enfin, les deux derniers décrets, n° 96-602 du 5 juillet 1996 et n° 2015-341 du 25 mars 2015 (modifiant le précédent) sont formulés à l'identique avec la mention de « termes et expressions nouveaux apparaissant dans les langues étrangères » et de « termes et expressions équivalents en langues étrangères ».

Il a été décidé lors de la mise en place du décret n° 96-602 du 5 juillet 1996 de ne pas mentionner explicitement l'anglais dans les publications du dispositif d'enrichissement², la Commission ayant préféré se démarquer d'un rejet systématique de cette langue. Ainsi, dans les publications au *Journal officiel*, conformément à l'expression employée dans le décret du 25 mars 2015 (« termes et expressions équivalents en langues étrangères »), les fiches terminologiques comportent une rubrique « équivalent étranger »

² Les termes recommandés par la Commission d'enrichissement de la langue française sont publiés au terme de leur parcours dans la section Avis et Communications du *Journal officiel* de la République française.

dans laquelle figurent les équivalents anglais sans aucune mention de la langue. Mais l'origine est précisée pour les termes issus d'autres langues. On trouve ainsi dans la fiche « féminicide » à la rubrique « équivalent étranger » : *feminicide*, *feminicidio* (Esp.), *femminicidio* (It.)³.

Au *Journal officiel*, la publication des listes de termes est néanmoins toujours complétée par une table d'équivalence entre les « termes étrangers » et les « équivalents français », au bas de laquelle une note précise pour les termes étrangers qu'« il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire ».

En revanche, dans la base de données *FranceTerme*, pour des raisons évidentes de compatibilité des données en vue d'échanges (mise à disposition au titre de l'ouverture des données, intégration dans d'autres bases terminologiques, interopérabilité des bases...), chaque équivalent est accompagné d'un code de langue normalisé. Tout terme ou sigle anglais est donc complété de la mention (en).

Les anglicismes peuvent figurer également dans une autre rubrique, celle de l'« équivalent admis ». Il s'agit d'un terme étranger consacré par l'usage, souvent de longue date, et qui, par conséquent, ne peut plus être considéré comme « à proscrire », mais qu'il convient de concurrencer en recommandant un terme français. Dans des cas très rares, la Commission d'enrichissement admet l'usage établi en français d'un terme étranger : *skipper* en navigation de plaisance, *lifting* en médecine, ou encore *groggy* en sports... Si l'origine anglaise n'est pas indiquée dans le *Journal officiel*, dans la base *FranceTerme*, chaque équivalent admis emprunté à l'anglais est complété du code de langue (en).

³ Les fiches complètes de tous les termes cités peuvent être consultées dans la base *FranceTerme* à l'adresse <http://www.culture.fr/franceterme>.

D'autres anglicismes font l'objet d'un traitement à part. Il s'agit de mots empruntés à l'anglais et employés dans un autre sens – *drive* pour « point de retrait automobile » ou *fitness* pour « gymnastique de forme » –, ou de mots hybrides forgés à partir de l'anglais – souvent des verbes comme *swaper* pour « échanger », mais aussi des noms comme *clienteling* pour « profilage du client ». Ils sont assez peu nombreux (21 au total au 31 décembre 2016, dont 1 en 2000, 2 en 2006, 4 en 2007, 1 en 2008, 2009 et 2010, 4 en 2011, 1 en 2012, 4 en 2013, 2 en 2014, mais aucun en 2015), bien que n'ayant fait l'objet d'un repérage rigoureux qu'à partir de 2005. Ces pseudo-anglicismes sont décrits dans la note de la fiche comme des emprunts de l'anglais à proscrire. Par exemple : « L'emploi du verbe *benchmarker*, emprunté de l'anglais, est à proscrire ». Le dispositif d'enrichissement n'a à ce jour pas traité de « pseudo-emprunts » à une autre langue que l'anglais.

Au 31 décembre 2016, *FranceTerme* comptait 6 391 fiches terminologiques, dont 6 239 avec un équivalent anglais, 37 avec un équivalent dans une autre langue (allemand, arabe, espagnol, italien ou russe), parfois au côté d'un équivalent anglais, 140 sans aucun équivalent. Enfin, 25 fiches ont un équivalent admis et, pour 24 d'entre elles, il s'agit d'un terme d'origine anglo-saxonne (le 25^e étant *via ferrata*, emprunté à l'italien). Le poids de l'anglais est donc indiscutable.

LES ANGLICISMES, TRÈS PRÉSENTS DANS LES TRAVAUX DES GROUPES D'EXPERTS

Les travaux des 19 groupes d'experts du dispositif d'enrichissement de la langue française reposent largement sur l'anglais, langue d'apparition des concepts nouveaux, avec

une importance qui varie toutefois d'un domaine à l'autre. L'étude systématique des termes publiés au *Journal officiel* permet de mesurer le poids relatif de l'anglais parmi les travaux des groupes d'experts. L'année 2015, choisie pour l'étude en raison de la mémoire récente des débats des groupes d'experts et de la Commission d'enrichissement, concerne **242** concepts publiés au *Journal officiel*. L'étude ne prend pas en compte les termes qui n'ont pas atteint le stade de la publication, écartés par les groupes d'experts ou par la Commission parce qu'ils relevaient de la langue générale, disposaient de traductions attestées dans les dictionnaires bilingues, concernaient des réalités insuffisamment récentes, des anglicismes attestés depuis trop longtemps ou bien des concepts émergents encore trop flous : par exemple *dead-heat*, *ex-aequo*, *laptop embassy*, *reporting croisé*, *offshoring*, *business as usual*, *magical thinking*.

Les **242** concepts qui ont fait l'objet d'une publication au *Journal officiel* en 2015 sont issus des travaux de 15 groupes d'experts sur un total de 19 :

- **175 concepts** ont été étudiés par les groupes d'experts à partir d'une désignation en **anglais** ou en pseudo-anglais, voire d'un nom de marque à consonance anglaise. Il s'agit donc d'un défi pour le dispositif d'enrichissement, puisque 72,25 % des concepts lui parviennent avec une désignation en anglais.
- **42 concepts** ont été étudiés à partir d'une désignation ou d'une ébauche de désignation en **français**. Ils représentent 17,35 % des termes étudiés.
- Il faut ajouter à ces deux principales catégories **19 concepts** (7,85 % des termes publiés en 2015), qui avaient déjà été publiés précédemment au *Journal officiel*, faisant l'objet d'une actualisation (principalement de la

définition pour tenir compte des évolutions scientifiques et techniques, mais aussi de la désignation), ainsi que **6 concepts** pour lesquels le point de départ de l'étude est indéterminé (anglais ou français).

Les 175 concepts étudiés à partir d'une désignation en anglais sont de quatre natures différentes.

- Dans les travaux des experts, notamment spécialistes de biologie, de finance, des énergies fossiles ou des relations internationales, on relève des termes liés à l'actualité ou aux évolutions scientifiques et techniques, provenant vraisemblablement de pays non francophones. Par exemple, *asylum shopping* traduit par « course au droit d'asile » (un terme apparu dans les médias et dans la communication politique qui a fait l'objet d'une réflexion menée conjointement par le dispositif d'enrichissement et le Département linguistique de langue française de la Direction générale de la traduction de la Commission européenne), *conflict mineral* traduit par « minerais de conflit », *Argonaut protein*, par « protéine argonaute », et *death domain*, par « domaine de mort », *digital native*, par « enfant du numérique », ou *gate*, par « seuil de rachat ».
- Dans certains domaines, l'anglais est devenu la langue de travail internationale commune à des industriels et à des organisations fortement concentrés. C'est le cas du spatial, chapeauté en Europe par l'Agence spatiale européenne (qui n'a qu'un sigle anglais : ESA), dont le siège est à Paris et le seul port spatial, en Guyane. Le vocabulaire de l'ingénierie nucléaire est également largement inspiré de l'anglais alors qu'il existe dans ce secteur un fort enjeu de sécurité, tant pour les travailleurs que pour la population civile et l'environnement. Il y a donc là une contradiction à recourir à l'anglais ou à des calques de l'anglais hermétiques pour des franco-

phones néophytes! En 2015, on a publié des concepts comme *gravity turn* pour « basculement optimisé », *space cryogenics* pour « cryogénie spatiale » ou *resurfacing* pour « remodelage de surface ».

- Dans le secteur de l'automobile, les principaux constructeurs français ou européens recourent à l'anglais pour nommer les nouveaux dispositifs, au prétexte de la commercialisation dans le monde entier, de la dispersion des sites de conception et de fabrication. Même les constructeurs allemands, qui sont pourtant considérés comme chefs de file en matière de qualité et d'innovation, ont renoncé à l'allemand pour promouvoir les dispositifs novateurs de leurs véhicules. Pourtant, un nom en français serait indispensable pour la bonne compréhension et la bonne utilisation des dispositifs relatifs à la sécurité des véhicules. En France, la traduction en français des nouveaux équipements est quasiment absente des publicités, dans la presse et dans la documentation technique. Il n'y a pas plus d'explicitation en français des noms de marque des dispositifs, quasiment systématiquement en anglais ou à consonance anglo-saxonne (exemples de tels noms relevés sans traduction : *Active Body Control*, *All Wheel Control*, *Magic Body Control* ou *Hybrid Synergy Drive*). En 2015, on a ainsi traduit *night vision* par « aide à la vision de nuit » ou *hybrid air* par « hybride à air comprimé », ce dernier dispositif au nom anglais étant cependant développé par le groupe français PSA.
- Enfin, tous domaines confondus, l'anglais étant de plus en plus utilisé dans certaines activités commerciales et pour la dénomination de nouveaux produits, on relève des marques de commerce ou des noms de marque qui sont perçus comme des termes et posent le même problème que les anglicismes. Il est cependant

possible de proposer un nom « générique » que l'on peut utiliser pour désigner tout produit concurrent du premier produit lancé sur le marché français. Cela explique sans doute l'implantation réussie de termes comme « baladeur », « tablette » ou « gyropode », créés pour désigner les produits Walkman, iPad et Segway. En 2015, deux termes ont été proposés : pour *Taser*, le terme « pistolet à impulsion électrique (PIE) » – la recommandation reprenant à son compte un terme connaissant un début d'usage – et pour *Swimmer* – le terme « porte-drone sous-marin (PDS) », créé par les experts.

Les 42 concepts étudiés à partir d'une désignation ou d'une ébauche de désignation en français l'ont été pour deux motifs.

- Principalement, la volonté des experts de définir précisément une désignation dont l'usage se répand chez les professionnels, mais dont la signification fait débat, ou qui est peu explicite pour les néophytes. Cela a conduit à la publication en 2015 de termes comme « agro-écologie » et « agroforesterie », « fileyeur », « fouille opérationnelle », « édumétrie » et « psychométrie » (ajout d'un nouveau sens), « génie écologique » et « ingénierie écologique » (deux notions voisines qu'il convenait de mieux distinguer), ou encore « report modal ».
- Secondairement, la nécessité pour les experts de définir et de nommer un concept émergent comme la « cartographie dynamique », l'« urbanisme participatif » ou la « zone aérospatiale de transition ».

Enfin, chaque année, les experts du dispositif d'enrichissement procèdent à la révision de concepts précédemment publiés au *Journal officiel*, avec 19 termes dans ce cas en 2015. Ils représentent près de 8 % des termes publiés, un pourcentage nettement plus élevé que les autres années.

- Il s'agit, principalement, de revoir la définition pour tenir compte des évolutions scientifiques et techniques, comme celle de « (véhicule) hybride » (*hybrid vehicle*), terme publié en 2007 et révisé une première fois en 2001, de « réaction de fission en chaîne » (*nuclear chain reaction*), de « schiste bitumineux » (*oil shale*) ou de « en flux » (*streaming*).
- Il s'agit, plus rarement, de revoir la désignation, comme dans le cas de « gaz de charbon » (plutôt que « méthane houiller »; *coal bed methane* en anglais) ou de l'alternative entre « orientation » et « attitude » dans le domaine spatial. Le dispositif, soucieux de ne pas multiplier les sens d'une notion par emprunt à l'anglais, afin de ne pas l'affaiblir, a conservé en entrée la série « orientation » (*attitude*), « capteur d'orientation » (*attitude sensor*), « commande d'orientation » (*attitude control*), etc., tout en maintenant en note, sans autre précision, l'usage professionnel d'« attitude », « capteur d'attitude », « commande d'attitude », etc. Dans la publication précédente, il était précisé que ces anglicismes n'étaient « pas recommandés ».

L'ANGLAIS, VECTEUR DE L'INNOVATION DANS DE NOMBREUX DOMAINES

L'anglais est *toujours* à l'origine de l'étude d'une notion nouvelle dans les domaines où les acteurs de l'industrie et de la recherche jouent un rôle moteur dans les dénominations des concepts, même lorsque les innovations sont proposées par des francophones. C'est le cas des domaines de l'audiovisuel, de l'automobile, de la biologie, des compo-

sants électroniques, de l'économie et des finances, des télécommunications (100 % ou près de 100 % des notions). Le domaine de l'informatique, pour lequel il n'y a pas eu de terme publié en 2015, appartient également à ce groupe.

L'anglais est *presque toujours* à l'origine de l'étude d'une notion dans les domaines de l'ingénierie nucléaire, des énergies fossiles, des relations internationales (qui concerne autant le vocabulaire des institutions internationales que celui des médias et de la politique) et de la spatologie (90 % à 95 % des notions).

L'anglais est *souvent* à l'origine de l'étude d'une notion (encore plus de 50 % des notions) dans les domaines de la chimie – les besoins pédagogiques nombreux sont également à l'origine de l'étude de concepts à partir du français – et de l'éducation et de l'enseignement supérieur – l'importance moindre de l'anglais n'étant finalement guère étonnante dans un secteur où l'État et d'autres acteurs publics sont les principaux inventeurs et promoteurs de notions nouvelles en français.

L'anglais n'est pas toujours à l'origine de l'étude d'une notion dans des domaines comme l'agriculture, la défense (moins de 50 %) – même si de nombreux termes proviennent du vocabulaire de l'OTAN ou apparaissent dans le cadre d'opérations militaires internationales dont l'anglais est la langue commune) – l'aménagement/l'urbanisme et les transports (moins de 20 %) – pour lesquels le français est très présent dans les sous-domaines des transports ferroviaires et routiers, alors que l'anglais domine dans les transports aériens et maritimes.

Enfin, l'anglais peut ne pas être à l'origine de l'étude! Pour le domaine de l'environnement et du développement durable, il est très rarement la langue d'apparition de la notion, voire dans aucun cas comme en 2015, où toutes les

notions nouvelles ont été abordées en français, même si quelques termes plus précis étaient proposés pour éviter l'expression englobante et inexacte du point de vue des spécialistes d'« espèce invasive », un anglicisme.

DIFFÉRENTES STRATÉGIES DE TRAITEMENT DES ANGLICISMES

Lorsqu'il s'agit de recommander un terme français face à 72 % de concepts nouveaux véhiculés en anglais, la Commission d'enrichissement, outre le critère de l'usage, applique deux grands principes. D'abord, la pertinence et la clarté par rapport à la notion que le terme doit désigner, ce qui est souvent déterminant pour en faciliter la compréhension. Ainsi, si l'on trouve couramment en biologie pour l'anglais *green fluorescent protein (GFP)*, les traductions littérales de « protéine fluorescente verte » (titre de l'article de Wikipédia) et de « protéine verte fluorescente », qui induisent en erreur (la protéine n'est pas verte), les experts du dispositif d'enrichissement préconisent « protéine à fluorescence verte ». L'autre principe est la conformité au système morphologique du français, sans opposition à la création ou à la recommandation de mots-valises lorsque les formants restent compréhensibles pour des non-initiés, ou à la recommandation d'onomatopées (« couac » pour *glitch*) ou de mots dérivés de régionalismes (« pégosité » pour *tackiness*).

La traduction littérale en français du terme anglais reste majoritaire quand elle respecte les principes de pertinence, de clarté et de conformité, et que d'autres formulations n'apportent pas plus d'intelligibilité. En 2015, c'est le cas de 91 concepts sur 242. Par exemple, « minerai de conflit »

pour *conflict mineral*, « disque dur hybrid » pour *hybrid hard device*, « acteur planétaire » pour *global player*, « système précollision » pour *precrash system* ou « effondrement stellaire » pour *stellar collapse*.

La traduction littérale n'interdit pas l'emprunt, qui est retenu lorsque les experts du domaine et la Commission d'enrichissement ne parviennent pas à trouver une désignation plus satisfaisante et répondant aux deux principes. C'est l'usage déjà installé d'une désignation qui a conduit à ce choix pour 5 concepts sur 242 en 2015, soit moins de 2 % des travaux. Il s'agit par exemple de concepts comme « intensification des procédés » pour *process intensification* (recommandation du terme qui a déjà un large usage chez les professionnels), « canopée » pour *canopy* (emprunt d'un terme à la botanique, assorti d'un changement de sens radical pour désigner le capot d'un wagon de transport de déchets nucléaires, qui peut assurément induire en erreur), « thème pétrolier » pour *oil play* (emprunt de sens) ou « caspase » pour *caspase* (*cysteine-containing aspartate-specific protease*), un acronyme d'usage international.

Il est important de trouver un terme français transparent et explicite pour exprimer la même notion; c'est pourquoi le dispositif privilégie d'autres formes que la traduction littérale. En 2015, pour 77 termes, le choix s'est porté sur une désignation plus « efficace » que transparente, sur une désignation plus précise ou qui permet d'éviter un contresens.

- Une désignation plus « efficace » que transparente : on reproche aux termes français d'être moins imagés ou moins brefs au profit d'une formulation plus descriptive, mais c'est parfois l'inverse et les termes (7 sur 77) retenus gagnent en « efficacité » ce qu'ils peuvent perdre en transparence. Par exemple, *active lane keeping*

assist rendu par « suivi automatique de voie » ou *start-up neutron source* par « source de démarrage ».

- Une désignation plus précise, plus descriptive, est privilégiée dans la majorité des cas (41 termes sur 77). Par exemple, pour les termes *green on blue (attack)* traduit par « attaque de l'intérieur » – plus explicite pour qui ne connaît les codes de couleur de la tactique militaire : bleu pour les forces amies, vert pour les forces neutres –, *pooling & sharing* par « mutualisation interétatique » – plus explicite que la traduction littérale « mutualisation et partage » –, *death receptor* par « récepteur de mort cellulaire », *docking station* par « station d'accueil sous-marine » ou *hook-up* par « raccordement sur site »...
- Une désignation plus précise pour contrer un emprunt est retenue pour 5 termes sur 77. Ainsi, pour *coolability*, on recommande « capacité de refroidissement » – plutôt que « refroidissabilité » dont on relève un usage dans les organisations du secteur –, « enfant du numérique » pour *digital native* – vite entré dans l'usage avec succès, au point de supplanter le calque « natif du numérique », pourtant très fréquent avant la publication –, ou « végétalisme intégral » pour *veganism* – choisi, car préconisé par l'OQLF, qui, à l'inverse, peine à s'implanter face à l'emprunt « véganisme » (c'est en fait un concept surtout utilisé par la société civile et les médias, alors qu'il ne l'est pas par l'administration de l'État, la seule soumise à une obligation d'emploi).
- Une désignation permet d'éviter un contresens. Lorsqu'une traduction littérale peut être source d'incompréhension ou de contresens, voire la cause d'incidents ou d'accidents lors de l'utilisation de certains dispositifs techniques, une désignation explicite, descriptive doit être recommandée (21 termes sur 77). Il arrive que les experts retiennent des termes qui connaissent

un petit usage, souvent proposés par des spécialistes soucieux de pédagogie. À titre d'exemples, on retiendra les termes « surveillance des angles morts » pour *blind spot detection*, « boîte quantique » pour *quantum dot*, « personne exposée à la corruption (PEC) » pour *politically exposed person* (PEP), « contre-rapporteur » pour *shadow rapporteur* ou encore « adsorption à pression modulée » pour *pressure swing adsorption* (PSA).

- Enfin, une désignation plus explicite permet à la fois d'éviter un contresens et de contrecarrer un emprunt (3 termes sur 77). Ainsi, le terme « adsorption physique » est proposé pour *physical adsorption*, *physisorption*, alors que « physisorption » est déconseillé, ou encore « lanceur rallumable » est proposé pour *versatile launcher* par les experts du spatial, qui relèvent un usage croissant à l'oral de « lanceur versatile ».

PAS DE REJET SYSTÉMATIQUE DES ANGLICISMES EN USAGE

Si les groupes d'experts et la Commission d'enrichissement font presque systématiquement le choix de recommander un terme français transparent et explicite, il leur arrive de faire état d'un anglicisme en usage, souvent dans la note de la fiche terminologique, mais aussi comme synonyme.

- En 2015, 21 concepts sur 242 comportent une entrée « synonyme ». Dans 7 cas, cette entrée est proposée pour recommander une traduction littérale de l'anglais en complément de la désignation principale plus explicite et rendant mieux la définition proposée (soit 2,9 % des termes publiés en 2015). Ces synonymes sont presque systématiquement proposés par les experts du domaine

qui relèvent leur emploi courant dans le milieu professionnel. On recourt donc à une entrée « grand public », plus explicite et plus descriptive, qui cohabite avec un calque de l'anglais. Il s'agit de « plénum », synonyme de « chambre d'expansion » (*plenum* en anglais), « simulateur spatial », synonyme de « chambre de simulation spatiale » (*space simulator* en anglais), « chromodomaine »*, synonyme de « domaine modifiant la chromatine » (*chromodomain* en anglais), « moems »*, synonyme de « microsystème optoélectromécanique » (*MOEMS* en anglais), « élément orbital »*, synonyme de « paramètre orbital » (*orbital element* en anglais), « éléments orbitaux à deux lignes »*, synonyme de « paramètres orbitaux à deux lignes » (*two-line element* en anglais), « effet d'opposition », synonyme de « surbrillance d'opposition » (*opposition effect* en anglais).

- Les 4 synonymes suivis d'un * sont assortis de la mention « langage professionnel ». Cette mention est ajoutée après un terme pour préciser qu'il n'a pas la préférence de la Commission d'enrichissement, mais que son usage, en particulier par les spécialistes, est difficile à contrecarrer. Elle concerne souvent des termes manquant de clarté par rapport à la notion qu'ils doivent désigner comme « élément orbital », ou peu conformes au système morphologique et syntaxique du français comme « moems ». En règle générale, le terme employé dans le langage professionnel est mentionné dans les rubriques « synonyme » ou « note ». Mais, exceptionnellement en 2015, la Commission d'enrichissement a accepté d'inverser un synonyme, calque de l'anglais, et la désignation principale, tant les experts du domaine étaient convaincus que la nouvelle proposition ne parviendrait pas à supplanter l'expression largement en usage. Ainsi, « optimisation des procédés » – *process intensification* en anglais – est le synonyme de « intensification des procédés », terme néanmoins assorti de

la mention « langage professionnel ». Cette exception, ajoutée aux 7 synonymes déjà signalés, porte à 3,3 % la place accordée aux anglicismes en 2015.

Lorsque la Commission d'enrichissement estime qu'une variante ne peut faire l'objet d'une recommandation en lui accordant le rang de synonyme, elle peut recourir à son enregistrement dans le champ « note ». En 2015, c'est le cas de 29 concepts sur 242, dont 21 portent sur des calques de l'anglais, soit 8,7 % des termes publiés. En fonction du degré d'implantation en français de l'expression et du respect des principes appliqués par la Commission d'enrichissement (pertinence et clarté, conformité au système morphologique), cette variante peut être simplement signalée ou assortie d'une mention prescriptive : il y a donc 4 catégories que l'on peut choisir dans l'ordre suivant : aucune prescription (« on trouve aussi »), « n'est pas recommandé », « est déconseillé », « est à proscrire ».

- 7 variantes avec la simple mention « On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme x » sans autre précision : « mutualisation et partage » (*pooling and sharing*), « engin explosif improvisé (EEI) » (*improvised explosive device*), « attitude » (*attitude*), « capteur d'attitude » (*attitude sensor*), « centrale d'attitude » (*attitude control system*), « commande d'attitude » (*attitude control*), « système de commande d'attitude et d'orbite (SCAO) » (*attitude and orbit control system*).
- 2 termes ne sont pas recommandés : « végétarien » (*vegan*) et « véganisme » (*veganism*).
- 10 variantes entrent dans la catégorie du terme déconseillé ou de l'expression déconseillée : « acteur global » (*global player*), « adsorption modulée en pression » (*pressure swing adsorption*), « adsorption modulée en température » (*temperature swing adsorption*), « emballage sec » (*dry package*), « emballage humide » (*wet*

package), « fonction de travail » ([*electron*] *work function*), « chimisorption » (*chemisorption*), « physisorption » (*physisorption*), « espèce invasive » x 2 (*invasive species* et *expanding species*).

- Enfin, 2 expressions sont « à proscrire » : « banque mobile » (*mobile-banking*) et « lanceur versatile » (*versatile launcher*).

CONCLUSION

Si l'anglais est désormais la langue d'émergence des innovations – plus de 7 termes publiés sur 10 en 2015 –, le dispositif d'enrichissement de la langue française recommande des termes qui contribuent à la vitalité du français scientifique et technique. Seul un vocabulaire complet en français peut garantir l'enseignement et la recherche dans notre langue. Proposer des termes intelligibles pour tous met aussi le discours des spécialistes à la portée des néophytes. Le dispositif mène cette action sans rigidité et il n'y a pas de contradiction de sa part dans le fait d'accepter la recommandation d'anglicismes (3,3 % des termes sont des calques ou des emprunts) ou une mention en note (8,7 %), mais du pragmatisme. Il s'agit surtout de prendre en compte des désignations déjà largement en usage chez les professionnels et qui parfois se diffusent dans le grand public. Franciser ne doit pas complexifier la communication.

La réussite durable de cette action repose sur trois conditions. Avant tout, l'efficacité de la veille conduite par les experts pour détecter les nouvelles notions avant que des emprunts ou des traductions littérales, sources de contre-sens, ne s'implantent. Et il ne peut y avoir de réussite sans la rapidité à proposer une désignation en français et sans l'efficacité de la diffusion.

PÉRIODE DE QUESTIONS

■ Dan Van Raemdonck

J'ai une question pour M. Quillot. Vous nous avez dit que vous ne vous interdisiez pas les mots-valises. Je me rends compte qu'il n'y a pas, dans la dénomination *table*, la notion « élément/plan de disposition », qui en est la définition. Donc, à un moment donné, on choisit *table* sans préciser de quoi il s'agit. Dans beaucoup des équivalences que vous avez données, vous avez remplacé quelque chose qui est soit de l'ordre du nom, soit de l'ordre du nom composé, en anglais, par un syntagme avec préposition et, donc, toute une structuration qui est assez descriptive, même si vous avez cité des cas plus transparents. Cela ne va pas dans le sens des Belges francophones, qui préfèrent le mot anglais parce qu'il est plus bref. Ça rallonge généralement la sauce : un terme trop descriptif ne donne pas l'impression d'être un terme. Pourtant, en français, il existe des types de compositions à la fois morphologiques de dérivations préfixe-suffixe, à la fois de type « combinaison », comme dans *anthropocène*, dont nous avons parlé tout à l'heure. Ces types de compositions sont tout à fait français et permettraient peut-être une certaine créativité dans l'utilisation de termes qui ne sont pas simplement descriptifs. Certains des syntagmes que vous avez proposés sont longs et ils semblent avoir une capacité d'intégration plus mitigée ou plus difficile. Dans un exemple que vous avez donné, j'ai cru comprendre que, pour *enfants du numérique*, il y avait 15 000 occurrences. Je voudrais savoir si vous avez des moyens de calculer le taux de pénétration des termes que vous utilisez. Évidemment, beaucoup de ces termes sont techniques, pas toujours dans le domaine courant, mais je n'en ai pas utilisé beaucoup ; fatalement, je n'en ai pas lu beaucoup non plus. Est-ce que vous ne travailleriez pas

plutôt sur un peu plus de mots-valises ou de structures composées qui existent dans la structure du français, quitte à ce qu'elles soient moins transparentes et qu'elles soient plus utilisables?

┐ Étienne Quillot

J'ai certainement mal choisi mes exemples, parce que nous utilisons énormément de préfixes. *Bio* entre dans la composition d'un très grand nombre de termes. Nous avons des termes qui sont des mots extrêmement ramassés et explicites.

┐ Dan Van Raemdonck

Pour *resurfacing*, pourquoi ne pas avoir choisi *resurfaçage*? En quoi est-ce incompréhensible en français par rapport à *remodelage de surface*?

┐ Étienne Quillot

Si vous lisez la définition, ce n'est pas « refaire une surface »; ce n'est pas « ajouter ou remplacer une surface ». Ce qui est important, c'est de rendre explicite la notion. C'est important parce qu'il s'agit de termes techniques qui sont utilisés par des experts. Les demandes viennent des experts, pas du grand public. Ce sont des spécialistes en sciences et techniques spatiales (on parle de surfaces de satellite et de fusée) qui ont trouvé que *resurfaçage* n'était pas la bonne solution. Évidemment, *remodelage de surface* ou *remodelage*, ce sont des termes que l'on peut abréger.

┐ Animatrice

Cela vous semblait plus transparent pour un public non spécialisé, même si, dans les faits, ce sont des gens de ce secteur-là qui vont s'en servir?

■ Étienne Quillot

Pour ce qui est des mots-valises, si les formants sont reconnaissables par tous, on ne se les interdit pas. Il n'y a aucun problème.

■ De la salle

Est-ce que vous pensez au réalisme de certains termes? Moi, je pense au mot *Taser*, qui est utilisé ici par la police pour éloigner des foules. Je doute que notre police parle de son *pistolet à impulsion électrique* pour chasser les foules. Moi, j'aurais choisi un mot comme *Taser*, qui est à la fois simple et court.

■ Étienne Quillot

C'est une marque de commerce. Mais en quelque sorte, nous avons choisi la facilité puisqu'au sein de la police et de la gendarmerie, en France, on utilise déjà le terme, mais surtout le sigle français du terme, c'est-à-dire *PIE*. Les policiers et les gendarmes disent : « *Je prends mon PIE* » (pour *pistolet à impulsion électrique*). On a remplacé une marque de commerce. Il y a peut-être d'autres objets de ce type que ceux de la marque *Taser*.

■ Animatrice

Dans ce cas-là, l'usage a été l'un des éléments du choix, du fait que vous avez adopté *pistolet à impulsion électrique*.

■ Johanne Maltais

Je voudrais compléter la réponse de M. Quillot. C'est qu'en terminologie on ne peut pas proposer de marque de commerce comme terme générique pour désigner des concepts qui sont semblables. Comme vient de le dire M. Quillot, il peut

y avoir différents pistolets à impulsion électrique d'une autre marque que *Taser*. De plus en plus, aujourd'hui, les compagnies sont jalouses de leurs dénominations, de leurs désignations. Avec Internet, elles peuvent facilement faire des recherches. D'ailleurs, une compagnie a déjà demandé à l'Office de ne pas parler de sa marque de commerce dans sa fiche terminologique. C'est certainement une des raisons pour lesquelles on ne peut pas employer *Taser* pour désigner n'importe quel pistolet à impulsion électrique.

┐ Loïc Depecker

La remarque est bonne dans la mesure où, effectivement, le sigle est un procédé très usité, notamment chez les experts. L'un des défauts du français est d'être très analytique. Or, le sigle et la siglaison permettent de réduire ce caractère analytique un peu gênant à un seul mot, comme vous le souhaiteriez. Et là, vous avez droit à un mot comme *PIE*.

┐ De la salle (représentante de l'OQLF)

Je voudrais donner un autre exemple d'un terme long, composé, qu'on a réduit à un sigle ou à une abréviation pour remplacer le mot *fatbike*, en français un *vélo à pneus surdimensionnés*. On a proposé le sigle VPS, qui s'inscrit très bien dans la lignée des VTT, et on a fait connaître à la population ce sigle-là. On attend les résultats de nos démarches, que nous connaissons avec la venue de la saison hivernale et de la neige. On verra sûrement des VPS à Québec et on pourra déterminer si nos communications ont connu du succès. On avait même proposé le terme *vépésiste* pour désigner l'utilisateur de ce vélo. Alors, à partir du sigle, on a créé le nom de l'utilisateur de ce vélo.

CINQUIÈME THÈME – NATURE ET TYPOLOGIE DES ANGLICISMES

Président de séance : **JEAN-MARIE KLINKENBERG**,
président du Conseil de la langue française et de la politique
linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Les anglicismes sont, nous l'avons constaté au cours des conférences précédentes, de diverses natures et sont employés pour de multiples raisons. Les deux prochains conférenciers évoqueront, entre autres choses, des questions relatives à la typologie des emprunts linguistiques à l'anglais, qui permettront de mieux saisir la nature du phénomène et les contextes dans lesquels il se produit.

FAN ZONE, WEBRADIO, INFOBULLE : LES NOMS COMPOSÉS ONT-ILS PERDU LA TÊTE?

■ VINCENT RENNER

Professeur au Centre de Recherche en Terminologie
et Traduction de l'Université Lumière Lyon 2

La différence la plus frappante entre les noms composés du français et de l'anglais tient au fait que les premiers ont leur tête sémantique à gauche, comme dans les autres langues romanes, alors que la tête est située à droite pour les seconds, comme dans les autres langues germaniques :

- homme-grenouille (français)¹;
- uomo-rana (italien);
- hombre rana (espagnol);
- homem-rã (portugais);

¹ Le composant-tête est indiqué par un soulignement.

- *frogman* (anglais);
- *Froschmann* (allemand);
- *frømand* (danois);
- *grodman* (suédois).

Quand le français et l'anglais ont recours aux mêmes composants, le contraste apparaît alors de manière saisissante :

- *page Internet* ~ *Internet page*;
- *safari-photo* ~ *photo safari*;
- *western spaghetti* ~ *spaghetti western*.

Comme les autres unités du lexique, les composés peuvent circuler d'une langue à l'autre par l'emprunt. Ils se singularisent cependant par la possibilité, pour les locuteurs, de modifier l'ordre linéaire des éléments. Certains composés empruntés à l'anglais sont ainsi restructurés lors du passage au français afin de retrouver l'ordre tête-modificateur qui est celui des langues romanes. Cela se vérifie pour des composés variés, des plus intégrés au lexique jusqu'aux hapax de discours :

- *service station* > *station-service*;
- *damage control* > *control damage*².

² « Le patron de Telsa a ensuite réagi sur les réseaux sociaux, histoire de faire un peu de "control damage". » <<http://www.begeek.fr/youtube-apple-ouvre-des-chaines-europeennes-182280>> (page consultée le 25 février 2017).

Dans certains cas, la restructuration n'est pas formelle mais sémantique. En comparant, par exemple, les définitions du composé *photo finish* en anglais et en français, l'on remarque un déplacement de la tête sémantique, de l'élément droit en anglais à l'élément gauche en français :

- « A close finish of a race (esp. a horse race) in which the winner is identifiable only from a photograph. » (*Oxford English Dictionary*)
- « Enregistrement photographique de l'arrivée d'une course. » (*Grand Robert de la langue française*)

Cette relecture du sens de l'unité originelle est aussi attestée pour le nom *boat people*, qui, s'il désigne d'abord en français (tout comme en anglais) la « même réalité extralinguistique caractéristique des réfugiés se déplaçant au moyen d'un bateau », est aussi réinterprété comme un « bateau de réfugiés » :

- « [...] nous avons eu la chance, le bonheur de retrouver le *boat people* II^e de Lumière à bord duquel se trouvait Bernard Kouchner. » (*La France exaspérée*, Jean-Pierre Pierre-Bloch, 2002)
- « Si certains bateaux limitent le nombre de pêcheurs pour améliorer les conditions de pêche, d'autres entassent les clients comme sur des *boat people*. » (*Pêches faciles : en mer*, Jean Arrachart, 2007)
- « Nous sommes le 8 août 1979, la famille Ly est à bord d'un *boat people*, fuyant la guerre sino-vietnamienne. » (*Le Républicain Lorrain*, 16 janvier 2015)

Il arrive aussi, et c'est la situation la plus fréquente, que l'unité composée ne soit pas restructurée; elle est empruntée d'un seul bloc. Ceci n'empêche pas le fait qu'elle puisse être quasi transparente sémantiquement, lorsque les composants anglais ont des équivalents déjà lexicalisés en français, ce qu'illustrent les noms *piano-bar*, *science-fiction*, *pole position*, *globe-trotteur* ou *fan zone*. L'emprunt de tels composés est suffisamment répandu pour que les lexicographes jugent parfois bon d'entériner l'existence du patron modificateur-tête anglais en français. La forme *web-* a ainsi le droit à une entrée distincte de celle de *Web* dans le *Grand Robert de la langue française* :

- « **web-** : Élément, de *web*, entrant dans la composition de mots en rapport avec Internet : *webdocumentaire*, *websérie*, *webradio*. ».

Ici, le trait d'union qui suit le morphème *web* ne sert pas tant à marquer le caractère lié de ce dernier que le fait qu'il peut être utilisé en tant que modificateur apparaissant dans une position atypique en français, la première position.

Le patron modificateur-tête semble de plus en plus fréquent en français contemporain et cette augmentation n'est pas simplement due au phénomène de l'emprunt monobloc. Certaines unités entament une nouvelle vie dans la langue d'accueil et, par application du principe analogique, elles donnent aussi naissance à des constructions lexicalement hybrides, dans lesquelles l'élément-tête droit reste identique, et donc anglais, alors qu'un nouveau modificateur gauche, français, est adjoint :

- *baby-boom* > *papy-boom*;
- *living-room* > *pipi-room*;
- *French bashing* > *fonctionnaire bashing*.

D'autres unités, comme *infobulle* (*tooltip* en anglais) et *rando-fiche* (sans équivalent répertorié en anglais), apparaissent sans qu'un lien de filiation directe avec l'anglais puisse être établi. On atteint là un deuxième stade d'anglicisation du lexique, l'emprunt n'étant plus lexémique, c'est-à-dire concret et matériel, mais uniquement matriciel, c'est-à-dire un calque qui ne touche que la structure du nom construit, et qui peut passer inaperçu. Si ces unités à tête droite sont encore relativement peu fréquentes, le phénomène semble avoir déjà pris une certaine ampleur dans le domaine des dénominations commerciales, comme l'attestent les constructions suivantes :

- *Autoroute Info* (plutôt que l'ordre tête-modificateur *Info Autoroute*);
- *Domino's Ligue 2* (plutôt que *Ligue 2 Domino's*);
- *Le Monde Festival* (plutôt que *Festival Le Monde*);
- *Lidl Star Ligue* (plutôt que *Ligue Star Lidl*);
- *Orange Vélodrome* (plutôt que *Vélodrome Orange*);
- *UEFA Euro 2016* (plutôt qu'*Euro 2016 UEFA*).

Cette nouvelle prééminence du patron modificateur-tête en français pose avec de plus en plus d'acuité la question d'une action d'aménagement linguistique, et je voudrais plaider ici dans le sens d'un rétablissement de l'ordre roman pour les emprunts quasi transparents, formés de deux éléments par ailleurs déjà lexicalisés en français. Respecter les patrons de composition réguliers de la langue permet une transparence sémantique complète et prévient les ambiguïtés de lecture. La postposition du modificateur éviterait par

exemple d'aboutir – cas extrême – à la coexistence de deux termes homophones, mais de sens opposé :

- *Web marchand* : « Partie du réseau Internet constituée par l'ensemble des sites Web marchands » (Office québécois de la langue française, 2005);
- *webmarchand* : « Marchand qui possède un site Web commercial » (Office québécois de la langue française, 2007).

De même, *trotte-globe* pourrait être préféré à *globe-trotteur*, car ce néologisme relève d'un patron ancien – la composition nominale de type verbe-nom – qui est toujours productif en français contemporain (cf. *cache-prise*, *lave-auto*, *vide-grenier*). Il n'y a souvent aucune contrainte structurelle empêchant le rétablissement de l'ordre roman et celui-ci pourrait donc être privilégié pour asseoir l'implantation de formes déjà existantes, comme dans le cas des composés suivants :

- *fanzone* > *zone fan*
« Sous des écrans géants, les initiés font la queue devant la zone fan [...]. » (*La Voix du Nord*, 23 novembre 2015)
- *infobulle* > *bulle info*
« Notez que les paramètres du filtre en cours apparaissent dans la barre de titre de la liste ainsi que dans la bulle info associée au champ Modifier la recherche. » (*Ciel Compta 2010*, Béatrice Daburon, 2009)
- *photojournaliste* > *journaliste photo*
« La *journaliste photo* pour divers magazines allemands et styliste est la fille de l'acteur, aujourd'hui disparu, Jacques Alric. » (*La Montagne*, 25 octobre 2016)

- *vélostation* > *station-vélos*
« L'utilisateur peut retirer un Vélobleu à l'une des bornes grâce à sa carte bancaire et en appelant le serveur vocal depuis une *station-vélos*. » (*Nice-Matin*, 17 juin 2016)
- *webradio* > *radio web*
« Enfin, au chapitre innovation, la journée sera retransmise en direct sur Play Hits Mix, une *radio web*. » (*Le Républicain Lorrain*, 6 septembre 2016)

La composition nominale nom-nom n'est cependant pas un procédé morphologique complètement libre en français et certains renversements linéaires sont douteux, auquel cas le recours à d'autres dénominations à tête gauche reste possible, est attesté, et semble toujours préférable :

- *autopartage* > ?*partage-autos* > *partage de véhicules*
« Le constructeur parie que ces voitures seront largement utilisées comme taxis automatisés et dans les services de *partage de véhicule*. » (*Le Monde Informatique*, 4 juillet 2016)
- *piano-bar* > ?*bar-piano* > *bar à piano*
« Y a une salle de restaurant où on bouffe de la friture, mais qui ne marche pas fort; et puis un *bar à piano* qui fonctionne déjà mieux... » (*San-Antonio – Bacchanale chez la mère Tatz*, Frédéric Dard, 1985)
- *sex-ratio* > ?*ratio-sexes* > *ratio hommes/femmes*.
« [...] selon l'Association internationale pour l'étude de la douleur, le ratio hommes/femmes serait de 1,5 pour les douleurs à la nuque, aux genoux et au dos [...]. » (*Science & Vie*, 1^{er} février 2017)

Ces divers exemples rappellent, pour conclure, que les calques de structure affectent plus profondément la langue d'accueil que les emprunts lexicaux, et il semble donc opportun de sensibiliser les francophones en général, et les « professionnels de la langue » en particulier, à cette question, avec l'espoir que certains de ces noms composés perdront leur nouvelle habitude de marcher sur la tête.

LES ANGLICISMES ENTRE FORME LINGUISTIQUE, FONCTIONS SOCIO- COMMUNICATIVES ET CONTEXTE ÉNONCIATIF : VERS UNE TYPOLOGIE

■ **LAURENT GAJO**

Professeur à l'Université de Genève

INTRODUCTION

Les anglicismes interpellent aussi bien les théories linguistiques que le débat social. S'ils polarisent souvent les propos, c'est qu'ils trouvent leur source dans une prémisse contradictoire : *les langues, pourtant toutes égales, sont en fait inégales*. Cela revient à rappeler que le social habite au cœur de la langue, elle-même enjeu de pouvoir, de conflits, d'inégalités. En même temps, la linguistique moderne a permis de montrer que toutes les langues partagent des caractéristiques communes et qu'elles sont capables de s'adapter en permanence à leur environnement. Si toute langue peut potentiellement tout dire (principe d'omnipotence sémiotique), il faut pourtant bien admettre que certaines langues sont plus « muselées » que d'autres. La sociolinguistique dénonce ainsi une certaine dérive de théories linguistiques s'occupant d'une langue hors contexte – en quelque sorte « nettoyée » et désinvestie – et débouchant sur un discours politico-linguistiquement correct.

De façon plus générale, l'origine de ce discours PLC est sans doute à chercher dans le structuralisme, qui, ayant besoin de réifier son objet d'étude pour conforter son statut de science, a en quelque sorte volé à l'homme ses langues, l'a déresponsabilisé [...] La première conception de la langue, celle de la linguistique structurale sous ses diverses formes, en fait une sorte d'instrument que l'homme, déresponsabilisé, utilise lorsqu'il en a besoin. La seconde, qui est la nôtre, considère l'homme comme acteur du devenir des langues¹.

Les anglicismes relèvent en effet d'une question pleinement sociale et entrent régulièrement dans le débat public. Courriers de lecteurs, débats radiophoniques, articles divers fleurissent sur la question. L'association suisse Défense du français en a même fait l'un de ses sujets porteurs. Benoit Duteurtre, dans un récent article du *Monde diplomatique*, ne manque pas de se montrer narquois face à leur usage excessif :

Quand je lui demande pourquoi il emploie continuellement des mots anglais, même ceux qui ont un équivalent français, mon neveu me répond que « l'anglais, c'est plus style » [...] J'y repensais l'autre jour, en voiture, alors que passait un programme de Fun Radio. Sur un ton enjoué, l'animateur enjoignait à ses auditeurs adolescents de raconter leur life – concept visiblement plus style que celui de « vie ». [...] Tous employaient

¹ L.-J. CALVET et L. VARELA (2000). « XXI^e siècle : le crépuscule des langues ? » Critique du discours politico-linguistiquement correct. *Estudios de Sociolingüística*, 1/2, 47-64.

l'anglais comme une langue sacrée dont, bizarrement, les Anglo-Américains ne peuvent comprendre le sens caché, puisque, pour eux, *life* ne signifie que « vie » [...]².

Ce passage montre un besoin d'analyse, de nuance, évoqué dans l'énoncé « même ceux qui ont un équivalent français ». Il est donc nécessaire d'aborder l'analyse des anglicismes selon une double perspective, sociolinguistique et typologique. En effet, tous les anglicismes ne sont pas perçus de la même façon en fonction de leur type et de leur contexte d'utilisation. Ce contexte peut s'entendre de deux manières, l'environnement social au sens large et la situation particulière d'énonciation.

Décrivons d'abord des types d'anglicismes et leurs fonctions en lien avec des contextualisations données, puis proposons une typologie socioénonciative. Une telle typologie peut évidemment s'appliquer au-delà du seul cas des anglicismes et concerner plus globalement les situations de contact linguistique. Il faut toutefois, d'emblée, préciser qu'une réflexion sur les anglicismes entre dans un champ doublement confiné. D'une part, le contact avec la langue hypercentrale doit être appréhendé en tant que tel, car il implique une tension sociale plus marquée. D'autre part, si l'anglicisme relève des marques de contact interlinguistique, il ne concerne qu'une partie de la réalisation de ces marques, en l'occurrence l'emprunt ou le calque et non pas les alternances de code, par exemple (voir à ce propos Chevalier, 2008).

² Benoit DUTEURTRE. « La langue de l'Europe », *Le Monde diplomatique*, juin 2016.

DES TYPES D'ANGLICISMES

En nous appuyant, notamment, sur les études de Meney (1994) et de Falkert (2008), proposons d'abord une vision globale de la question en parcourant les phénomènes d'oralité et de scripturalité avant d'organiser notre typologie selon les niveaux de structuration de la langue.

Une première distinction : oralité et scripturalité

À l'oral, nous verrons que les anglicismes peuvent affecter la prononciation par une intégration plus ou moins forte au système phonético-phonologique. Toutefois, l'influence de l'autre langue ou, plutôt, de ses locuteurs peut se manifester aussi dans des phénomènes paraverbaux ou multimodaux. Il en va ainsi des gestes qui accompagnent le discours oral. On pensera, par exemple, aux guillemets gestuels (scripturalité mimée), fréquents dans les exposés académiques (nous reviendrons de manière globale sur le discours académique).

À l'écrit, on mentionnera l'influence de graphies anglaises comme dans « garantie », « exemple », « recommander » (exemples tirés de Meney, 1994) là où les lexèmes trouvent un parallélisme presque complet d'une langue à l'autre. Mais l'on s'arrêtera aussi sur les marques typographiques, en particulier les majuscules et les abréviations. Un usage excessif de majuscules dans le titre d'un texte pourra ainsi provenir d'une influence de l'anglais, tout comme un recours systématique au point à la suite des abréviations (par exemple, « Dr. » au lieu de « Dr »). Toutefois, la question des abréviations, d'une part, relève d'une dynamique culturelle autant que linguistique (par exemple, la France écrit « Pr » là où la Suisse francophone écrit « Prof. ») et, d'autre part, a donné lieu à diverses évolutions en un même

point de la francophonie (ainsi, les règles de correspondance commerciale en Suisse romande ont abandonné, il y a quelques décennies, « Mr » au profit de « M ».). À ces changements diachroniques s'ajoutent (ou correspondent) des hésitations ou un espace variationnel au sein des scripteurs francophones. Le même type de réflexions pourrait être mené à propos de la ponctuation, qui obéit à des règles différentes dans les mondes francophone et anglophone, mais aussi d'une génération à l'autre ou selon les technologies utilisées (les messages laissés sur WhatsApp, par exemple, renouvellent l'usage de la ponctuation). Il en va ainsi des salutations en fin de courriel, qui abandonnent de plus en plus les marques de ponctuation.

Le contexte culturel, plus que linguistique, intervient sans doute massivement aux deux « marges » de la typologie, à savoir dans les gestes et dans la typographie. Par ailleurs, il est probable que certaines marques relèvent davantage d'un manque de ressources en français que d'un emprunt à l'anglais ou à d'autres langues (voir la graphie « garantie » évoquée ci-dessus). Il s'agirait alors d'une interférence, phénomène relevant d'une asymétrie de ressources (chez les locuteurs) et non d'une asymétrie de pouvoir (au sein des communautés). Ce manque de ressources peut se manifester de manière encore plus forte lorsqu'il s'agit d'adopter de nouveaux gestes. Ainsi, il n'est pas rare qu'un locuteur dont la langue maternelle est le bulgare peine à recourir aux bons mouvements de tête (vertical pour approuver et horizontal pour désapprouver) lorsqu'il parle français.

Une deuxième distinction : niveaux de structuration linguistique

Le débat social autour des anglicismes se focalise souvent sur le lexique, partie sans doute la plus saisissable de la réalité linguistique. Il est néanmoins important de balayer les différents niveaux de structuration de la langue ou du discours pour rendre compte de la présence et, par la suite, de la fonction des anglicismes.

En ce qui concerne la prononciation, on trouve le type de phénomènes évoqués pour la graphie, à savoir l'adoption de la variante anglaise là où l'on constate des formes parallèles d'une langue à l'autre. On prendra comme exemples les mots « zoo » et « hockey », prononcés à l'anglaise par certains locuteurs francophones, principalement nord-américains. Le premier existe traditionnellement en français dans une forme développée (« jardin zoologique »). Le second résulte probablement d'un emprunt ancien de l'anglais au français. Le fait d'adopter une prononciation anglaise s'explique sans doute pour deux raisons au moins : d'une part, les graphèmes « oo » et « ey » semblent indiquer une appartenance à l'anglais plutôt qu'au français; d'autre part, le contact prolongé avec une communauté anglophone peut engendrer une forme de stabilité de la prononciation originale, cela d'autant plus dans les nombreuses occurrences bilingues du mot « hockey » dans un pays comme le Canada.

Sur le plan du lexique, les exemples d'anglicismes sont très nombreux, témoin l'extrait du texte de Benoit Duteurtre, cité précédemment. Celui-ci s'arrête, notamment, sur les mots « style » et « life ». Le premier existe en français, mais il ne s'agit pas ici d'un simple changement dans la prononciation, car « style » ne traduit pas « style » dans son acception française, mais plutôt « stylé ». Les mots empruntés à l'anglais peuvent l'être sans adaptation (par

exemple, « job », « boss », « deadline ») ou avec adaptation (par exemple « pinotte », surtout utilisé au Québec). Par ailleurs, on trouve des expressions lexicalisées calquées sur l'anglais, à savoir traduites telles quelles (par exemple, « prendre une promenade »). C'est dans le domaine du lexique que la question de l'intégration de formes venues d'ailleurs se discute le plus. S'il est de plus en plus rare de qualifier des mots comme « weekend » d'anglicismes, leur étrangeté subsiste dans leur non-adaptation aux normes graphiques usuelles du français. Ce n'est pas le cas dans d'autres aires géolinguistiques, par exemple en Amérique latine, où l'on écrit « futbol » et « beisbol ».

En matière de sémantique, on observe une dynamique intéressante des anglicismes, qui viennent ajouter un sème ou une signification à un mot existant en français. On pensera, par exemple, aux expressions « appliquer pour un poste », « fixer l'agenda » ou « sauver de l'argent ». Il ne sera pas surprenant que de telles expressions émanent essentiellement de domaines de communication particuliers, en l'occurrence les domaines du travail et de l'économie, fortement marqués par le modèle étatsunien et largement « globalisés ».

Dans le domaine de la morphosyntaxique, on pourra faire le même genre d'observations, avec des anglicismes particulièrement répandus dans le monde du travail (par exemple, « être répondu », « personnel recherché », « circuler une information ») sous la forme de calques. On pourra toutefois arguer qu'il ne s'agit pas seulement de plier face au pouvoir américain, mais d'adopter un langage efficace et économique, permis notamment par les formes passives chères à l'anglais. Nous y reviendrons.

Mentionnons encore deux catégories d'anglicismes : les expressions idiomatiques (par exemple, « être dans l'eau

chaude ») et les marques discursives (par exemple, « well », « anyway »). Dans les deux cas, il s'agit souvent d'habitudes communicatives fortement ancrées dans les pratiques socioculturelles de communautés bilingues. Dans les dynamiques d'apprentissage d'une langue seconde ou étrangère, elles se présentent toutefois de manière différente, les premières résistant longtemps à l'acquisition, alors que les secondes peuvent intervenir de façon très précoce. Quoi qu'il en soit, les enjeux semblent plutôt marginaux aussi bien pour la communication que pour l'apprentissage. Sur le plan de l'organisation du discours, d'autres éléments, moins visibles, doivent pourtant retenir l'attention. Il s'agit, par exemple, de l'influence des pratiques anglophones sur la structuration du discours scientifique en français, que nous évoquerons en conclusion.

DIVERSITÉ DES FONCTIONS SOCIOCOMMUNICATIVES

Après avoir présenté une typologie d'anglicismes sur le plan linguistique, nous nous focalisons maintenant sur les fonctions qu'ils peuvent remplir dans des situations concrètes de communication. Nous nous appuyons pour ce faire sur nos travaux précédents (Gajo, 2013), eux-mêmes inspirés d'un article de Marc Bonhomme (2003) sur le recours à l'anglais dans le discours publicitaire. Nous distinguons trois fonctions majeures liées à l'utilisation des anglicismes : la dénotation, la contraction et la connotation.

La fonction de dénotation correspond à l'emprunt d'un mot anglais pour pallier un manque terminologique en français. Cela s'observe principalement dans le domaine des technologies, où les inventions proviennent le plus souvent de

communautés de chercheurs qui partagent et diffusent leur travail en anglais. On emprunte un mot à l'anglais, car une place est à prendre pour désigner un nouvel objet ou un nouveau concept. On parlera d'effet de niche. Évidemment, la communauté francophone dispose d'instances affectées à la création terminologique et, grâce notamment à la vitalité québécoise, arrive à proposer rapidement des solutions de rechange à l'anglais. C'est le cas, par exemple, du mot « courriel », proposé en remplacement de l'anglais « email », et qui permet des dérivations comme « pourriel ». Ce travail terminologique ne répond pas seulement à un besoin idéologique, mais est susceptible d'enrichir la compréhension des concepts/objets désignés. Le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond (voir en particulier Lévy-Leblond, 2013) montre en effet que les choix terminologiques correspondent, en sciences, à des choix épistémologiques et qu'ils méritent d'être questionnés dans une diversité de langues. Il mentionne, par exemple, l'expression « big bang », dont l'effet métaphorique déroute la compréhension fine du phénomène désigné. Certains termes empruntés à l'anglais trouvent un correspondant en français, mais finissent par être conservés avec une spécialisation. C'est le cas de « stress » (« pression » ou « tension » ne couvrent pas ou plus tout à fait les mêmes objets), de « crew » (son usage dans le domaine de la danse *hip hop*, par exemple, tend à se spécialiser) ou de « globalisation » (la coexistence avec « mondialisation » contribue à donner une valeur différente aux deux termes, plus économique pour le premier et plus culturelle pour le second). La fonction de dénotation peut toucher le mot entier (par exemple, « jingle », « home cinema ») ou alors certaines acceptions de celui-ci. On parlera de niche lexicale dans le premier cas et de niche sémantique dans le second. Sur le plan sémantique, on citera par exemple l'utilisation du mot « performance » ou de l'adjectif « gradué » dans l'expression « études graduées ». Nous pouvons émettre

l'hypothèse que l'effet de niche concerne, dans ce cas, plus le domaine institutionnel que technologique. Ainsi, l'usage du terme « gradué », en Europe et en français, date de la réforme – dite de Bologne – des cursus universitaires et de l'adoption d'une distribution à l'américaine entre « bachelor » et « master ». Le terme anglais « bachelor » peut d'ailleurs difficilement être traduit dans un système où « baccalauréat » désigne un titre d'études secondaires. On continue alors de parler de « licence » en France et on précise « baccalauréat universitaire » en Suisse.

La fonction de contraction consiste à appliquer le principe général d'économie de la langue et des pratiques sociales. Les communautés cherchent en effet à s'organiser avec des moyens rentables. Cela peut conduire à limiter le nombre d'occurrences, mais aussi à opter pour des formes courtes et incisives. Mentionnons, par exemple, l'emprunt des mots anglais « cash », « top », « slot », « flyer », « check-in ». Les correspondants français seraient sensiblement plus longs, d'où une préférence pour la forme anglaise. Notons en passant que « check-out », le pendant de « check-in » en anglais, ne peut pas s'appuyer à l'heure actuelle sur un correspondant usuel en français, ce qui en fait un anglicisme à dénotation et non à contraction.

La fonction de connotation vise à créer un certain climat et va même jusqu'à préférer une forme anglaise là où il existe une forme française plus économique (par exemple, « c'est too much » au lieu de « c'est trop »). Il s'agit de produire un certain effet rhétorique, de se placer d'une certaine manière dans la communication. On pensera, par exemple, à des mots comme « sale » (au lieu de « soldes » ou « rabais »), « dispatcher », « splitter », « checker ». Cette fonction touche tous les types d'anglicismes, avec néanmoins une présence marquée dans les verbes, au centre des actions. Le climat recherché autour de l'anglais implique, notam-

ment, la modernité, l'internationalisation. L'important est d'activer ce climat plus que de transmettre une information précise sur un produit précis. Il suffit de regarder à ce propos le fonctionnement de la publicité (voir notamment Marc Bonhomme, 2003), qui mise autant sur l'opacité de la langue (effet de cryptage créant la surprise et l'interrogation) que sur sa transparence (effet *lingua franca*). On a pu voir, par exemple, le recours à une langue régionale en France pour promouvoir un produit en lien avec le terroir et l'authenticité. La fonction de connotation peut aussi engager un marquage culturel ou identitaire, qui amène certaines personnes à user de formes anglaises parfois opaques dans le seul but de marquer leur position socio-culturelle, d'être « in ».

LA CONTEXTUALISATION DES ANGLICISMES : CONTEXTES ÉNONCIATIFS ET CONTEXTES SOCIAUX

L'usage des anglicismes ne saurait donner lieu à la même analyse au regard de la diversité des contextes où ils interviennent. Les degrés de contextualisation sont multiples et complexes, mais nous souhaitons ici en examiner deux. Le premier concerne le contexte énonciatif, entendu comme la configuration mise en place localement pour gérer l'interaction entre les – ou plutôt certains – locuteurs. Le second concerne le contexte social, entendu comme l'environnement géolinguistique dans lequel baigne la communauté.

Le contexte énonciatif

Le discours entre dans une dynamique étroite avec le contexte, selon un double mouvement : le contexte (les

éléments de la situation d'interaction) conditionne le discours qui, à son tour, rend ou non pertinents certains éléments de la situation, c'est-à-dire structure le contexte. Par exemple, on pourrait imaginer que le répertoire linguistique des francophones (plus ou moins bilingues, plus ou moins compétents en anglais) exerce une influence sur leurs modalités de communication, mais on peut tout aussi bien observer que c'est le choix d'une modalité communicative (par exemple, recours plus ou moins fréquent à des emprunts anglais) qui configure la situation (sélection de certains interlocuteurs, etc.). Le contexte énonciatif est donc défini à l'intersection de ce double mouvement. En nous inspirant des travaux issus des études sur le bi-plurilinguisme (voir, par exemple, Lüdi et Py, 2003), nous distinguons trois modalités communicatives principales : exolingue, bilingue, unilingue.

En modalité exolingue, les interlocuteurs partent de l'idée ou du constat que les ressources linguistiques ne sont pas partagées et qu'il s'agit de mettre en place des stratégies facilitant l'accès de l'autre à la langue de communication. On cherche à rejoindre l'autre dans le projet communicatif, à l'inclure dans un élan de réciprocité. L'utilisation de la forme « tout inclus », par exemple, au lieu de « tout compris », pourrait être préférée par un francophone s'adressant à un anglophone dont les ressources en français paraissent hésitantes. On rechercherait par là un rapprochement maximal des répertoires. En revanche, la forme « recommander » (évoquée précédemment) apparaîtrait plutôt de manière involontaire dans le discours d'un locuteur peu familier avec le français. Il s'agit toutefois dans les deux cas d'hypothèses, car il pourrait aussi s'agir d'une situation bilingue, où l'influence des formes anglaises ne résulte pas d'un choix individuel, mais d'une pression collective non perçue.

En modalité bilingue, on organise la communication en supposant que les interlocuteurs partagent l'accès à deux ou plusieurs langues (inclusion supposée). Ce peut être un moyen de s'identifier à un groupe social ou professionnel. Parfois, il arrive cependant que la modalité bilingue exclue, involontairement ou volontairement, des personnes présentes dans la situation de communication (voir plus loin). La modalité bilingue se retrouve, toutes proportions gardées, dans la mobilisation d'une diversité de registres entre des locuteurs partageant la même langue. On parlerait dans ce cas de *polylectalisme* (voir notamment Berrendonner, Le Guern et Puech, 1983), qui montre bien l'importance de la fonction d'identification. En modalité bilingue, on peut imaginer que certains anglicismes ne soient plus perçus comme tels, ou alors qu'ils soient utilisés par commodité, sachant qu'ils ne posent aucun problème d'accès.

En modalité unilingue, si les locuteurs partagent la même langue et communiquent dans le même registre, l'anglicisme pourra ne pas être perçu ou ne pas donner lieu à questionnement. En revanche, si un locuteur active une modalité bilingue alors que ses interlocuteurs ne partagent pas l'une de ses langues (mode unilingue de la réception, comme cela peut être le cas lors d'une conférence ou d'une réunion), on peut assister à des phénomènes d'exclusion ou de sélection.

Ces différentes modalités communicatives se dessinent et se décident au fil des interactions. Le fait que les anglicismes soient perçus, qu'un mode exolingue soit activé ou que le mode bilingue ne soit pas routinier peut se traduire par des marques spécifiques comme les guillemets gestuels accompagnant un emprunt à l'anglais. Cela exerce un impact sur le caractère *transcodique* des marques et sur le fait que les formes linguistiques soient plutôt proposées qu'imposées.

Le contexte social

Nous venons d'évoquer le caractère plus ou moins routinier d'une modalité communicative, qui engendrera des effets variables de perception des anglicismes. C'est ici qu'intervient le contexte social, caractérisé, notamment, par le degré de bilinguisme des individus, la durée ou l'intensité du contact entre les langues et le type d'interactions (Campbell, 2004). Tous ces paramètres revêtent une certaine complexité. Pour le degré de bilinguisme des individus, il faut entendre le degré de bilinguisme attendu de la communauté ou du groupe auquel appartient l'usager, les cercles d'appartenance pouvant être plus ou moins larges et diversifiés. Pour la question du contact, au-delà de la durée et de l'intensité, on s'intéressera à la nature de ce contact, à son caractère plus ou moins asymétrique, à sa régulation par une politique linguistique plus ou moins explicite. En l'occurrence, la présence de l'anglais sera plus ou moins régulière, plus ou moins légitime et incarnée par une communauté locale ou par une communauté internationale. Le type d'interactions entretient un lien avec la constitution de ces communautés. Le contexte social va définir, à la fois, un corpus linguistique particulier et un univers de perception de ce corpus. Concernant le corpus, on pourra par exemple remarquer que plus le contact est long, asymétrique, fréquent et répandu socialement, plus les structures syntaxiques et discursives sont touchées par les anglicismes. Cela nous conduit tout naturellement vers la dernière partie de cet exposé, qui porte sur les tentatives de rapprochement entre la typologie linguistique des anglicismes et leurs fonctions sociocommunicatives, directement liées au contexte.

VERS UNE TYPOLOGIE SOCIOÉNONCIATIVE

Rapporter les formes d'anglicismes à leurs usages dans des contextes socioénonciatifs relève d'une première tentative, encore largement programmatique. Formulons donc ici quelques commentaires sous forme de questions ou d'hypothèses.

La fonction de dénotation touche surtout le lexique et permet une modalité de communication unilingue. La menace perçue est donc modérée, car les mots anglais ne concurrencent pas un équivalent déjà disponible en français. Ils amènent un objet ou un savoir nouveau, désigné uniquement dans une langue commune. Ne pas y avoir accès ne met aucunement en cause ses compétences linguistiques, mais tout au plus ses savoirs encyclopédiques ou ses réseaux sociaux. Par exemple, les personnes peu en contact avec Internet ne comprendront pas le mot « streaming », mais elles n'arriveront pas non plus à interpréter correctement les récents équivalents de « flux continu » ou « diffusion en continu ».

La fonction de connotation affecte tous les niveaux de structuration linguistique et suppose une modalité de communication bilingue, même si le bilinguisme en question peut se limiter à des compétences très fortement sectorialisées (la signification des mots anglais peut même, comme on l'a vu, être détournée; par exemple, l'expression « être *speed* ») ou à la création d'un certain climat. La menace est ici plus forte, car le risque d'exclusion ou de rejet existe bel et bien. Celui-ci est accentué si la modalité bilingue de communication n'est pas partagée (bilinguisme de la production par opposition à unilinguisme de la réception).

La fonction de contraction n'attire pas beaucoup l'attention, dans la mesure où elle relève d'un principe général d'organisation des pratiques langagières (principe d'économie). Plus fréquente dans le lexique, elle peut toutefois se glisser dans la morphosyntaxe en activant une préférence pour des formes plus courtes (par exemple, « circuler » au lieu de « faire circuler »). Le côté peu visible de la contraction la rend d'une certaine manière plus insidieuse, surtout dans le contexte français/anglais, où l'on souligne souvent la capacité de l'anglais à produire un discours plus concis.

Les situations énonciatives unilingues s'accompagnent régulièrement d'anglicismes morphosyntaxiques et discursifs, moins visibles que les anglicismes lexicaux et touchant des structures plus diluées dans le discours. Ni marqués ni remarqués, ils engendrent peu de questionnements alors même qu'ils peuvent être la trace d'un modèle culturel dominant, dont l'apparente familiarité empêche la perception. Nous allons nous pencher, en conclusion, sur un cas particulier d'anglicisme discursif, qui concerne la construction d'un article scientifique et, plus largement, la fabrication du discours scientifique.

CONCLUSION : LE CAS DU DISCOURS SCIENTIFIQUE

Nous avons déjà évoqué la question du travail terminologique dans le domaine scientifique, où la langue suppose des choix non seulement pratiques, mais épistémologiques. Le physicien Lévy-Leblond nous en montre bien des exemples. Selon lui, les emprunts trop rapides à l'anglais peuvent conduire à des dérives malheureuses. Ainsi en va-t-il, en mécanique quantique, de la notion de valeur incertaine,

reprise directement de l'anglais, alors que l'original, en allemand, parlait de valeur indéterminée (« Unbestimmtheit » chez Heisenberg par opposition à « *uncertainty* » dans sa diffusion dans le monde anglophone; voir Lévy-Leblond, 2013). Cela conduit le physicien français à se montrer critique envers l'hégémonie linguistique :

La domination quasi monopolistique d'une langue, quelle qu'elle soit, inhibe le jeu des mots et des idées, souvent stimulé par les traductions, passages et échanges d'une langue à l'autre³.

Nous allons ici prolonger la réflexion avec le niveau discursif, qui voit l'importation de plus en plus massive de modèles d'écriture anglophones dans la rédaction des articles scientifiques de chercheurs d'autres communautés linguistiques. Aujourd'hui, dans la politique éditoriale des revues scientifiques, on assiste à une forme d'homogénéisation des normes rédactionnelles, calquées en général sur des courants scientifiques dominants et sur les habitudes de la communauté scientifique nord-américaine. Les ateliers d'écriture proposés par les écoles doctorales reproduisent ces modèles et *corrigent* les habitudes des chercheurs issus de cultures *minoritaires*. Les questions de recherche sont posées d'une certaine manière, la discussion se place entre la présentation des résultats et la conclusion, les phrases doivent être courtes et la conceptualisation, linéaire, etc.

S'il y a ici anglicismes, ils sont moins visibles et concernent une communauté plus spécialisée. Et pourtant, ils méritent d'être *re-marqués* pour être discutés, car les enjeux dépassent la seule dynamique linguistique. Entre laxisme et purisme,

³ J.-M. LÉVY-LEBLOND (1996). *La pierre de touche : la science à l'épreuve*. Paris : Gallimard.

on pourra encourager une prise de conscience apte à documenter, en lien avec des degrés de visibilité des anglicismes, des degrés d'acceptabilité et d'intégrabilité. Nous plaçons à ce sujet pour une linguistique impliquée (voir Berthoud et Burger, 2014).

BIBLIOGRAPHIE

BERRENDONNER A., M. LE GUERN et G. PUECH (1983). *Principes de grammaire polylectale*. Presses universitaires de Lyon.

BERTHOUD, A.-C. et M. BURGER (éd.) (2014). A.-C. *Repenser le rôle des pratiques langagières dans la constitution des espaces sociaux contemporains*. Bruxelles : DeBoeck.

BONHOMME, M. (2003). « Les fonctions de l'anglais dans la publicité suisse ». *Bulletin suisse de linguistique appliquée* 77, 1-16.

CAMPBELL, L. (2004, 2^e édition). *Historical linguistics. An introduction*. Edinburgh University Press.

CHEVALIER, G. (2008). « Les français du Canada : faits linguistiques, faits de langue ». *Alternative Francophone* 1/1, 80-97.

FALKERT, A. (2008). « Typologie et dynamique des emprunts à l'anglais dans un parler acadien ». *Zeitschrift für Kanada-Studien* 28/1, 88-107.

GAJO, L. (2013). *L'établissement du français entre représentations et pratiques : l'exemple des anglicismes*. IN GENDRE, A. et autres (éd.). *Des mots rayonnants, des mots de lumière. Mélanges Philippe Terrier* (p. 329-338). Université de Neuchâtel : Recueil de travaux publiés par la Faculté des lettres et sciences humaines, fascicule 58.

LÉVY LEBLOND, J.-M. (2013). « La science au défi de la langue ». *Synergies Europe* 8, 19-28.

LÜDI, G. et B. PY, (2003, 1^{re} éd. 1986). *Être bilingue*. Berne : Peter Lang.

MENEY, L. (1994). « Pour une typologie des anglicismes en français du Canada ». *The French Review* 67/6, 930-943.

PÉRIODE DE QUESTIONS

┐ François Grin

Ma première question est pour Vincent Renner. L'exemple du *slash* est très intéressant. Ce *slash*, notamment s'il est alphabétisé, n'est-il pas simplement qu'une figure de style qui permet de marquer une certaine distanciation, une certaine ironie? Est-ce que ce n'est pas simplement une stratégie qui marche aussi bien en français qu'en anglais? On pourrait, du reste, très bien la matérialiser autrement en français, en effet de style. Est-ce que ce serait une interprétation possible de cette stratégie?

Maintenant, j'ai une question pour Laurent Gajo. Concernant l'exemple *vie* et *life*. J'ai l'impression que, dans le cas d'espèces, présenter le mot *life* n'est pas fait pour signifier « vie »; il est fait pour signifier autre chose. C'est-à-dire une vie mise en scène dans certains de ces aspects, dans certains de ces domaines qu'un média, comme une radio, aurait sans doute voulu mettre en évidence.

┐ Vincent Renner

En effet, je suis d'accord que, dans certains cas, on peut voir le *slash* comme un marqueur de distinction connotative. Mais, comme je l'ai démontré dans ma présentation, j'ai un grand nombre d'exemples de constructions complexes. Cela ne veut pas dire qu'une utilisation exclut l'autre, mais qu'il peut aussi y avoir une fonction de découpage, et donc d'analyse purement linguistique. Il y a une dimension linguistique, et non pas seulement sociolinguistique, dans la multiplication de ces structures. Mais, en effet, plusieurs lectures sont possibles.

Laurent Gajo

Concernant le deuxième commentaire, tu as tout à fait raison, François. C'est pourquoi il y a un effet fort de connotation dans ce genre de situation. Parce qu'effectivement, on crée une forme de climat. Il s'agit de demander aux personnes qui utilisent ces termes, notamment une population plutôt jeune, comment les entendent-ils et quel sens leur donnent-ils. Éventuellement, comment les personnes issues de générations différentes les reçoivent-ils? Je pense qu'il nous manque un certain nombre de données à ce sujet. C'est vrai que l'effet de connotation est très fort et qu'il ne s'agit pas d'une simple traduction du mot *vie*.

De la salle

Est-ce que vous vous intéressez aux conséquences, à la rupture de la transmission culturelle intergénérationnelle induite par les anglicismes lexicaux et structuraux?

Vincent Renner

Personnellement, non, je ne m'y intéresse pas particulièrement. Mais cela ne veut pas dire que ce n'est pas une question pertinente. Mon point de vue est d'abord celui d'un morphologue : donc, je m'intéresse d'abord aux structures lexicales. C'est une question qui pourrait être explorée, tout à fait.

Dan Van Raemdonck

Concernant le *slash*, je trouve cela assez intéressant. C'est vrai que le *slash* existait en France dans les rapports Nord et Sud. On se rend compte que le *slash* équivaut à une forme de proposition qui est censée marquer un rapport entre le Nord et le Sud, qui sont deux éléments d'un paradigme mis

l'un à côté de l'autre pour marquer le rapport. Pour moi, le *slash* comme tu le présentes, je me rends compte que ce n'est pas une coordination, c'est plutôt justement mettre des variations d'un paradigme l'une à côté de l'autre, en disant vous pouvez prendre ça, cela ou ça : ça vaut autant. Ce n'est pas la même chose que la coordination du trait d'union. Dans *oiseau-rouge*, on dit que c'est un oiseau et qu'il a une caractéristique de rouge.

Dans l'écrit du *slash*, on a effectivement une espèce de rapport paradigmatique, qui signifie qu'on aurait pu prendre cet élément-là, cet élément-ci et cet élément-là, comme si c'était *et/ou* dans le paradigme. Ce n'est pas exactement une coordination. C'est juste une visibilisation de tous les éléments du paradigme qui aurait pu être valide. Et ça me semble intéressant.

Et une dernière chose, pour M. Gajo. La question de *big bang* : je suis assez d'accord avec vous, sauf qu'il faut aussi tenir compte de la condition de production du nom *big bang* qui est, au départ, une critique à la théorie de Lemaître. Et donc, Lemaître n'appelait pas sa théorie *Big Bang*. Donc, le nom *big bang* n'est pas une étiquette descriptive, c'est une étiquette critique d'un de ses opposants qui a un peu été récupérée comme une espèce de retournement du stigmatisme vers une récupération positive. Donc, là, il faut tenir compte de l'histoire de la dénomination; elle n'est sans doute pas correcte par rapport aux faits. Mais *big bang* a ses conditions de création ironique qui proviennent, quelque part, d'une critique. Et ça, c'est difficile d'en rendre compte, effectivement.

┐ Vincent Renner

Je maintiens qu'il y a une lecture connotative. Tout simplement parce que, dans le cas d'*oiseau mouche*, on ne peut pas mettre de barre oblique entre *oiseau* et *mouche*, parce que précisément ce n'est pas un composé coordinatif. Alors que, pour un composé de type coordinatif comme *chasseur cueilleur*, on pourrait envisager mettre une barre oblique entre *chasseur* et *cueilleur*. Mais, on en reparlera.

┐ Laurent Gajo

Je suis tout à fait d'accord. Maintenant, la question, c'est de voir le discours savant que l'on peut tenir sur ces choses-là et, ensuite, la réception sociale qu'il peut avoir. Et quand on voit aujourd'hui le fonctionnement des sciences, très rares sont les situations où l'on s'intéresse justement à la pertinence et à l'opacité du langage dans la structuration des connaissances scientifiques. Alors, justement, on prend un langage comme étant neutre et transparent, et on aplatit complètement cette épaisseur, tout à fait importante. C'est la même chose pour le principe d'incertitude. Le jour où on aura perdu le lien à l'origine allemande du terme, on va avoir perdu quelque chose tout court. C'est la question de la transmission intergénérationnelle. Évidemment que certains choix sont faits à certains moments. On ne peut pas, à tout moment de la communication, amener toute l'épaisseur de la langue mais, à un moment donné dans la collectivité, il faudrait ne pas perdre complètement une certaine épaisseur. Donc, on est tout à fait d'accord.

DEUXIÈME TABLE RONDE : LES ANGLICISMES DANS LES MÉDIAS D'INFORMATION

■ **JEAN-BENOÎT NADEAU**
Chroniqueur au journal *Le Devoir*

J'ai été fasciné par tout ce que j'ai entendu depuis hier et je suis très heureux du privilège que vous me faites de vous expliquer la démarche d'un journaliste quant aux anglicismes. Comme journaliste, je suis très conscient d'être à la fois un utilisateur des propositions que vous faites et un prescripteur. En effet, comme journaliste, j'ai pour mandat de traduire le réel en vulgarisant des concepts parfois compliqués pour un lectorat diversifié. Je n'ai pas de temps à perdre, car je dois travailler vite. Je ne peux donc pas passer une demi-heure à considérer un mot. Je suis constamment en train de me demander si le terme que j'ai choisi est adéquat.

Pour ce faire, je me réfère souvent à des outils comme *Le grand dictionnaire terminologique*, *Antidote*, *Usito* et le *Robert & Collins*. J'aime aussi beaucoup le site de traduction en ligne Linguee. On peut y entrer une phraséologie courante, qui n'est pas dans le *Robert & Collins*, et on nous proposera des échantillons de traductions, souvent mauvaises, mais qui parfois nous permettent de trouver une solution rapidement.

J'aimerais pouvoir inventer davantage d'alternatives aux anglicismes, mais ce n'est pas toujours possible faute de temps, mais aussi à cause de la rédaction. La présence d'une rédaction est ce qui caractérise un véritable média par rapport à ceux qui s'autopublient sur le Web ou ailleurs. C'est la rédaction qui impose une norme interne, qui se traduit pour le sujet qui nous intéresse par le fait que l'anglicisme sera traduit, marqué par des guillemets, laissés tels quels. Si je mets des guillemets et une traduction, la rédaction peut très bien les retirer parce qu'elle les juge inutiles, ou faute d'espace. Ce qui veut dire que j'ai en fait un filtre au-dessus de moi dont je dois tenir compte presque constamment.

Avant d'utiliser un anglicisme ou pas, je me pose un certain nombre de questions, qui agissent comme des filtres. Le principal est de me demander : est-ce que ça heurte? Bizarrement, une autre question que je me pose, c'est de savoir : « Si j'étais un Américain écrivant en anglais pour mes compatriotes, comment est-ce que je traduirais les termes ou les expressions francophones? » Ce n'est pas une coquetterie de ma part, car il se trouve que j'écris souvent en anglais sur les Français ou sur la langue française, et que je dois traduire ou expliquer en anglais des concepts francophones intraduisibles. Cela m'amène à devoir gérer le problème inverse des anglicismes, c'est-à-dire les gallicismes. Or, les anglophones ne sont pas obsédés par les gallicismes de la même manière que les francophones le sont par les anglicismes. Cela m'aide à prendre une certaine

distance. Donc, je me demande presque toujours : « Dans ce contexte, si j'écrivais en anglais, est-ce que j'utiliserais les gallicismes tels quels ou est-ce que je tenterais d'en faire une traduction? »

Personnellement, je suis généralement favorable à la traduction des concepts. Le *Department of transport*, ça n'a rien de glorieux : ce n'est qu'un vulgaire ministère des Transports après tout! Il n'y a rien d'étonnant à ce que, en anglais, on dise *department* plutôt que *ministry*. Ça vient de la culture religieuse très particulière des Américains qui fait en sorte que le mot *ministry* est propre à la religion. Je n'ai pas à m'embêter de leur problème, donc je traduis.

Ce dilemme se pose fréquemment en français quand on écrit au sujet des États-Unis. Par exemple, doit-on faire référence au *Department of State* ou encore à la *House of Representatives*? Si on traduit en français, va-t-on dire « le ministère des Affaires étrangères américain » ou « le député américain », puisqu'un *representative*, c'est un député? À la rigueur, que l'on dise un représentant si l'on veut pinailler sur des nuances. Une façon de répondre à ces questions, c'est de déterminer l'objectif de l'article. Si mon objet est de donner une couleur locale, je peux être justifié de garder le concept tel quel, mais pas nécessairement.

Vous devinez par mon propos que je récusé spontanément l'idée de la qualité supérieure de l'expressivité en anglais. La langue française est tout aussi expressive, elle a tous les outils qu'il faut pour exprimer toutes les idées, y compris celles qui sont issues d'autres langues. Si vous mangez des céréales le matin, par exemple des *Kellogg's*, vous verrez le slogan anglais « *It's really good!* » et le slogan français « Céréalement bon! ». C'est brillant! Ils ne sont même pas capables de le faire en anglais. Mais, pour que ce soit possible en français, il faut être créatif, ce qui implique qu'on

n'obéisse pas à la norme la plus stricte. Selon les préceptes de l'Académie française, « céréalement », ça ne passerait pas.

La raison pour laquelle il m'est utile de me demander comment les anglophones traitent les gallicismes est simple : ils n'ont pas les mêmes difficultés avec cette notion que nous avec les anglicismes. Alors, c'est reposant de considérer leur perspective sur les emprunts pour reconsidérer la nôtre.

Le problème fondamental des anglicismes tient à l'idée que s'en font les autres. Et malheureusement, ces idées sont souvent fausses ou pour le moins discutables. Je me souviens, il y a 25 ans, je débute comme journaliste à *L'actualité* et j'avais écrit dans un texte qu'Untel était « résident de... ». La rédaction m'avait retourné ma copie en disant que *résident* était un anglicisme. Pendant 10 ans, j'ai donc employé toutes sortes de circonlocutions pour éviter de dire *résident*. Pour ma part, je trouvais que c'était un mot parfaitement français, même si les anglophones l'utilisaient aussi, et même si la rédaction avait décidé que c'était un anglicisme à ne pas tolérer. Finalement, vers l'an 2000, à la faveur d'un changement de rédacteur en chef, j'ai vu la rédaction remplacer une de mes circonlocutions par *résident* sans guillemets ni italiques. Ce n'était plus un « anglicisme ».

D'ailleurs, avec l'expérience, je suis mieux en mesure d'argumenter avec la rédaction sur les anglicismes présumés, comme *résident*. Car qu'est-ce qu'un anglicisme, au juste? L'histoire du mot *obsolète* en est un bel exemple. C'est un mot français qui était tombé dans l'oubli, qui est devenu obsolète, si l'on veut. Puis les Américains ou les Britanniques ont commencé à employer ce mot il y a deux ou trois générations, et le mot a ainsi effectué un retour dans la langue française par la langue anglaise. Il a été considéré pendant quelques années comme un anglicisme, alors que ce n'en était pas un.

Autre exemple : le mot *mondialisateur*. En 2005, une éditrice m'avait demandé de rédiger la quatrième de couverture de mon livre et j'avais écrit : « Les Français, mondialisateurs malgré eux ». Elle m'avait dit : « *Mondialisateur*, on ne peut pas dire ça, ce n'est pas français. » Je lui avais répondu : « Pourtant, il y a *mondialisation*, *mondial*, *mondialement*. Pourquoi ne dirait-on pas *mondialisateur*? » Elle m'avait répondu que ce n'était pas français parce que ça n'était pas dans le dictionnaire. On parle ici d'une éditrice au Seuil. Finalement, il a fallu que j'écrive *globalisateur*, qui, lui, est un bon anglicisme. Mais elle était à l'aise avec cela. C'est bête, mais on est pris avec cette tendance-là.

Ce qui complique le problème des anglicismes, c'est finalement la cuistrerie généralisée, qui atteint aussi certains « experts », et même des linguistes. J'en ai été témoin en décembre 2013, à Paris, durant une table ronde de linguistes s'exprimant sur l'usage de l'anglais dans l'audiovisuel français. L'un d'eux a affirmé que l'expression « la cerise sur le gâteau » était un anglicisme. Qu'est-ce qui est anglais là-dedans? La cerise? Le gâteau? *La*? *Sur*? Ce n'est pas un anglicisme, c'est une figure de style, empruntée certes, mais parfaitement française. Bref, dans le débat sur les anglicismes, on est en confrontation constante avec une certaine cuistrerie. C'est ce qui me dérange le plus dans le débat sur les anglicismes.

Je ne suis pas linguiste de formation, j'ai étudié en sciences politiques. Je suis donc sensible au fait que la langue est un outil de pouvoir. D'où le fait que, lorsqu'on parle de langue, la langue n'est qu'un prétexte pour parler d'autre chose. Même dans la bouche de certains linguistes, la langue sert de façade ou de prétexte pour exprimer des idées peu avouables, comme des positions de classes, de la xénophobie, voire du racisme. Ils vont utiliser la langue pour dire des choses qu'ils n'ont pas le droit de dire. Bref, ils utilisent la critique de tel ou tel terme pour dire leur

mépris envers les Américains, ou des gens de classe inférieure ou mal instruits, ou de la jeunesse. Ils ne diront pas qu'un tel est un plouc, ils vont plutôt critiquer l'usage de tel ou tel terme.

Donc, pour ma part, un autre filtre que j'utilise devant la décision d'employer ou non un anglicisme est de passer, dans ma tête, le filtre de la xénophobie et de la cuistrerie. Est-ce que mon motif est le refus de l'autre? Des fois, ça me force à me dire que, peut-être que là, je vais un peu trop loin en traduisant.

J'ai dit plutôt que je ne croyais pas que l'anglais était « par nature » plus expressif que le français; mais il l'est « par culture ». La « culture » de la langue anglaise est très séduisante et facilitante. Il y a une chose que l'anglais fait très bien et que le français fait mal actuellement. En anglais, il est facile de mal parler, il est facile de faire des erreurs ou des approximations; dans cette culture-là, il y a une tolérance à l'erreur, à l'improvisation qui est remarquable, et qui facilite beaucoup l'acquisition et la création de mots : *Lay-Z-Boy*, *Ski doo*, etc. Saviez-vous que *Ski doo*, c'était une erreur? Il s'agit de la marque des premières motoneiges Bombardier, qui devait s'appeler *ski dog* : au sens de traîneau à chiens à moteur. La branche du *g* est tombée à l'usine, et les employés ont commencé à dire *ski doo*; c'est comme ça que ce mot a été créé. Un autre exemple : *Google*, un mot de six lettres avec deux fautes. Les deux mathématiciens américains qui ont créé l'entreprise n'étaient pas capables d'écrire correctement le mot « Gogol », par allusion au concept mathématique du « nombre de Gogol », qui équivaut à 10^{100} (ou dix à la puissance 100). Et Gogol devint *Google*; c'est extraordinaire.

Des millions de francophones ont du mal à traduire des anglicismes à cause d'une espèce de purisme scolaire, castrant, qui nous autorise seulement à faire des néologismes par l'anglais ou une autre langue étrangère – comme mon éditrice avec *mondialisateur*.

Selon moi, on aurait un peu plus de succès à franciser des anglicismes si on laissait plus de place à l'improvisation, ou à l'initiative des premiers concernés. Le peuple le fait parfois très bien. Prenez *ordinateur*, heureusement qu'il n'y a pas de commission de la langue française qui ait essayé de traduire *computer*. Elle y aurait mis des années et *computeur* serait entré dans l'usage sans qu'on n'y puisse rien. Dans les années 1950, c'est IBM France qui a inventé ce terme, *ordinateur*, dans l'urgence, pour remplacer *computer*. Et vers 2010, c'est une association de la cigarette électronique française qui a inventé le verbe *vapoter*. Elle a proposé une série de termes au public et les gens ont voté sur 12 d'entre eux. En tout, 650 personnes ont voté, dont 132 pour *vapoter*, qui est devenu la norme de cette association. Et c'est comme cela que le terme a été créé, longtemps avant qu'il apparaisse sur le radar des organismes terminologiques.

J'aurais beaucoup de choses à dire, mais je dois maintenant céder la parole à mes collègues. Mais je vais conclure sur une observation et une idée. Parmi tout ce que j'ai entendu hier sur vos processus, j'ai été surpris de ne pas entendre comment vous travaillez avec le public pour produire des alternatives aux anglicismes. Avec tous les moyens électroniques dont on dispose à l'heure actuelle, comment se fait-il que les organismes d'aménagement linguistique ne soient pas capables d'introduire un système de votation et de choix proposés par le public pour des termes? Ça, c'est l'idée qui découle de l'observation. Si deux têtes valent mieux qu'une, 600 têtes, c'est encore mieux. Vous auriez des douzaines de propositions du public, surtout de la part de

gens que la question intéresse, et vous auriez des dizaines de milliers de votes sur certains termes. Vous créeriez la norme par un système ouvert, plutôt que par un système fermé et technocratique. Je ne dis pas que les structures actuelles sont mauvaises. Il en faut et elles produisent de bons résultats, mais parfois beaucoup trop lentement. Mais on ne peut pas lutter contre les anglicismes sans une réactivité forte et sans perdre de vue l'objectif ultime, qui est de voir adopter l'alternative le plus rapidement possible — pas la meilleure, mais le plus vite possible.

■ STEVE BERGERON

Journaliste au journal *La Tribune*

Je suis venu ici surtout pour livrer un témoignage sur ce que je vis au quotidien *La Tribune* de Sherbrooke. Bien que ce soit un petit quotidien, c'est tout de même le plus gros média de Sherbrooke. Cela fait maintenant 22 ans que j'y travaille. Au fil des ans, j'ai observé que les anglicismes, et je fais référence ici à ce que je désigne comme étant des calques ou des faux amis, sont toujours présents. Malgré les directives internes, malgré la diffusion de bulletins d'information sur la langue française et malgré la chronique que je rédige depuis maintenant 13 ans, l'utilisation des anglicismes est un problème récurrent, qu'on n'arrive pas à régler, les anglicismes se glissant sournoisement dans les textes. Pourquoi ce problème persiste-t-il? Pourquoi n'arrive-t-on pas à corriger certaines modes acquises?

La présence des anglicismes dans les médias écrits peut s'expliquer, en partie, parce qu'il n'y a pas de formation type requise pour accéder à la profession de journaliste au Québec. Je sais que ce n'est pas le cas dans tous les pays. En France, par exemple, il y a des écoles de journalisme très réputées, très contingentes. Ici, au Québec, toutes sortes de professions mènent au journalisme. Les journalistes ont toutes sortes de formations : en économie, en droit, en science, en arts ou encore en éducation. Il n'y a pas qu'un seul cheminement pour accéder à cette profession-là. Ce qui fait que les journalistes ont des compétences très aléatoires en matière de français écrit. Bien sûr, il y a ici aussi des programmes reconnus, comme la formation en Art et technologie des médias au Cégep de Jonquière, où beaucoup de journalistes québécois ont étudié, ainsi que le baccalauréat en journalisme de l'Université du Québec

à Montréal. Ce sont les formations les plus réputées, et il y en a bien d'autres. Mais étant donné que ce n'est pas la seule porte d'entrée pour devenir journaliste, on ne peut parler d'une formation uniforme en français écrit au sein de la communauté journalistique. Tous les journalistes n'ont pas la même facilité à repérer les anglicismes. Cela peut avoir de bons côtés, car des gens de tous les horizons, de toutes les expériences exercent aujourd'hui la profession de journaliste. Toutefois, l'importance accordée à la maîtrise du français écrit et à la connaissance des anglicismes est loin d'être répandue.

Moi-même, je ne suis pas passé par une école de journalisme, j'ai suivi le programme d'Études françaises de l'Université de Sherbrooke, qui combinait la communication et la rédaction. Pendant mon baccalauréat, j'ai seulement fait un cours de rédaction journalistique. Toutefois, j'ai suivi deux cours de grammaire, un cours de révision de textes et un cours de 45 heures sur les anglicismes. La force du programme était de mettre l'accent sur la qualité du français écrit, tout en enseignant différentes facettes de la communication. Peu de journalistes ont ce bagage-là. Par la suite, mon métier, je l'ai appris en le faisant, c'est-à-dire en décrochant un stage comme journaliste. Les aléas de ce métier-là, je les ai appris dans une salle de presse et non pas sur les bancs de l'école.

Cela dit, on se retrouve avec des journalistes qui ne sont pas tous du même niveau, qui n'ont pas tous la même sensibilité à l'égard des anglicismes. De plus, au Québec, il n'y a pas d'ordre professionnel des journalistes. Il n'y a qu'une fédération professionnelle. S'il y avait un ordre, il y aurait peut-être une forme d'éthique du français écrit qui pourrait être instaurée, ou quelque chose comme cela. Mais ce n'est pas le cas.

On s'entend tous pour dire que la première qualité recherchée chez un journaliste n'est pas sa connaissance pointue des anglicismes. On cherche d'abord et avant tout des professionnels qui vont être capables de débusquer la nouvelle, de la comprendre, de la transmettre de façon intelligible aux lecteurs, de l'analyser et de la mettre en perspective.

Évidemment, on va exiger d'eux qu'ils aient une bonne connaissance en français écrit, ce que la plupart des journalistes ont effectivement. Toutefois, en ce qui concerne les anglicismes, je ne crois pas que l'aspirant stagiaire en journalisme se verra refuser un emploi parce qu'il a oublié deux ou trois anglicismes dans son test de français. S'il est capable d'écrire de façon intelligible avec un style qui a un certain panache et qu'il connaît bien les rouages de la société, il va être engagé. Ce n'est pas parce qu'il connaît bien les anglicismes qu'il obtiendra un emploi.

On peut également parler de la qualité du français comme d'une valeur de la société. Les journalistes font partie de cette société. Si la société dans laquelle ils évoluent n'accorde pas une grande importance aux anglicismes, il en sera de même pour eux. Il ne faut pas oublier que ces professionnels-là reproduisent en grande partie ce qu'ils entendent. C'est-à-dire qu'ils transcrivent ce que des politiciens, des gens d'affaires, des médecins, des gens du milieu de la santé ou des artistes leur disent en entrevue. On leur reproche parfois de propager les anglicismes, mais ils ne sont pas les seuls à le faire. La population en général utilise aussi ces calques, ces faux amis, et les perpétue. Les journalistes ne sont pas complètement coupés de l'univers qui les entoure. Ils reproduisent une partie de ce qu'ils entendent. Par surcroît, s'ils n'ont pas eu de formation adéquate, ils n'auront pas la capacité de repérer les anglicismes et ils les reprendront dans leurs articles.

À titre d'exemple, j'ai déjà proposé à mes collègues du journal une formation en français. Dans une optique de formation continue, je trouvais intéressant que les journalistes puissent rafraîchir leurs connaissances. Certains de mes collègues n'ont pas voulu assister à la formation sous prétexte que ce que j'allais leur enseigner ne leur servirait pas. Selon eux, la plupart des lecteurs ne verraient aucune différence entre un texte bien écrit ou non, contenant des anglicismes ou non. Il faut donc convaincre certains journalistes qui ne voient pas l'utilité d'accorder une importance à la qualité du français. Je les comprends, parce qu'ils arrivent très bien à exercer leur métier sans être parfaits. Il reste donc un peu de travail à faire pour convaincre les rébarbatifs qui ne voient pas l'utilité de pousser plus loin leur connaissance du français.

Par ailleurs, les journalistes sont souvent les premiers à parler des nouvelles tendances sociétales ou technologiques qui nous proviennent très souvent des États-Unis. Ils sont les premiers à débusquer ces nouveaux concepts qui, la plupart du temps, sont décrits en anglais. Lorsque les journalistes commencent à écrire des articles sur ces sujets-là, l'Office québécois de la langue française a rarement déjà publié les termes équivalents en français pour décrire ces nouvelles réalités. De leur côté, les journalistes ne sont pas toujours outillés pour traduire adéquatement des mots anglais. Pour éviter toute confusion, ils préfèrent utiliser le mot anglais. C'est ce qui fait que certains anglicismes s'infiltrent dans les médias. L'Office entre en scène après coup et doit un peu briser ou casser une habitude, ce qui est sûrement plus difficile à faire que d'intervenir dès le départ. Toutefois, je ne vois pas comment on pourrait remédier à la situation.

De plus, certaines propositions de l'Office ne sont pas toujours compatibles avec ce qu'on appelle la rédaction journalistique. L'écriture journalistique doit être très convi-

viale, frappante et imagée. Elle doit solliciter l'imaginaire des lecteurs. Malheureusement, ce que propose l'Office est parfois très descriptif, très analytique et plus ou moins adapté au langage journalistique. Par exemple, un de mes collègues journalistes affecté aux faits divers devait écrire un article sur un enlèvement : une femme avait été ligotée avec ce qu'on appelle ici des *tie wraps*. Je ne sais pas si cela évoque quelque chose dans le reste de la francophonie. Il vient me voir et il me demande : « Steve, c'est quoi, le bon mot pour *tie wrap*? » Alors, je vais chercher dans le GDT, qui me donne comme équivalent français : *attache à tête d'équerre*. Mon collègue me dit alors : « Je ne peux pas écrire ça. » Et je lui réponds : « Non, tu ne peux pas écrire ça, personne ne va comprendre. Par contre, tu peux écrire le mot proposé par l'Office et mentionner les mots *tie wrap* entre parenthèses, pour que les gens comprennent. » Par la suite, je me suis dit : pourquoi ne pas avoir appelé cela un collet, puisque c'est le même principe que les collets qu'on utilise pour aller à la chasse aux lièvres? Je suis fils de chasseur, je connais cela un peu. Donc, parfois, les propositions terminologiques manquent un peu d'analogies, de ce côté frappant, propre à la langue journalistique.

Enfin, le rempart que formaient les réviseurs dans les médias est en train de s'effriter. En effet, à mon arrivée à *La Tribune*, il y a 22 ans, il n'y avait déjà plus de réviseurs. Heureusement, certains grands médias en ont encore. Je pense, entre autres, à Radio-Canada. Mais les plus petits médias ont dû, il y a très longtemps, supprimer ces postes-là. Toute la responsabilité de la qualité du français écrit incombe désormais aux journalistes. Évidemment, il y a des outils qui nous aident beaucoup, comme le logiciel Antidote. Encore là subsistent quelques obstacles puisqu'Antidote n'est qu'un logiciel. Il nous suggère des choses, mais ne nous impose rien. Le jugement des journalistes est constamment interpellé. Si le journaliste n'a pas une bonne base en français, il

ne sera pas plus avancé, car parfois Antidote suggère des choses qu'on ne doit pas accepter. On ne peut pas toujours écouter Antidote, d'où la nécessité d'avoir une meilleure formation de base en français.

En terminant, j'aimerais parler de la crise que traversent les médias écrits actuellement. Comme vous le savez, les médias écrits doivent composer avec la baisse des revenus publicitaires et le virage numérique. Ils sont plusieurs à vivre une crise financière. Il y a d'ailleurs eu récemment un appel collectif pour obtenir un soutien gouvernemental. Le Groupe Capitales Médias, auquel mon quotidien appartient, ainsi que le journal *Le Devoir* font partie de ce mouvement. Le rédacteur en chef du journal *Le Devoir* en est d'ailleurs le porte-parole. On ne sait pas si cela va se faire, mais toujours est-il qu'avec les moyens qui diminuent sans cesse, ce n'est pas demain que les plus petits médias ou certains médias vont pouvoir réembaucher des réviseurs et vont pouvoir investir dans la qualité du français écrit.

■ MARC-ANDRÉ SABOURIN

Journaliste indépendant

Bonjour,

Je suis journaliste collaborateur au magazine *L'actualité*, et je me spécialise en technologie et en entrepreneuriat.

L'anglais est omniprésent dans mon travail, tant sur le plan de la recherche que sur celui des entrevues. Et même quand je fais une entrevue en français, je suis bombardé d'anglicismes parce que mes interlocuteurs sont des entrepreneurs qui inventent le futur de la technologie, et ce futur-là se déroule essentiellement en anglais.

Au moment de l'écriture, j'applique deux règles. Si un anglicisme est présent dans une citation, je le laisse. Sinon, les gens ne sont pas contents quand j'utilise, par exemple, le terme *jeune pousse* plutôt que *start-up*. Mais dans le reste de mon texte, j'utilise les termes recommandés par *Le grand dictionnaire terminologique* (GDT)... lorsqu'il y a une recommandation.

Par exemple, il y a quelques années, j'ai été confronté au phénomène du *crowdfunding*, qui consiste à solliciter des dons en ligne pour réaliser un projet. Or, le GDT ne donnait à l'époque aucun résultat pour ce terme. Mais il y avait un hyperlien pour suggérer des mots à franciser. J'ai proposé *crowdfunding* et j'ai oublié tout cela.

Quelques mois plus tard, j'ai reçu un courriel m'annonçant que l'OQLF, à la suite à mon commentaire, proposait le terme *financement participatif*. Personnellement, je n'aimais pas. Et c'est une réaction qu'on voit souvent dans le public en général. Pensez à l'accueil qu'a eu le mot *cuisinomane*, pour désigner les *foodies*.

Mais, bien souvent, on n'aime pas ce qu'on ne comprend pas. Quand j'ai reçu le courriel de l'OQLF, je me suis demandé comment les terminologues créaient de nouveaux mots. J'ai donc proposé à l'OQLF de prendre part à une expérience.

En premier lieu, les lecteurs de *L'actualité* devaient proposer des mots anglophones. En contrepartie, l'OQLF devait retenir ceux qu'il jugeait pertinent de franciser. J'ai commenté les résultats de cette expérience dans une série d'articles.

J'ai été agréablement surpris de l'intérêt et de la participation des lecteurs. De la quinzaine de mots suggérés, cinq ont été retenus par l'OQLF.

En second lieu, les lecteurs de *L'actualité* devaient suggérer des termes pour franciser ces cinq mots! Au total, ils en ont proposé 114. Dans le fil des commentaires, on pouvait suivre leurs débats sur les meilleures propositions.

Évidemment, c'est l'OQLF qui devait trancher. Et j'ai passé une heure avec les terminologues de l'Office pour savoir sur quels critères ils fondaient leurs recommandations.

Si on prend l'exemple de *binge watching*, plusieurs lecteurs de *L'actualité* ont proposé des termes à connotation négative : *boulimie télévisuelle*, *télégloutonnerie*, *gavage télévisuel*. Or, la terminologue qui s'est penchée sur le mot, Johanne Maltais, m'a expliqué que, même si le terme *binge* était évocateur d'excès, la pratique du *binge watching* n'avait rien de compulsif ou de maladif. Elle a donc proposé *visionnage en rafale*, un terme plus neutre.

Un autre cas intéressant est celui du terme *digital afterlife*. Au cours de ses recherches, la terminologue Roselyne Turcotte a réalisé que l'usage des mots *au-delà numérique* était déjà très répandu, et comme le terme était bien construit, elle en a fait sa recommandation. Cet exemple illustre bien

que, contrairement aux idées préconçues, l'OQLF crée relativement peu de mots. Dans bien des cas, il officialise simplement un terme qui est déjà en usage.

Je pense vraiment que cette expérience a permis aux lecteurs de mieux comprendre comment se créent les néologismes français. D'ailleurs, les commentaires étaient plutôt positifs. Mais la langue reste un élément sensible. Même moi, j'ai de la difficulté à utiliser *jeune pousse* plutôt que *start-up*. Et surtout, la langue est un élément vivant. Il y a toujours un délai entre l'apparition d'un mot anglophone et celle de son équivalent français. Cela donne une longueur d'avance à l'anglais, qu'il faut ensuite rattraper. L'OQLF est, qu'on le veuille ou non, toujours en mode rattrapage.

Il arrive que les médias viennent brouiller les cartes en inventant leurs propres mots. C'est parfois réussi – on peut penser à *égoprotrait*, qui est né sensiblement en même temps dans les pages du *Devoir* et du *Monde*. Et c'est parfois moins réussi. Si l'on reprend l'exemple de *crowdfunding*, bien des journalistes ont simplement traduit le terme par *financement par la foule*.

En terminant, ce dont les journalistes et le public doivent se souvenir, c'est que la nouveauté semble étrange jusqu'à ce qu'elle devienne la norme. J'ai un collègue journaliste qui, à force d'utiliser le mot *divulguer* par dérision, a fini par y prendre goût.

PÉRIODE DE QUESTIONS

▀ Robert Vézina

Je tiens à féliciter nos trois panélistes; cette table ronde a été passionnante. Je suis bien content que ça se soit terminé par l'intervention de M. Sabourin, qui m'a enlevé plusieurs mots de la bouche. Vous avez vraiment bien expliqué le rôle de l'Office et la philosophie qui se trouve derrière notre travail, du moins depuis un certain nombre d'années. Vous avez bien raison d'indiquer que la nouveauté est souvent victime d'une forme de rejet. C'est l'habitude qui finit par faire en sorte qu'un mot nouveau, un néologisme entre autres, va s'implanter. Si, à l'époque, on avait fait voter les internautes sur la pertinence du mot *clavardage*, ils l'auraient rejeté, mais complètement.

Dans le cas de *cuisinomane*, les gens ne savent pas que la première occurrence était de Belgique. C'est une écrivaine belge qui l'a utilisé pour la première fois. Bref, c'est un terme qui a même été utilisé en anglais. Il a fait partie du palmarès des nouveaux mots de la cuisine du *New York Time*, en 2015.

J'ai une question pour M. Nadeau. Après avoir entendu le discours de M. Sabourin, est-ce que vous êtes prêts à reconsidérer un peu ce que vous avez dit au sujet de l'Office?

▀ Jean-Benoît Nadeau

Moi, je parle de la perception du public par rapport à votre travail. Puis, au fond, les mots qui passent à l'usage sont le résultat du vote populaire. Mais, à mon avis, le défi que vous avez en est un de communication. J'en ai beaucoup entendu parler hier, et il m'a semblé qu'une procédure qui inclurait les suggestions du public et un vote ouvert, tout

en maintenant votre travail en parallèle et sans vous priver de votre dernier mot ou de votre capacité de suggérer, vous permettrait de trouver un milieu assez rapidement, d'informer les gens des choix qu'ils ont et de les publiciser dans le même processus.

■ Animatrice

Est-ce que cela pourrait rehausser la promotion du français, revaloriser le français, l'intérêt de la langue elle-même auprès d'une partie de la population qui, au fond, laisse aller et ne trouve pas ça vraiment important?

■ Jean-Benoît Nadeau

Je suis conscient que, dans votre processus de travail, vous regardez ce qui est proposé par le public, mais du point de vue de l'usager journalistique, on a souvent l'impression que cela tombe des nues. Donc, dans mon esprit, vous devriez opter pour un système ouvert qui vous permettrait d'inclure les propositions du public et d'atteindre également vos objectifs de trouver rapidement une solution et de la communiquer, notamment à ceux et celles qui participeraient au processus en suggérant des termes et en votant pour leur préféré.

■ Dan Van Raemdonck

J'ai beaucoup aimé les trois interventions. Je me rapproche plus de la position de M. Nadeau. Et d'ailleurs, pour rebondir sur ce que M. Nadeau disait... La question n'est pas forcément juste démocratique. J'adore *divulgâcheur*, je trouve ça super beau en tant que linguiste et, en plus, c'est un mot. Ce n'est pas une circonlocution ni une périphrase. Ce n'est pas une périphrase limite comme *visionnage en rafale*, et j'en viens justement à ce concept.

J'aurais aimé savoir quelles sont les propositions de vos lecteurs pour remplacer *binge watching* parce qu'en fait on a aussi *binge drinking*. Je vois mal comment on pourrait traduire ce dernier par *boissonnage en rafale*, qui ne veut rien dire. Donc, il y a aussi le problème de l'appartenance familiale. Dans le cas de *binge*, on aurait pu dire *hypervisionnage*, ce qui permet de dire *hyperboisson* ou quelque chose comme ça. Je voulais savoir ce que vos lecteurs ont proposé et pourquoi l'Office a choisi *visionnage en rafale*.

▀ Marc-André Sabourin

Il y avait *écoute en rafale*, *gavage audiovisuel*... Je ne me souviens pas de tous les termes par cœur. Pour tous les voir, c'est encore en ligne. Si vous cherchez *Aider l'OQLF à créer des mots technos*, vous allez les trouver sans trop de difficulté. Brièvement, si je me souviens, l'OQLF aimait bien le terme *visionnage en rafale*, parce que le mot *visionnage* était déjà utilisé au Québec, dans le milieu cinématographique, pour désigner l'action de regarder toutes les cassettes, tous les visuels de la sélection, au moment de l'édition. Je pense que les linguistes de l'OQLF seraient mieux placés que moi pour expliquer le pourquoi.

▀ De la salle (représentant de l'OQLF)

Binge watching, c'est déjà un syntagme. Donc, je vois mal comment on pourrait reprocher au terme français d'être composé de plus d'un mot, alors que le mot en anglais l'est lui aussi. D'autre part, quand on compare avec le *binge drinking*, il y a effectivement une sorte de famille lexicale. Pourquoi faudrait-il conserver la même structure que l'anglais sachant que, finalement, il y a assez peu de lien entre ces deux lectures?

┐ Pierrette Crouzet-Daurat

Les dispositifs d'enregistrement à la langue française ont pris deux traductions : pour *binge drinking* : *beuverie express*; et, très récemment, pour *binge watching* : *visionnage boulimique*.

Je voulais aussi dire que, par rapport à l'usage, on prête souvent à l'Académie française une attitude très « académique » qui ne tient pas compte de l'usage. Or, dans ce dispositif d'enrichissement, comme vous le savez, l'Académie française participe aux réunions et valide à la fin les solutions que nous proposons. Nous entendons donc les arguments. L'usage, c'est-à-dire ce qui traduit l'avis du public, est important, mais il faut également tenir compte du temps. Paradoxalement, il faut trouver la solution immédiate et laisser au terme le temps de passer à l'usage. Et au bout d'un certain temps, les technologies n'attendent pas.

┐ De la salle (représentante de l'OQLF)

Je voulais simplement dire à nos collègues journalistes qu'ils ont une porte d'entrée privilégiée aux ressources de l'Office avec le service Immédi@t. Vous pouvez ainsi communiquer avec nos terminologues soit par téléphone, soit par courriel. Je constate que vous ne le connaissez pas. On a justement fait une démarche de formation avec la Fédération professionnelle des journalistes. On l'a même publicisée auprès de votre clientèle. Passez le mot à vos collègues. C'est vraiment un service qu'on vous offre, on est là pour vous soutenir.

Juste un petit mot maintenant à propos de la suggestion de M. Nadeau concernant les votes du public. Bien entendu, on lit tous les commentaires qui arrivent chez nous et, comme on l'a mentionné, la grande majorité des termes contenus dans le GDT sont des propositions. Et, en ce qui

concerne le temps, comme M^{me} Crouzet-Daurat vient de le mentionner, le temps vient confirmer si la proposition tient la route ou si on doit faire des modifications aux fiches du GDT. M. Bergeron l'a mentionné dans son article la semaine dernière, cela peut parfois créer certains soucis aux utilisateurs, parce qu'ils sentent le besoin de venir vérifier si le terme est toujours là, mais c'est vraiment le lot d'une langue qui évolue constamment.

De la salle

J'ai apprécié les interventions des journalistes. Elles illustrent qu'ils sont confrontés à un double besoin : celui de s'exprimer dans des termes accessibles et compréhensibles par le public et le lectorat, et celui de ne pas se retrouver face aux foudres de ceux qui les trouvent normatifs.

J'ai l'impression qu'il y a deux logiques. Une logique pragmatique qui pousse à être dans l'action et à intervenir. En d'autres mots : il faut trouver un équivalent français rapidement, sinon on va utiliser les guillemets. Et il y a une logique de réflexion qui pousse à analyser et à réfléchir à ce qui pourrait être la meilleure solution d'implantation pour un équivalent en français. Il me semble que cela a été très bien montré par les trois intervenants, et surtout par M. Sabourin. Il me semble que l'on est confronté à la diffusion d'une masse de termes ou de formes d'expressions. Beaucoup d'énergie peut être consacrée à la francisation de termes qui, dans 90 % des cas, ne s'implanteront pas. Donc, on doit aussi être en mesure d'anticiper l'intégration possible et la pérennité des termes proposés.

SIXIÈME SÉANCE – LES EMPRUNTS À L'ANGLAIS : ASPECTS SOCIOLINGUISTIQUES ET DIACHRONIQUES

Président de séance : **FRANÇOIS GRIN**, président de la
Délégation suisse à la langue française

L'utilisation d'anglicismes n'est pas un phénomène récent. Mais l'emprunt à l'anglais ne se fait sans doute plus exactement comme il y a 200, 100, voire 25 ans. Pour ce sixième et dernier thème du colloque, nous aurons l'occasion d'entendre des conférenciers qui aborderont non seulement des aspects sociolinguistiques, mais également des aspects diachroniques de la question.

L'ANGLICISME CHEZ NOUS : UNE PERSPECTIVE SOCIOLINGUISTIQUE¹

■ **SHANA POPLACK**

Professeure éminente à l'Université d'Ottawa

1. INTRODUCTION

Les sociolinguistes s'intéressent à la langue ainsi qu'elle est parlée au quotidien par les gens ordinaires. Notre approche des anglicismes diffère donc forcément de celle adoptée par les instances normatives : nous effectuons une plongée au cœur de la communauté linguistique, nous observons (et enregistrons) les parlers qui la caractérisent et, par le biais d'analyses systématiques, qualitatives et quantitatives, nous documentons le comportement langagier des gens ciblés par les politiques linguistiques. Par conséquent, nous ne nous prononçons pas sur l'acceptabilité ni sur la bienséance des anglicismes; nous constatons simplement le phénomène.

Dans ce chapitre, nous passons en revue les résultats d'un projet empirique de longue haleine qui applique cette méthodologie à la question de l'influence de l'anglais

¹ La recherche présentée ici a bénéficié de l'appui généreux du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Shana Poplack détient la Chaire de recherche du Canada en linguistique (I).

sur le français parlé. Il a été mené dans les aires francophones de la région de la capitale fédérale du Canada (Ottawa-Gatineau), un paradis terrestre pour le sociolinguiste, car elle est divisée par la rivière des Outaouais, une frontière à la fois géographique, provinciale et linguistique. Du côté québécois, le français est la langue officielle et majoritaire, alors qu'en Ontario, c'est l'anglais qui occupe cette position. Le contact entre ces deux langues est intense et remonte à loin, une situation qui est censée favoriser l'incorporation des mots provenant d'une langue dans une autre. Ces mots *empruntés* à l'anglais sont souvent présentés comme des « anglicismes ».

Pour les fins de ce projet, cinq quartiers francophones des deux côtés de la frontière, représentant à différents degrés d'intensité le contact entre l'anglais et le français, ont été ciblés. Grâce à un échantillonnage aléatoire stratifié et systématique, nous avons identifié 120 locuteurs ayant le français comme langue maternelle, issus de classes sociales différentes, présentant des niveaux d'éducation divers et affichant des degrés de bilinguisme variés, ce qui permet d'évaluer l'influence potentielle d'un grand nombre de facteurs sociodémographiques. Contrairement aux études de cas typiques des recherches sur le contact linguistique, les participants de cette étude sont « représentatifs », au sens technique du terme, de la population francophone de la région. Nous avons enregistré le parler spontané de ces individus, comme illustré dans l'exemple suivant, afin de constituer de vastes banques de données du français parlé quotidiennement par les gens ordinaires.

- (1) Puis j'ai dit : « *God, please help me*, sont toutes saouls, puis il veut *driver*. » Puis moi j'ai peur quand quelqu'un *drive*, so j'ai dit : « Okay, *that's it!* » POW! Je l'ai assommé, j'ai pris la roue, *honest to God*, j'ai pris la roue! J'ai dit : « Bon Dieu, s'il vous plaît, emmène-moi direct

à maison! » *Honest to God*, Il m'a emmenée direct à maison! J'ai dr- *runné* de sept milles de la place jusqu'à sa maison à le monsieur, puis je le savais pas même si c'était sa maison! Puis je l'ai emmené drette chez eux! Il dit, le *next morning* – j'ai couché là avec toute le monde, tu sais, parce que j- j'avais pas d'autre place, puis ils disent : « *How did we get here?* » *I said* : « *The Lord brought you, honest to God, the Lord brought you!* » (OH.041.2130)²

Au laboratoire de sociolinguistique de l'Université d'Ottawa³, nous avons constitué des corpus avec ces matériaux et d'autres (Poplack, 1989a⁴; Poplack et St-Amand, 2007⁵; Poplack et Bourdages, 2005⁶ et ⁷; Poplack, 2015⁸

² Les codes entre parenthèses identifient le corpus (OH correspond à *Corpus du français parlé à Ottawa-Hull*, FeC correspond à *Le Français en contexte : milieux scolaire et social*), le numéro de locuteur et le numéro de la ligne dans la transcription de ces données. Les exemples sont reproduits d'après une transcription exacte des enregistrements audio.

³ www.sociolinguistique.uottawa.ca

⁴ Shana POPLACK, « *The care and handling of a mega-corpus* », dans Ralph FASOLD et Deborah SCHIFFRIN, *Language Change and Variation*, Amsterdam, Benjamins, 1989, p. 411-451.

⁵ Shana POPLACK et Anne ST-AMAND, *Les Récits du français québécois d'autrefois : reflet du parler vernaculaire du 19^e siècle*, dans « *Revue canadienne de linguistique* », 54 (2009), 3, p. 511-546.

⁶ Shana POPLACK et Johanne S. BOURDAGES, *Corpus du français en contexte : milieux scolaire et social*, Ottawa, Laboratoire de sociolinguistique de l'Université d'Ottawa, 2005.

⁷ Shana POPLACK, « Norme prescriptive, norme communautaire et variation diaphasique », dans Kristen A. JEPPESEN KRAGH et Jan LINDSCHOUW, *Variations diasystématiques et leurs interdépendances dans les langues romanes : Actes du colloque DIA II à Copenhague*, Strasbourg, Éditions de linguistique et de philologie (Travaux de linguistique romane), 2015, p. 293-319.

⁸ *Ibid.*

[tableau 2]), comprenant plusieurs millions de mots usités au cours d'une période s'étendant sur plus de cent cinquante ans. Considérés globalement, ils nous fournissent une fenêtre d'analyse du français parlé au Québec, allant du 19^e siècle (en situation de pré-contact) jusqu'à nos jours. Ces données sont transcrites et informatisées, ce qui facilite l'extraction systématique des formes à l'étude. Les résultats présentés dans ce chapitre reposent tous sur l'analyse quantitative systématique de ces corpus^{9, 10, 11, 12, 13 et 14}.

Les méthodes empiriques d'analyse employées permettent de mettre directement à l'épreuve plusieurs hypothèses reliées au contact linguistique, par exemple :

-
- ⁹ Pour des traités plus approfondis en lien avec ce projet de recherche, consultez aussi Poplack (1985), Poplack, Sankoff et Miller (1988), Poplack (1989b), Poplack et Dion (2012), ainsi que Poplack (2018).
- ¹⁰ Shana POPLACK, « Contrasting patterns of code-switching in two communities », dans Henry J. WARKENTYNE, *Methods V: Papers from the V International Conference on Methods in Dialectology*, Victoria, University of Victoria, 1985, p. 363-385.
- ¹¹ Shana POPLACK, David SANKOFF et Christopher MILLER, *The social correlates and linguistic processes of lexical borrowing and assimilation*, dans « Linguistics », 26 (1988), p. 47-104.
- ¹² Shana POPLACK, « Statut de langue et accommodation langagière le long d'une frontière linguistique », dans Raymond MOUGEON et Édouard BÉNIAK, *Le français canadien parlé hors Québec : aperçu sociolinguistique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1989, p. 127-151.
- ¹³ Shana POPLACK et Nathalie DION, *Myths and facts about loanword development*, « Language Variation and Change », 24 (2012), 3, p. 279-315.
- ¹⁴ Shana POPLACK, *Borrowing: Loanwords in the Speech Community and in the Grammar*, New York, Oxford University Press, 2018.

- que les locuteurs en contexte minoritaire auront le plus souvent recours au mélange de langues (soit par le biais de l'emprunt lexical, soit par l'alternance entre les codes);
- qu'ils seront plus enclins à favoriser la convergence grammaticale envers cette langue;
- que ces tendances augmenteront en fonction de l'intensité du contact.

2. DÉMARCHE

Nous avons commencé par repérer tous les mots simples d'origine anglaise dans le *Corpus du français parlé à Ottawa-Hull*, comme *driver* et *runné* dans l'exemple (1). Nous les avons soigneusement distingués des séquences en anglais (ex. « *God, please help me* », « *How did we get here?* »), plus longues, que nous avons identifiées comme *alternances codiques* (Poplack, 1980¹⁵; Poplack, 2018 [chapitre 9]). Enfin, nous avons situé ces anglicismes par rapport à leurs homologues français, le français représentant la langue réceptrice. À partir de ces données, nous avons mesuré :

1. le taux global des mots d'origine anglaise;
2. leur degré de diffusion à travers les membres de la communauté;

¹⁵ Shana POPLACK, « *Sometimes I'll start a sentence in Spanish y termino en español* » : *toward a typology of code-switching*, « *Linguistics* », 18 (1980), 7/8, p. 581-618.

3. leur niveau d'intégration à la structure de la langue réceptrice;
4. leur persévérance à travers le temps.

Ces éléments nous permettent de « faire le point sur l'influence actuelle de l'anglais sur le français sur les plans lexical, grammatical, phonétique, etc. », dans une perspective qui s'apparente à l'argumentaire de ce colloque¹⁶. Ils nous fournissent également le moyen de déterminer l'influence réelle des anglicismes sur le lexique et la grammaire du français.

2.1 Types d'emprunts

Avant d'entamer une analyse quelconque, il faut distinguer deux types d'emprunts conceptuellement différents. Les deux comprennent des mots dont l'origine étymologique est l'anglais; néanmoins, certains n'impliquent pas l'acte d'emprunt proprement dit, puisqu'ils ont été transmis par des francophones avec le reste du lexique français. Quelques exemples se retrouvent en (2) et dans la case qui suit. On appelle ces mots des emprunts *établis*.

- (2) a. Ma mère, c'était une mangeuse de rôti de lard.
Elle te mangeait ça avec des *toasts* le matin, là.
(OH.105.1021)
- b. Des fois, du *hockey*, c'est pas mal *rough*, tu sais?
(OH.014.416)

¹⁶ Office québécois de la langue française, *Colloque sur les anglicismes : proposition d'argumentaire*, 2016, p. 3.

Quelques emprunts à l'anglais établis en français,
avec leur date d'attestation :

<i>pouding</i> (1678)	<i>clown</i> (1823)	<i>match</i> (1869)
<i>rhum</i> (1688)	<i>leader</i> (1829)	<i>caméra</i> (1872)
<i>boxe</i> (1698)	<i>studio</i> (1829)	<i>tennis</i> (1880)
<i>vote</i> (1702)	<i>ketchup</i> (1830)	<i>interview</i> (1883)
<i>budget</i> (1764)	<i>gang</i> (1837)	<i>film</i> (1889)
<i>sandwich</i> (1801)	<i>snob</i> (1857)	<i>réaliser</i> (1895)
	<i>bar</i> (1860)	

À l'autre extrême, on retrouve des mots d'origine anglaise qui ne sont utilisés que par un seul locuteur, peut-être une seule fois, comme ceux que l'on trouve dans les exemples en (3) et dans la case qui suit. Voilà l'emprunt par excellence : pour pouvoir produire ces emprunts « spontanés » (« *nonce borrowings* »^{17 et 18}), il faut connaître la langue qui fournit ces mots, en l'occurrence l'anglais, dans le cas qui nous intéresse.

- (3) a. Je serais pas capable de *coper* avec. (OH.037.1086)
- b. On lavait les planchers à la main tu sais, puis après ça on *polishait* avec notre fessier. (OH.041.1598)
- c. Non, mais ils te gardent sur *hold* pas mal longtemps. (OH.037.1152)
- d. Mais je te dis que c'est un *relief*. (OH.056.773)

¹⁷ David SANKOFF, Shana POPLACK et Swathi VANNIARAJAN, *The case of the nonce loan in Tamil*, « Language Variation and Change », 2 (1990), numéro 1, p. 71-101.

¹⁸ Shana POPLACK, *What does the Nonce Borrowing Hypothesis hypothesize?*, « Bilingualism : Language and Cognition », 153 (2012), p. 644-648.

Quelques emprunts spontanés, présents dans le
Corpus du français parlé à Ottawa-Hull :

advertisement, alderman, announcement, annulment, blanket, brace, bypass, burn, checkup, chipmunk, closet, craft, daylight, discount, disgusting, driveway, entertain, elbow, favourite, fishing, flawless, fluently, grass, grower, haircut, hassle, helmet, inning, inquest, jet, kidney, laneway, level, lining, mainstream, mild, mixture, napkin, nosy, output, overpass, pacemaker, pancake, pastry, queer, raft, roofing, sample, scarf, sideline, sprinkler, thunder, title, toothpaste, undercover, upset, voucher, weightlifting, wiggle.

Un parler truffé d'emprunts établis n'attire pas l'attention, comme en témoigne l'anglais, langue dont le lexique affiche des milliers de mots empruntés au français (ainsi que l'illustre la case ci-dessous). Ce sont les emprunts *spontanés* qui sont saillants, justement parce qu'ils sont inattendus. Il est donc d'autant plus important de comprendre leur comportement linguistique.

Quelques emprunts au français établis en anglais :

adventure, army, art, artillery, attorney, bailiff, baron, battle, beef, boil, bracelet, broil, butcher, captain, chancellor, change, chapter, charge, chart, claret, clarinet, clergy, company, corporal, count, country, courage, court, crime, dance, defendant, defense, devout, diamond, dignity, dine, duke, enamor, enemy, evidence, fashion, feign, female, friar, fruit, fry, fur, government, jail, jewel, judge, jury, letter, literature, magic, male, marine, marquis, mirror, mutton, navy, noble, oboe, painting, parliament, pendant, pilgrimage, plaintiff, plea, pork, poultry, prayer, preach, priest, prince, princess, prison, proud, question, regard, religion, revenue, roast, royal, ruby, saint, salmon, satin, sculpture, sergeant, sermon, soldier, special, state, stew, tax, veal, verdict, volunteer.

2.2 Taux et distributions

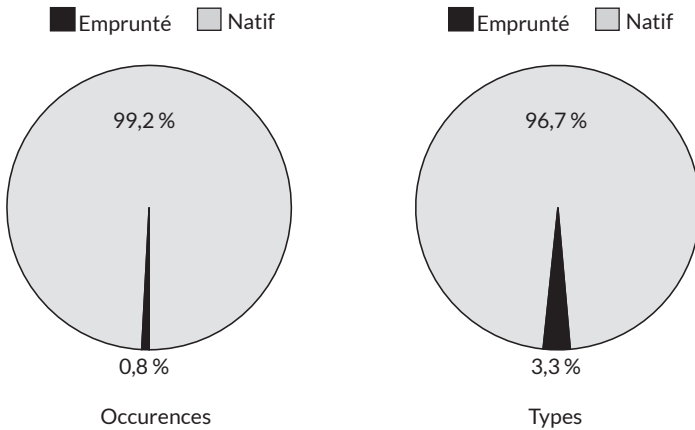
À l'aide du *Corpus du français parlé à Ottawa-Hull*, nous pouvons dresser le « [...] portrait quantitatif de l'utilisation des éléments d'origine anglaise dans le discours en français du locuteur moyen d'aujourd'hui¹⁹ ». Un dépouillement systématique a permis d'effectuer un relevé de 19 579 mots simples d'origine anglaise, spontanés et établis, comme ceux soulignés en italique dans l'exemple qui suit.

- (4) Il y avait une *band* là qui jouait de la musique *steady*, puis il y avait des *games* de *ball*, puis euh, ils vendaient de l'*ice cream*, puis il y avait une grosse *beach*, le monde se baignaient. (OH.057.801)

Une telle quantité semble considérable, mais située par rapport à l'ensemble de mots *non* empruntés, les anglicismes s'avèrent au contraire très rares. La figure 1 démontre d'ailleurs qu'ils n'atteignent même pas 1 % des données recueillies. Ces occurrences correspondent à leur tour à quelque 2 000 types lexicaux distincts, qui eux ne constituent que 3 % de tous les types lexicaux recensés dans le corpus.

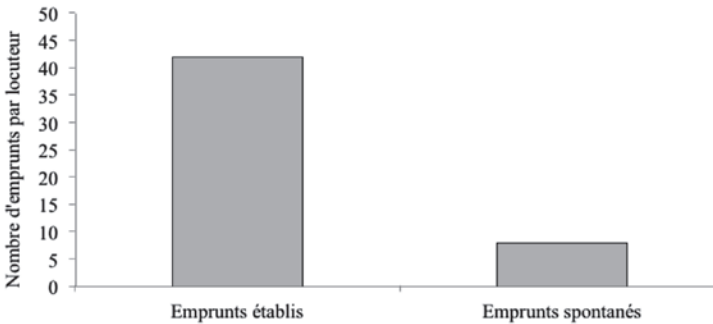
¹⁹ Office québécois de la langue française, 2016, p. 6.

FIGURE 1 PROPORTION GLOBALE DES MOTS NATIFS ET EMPRUNTÉS
(OCCURRENCES ET TYPES)



Donc, non seulement les anglicismes sont-ils très rares, même dans cette région marquée par le contact intense entre l'anglais et le français, mais ainsi que l'illustre la figure 2, la plupart sont *établis* (c'est-à-dire qu'ils ne sont pas le fruit du processus de l'emprunt proprement dit).

FIGURE 2 DISTRIBUTION MOYENNE PAR LOCUTEUR DES EMPRUNTS
ÉTABLIS ET SPONTANÉS



3. INTÉGRATION LINGUISTIQUE

Les emprunts établis sont souvent confondus avec des mots natifs, même par les locuteurs qui les produisent. Pourquoi? Nos recherches suggèrent que c'est parce qu'ils adoptent la grammaire de la langue réceptrice, comme le démontre l'exemple suivant, où le verbe anglais *entertain* se conjugue à la française.

- (5) Il va dire : « Vous voulez avoir une bière, un café? »
Tu sais, les *entertainer*, tu sais? (OH.040.1545)

Cela soulève la question suivante : « [...] quels procédés [les locuteurs bilingues] emploient[-ils] pour intégrer les emprunts au français?²⁰ ». Le processus est assez complexe : on doit d'abord assigner au mot emprunté une catégorie grammaticale de la langue réceptrice et, ensuite, le rendre conforme à sa morphologie et à sa syntaxe. Si c'est un nom, il faut lui assigner un genre. Les verbes doivent subir un fléchissement au niveau du temps, du mode et de la personne. Quel est le parcours de ce processus d'adaptation? L'idée reçue veut que le locuteur introduise des mots anglais en procédant à l'alternance entre les codes, c'est-à-dire dans une forme grammaticale anglaise, avant de les convertir graduellement en français. Le cas échéant, on s'attendrait à ce que les emprunts spontanés (ceux qu'il faut aller cueillir directement dans la langue donneuse) se distinguent du point de vue grammatical des emprunts établis et de leurs homologues français. Pour évaluer cette possibilité, nous avons comparé le comportement de ces différents types d'emprunts à la lumière des mesures d'intégration linguistique.

²⁰ *Ibid.*, p. 5.

3.1 Parties du discours

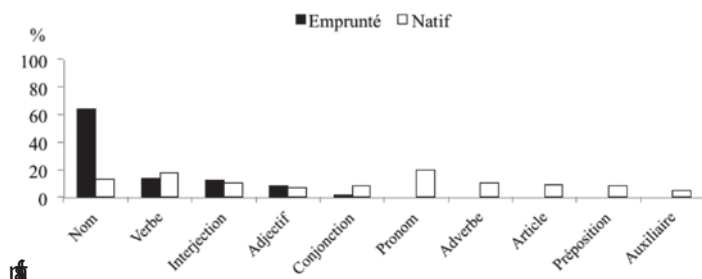
Examinons d'abord les parties de discours les plus susceptibles d'accueillir des mots étrangers. On prétend souvent que, « dans le lexique de toute langue[,] c'est toujours la catégorie des noms qui est la plus ouverte aux nouveaux venus²¹ ». La figure 3, qui compare la distribution des mots natifs et des mots empruntés à travers les catégories grammaticales dans le français d'Ottawa-Hull, montre que la grande majorité des mots d'origine anglaise sont en effet constitués de noms. Leur proportion dépasse considérablement celle représentée par les noms dans la langue réceptrice, ce qui confirme leur prédisposition particulière à être empruntés. C'est aussi le cas, mais dans une bien moindre mesure, des verbes, des adjectifs et des interjections (ces dernières étant représentées par des expressions toutes faites comme « *honest to God* » ou « *that's it* »). Ces catégories sont justement celles qui proposent le contenu lexical le plus riche; d'ailleurs, ce sont aussi celles qui accueillent la plupart des néologismes natifs (voir les exemples ci-après). Par contre, les mots grammaticaux (articles, prépositions, auxiliaires) ne sont presque jamais empruntés. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin dans ce texte.

Quelques néologismes natifs :

auto-googliser, bouquineur, brownesque, clavarder/age, complotiste, courriel, déparentaliser, écocité, europhobe, hoministe, interface, métrosexuel, nanoscope, obésogène, néophilie, pourriel, sitographie, texto, verlaniser.

²¹ *Ibid.*, p. 6.

FIGURE 3 CATÉGORIES GRAMMATICALES DES MOTS EMPRUNTÉS ET NATIFS



3.2 Assignation du genre

On met souvent l'accent sur la facilité avec laquelle les noms peuvent être transférés d'une langue à une autre afin d'expliquer pourquoi ils constituent une forte proportion des emprunts. Quand le français entre en contact avec l'anglais, des conflits importants surgissent cependant.

Considérons d'abord la question du genre grammatical. Les noms français sont obligatoirement associés à un genre. Lorsque l'on introduit un nom anglais en français, il faut donc lui en assigner un également. Mais lequel? La grammaire anglaise, qui n'exprime que rarement le genre des noms, ne peut influencer sur ce choix. Au cours de nos recherches, nous avons émis l'hypothèse que l'assignation de genre afficherait beaucoup de variabilité, et nous en avons effectivement constaté un peu, comme en témoignent les énoncés ci-après^{22 et 23}.

²² Cette variabilité est aussi présente dans la langue réceptrice (voir Klapka, 2002) : (i) a. Prendre une_[FÉM.] bière avec les gars. (OH.076.315) / b. Bien, des fois, c'est pareil comme prendre un_[MASC.] bière, fumer un joint, tu sais? (OH.076.1134)

²³ Lyne KLAPKA, *Étude comparative : l'accord du genre en français québécois au XIX^e et au XX^e siècles*, Mémoire (M.A.), Université d'Ottawa, 2002.

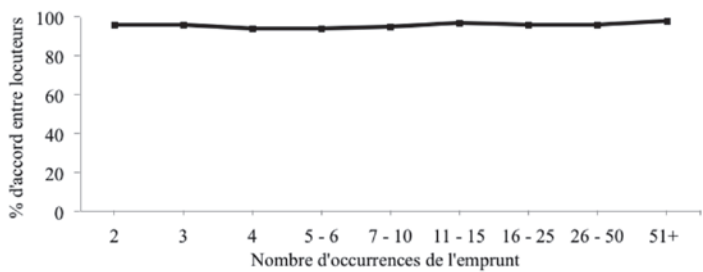
- (6) a. C'était rien que de la_[FÉM.] *baseball*. (OH.108.226)
- b. Ma petite s'est faite mal là cette année, en jouant au_[MASC.] *baseball*. (OH.112.1963)

En fait, nous avons supposé que le choix du genre ne deviendrait uniforme dans la communauté que lorsque l'emprunt aurait atteint un certain seuil de fréquence. L'analyse présentée à la figure 4²⁴ démontre plutôt une grande *cohérence* : l'accord est extrêmement élevé, au niveau de la communauté, par rapport au genre à assigner à un mot d'origine anglaise, soit 96 % pour l'ensemble du corpus étudié. Cela signifie que les locuteurs choisissent presque toujours le *même* genre pour un nom emprunté, peu importe qu'il soit établi ou récent, ce qu'illustre l'exemple (7). L'uniformité dans l'assignation du genre se manifeste donc beaucoup plus tôt dans le processus d'emprunt que ce que l'on prévoyait d'emblée.

- (7) a. Ah, dans la_[FÉM.] *crowd*, ouin. (FeC.151.560)
- b. Il jouait de même en sautant sur un- une jambe dans la_[FÉM.] *crowd*, il a faite le tour dans la_[FÉM.] *crowd*, il courait de même dans la_[FÉM.] *crowd* au complet. (FeC.157.321)
- c. Il montait, puis il allait sur la_[FÉM.] *crowd* de même. (FeC.157.344)

²⁴ Cette analyse a été effectuée à partir d'environ 550 mots d'origine anglaise qui affichaient un genre phonétiquement audible sur au moins deux occurrences, le minimum requis pour évaluer l'uniformité.

FIGURE 4 UNIFORMITÉ DANS L'ASSIGNATION DU GENRE SELON LA FRÉQUENCE DE L'EMPRUNT



Là où l'on observe le plus de variations, c'est plutôt *entre* les communautés (voir la case qui suit). Voilà un premier indice du rôle primordial que joue la communauté en ce qui touche au destin et à la forme des mots empruntés.

Variation inter-communautaire dans l'assignation du genre		
Emprunt	Genre assigné en France	Genre assigné au Canada
<i>job</i>	masculin	féminin
<i>party</i>	féminin	masculin
<i>gang</i>	masculin	féminin
<i>business</i>	masculin	féminin

3.3 Intégration morphologique

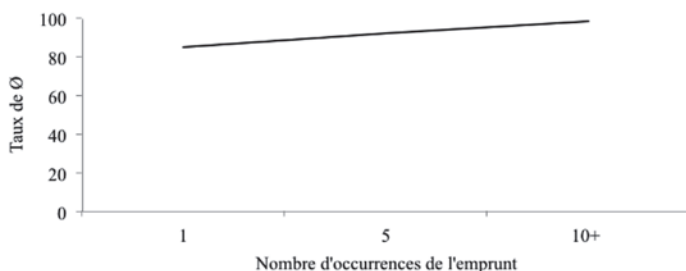
3.3.1 FLEXION PLURIELLE

Quand un nom anglais a un référent pluriel, le locuteur doit choisir entre les règles grammaticales de la langue réceptrice, en l'occurrence la flexion nulle à l'oral, comme celle que le locuteur a produite en (8), et celles de la langue donneuse, où la flexion ($[s/z/\partial z]$) est audible sur le plan phonétique, comme le montre l'exemple (9).

- (8) Il fallait qu'on corrige les *fautes*_[ø] (FeC.109.1386)
- (9) Puis l'homme qui sort avec les *boys*_[z], puis qui va à taverne puis il rentre très tard, je trouve que tu retrouves ça ici. (OH.026.785)

Pourtant, la figure 5 révèle, encore une fois, que la grande majorité des noms pluriels anglais qui figurent dans le corpus respectent les règles du français, allant d'une flexion nulle pour 85 % des emprunts spontanés (10a) à 100 % pour les emprunts établis (10b). Ici aussi, c'est la langue réceptrice qui s'impose, peu importe le type d'emprunt. D'ailleurs, les emprunts affichent tous une forte tendance vers la morphologie du français (en l'occurrence, la flexion nulle).

FIGURE 5 TAUX DE MORPHOLOGIE PLURIELLE FRANÇAISE (FLEXION NULLE) SELON LA FRÉQUENCE DE L'EMPRUNT



- (10) a. Ah wow, on en a eu des *bruis*_[ø] quand j'étais jeune. (OH.041.1023)
- b. Puis c'était assez pour payer le loyer puis les *bills*_[ø], tu sais? (OH.053.643)

3.3.2 FLEXION VERBALE

Il en va de même pour les verbes d'origine anglaise : quand ils sont incorporés au français, le choix entre la flexion française (11a) et anglaise (11b) s'impose.

- (11) a. S'il y en a un qui est pas capable de le faire, il va caller un autre. (OH.074.967)
- b. Well, you didn't come and get it when she called you. (OH.067.1298) « Bien, tu n'es pas venu le chercher quand elle t'a appelé. »

Évidemment, étant donné la pauvreté flexionnelle de l'anglais et du français, la plupart des verbes empruntés à l'anglais se déclinent sans morphologie audible, comme le montre l'exemple (12).

- (12) Je les *blast*_[ø] tout de suite là-dessus. (FeC.501.334)

Puisque ces verbes sont conformes à la fois aux grammaires de la langue réceptrice et de la langue donneuse, ils ne peuvent nous renseigner sur les modalités d'intégration. Mais, là où la morphologie est *univoque*, comme le montre l'exemple (13) – l'indicatif présent de la troisième personne du singulier témoigne alors d'une flexion audible ([s]) dans la langue donneuse, mais d'une flexion nulle dans la langue réceptrice –, nous constatons que tous les verbes d'origine anglaise, qu'ils soient spontanés ou établis, sont

intégrés au français, et de la même façon (Poplack, Sankoff et Miller, 1988; Poplack et Dion, 2012). Comme l'illustre l'exemple (14), tous sont conjugués selon le paradigme du premier groupe.

- (13) Il arrête mi-chemin, il *drop*_{[Ø] [FR 3SG.PRES.IND]} toute son stuff, commence à brailler à cause c'est trop dur. (FR. FeC.165.56)
- (14) a. J'*ai watché*_[PASSÉ COMPOSÉ] un programme avant que tu viennes. (FeC.154.611)
- b. Ah moi je me *pitchais*_[INDICATIF IMPARFAIT] partout là. (FeC.151.185)
- c. Il dit : « Tu as vingt-quatre ans, je peux pas te *kicker*_[INFINITIF] dehors ». (OH.064.1519)
- d. Il y a quelqu'un qui *gossipe*_[INDICATIF PRÉSENT] sur quelqu'un d'autre. (FeC.165.43)

3.4 Intégration syntaxique

Les items d'origine anglaise adoptent la structure syntaxique de la langue réceptrice de façon quasi catégorique. Presque sans exception, les quelque 20 000 occurrences dans le corpus d'Ottawa-Hull ont été associées à leur catégorie grammaticale correspondante en français et ont aussi été employées de façon conforme à la syntaxe du français (Poplack, Sankoff et Miller, 1988). Encore une fois, comme on a pu le voir avec la flexion verbale, l'ordre des mots en français correspond souvent à celui de l'anglais; dans ces cas particuliers, le comportement syntaxique des items d'origine anglaise est compatible avec les deux grammaires. Cela étant dit, là où il existe une différence entre langue réceptrice et langue donneuse, l'ordre des mots empruntés est presque sans exception celui de la première.

Le cas du positionnement de l'adjectif en témoigne. Les adjectifs appartenant à la classe « préposable » précèdent toujours les noms d'origine anglaise (15), alors que leurs contreparties « postposables » les suivent (16), ainsi que l'exige le français.

- (15) a. Ah oui, les professeurs là, une vraie gang de fous là-dedans. (OH.085.161)
- b. C'est juste s'assir en avant de sa mautadite tivi toute la journée. (OH.100.753)
- (16) a. Puis moi j'ai mon bar favori en bas de la côte. (OH.073.125)
- b. C'est deux records anglais qu'elle a reçus là. (OH.186.814)

Même quand c'est l'adjectif qui est d'origine anglaise, il suit les règles syntaxiques du français. Notez le placement prénominal de *gros* et post-nominal de *high rise* dans l'exemple (17).

- (17) À côté, il y a un autre gros building high-rise. (OH.029.153)

3.5 Intégration phonétique

Les mots empruntés devraient aussi se conformer aux règles phonétiques et phonologiques de la langue réceptrice : « Habituellement, l'adaptation phonétique des emprunts lexicaux se fait plus ou moins instinctivement par les locuteurs.²⁵ » En effet, c'est précisément ce que l'on observe dans les emprunts établis en anglais (voir par exemple la dernière case de la section 2.1), où toute alternance sur le plan de

²⁵ Office québécois de la langue française, 2016, p. 5.

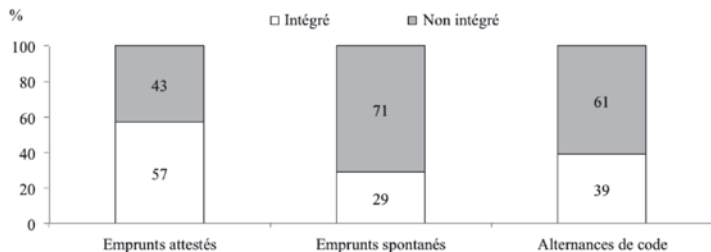
la *réalisation phonétique* relève de la variabilité interne à la langue et non pas de l'alternance entre les langues. Voilà aussi la situation caractéristique de bon nombre d'emprunts à l'anglais, répandus et établis (attestés avant 1930) dans le français d'Ottawa-Hull, et qui sont prononcés à la française de façon catégorique (p. ex. *bill, club, grocery, kicker*_[V], *shop, smart, strap, bad luck, loose, record, show, track*). C'est aussi le cas pour certains emprunts plus récents, attestés ou pas (p. ex. *gimmick, plug, shopper*_[V], *phoner*_[V]).

Cependant, les linguistes ont noté depuis longtemps l'existence de la variabilité dans la réalisation phonétique de mots étrangers. Ils ont tenté d'expliquer ce phénomène par la nature de l'item en question (à savoir, emprunt ou alternance codique) ou par le niveau de bilinguisme du locuteur. En effet, on s'attendrait à ce que les emprunts établis soient produits selon la phonétique de la langue réceptrice, alors que l'alternance entre les codes exigerait la conservation de celle de la langue donneuse. La réalisation des éléments spontanés dépendrait alors de la volonté du locuteur de produire un emprunt ou une alternance entre les codes. Pourtant, ce ne sont pas tous les locuteurs qui ont la capacité de produire les formes de la langue donneuse. Ce fait est rarement pris en considération lorsque l'on élabore des théories reliées à ces questions. Quand nous tenons compte de ces paramètres (en distinguant entre les types d'incorporations d'origine anglaise et en limitant l'étude aux individus qui sont capables de reproduire la phonétique de la langue donneuse), nous constatons, contrairement à l'idée reçue, que les emprunts lexicaux ne sont qu'occasionnellement intégrés sur le plan phonétique (Poplack, 2018 [chapitre 10]). C'est ce qu'illustre l'exemple (18). L'emprunt établi *bars*, attesté en français depuis 1857, est néanmoins produit avec un [ɹ] rétroflexe anglais, tandis que *groceries*, un emprunt bien plus récent mais néanmoins établi, présente la réalisation apicale [ʁ]

caractéristique de certaines variétés du français québécois. Qui plus est, les locuteurs ne distinguent pas les emprunts établis et spontanés sur le plan phonétique : tous affichent de la variabilité. Encore plus surprenant, comme l'illustre la figure 6, cette variabilité persiste dans les alternances de codes vers l'anglais, qui elles, à l'encontre de toute attente, sont réalisées à la française encore plus souvent que les emprunts spontanés.

- (18) a. Il y en a comme l'autre, qui sont toujours dans des bars [ɪ], Disco Viva, tu sais. (OH.097.292)
- b. Elle achetait toute-bien pour six piasses de *groceries* [ʁ], puis elle avait toute-bien rien que cinq piasses et demi. (OH.057.1374)

FIGURE 6 TAUX D'INTÉGRATION PHONÉTIQUE AU FRANÇAIS SELON LE TYPE D'ITEM D'ORIGINE ANGLAISE



Nos analyses²⁶ révèlent que la probabilité d'intégration phonétique dépend du mot en question (certains sont intégrés, d'autres pas) ainsi que du segment (certains ont tendance à être intégrés, d'autres non). Mais elle relève avant tout du locuteur individuel : certains conservent la phonétique de

²⁶ *Ibid.*

la langue donneuse beaucoup plus que d'autres, même s'ils sont tous capables de le faire. Par conséquent, personne ne se sert de l'intégration phonétique de façon cohérente ni stratégique, et encore moins pour distinguer les différents types d'incorporations de l'anglais, comme on le fait aux niveaux morphologique et syntaxique. La réalisation phonétique d'un anglicisme ne peut servir d'indice fiable pour déterminer son niveau d'intégration ni son statut en tant qu'emprunt ou alternance codique.

Pour résumer, nos recherches démontrent que les anglicismes sont *intégrés* à la morphologie et à la syntaxe du français au moment même de leur introduction, ou peu de temps après. Ces résultats font ressortir un fait important : du point de vue grammatical, les mots empruntés, qu'ils soient établis ou spontanés, sont en fait impossibles à distinguer les uns des autres sur le plan *linguistique*. Les deux types d'emprunts sont tout aussi difficiles à distinguer de leurs homologues français. Là où ils diffèrent, c'est du point de vue *social*, à travers leur diffusion au sein de la communauté. Ce n'est que sur le plan de la phonétique que l'on observe de la variabilité.

4. BESOIN LEXICAL

Le fait que les mots d'origine anglaise s'ajustent à la structure morphologique et syntaxique de la langue réceptrice au tout début du processus d'emprunt suggère qu'il y a une certaine *résistance* envers l'incorporation de matériel étranger. Cela soulève la question : pourquoi ne pas éviter les anglicismes tout simplement?

La raison la plus souvent invoquée (tant par les linguistes que par les locuteurs eux-mêmes quand on les interroge à ce sujet) est celle de la nécessité. L'idée reçue veut que les mots d'origine étrangère qui reprennent des mots déjà existants dans la langue réceptrice (parfois appelés emprunts « de luxe ») sont rarement empruntés, alors que les lacunes dans le vocabulaire, créées par l'introduction de nouveaux référents associés à la culture de la langue donneuse, sont librement comblées par des éléments lexicaux de cette langue. Pour évaluer si « [...] la dichotomie emprunt de nécessité/emprunt de luxe est [...] encore fonctionnelle aujourd'hui »²⁷ et, le cas échéant, dans quelle mesure le besoin lexical explique la présence des mots d'origine anglaise dans le corpus, nous avons examiné la distribution des emprunts à travers leurs champs sémantiques (Poplack, Sankoff et Miller, 1988). L'analyse confirme que certains d'entre eux désignent en effet des référents qui sont associés à des entités ou à des concepts spécifiquement nord-américains, comme le démontre la petite sélection reproduite ci-après. Ailleurs, le mot *natif* est parfois perçu comme trop long ou bizarre (19).

Quelques emprunts associés à la culture
nord-américaine :

*afro, baseball, basketball, bingo, blues, cheeseburger, club
[sandwich], drave, ginger ale, hockey, hot dog, hula hoop,
jeans, jitterbug, jive, ketchup, popsicle, western.*

²⁷ *Ibid.*, p. 5.

- (19) Fait qu'à un moment donné, « hey, passe-moi le *torque wrench* », ou bien « passe-moi la *clef dynamométrique* ». Hey, *dynamométrique* ça vient long ! Fait qu'on va dire bien : « Hey, passe-moi le *torque wrench* ». Ça vient de finir. (OH.101.1967)

Néanmoins, par rapport à l'ensemble des mots d'origine anglaise, il ressort que les « emprunts de nécessité » ne représentent qu'une part infime de ce corpus²⁸. Pour la vaste majorité (comme ceux que l'on retrouve dans la case ci-après), ni le besoin lexical ni le besoin pragmatique ne joue un rôle quelconque.

Quelques emprunts associés à la culture
nord-américaine :

anyway, appointment, bad luck, building, boss, boys, bum, business, bright (« intelligent »), *cashier, checker*_[V], *customer, dad, déplugger, dryer, first, feeler*_[V], *free, friendly, fun, game, gang, ice cream, job, jumper*_[V], *lunch, my God!, no way, okay, party, phoner, pitcher*_[V], *rough, runner*_[V], *shopper*_[V], *slow, smart, so, spot* (« lieu »), *steady*_[ADV], *teenager, tight, toast, watcher*_[V], *weird, wrong*.

En général, les anglicismes sont des emprunts « de luxe », puisqu'ils ne sont justifiés par aucune motivation particulière, outre, encore une fois, l'adhésion aux normes communautaires. Le fait que les concepts désignés par des mots d'origine anglaise varient, pour leur part, d'une

²⁸ D'ailleurs, comme les linguistes ne se lassent pas de le faire remarquer, il ne peut pas y avoir d'emprunts de nécessité proprement dits, puisque toute langue possède les ressources nécessaires pour générer les mots dont elle a besoin.

communauté à l'autre (comme les couples de mots empruntés ou natifs en France et au Canada [voir la sélection dans la case ci-dessous]) appuie notre affirmation selon laquelle le besoin n'est pas le moteur de l'emprunt.

Variation inter-communautaire dans l'assignation du genre	
France (emprunt)	Canada (mot natif)
<i>mél</i>	courriel
<i>parking</i>	stationnement
<i>weekend</i>	fin de semaine
<i>digital</i>	masculin
<i>feedback</i>	numérique
<i>challenge</i>	rétroaction
<i>pressing</i>	défi
<i>sponsor</i>	nettoyage à sec
<i>shopping</i>	magasinage

5. LE TRAJET DES EMPRUNTS SPONTANÉS

Chaque emprunt spontané a le potentiel de devenir un emprunt établi, du moins en principe. Mais nos recherches diachroniques (Poplack et Dion, 2012) révèlent que ceux qui réussissent à traverser ce parcours d'un bout à l'autre sont très rares. Nos corpus, représentant le français québécois *parlé* du 19^e au 21^e siècle (tableau 1), offrent une chance inouïe de retracer le parcours des emprunts à l'anglais sur une période de temps prolongée.

TABEAU 1 FRANÇAIS QUÉBÉCOIS PARLÉ (19^E AU 21^E SIÈCLE)

Corpus	Date de collecte de données	Date de naissance des locuteurs	Nombre de locuteurs	Nombre de mots	Mots d'origine anglaise	
					N	%
19 ^e Récits du français québécois d'autrefois (Poplack et St Amand, 2007)	1947-1959	1846-1895	37	524 090	1 077	0,2
20 ^e Corpus du français parlé à Ottawa-Hull (sous-échantillon québécois) (Poplack, 1989a)	1982	1893-1965	48	1 289 604	6 710	0,5
21 ^e Le français en contexte : milieu scolaire et social (Poplack et Bourdages, 2005; Poplack, 2015)	2005-2007	1946-1994	166	1 139 766	10 677	0,9
	1947-2007	1846-1994	251	2 953 460	18 464	0,6

Chaque corpus comporte des anglicismes (pour un total de plus de 18 000), et ceux-ci augmentent, ne serait-ce que de façon minime, en nombre d'une époque à l'autre. Ce n'est pas si étonnant, étant donné l'accroissement parallèle dans l'intensité du contact entre l'anglais et le français. Néanmoins, dans tous les cas, la proportion d'anglicismes demeure extrêmement basse. Plus surprenant encore, il n'y a qu'une petite proportion (pas plus de 7 %) qui a perduré durant cette période (Poplack et Dion, 2012). Cela signifie que, en général, les emprunts sont *éphémères*, même pendant un laps de temps aussi court que les 60 ans qui se sont écoulés depuis la première collecte de données. Encore une fois, les caractéristiques linguistiques de ces anglicismes, persistants et éphémères, sont les mêmes que celles détaillées dans les sections précédentes : ce sont des mots de contenu, il n'y a aucun mot grammatical, et ils sont presque toujours immédiatement intégrés à la morphologie et à la syntaxe du français.

6. CONCLUSION

Pour conclure, l'ensemble de nos recherches sur l'influence de l'anglais sur le français démontre que les pires craintes par rapport aux anglicismes, à savoir qu'ils envahissent le lexique et transforment le génie de la langue réceptrice – quand ils ne sont pas accusés de contribuer à sa disparition pure et simple – n'ont aucun fondement scientifique. Il est vrai que, si l'on tient compte des chiffres bruts, on note qu'il y a plus d'anglicismes aujourd'hui que par le passé, et davantage lorsque le français se trouve en contexte minoritaire (Poplack, 1989b). Cependant, les anglicismes

sont non seulement très rares, mais aussi éphémères : la grande majorité d'entre eux disparaissent après la première mention. Qui plus est, tous (ceux qui persistent comme ceux qui disparaissent) revêtent rapidement les traits grammaticaux du français au lieu de conserver ceux de l'anglais. Une manifestation de cette tendance est l'absence de mots à fonction grammaticale. Si ceux-ci étaient incorporés à la langue réceptrice aux côtés des mots à contenu lexical, on pourrait s'attendre à ce que cela entraîne des conséquences sur le plan de la structure, mais nous avons constaté qu'ils sont au contraire évités. Par conséquent, même si les emprunts modifient la constitution du lexique – pour le meilleur ou pour le pire –, ils n'ont aucune incidence durable sur sa structure.

Enfin, « [q]uelles en sont les manifestations dans les autres langues que le français? En quoi le phénomène est-il comparable avec ce qu'on constate pour le français?²⁹ ». Ces résultats sur le comportement des anglicismes en français québécois valent tout aussi bien pour les gallicismes en anglais québécois (Poplack, Walker et Malcolmson, 2006³⁰). Là aussi, les emprunts au français sont très rares, bien qu'ils soient plutôt liés au contexte culturel local (par exemple, *cégep*, *métro*, *québécois*, *poutine*). L'analyse de 12 autres couples de langues³¹, typologiquement semblables

²⁹ *Ibid.*, p. 4.

³⁰ Shana POPLACK, James WALKER et Rebecca MALCOLMSON, *An English « like no other »? Language contact and change in Quebec*, dans « Revue canadienne de linguistique », 51 (2006), 2/3, p. 185-213.

³¹ Anglais/igbo, anglais/persan, anglais/ukrainien, anglais/espagnol, anglais/japonais, anglais/turc, anglais/tamoul, anglais/arabe du golfe Persique, français/wolof, français/fongbe, français/arabe tunisien, français/vietnamien/anglais.

ou différents, confirme la nature universelle du processus de l'emprunt lexical. Sa caractéristique principale est l'*intégration* linguistique des mots de la langue donneuse à la grammaire de la langue réceptrice^{32, 33 et 34}.

³² Pour plus d'information au sujet du développement des emprunts, des aspects sociaux liés à l'emprunt, de la différence entre les emprunts et les alternances entre les codes, ainsi qu'au sujet des impératifs méthodologiques requis pour aborder ces questions, voir Poplack (2018). La question de savoir si le contact des langues mène à la convergence structurale est traitée par Poplack et Levey (2011), ainsi que par Poplack, Zentz et Dion (2012).

³³ Shana POPLACK et Stephen LEVEY, « Variabilité et changement dans les grammaires en contact », dans France MARTINEAU et Terry NADASDI, *Le français en contact : hommages à Raymond Mougeon*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011, p. 247-280.

³⁴ Shana POPLACK, Lauren ZENTZ et Nathalie DION, *Phrase-final prepositions in Quebec French : An empirical study of contact, code-switching and resistance to convergence*, « *Bilingualism : Language and Cognition* », 15 (2012), 2, p. 203-225.

LE SENTIMENT DE LA LANGUE EN FRANCE ET AU QUÉBEC À TRAVERS LA NÉOLOGIE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

■ LOÏC DEPECKER

Délégué général à la langue française et aux
langues de France

L'exposé que j'ai plaisir et honneur à faire aujourd'hui devant vous s'appuie sur l'expérience qui résulte de l'aménagement linguistique et terminologique mis en place au Québec et en France, dont l'analyse peut intéresser directement OPALE. La portée de mon intervention s'échelonne de 1975 à aujourd'hui. Cela fait donc plus de quarante ans de combats menés auprès des collègues et amis québécois pour faire entendre leurs voix, et aussi la voix de chez nous, en France, sur les questions relatives à la langue française.

J'ai intitulé mon intervention « Le sentiment de la langue en France et au Québec à travers la néologie technique et scientifique ». Ce sentiment est considéré à partir des études et des travaux que nous avons menés ensemble (depuis 36 ans en ce qui me concerne). Les voies de la néologie et de la terminologie sont difficiles. Pour nous y retrouver, je vous propose d'aborder les choses avec un concept extrêmement important chez André Martinet, celui de l'axiologie. Qu'est-ce que l'axiologie? C'est le fait qu'une langue évolue selon certains axes, certaines structures... que l'âge classique appelait « génie de la langue ». Le terme *axiologie* est intéressant, dans la mesure où il introduit le concept d'axe.

De fait, on peut penser qu'il y a dans les langues des lignes axiales, qui les amènent à prendre un chemin plutôt qu'un autre. On le constate pleinement en néologie.

J'en appellerai aussi à Gustave Guillaume, dont je salue ici quelques adeptes que je reconnais dans la salle : le Québec a en effet sauvé les conférences de celui qui fut l'un des plus grands linguistes du XX^e siècle. Gustave Guillaume a rédigé, durant les années noires de la France, en 1941, une conférence magistrale intitulée : « Symétrie et dissymétrie dans les langues ». On a effectivement affaire, dans notre travail, à deux voies en quelque sorte contraires. Il y a des symétries et des dissymétries dans la morphologie, dans la syntaxe, dans le lexique. Symétries et dissymétries dessinent des axes forts, susceptibles de nous aider à travailler en néologie.

La langue a en effet une logique particulière. Ce travail de néologie est pris, d'une part, entre l'axiologie, qui représente les axes forts d'une langue, et la symétrie et la dissymétrie qu'on observe dans les langues, d'autre part. On a traité récemment en France, dans les vocabulaires diplomatiques, les termes *consensus* et *dissensus*. *Dissensus* est-il véritablement un antonyme de *consensus*? La même question se pose pour *computer literacy* et *computer illiteracy*. Doit-on parler d'*aptitude* ou d'*inaptitude numérique*? D'*habileté* ou d'*inhabileté numérique*? L'adjectif *apte* ne comporte pas de connotation particulière, alors que *inapte*, pour nous, fait très militaire. On est *inapte* au service militaire : il est donc difficile de choisir en France un terme avec ce type de connotation. Autres antonymes : *en ligne/en dur*. *Est en ligne* « tout ce qui est connecté » et *en dur* « tout ce qui est construit, fixe », « en brique » si l'on veut. On peut constamment observer ce genre de phénomènes quand on fait de la néologie : phénomènes de symétrie ou de dissymétrie, qui indiquent que la langue peut se construire facilement sur un

axe plutôt que sur un autre. Il en va ainsi pour *écran* : est-ce qu'on peut dire *écranisation*, *écraniser*? Cela ne fonctionne pas, ou, en tout cas, pas facilement, même si le mot existe. Pour *smart*, on a une très belle symétrie en anglo-américain, construite sur la récurrence de *smart* : *smart bond*, *smart money*, *smart partnership*, *smartphone*, *smart city*, *smart object*. On voit ici qu'on ne peut, en français, toujours opter, comme équivalent de *smart*, pour *intelligent* ou *intelligente*. Il y a donc symétrie dans une langue et dissymétrie dans l'autre : dissymétrie en français, alors que le paradigme est constant en anglais.

Alors, entre la France et le Québec, a-t-on deux langues : une langue française de France et une langue française du Québec? On pourrait prendre nombre d'exemples. Pour *digital native* : est-ce qu'il faut traduire par *natif du numérique* (Québec) ou par *enfant du numérique* (France)? Il me semble qu'on a assez souvent, en néologie scientifique et technique, des axiologies différentes. De fait, la question que l'on s'est posée pendant quarante ans avec nos partenaires québécois est un peu la suivante : « Est-ce qu'on peut faire de la néologie, de la terminologie ensemble? » La réponse est évidemment oui. Mais il faut prendre la mesure des aspects concrets d'une telle collaboration.

Si l'on parle de ce que j'appelle « la tentation de l'emprunt », on remarque qu'elle est possible en France et qu'elle y a des adeptes. Je me suis personnellement battu contre cette tentation de l'emprunt et je continue de le faire tous les jours : si l'on envisage la langue sur plusieurs décennies, les emprunts ne pourront que s'y intégrer et l'on ne pourra que faire avec. Et, à terme, l'axiologie du français aura changé. Mais le monde d'aujourd'hui ne calcule pas sur des décennies, il calcule à la vitesse de la lumière. Alors, subir l'emprunt, certainement pas! Au Québec, dans ce beau pays, on utilise *traversier* pour *ferry boat* ou *voyagiste*

pour *tour operator*. C'est l'Office québécois de la langue française qui nous a légué *voyagiste* (*Gazette officielle du Québec* du 11 juillet 1981). Je suis intervenu à l'époque pour que nous reprenions le terme *voyagiste* au Québec afin de l'imposer en France. C'est ce que nous avons fait l'année suivante (*Journal officiel* du 3 avril 1982). C'est aujourd'hui en France un terme populaire. Certes, on entend de temps à autre *tour operator*, mais on dit aujourd'hui *voyagiste* très couramment chez nous.

Autre exemple : *charter* a donné *vol nolisé* au Québec, choisi à partir du vieux terme de *nolis*, désignant un contrat de chargement maritime. Nous avons évité en France d'officialiser *charter*. *Vol nolisé* a de son côté été rejeté par la Commission ministérielle de terminologie des transports, malgré le fait que le terme soit utilisé par l'Organisation internationale de l'aviation civile. Il n'y a donc pas eu consensus sur l'équivalent à donner à *charter*. Ne voulant ni de *charteur* ni de *vol nolisé*, on en est resté à l'emprunt *charter* (qui d'ailleurs tend à disparaître aujourd'hui en France). Entrent donc en jeu ici non seulement l'axiologie de la langue, mais aussi le sentiment linguistique d'un groupe de personnes et la décision politique.

On a également été amené à traiter le terme *sprinkler*. Le terme apparaissait en effet tel quel en France dans les normes AFNOR des années 1980. Le titre de la principale norme sur ce sujet comportait le terme *sprinkler*, sans équivalent français. Nous avons travaillé sur ce dossier avec le Québec, pour finalement tomber d'accord sur *gicleur d'incendie*. C'est le terme que l'on trouve dans les rues au Québec.

Dernier exemple : le Québec nous a aussi légué *courriel*. On a eu beaucoup de mal à faire en sorte que *courriel* soit officialisé en France, cela a pris près de dix ans (*Journal officiel* du 20 juin 2003). Donc, tout cela est possible, même si cela demeure difficile.

Nous nous battons par conséquent aux côtés du Québec pour cette néologie dynamique et « raisonnable », comme le disait hier le ministre Luc Fortin. J'aimerais bien que *pourriel* puisse passer en France. Dans les journaux du Québec, on voit constamment *pourriel* et personne n'est gêné par cela. De même, on trouve assez régulièrement *hambourgeois* pour *hamburger*; on peut même aller jusque-là. Le calque est en effet une des grandes formes d'intégration des emprunts dans la langue, surtout en France.

Robert Vézina a rappelé hier le voisinage historique du français et de l'anglais depuis des siècles. On le constate effectivement dans les emprunts intégraux *maintenance*, *application*, etc.; les calques *profiler/profileur*, *finisher/finisseur*, *doping/dopage* (terme apparu dans les journaux français à la fin du XIX^e siècle), *container/conteneur*, *hamburger/hambourgeois*, *compact disc/disque compact*, *mouse/souris*, *birdie/oiselet*. Concernant ce dernier exemple, on atteint ici une limite à nos travaux de néologie. *Oiselet* peut faire bizarre en France, en raison de l'importation en français d'un imaginaire particulier. Il ne gêne pourtant pas en anglais! Nous avons d'ailleurs publié cet équivalent au *Journal officiel*, sous ma conduite, en 1992 (*Journal officiel* du 20 janvier 1993). Cette décision a depuis été annulée, ce qui me fait dire qu'il faut pouvoir soutenir sur le long terme les décisions officielles en matière de néologie et de terminologie, sans s'obstiner : nous l'avons fait en substituant en 2006 *dialogue en ligne* à *causette*, mais sans désespérer. *Supérette*, publié au *Journal officiel* en 1987 pour *small supermarket*, est aujourd'hui un terme populaire, très employé dans la francophonie. Imaginez : vous autres, Québécois, iriez chez le *dépanneur*, alors que nous, nous irions au *small supermarket*.

Les écarts entre néologie de France et néologie du Québec, on peut en trouver beaucoup. Il y a certes des calques de traduction, auxquels le Québec a recours et que nous avons aussi le plus souvent : *mouse/souris*, *birdie/oiselet*, etc. Mais d'autres cas peuvent se présenter. Il en va ainsi de *pare-buffle*, terme français utilisé dans la presse des années 1990 pour désigner des « pare-chocs renforcés ». En France, la Commission générale de terminologie et de néologie l'avait approuvé (séance du 22 mai 2002). L'Académie française consultée avait alors répondu : « L'Académie a souri d'un mot qui fait référence à un animal peu connu sous nos longitudes et qui provient, lui semble-t-il, d'un effet de mode. » Je trouve que cela nous éclaire beaucoup sur certains des obstacles auxquels on peut avoir à faire face en France en ce qui concerne certains phénomènes de nature linguistique. Il ne s'agit pas là, de la part de l'Académie française, d'un jugement esthétique, ce qu'on lui reproche parfois. On a affaire ici, dans le traitement de l'anglais, à des transferts de civilisation. En France, il n'y a pas de buffles et assez peu de *pare-buffles*; mais on en trouve dans les Amériques et ailleurs, la géographie et les modes de vie y étant différents. Ces transferts d'images d'une civilisation ou d'une société à une autre sont souvent des obstacles aux choix qu'on est amené à faire en matière de néologie, mais qui ne me paraissent pas insurmontables.

De fait, il y a de grands écarts entre les sociétés et les imaginaires. Nous sommes en train de traiter en France de ce que j'appelle un *ethnoterme*, c'est-à-dire un terme qui appartient plus spécialement à la sphère de l'ethnologie, de la sociologie, de la société. Nous nous posons par exemple des questions, à la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, quant à la manière de traduire *doggy bag*. Le terme est à la mode chez nous, de grands restaurateurs ayant lancé, en mars 2015, la mode

du *doggy bag*. Le terme est là, avec l'objet, mais nous n'avons pas encore décidé de son équivalent en France. On tourne donc autour d'*emporte-reste*, d'*emporte-mets*. On fait actuellement des séances de remue-ménages sur ce sujet et on va voir ce qui va sortir du sac!

J'aborde maintenant non plus les questions d'emprunt ou de calque, mais celles relatives à l'invention néologique, comme *baladeur* pour *Walkman*, qu'on cite souvent. J'étais là lors du traitement du terme *baladeur* en France en 1981. Nous sommes partis de *micro baladeur*, objet que nous connaissons tous, et nous avons créé *baladeur* à partir de celui-ci. C'est aussi simple que ça. Mais il faut du temps pour trouver une idée aussi simple! D'autres néologismes de l'époque sont également parlants, tel *boîtier fakir* : c'est un « boîtier électronique avec des piquants », comme vous pouvez l'imaginer!

Covoiturage, *monospace*, *citadine* sont des termes que nous avons traités en France et inventés dans les commissions ministérielles de terminologie (aujourd'hui appelées *collèges de terminologie*). Ces mots sont finalement devenus populaires : *citadine* est, par exemple, utilisé en France dans les publicités consacrées aux voitures japonaises.

Il y a bien d'autres dossiers que nous avons traités avec le Québec, impliquant une modernité sociale, notamment celui de la féminisation des noms de titres et de professions. Le Québec a été, à la fin des années 1970, un pionnier sur ces questions et nous a beaucoup inspirés. La question revient d'ailleurs chez nous à l'ordre du jour, notamment au sein du ministère de la Culture et de la Communication.

En définitive, les commissions (ou comités) de terminologie, en France ou au Québec, créent ou choisissent des termes nouveaux. En France, elles ont, par exemple, créé *supérette*, *baladeur*, *monospace*, *covoiturage*, mais elles ont

aussi effectué des choix parmi des termes qui existaient déjà, comme *logiciel*, *courriel*, *tablette*, etc. À propos de l'équivalent de *note pad*, nous avons beaucoup hésité à la fin des années 2000 : fallait-il le traduire par *tablette* ou par *ardoise*? Nous avons choisi les deux, en privilégiant *tablette*, lui adjoignant *ardoise* en tant que synonyme (*Journal officiel* du 20 février 2011). De fait, *ardoise* a une connotation vieillotte, qui renvoie aux bancs de l'école et à la craie de l'ardoise à écrire. C'est finalement le mot *tablette* qui a été adopté par les constructeurs et les distributeurs et qui s'est finalement imposé en France.

Il arrive cependant que nous soyons en panne de néologie. Nous avons raté la traduction de *crossover* (*véhicule métis*, *Journal officiel* du 5 avril 2006), qui est, de ce fait, demeuré à l'état d'anglicisme en France. Nous avons également raté, d'après moi, la traduction de *podcast*, parce qu'en France, *baladodiffusion*, beau terme québécois, ne fonctionne pas.

Une autre erreur que l'on peut faire est l'absence de coïncidence sémantique entre le terme anglais et le terme français. Si l'on traduit *hit parade* par *palmarès*, le périmètre sémantique de l'un ne correspond pas au périmètre sémantique de l'autre. Ou si l'on veut, le chapeau de l'un est trop étroit et celui de l'autre, trop large.

Ma conviction, finalement, est qu'un terme peut ne rien évoquer tout en fonctionnant extrêmement bien dans la langue. Pourquoi? Parce que le locuteur ne se pose pas la question de savoir ce qu'il signifie... Et s'il se la pose, on peut s'amuser aussi : *vanity case* pourrait-il se traduire par *case-vanités*?

On retrouve évidemment dans tous ces exemples la symétrie et la dissymétrie qui habitent la langue. Dissymétrie sémantique, comme pour *hit parade* et *palmarès* ou pour

clip et *bande vidéopromotionnelle*. Dissymétrie chronologique, comme pour *causette*, mot donné en équivalent de *chat* (qui n'est pas ici l'animal à poils!). Dissymétrie aussi en matière de genre, à l'instar de *marketing* par rapport au terme féminin *mercatique*, etc.

La grande conclusion que je pourrais donner aujourd'hui est que la modernité du français est à construire. On ne peut attendre des années que l'usage s'implante. Nous travaillons avec l'Académie française afin que nos vues convergent et pour mettre en œuvre une néologie moderne, en phase avec les évolutions de la société. Le Québec est pour cela un bon guide. Nous sommes, en tout cas, les uns et les autres convaincus que le travail d'aménagement terminologique et néologique est nécessaire, parce qu'il nous permet d'éviter des séries comme *forwarder*, *se loguer*, *benchmarker*, voire, aujourd'hui en France, *shopper* (« faire du magasinage »)!

Je reprendrai ici une citation de Christiane Loubier, collègue de l'Office québécois de la langue française avec laquelle j'ai beaucoup échangé : « Être Québécois et parler français ne correspond pas à être Français et parler français. » Quand on a compris cela, on peut travailler ensemble. Il faut à l'évidence emprunter de manière éclairée. Il faut pour cela, dit-elle, « mettre l'accent sur les procédés linguistiques adéquats ». Je partage entièrement son avis.

De fait, nous avons à notre disposition trois grands procédés linguistiques : assimiler, traduire ou créer.

1. Assimiler : comme dans *maintenance* ou *processeur*.
2. Traduire : un procédé que Christiane Loubier précise en parlant de « traduction adaptée ». Ayant affaire à une langue étrangère, on s'efforce de lui donner des

équivalents dans sa propre langue et, pour cela, il faut traduire. Exemple de la traduction adaptée : non pas, pour *payload*, *charge payante*, mais *charge utile*. Voilà la traduction adaptée intelligente!

3. Créer : il faut créer des formes et des sens nouveaux : *baladeur*, *boîtier fakir*, *citadine*, etc.

Premier élément de conclusion donc :

Le matériau linguistique dont nous disposons en néologie et en terminologie est extrêmement difficile à traiter. C'est un matériau peu malléable et difficile à faire lever en pâte. Gustave Guillaume a une formule aérienne à ce propos : il parle de la « merveilleuse architecture interne d'une langue ». Il faut en effet aller dans l'intériorité de la langue pour comprendre ses mécanismes, pour faire une néologie conséquente, pour pouvoir traduire. Et si l'on réfléchit à l'axiologie d'une langue, force est de constater qu'elle est déterminée par la société qui la parle. Nous avons, d'un côté, une société française avec des particularismes en France et dans les territoires d'outre-mer français. Nous avons, d'un autre côté, une société québécoise avec ses particularismes, son histoire, et, dans ce cadre-là, on peut difficilement faire en sorte que les langues se ressemblent ou soient identiques. Elles sont ce qu'elles sont. Elles vivent de leur axiologie propre et c'est comme cela que l'on peut se rapprocher les uns des autres. Pour moi, le concept clé qui sous-tend cette différence d'évolution entre langue française de France et langue française du Québec est ce que j'appelle, avec un grand linguiste français, l'*ethnovision*. Qu'est-ce que l'*ethnovision*? C'est la « vision qu'un peuple a du monde qui l'entoure : de l'art, de la culture, de sa langue ». Nous sommes, en Amérique du Nord, dans une *ethnovision* différente de celle dans laquelle nous vivons en Europe et

en France. Quand je parlais tout à l'heure, *doggy bag* en est un bel exemple d'ethnoterme. C'est un terme américain qui s'implante en France dans une configuration sociologique particulière et pour lequel il y a lieu de trouver un terme français qui l'acculture à la France.

Deuxième élément de conclusion :

Je constate qu'il y a eu quelques évolutions dans le sentiment linguistique de la France et du Québec au cours des quarante dernières années. Dans les années 1980, il y avait une certaine crispation sur le français, avec une vision d'un français absolument correct, quasiment immuable. Il y avait aussi une difficulté importante, en France, à considérer que la langue pouvait être l'objet de néologie, d'un aménagement terminologique, voire même d'une politique linguistique. Je vois aujourd'hui le chemin parcouru quand je voyage dans le Canada francophone, particulièrement au Québec; je constate que des progrès considérables y ont été faits, tout comme chez nous.

Prenons le cas du livre de René Étiemble, publié en 1964 : *Parlez-vous franglais?* Dans les années 70-80, la question de l'anglicisation tendait à se réduire à ce qu'Étiemble caricaturait. Les choses ont aujourd'hui bien changé. Avec plus de force chez vous que chez nous, car il faut toujours convaincre plutôt que contraindre. Nous avons cependant remis en selle, à la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, le dispositif d'enrichissement de la langue française, à savoir : une commission d'enrichissement de la langue française qui dépend du premier ministre et que nous gérons, pivot central qui harmonise les positions des quelque dix-neuf collèges de terminologie fonctionnant dans les ministères. Cela fait beaucoup de personnes mobilisées sur les questions, souvent très vives,

concernant la néologie et la terminologie, scientifique et technique. Ce sont près de cinq cents personnes, qui sont autant de relais d'opinion dans leur domaine de travail.

Troisième élément de conclusion :

Le choix d'une structure de langue – d'une « axiologie » en quelque sorte – de préférence à une autre est un choix politique. C'est là le résultat de mes réflexions des dernières années. Dire qu'on va emprunter, c'est un choix politique. Dire qu'on va traduire, traduire raisonnablement, traduire le mieux possible, c'est un choix politique. Dire qu'on va créer des mots, c'est un choix politique. C'est un choix de politique linguistique. Et moi, je choisis les trois. D'une part, l'assimilation; d'autre part, le calque, quand l'assimilation et le calque passent bien en français; et, troisièmement, la néologie, la création néologique, envisagée sous un aspect dynamique et créatif. Ces choix politiques, qui sont autant de choix de langue, sont déterminés par la société qui parle cette langue, la société française et la société québécoise.

Quatrième élément de conclusion :

La grande bataille à mener est celle de la communication. Nos collègues journalistes en ont fait ce matin devant nous une magistrale démonstration. *Baladeur* est là en France, c'est un terme populaire. La FNAC a inventé à partir de ce mot le terme de *baladabilité* : « De la baladabilité des baladeurs » titrait un éditorial du journal de la FNAC... On voit là la ligne axiale de la famille de *baladeur* se mettre en place par dérivation.

Enfin, dernière question et objet principal de cet exposé : peut-on choisir des termes communs entre francophones? Cela me paraît évident, et c'est ce que nous faisons le plus

possible. On a aujourd'hui à traiter en France la question de l'équivalent à trouver à *open data*, à savoir *données ouvertes*. Cela me paraît si simple!

Il nous faut donc nous rapprocher encore et anticiper les problèmes qui nous attendent. Nous sommes en train de mettre en place, dans le domaine de la néologie, un certain nombre de systèmes informatiques permettant de capter les néologismes dès qu'ils paraissent dans les journaux, de véritables aspirateurs à néologismes en quelque sorte.

Il nous faut aussi une coopération toujours plus vivante. Le réseau OPALE est là pour montrer que cette coopération avec les francophones fonctionne. Elle a eu des aléas, elle en aura encore. On a également travaillé ensemble avec les francophones au sein du Réseau international de néologie et de terminologie, qui a été créé en 1986 et qui a été supprimé d'un trait de plume en 1998. D'un trait de plume, c'est-à-dire que quelqu'un a dit que ça coûtait trop cher. Nous gardons cependant l'ambition, sans nous décourager, de reconstituer ce réseau qui fonctionnait avec les pays africains, avec les pays du Maghreb et un certain nombre d'autres pays. Cette coopération toujours plus vivante, nous sommes donc là pour la faire vivre et la mettre en œuvre. C'est le sens de nos rencontres.

Quant à notre coopération avec le Québec, j'ai confiance qu'elle se développera toujours plus, dans le respect des usages de chacun.

BIBLIOGRAPHIE

Commission générale de terminologie et de néologie, *Répertoire terminologique (Révision des listes antérieurement publiées)*, Textes d'Intérêt Général, Les éditions des Journaux officiels, 2000, p. 42003-42192.

Délégation générale à la langue française, *Dictionnaire des termes officiels, Journal officiel de la République française*, Paris, 1994, 462 p. (auquel s'est substitué le *Répertoire terminologique*, 2000).

DEPECKER, L. et MAMAVI, G., *Logiciel et épinglette, Guide des termes francophones recommandés*, La documentation française, Paris, 1992, 92 p.

DEPECKER, L., *L'invention de la langue, Le choix des mots nouveaux*, Armand Colin/Larousse, Paris, 2001, 719 p.

« De voyageur à courriel, influences réciproques de la coopération entre la France et le Québec en matière de néologie et de terminologie (1975-2000) », *Terminogramme*, Hors-série 2001, n° 101-102, Les Publications du Québec, Montréal, 2002, p. 119-129.

DEPECKER, L., *Entre signe et concept : éléments de terminologie générale*, Presses de la Sorbonne nouvelle, mars 2002, 200 p.

Depecker L. (dir.), *La terminologie : nature et enjeux*, « Langages », n° 157, 2005, 128 p.

« Le multidictionnaire : recherche d'une norme au Québec », 3^e journée québécoise des dictionnaires organisée par l'Université de Montréal, Québec, vendredi 4 avril 2008.

« Pour une ethnoterminologie », dans Jean QUIRION, Loïc DEPECKER et Louis-Jean ROUSSEAU, *Dans tous les sens du terme*, Actes du colloque tenu à l'Université du Québec en Outaouais (Ottawa) les 4, 5 et 6 mai 2007, Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 2013, p. 13-29.

GUIBERT, L., « La néologie scientifique et technique », *la banque des mots*, n° 1, CILF, Paris, p. 45-54.

GUIBERT, L., *La créativité lexicale*, Larousse, Paris, 1975.

ISO 704, *Travail terminologique : principes et méthodes*, 2^e édition, 2000, 41 p.

LOUBIER, C., *Les emprunts : traitement en situation d'aménagement linguistique*, Les Publications du Québec, Québec, 2003, 105 p.

LOUBIER, C., *De l'usage de l'emprunt linguistique*, Office québécois de la langue française, Montréal, 2011, 77 p.

LOVE, R. (éd.), *Leçons de linguistique de Gustave Guillaume : Symétrie et dissymétrie dans le système grammatical du français (1941-1942)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, 365 p.

POTTIER, B., *Sémantique générale*, PUF, Paris, 1992, 137 p.

REY, A., *De l'artisanat des dictionnaires à une science du mot, Images et modèles*, Armand Colin, Paris, 2008, 302 p.

Société française de terminologie, *Les néologies contemporaines*, Le savoir des mots, Paris, 2005, 123 p.

PÉRIODE DE QUESTIONS

┐ Dan Van Raemdonck

J'ai une question pour M^{me} Poplack. Vous êtes sociolinguiste, si j'ai bien compris. Et dans la sociolinguistique, il y a en effet la relation entre la langue et l'environnement, et le lien de cause à effet. Mais vous n'êtes pas passée du côté de l'interprétation. J'aimerais bien avoir votre avis sur le fait qu'on intègre particulièrement bien les normes morphologiques et beaucoup moins les normes phonologiques. On « surmarque » l'emprunt dans une langue où on a l'impression que l'environnement rejette cet emprunt. Savez-vous pourquoi? Est-ce le bilinguisme? Est-ce la volonté de « surmarquer »?

J'ai aussi une question pour Loïc Depecker. Tu as terminé en disant que les choix d'une structure de langue relèvent du politique. Je suis tout à fait d'accord avec toi. Tu as dit : « Moi, je veux les trois : l'assimilation, le calque et la néologie », et tu as conclu en disant que le choix est déterminé par la société qui parle cette langue. Quel est le ratio de pouvoir entre la société et l'État? Qui va décider? C'est un choix politique. Tu sais très bien que la question de la demande sociale peut aussi bien nous rassembler que nous séparer. Comment gère-t-on ce choix politique? Quelle est la voix réelle de la société par rapport à des structures institutionnelles qui décident à sa place, en réalité?

┐ Shana Poplack

Du point de vue purement linguistique, tout ce que je peux vous dire, c'est qu'on a découvert qu'il y a un fossé entre ces deux types d'intégration. D'une part, il y a une interprétation morphologique et syntaxique qui se fait de

façon surprenante, presque immédiatement. C'est-à-dire au moment même de l'acte de l'emprunt. D'autre part, il y a la phonologie qui demeure variable pendant tout le processus. Pourquoi c'est comme ça? Je ne peux pas vous dire. Je pense que c'est comme tout ce qu'on a vu au sujet de l'emprunt et de la variabilité qu'on a étudiés en français. Ça relève de la communauté linguistique.

Souvent, l'intégration phonétique est mal interprétée, parce que les gens ne peuvent pas faire autrement. Ils prononcent à la française parce qu'ils ne peuvent pas prononcer l'anglais. Toutefois, ce qui a été surprenant dans ces recherches, c'est que les gens faisaient comme ils avaient envie, bien qu'ils avaient été choisis parce qu'ils prononçaient aussi bien l'anglais que le français. Je voudrais surtout insister sur le fait que presque tout ce qu'on a découvert au sujet du bilinguisme en général, pas seulement sur l'emprunt et l'alternance de codes (*code switching*), provient des normes communautaires : si la communauté le fait, tous les membres vont le faire.

■ Loïc Depecker

J'ai l'impression qu'on va me considérer comme un dictateur de la langue, puisque je n'ai pas un système de votation pour chaque terme que nous traitons. Heureusement, parce qu'on ne pourrait pas, à mon avis, avec 66 millions d'habitants en France, offrir au public la possibilité de donner son impression générale sur chaque terme. Pensons bien que chez nous, au sein du ministère de la Culture et de la Communication, la Délégation générale à la langue française et aux langues de France est une institution qui a suivi les gouvernements successifs depuis 1966. Tous ces gouvernements ont demandé à ce qu'il y ait une institution chargée de la politique linguistique.

Tous les gouvernements successifs ont demandé à la personne que je représente, soit au délégué général à la langue française et aux langues de France, de veiller à la survie du français. Cela dit, la délégation générale a mis en place un système comme celui de l'Office, ici. Un système de consultation où les experts et tout un chacun peuvent déposer des propositions de termes à traiter. Parmi ces termes, il y a beaucoup d'anglicismes, effectivement, ainsi que des propositions créatives pour pallier l'utilisation de ceux-ci. Nous sommes en train de développer une interaction très vivante. Ça, c'est une première chose.

Deuxièmement, je profite de la présence de Robert Vézina pour dire que je trouve très intelligente la position de l'Office, c'est-à-dire de ne pas prendre position sur l'assimilation ou la traduction. Ce n'est certainement pas ce qu'il faut faire. Je trouve très intelligent de dire : « On a des critères et on les applique. Ces critères sont méthodologiques, scientifiques et s'appuient sur un certain nombre de constatations. » Là, je retrouve une position inspirée d'une science d'aujourd'hui, c'est-à-dire l'ethnométhodologie. Qu'est-ce que c'est qu'étudier la société en tant qu'ethnométhodologue? (Le mot ne veut rien dire. Attention, ne commençons pas à regarder les forts mots.) Un ethnométhodologue, c'est quelqu'un qui regarde les faits sociologiques en surplomb, sans juger. Par exemple, on va regarder une file d'attente, et on va voir ce qui se passe, mais sans juger. Et je trouve qu'inconsciemment, ou consciemment, l'Office a pris le bon virage, c'est-à-dire celui qui va lui éviter de s'expliquer à chaque instant sur ses choix. Et pour moi, l'Office est véritablement dans le courant actuel des sciences en adoptant une attitude ethnométhodologique. Il y a beaucoup de documentation à ce sujet. Vraiment, vous êtes dans la bonne direction.

De la salle

J'ai trouvé particulièrement intéressante la démonstration de M^{me} Poplack. Je trouve qu'elle nous a très bien démontré comment ça s'est passé chez les francophones. L'anglais était la langue du travail, celle des patrons. L'anglais est entré dans les familles par l'entremise des chantiers, des usines, etc. On s'aperçoit finalement que la langue en danger, ce n'était pas le français, mais plutôt l'anglais. L'anglais étant complètement intégré, les anglophones eux-mêmes ne reconnaissaient plus les mots français. Évidemment, il y a des cas, dans les zones que vous avez observées, où la prononciation anglaise a été plus conservée qu'ailleurs au Québec. Et là, on a généralement fait des emprunts morphologiques, phonétiques et syntaxiques, qui démontrent bien le dynamisme qu'avait cette langue.

C'est le même dynamisme qui a fait que des mots comme *taponner*, *taponneux* ou *taponnage* sont apparus. On a beaucoup créé. Si on reconnaît le talent créateur des terminologues québécois, je crois que ce n'est pas le fruit du hasard. Je pense que ce rapport à la langue vient du peuple finalement. Je continue de croire que c'est le peuple qui a sauvé le français au Québec.

MOT DE LA FIN DES PRÉSIDENTS DES DÉLÉGATIONS MEMBRES DU RÉSEAU OPALE

■ ROBERT VÉZINA

Président-directeur général de l'Office québécois
de la langue française

Alors, chers collègues, chers invités, nous arrivons déjà à la fin de ce passionnant colloque. Les objectifs ont été atteints au-delà de mes espérances. Vous savez, l'idée du colloque a été lancée il y a trois ans, en 2013, lors de la rencontre du réseau OPALE à Bruxelles. J'avais lancé l'idée à cette époque et, pour être honnête, elle n'avait pas fait l'unanimité d'entrée de jeu, pour différentes raisons. Il y avait, je crois, des craintes relatives à la sérénité potentielle des discussions qui peuvent entourer le phénomène des anglicismes. Il y avait également un certain scepticisme vis-à-vis de la pertinence du thème, c'est-à-dire qu'est-ce qu'on a à ajouter, aujourd'hui, sur cette question qui a fait couler tellement d'encre depuis déjà longtemps. Mais là, on arrive à la fin de la manifestation et, honnêtement, si le thème était « Les anglicismes : des emprunts à intérêt variable? », je peux déjà affirmer que le colloque sur les anglicismes a

été d'un intérêt certain. Nous avons été témoins de débats très riches, de propositions intéressantes et de réactions tout aussi intéressantes. Nous avons fait la démonstration que le phénomène, sur les plans scientifique et social, notamment, demeurerait d'actualité, et que les discussions qui l'entourent sont nécessairement pertinentes.

Avant de passer la parole à mes collègues et confrères, je vais fournir quelques observations que j'ai glanées, quelques constats que j'ai faits au cours du colloque. Premièrement, et ce n'est pas par ordre d'importance, il est toujours rassurant de voir que nous ne sommes pas seuls. Les questions que nous nous posons vis-à-vis de l'influence de l'anglais sur la langue française, les hispanophones, les catalanophones et les Africains se les posent également. On sait très bien que, dans la plupart des pays sur la planète, la question se pose et fait l'objet de discussions également. Donc, nous ne sommes pas seuls dans nos interrogations sur la question.

On peut aussi constater qu'on peut discuter de l'anglicisme de manière sereine, quoique franche et honnête, avec courage également, et on ne s'arrache pas les cheveux. Je n'ai pas vu de prise de bec aujourd'hui ni hier. Et ça, c'est remarquable parce qu'au Québec, traditionnellement, c'est un sujet éminemment émotif. Là, on a pu constater que les discussions étaient tout à fait sereines sur la question, quoique les enjeux qui étaient mis de l'avant, qui étaient évoqués, peuvent dans certains cas être assez graves; on a même parlé, à l'occasion, de la survie de la langue, de la suite du monde, du vif désir de durer. Je trouve tout de même que le niveau des discussions était, somme toute, très serein.

Un autre constat, qui m'intéresse particulièrement en tant que président-directeur général de l'Office québécois de la langue française, c'est que l'aménagement linguistique

fonctionne suffisamment pour garder toute sa pertinence en 2016. Madame Poplack et moi avons eu une discussion, hier, au sujet des recherches portant sur des corpus. En tant que linguistes, nous savons très bien que toute recherche linguistique repose sur trois conditions essentielles : corpus, corpus et corpus. Sans corpus, il ne s'agit que d'opinions; les linguistes ont des opinions personnelles, ils font des observations personnelles, ils ont des sentiments, ce qui est normal. Cependant, ce qui nous permet de faire de la linguistique, et à plus forte raison de l'aménagement linguistique, est le fait de nous appuyer sur des corpus ou des observations à large échelle. Donc, l'aménagement fonctionne, et ça, c'est tout à fait encourageant. C'est sûr que les défis sont sans cesse renouvelés. Mais qu'est-ce qui fait, par exemple, qu'au Québec, sur 60 ans, la majorité des anglicismes ne dure pas? Qu'est-ce qui fait qu'ils sont plutôt éphémères? Ce n'est pas facile de répondre, mais on peut sans doute y voir un des effets de l'aménagement linguistique. Avant que l'Office existe, il y avait déjà un combat social contre les anglicismes, pour toutes sortes de raisons, bonnes ou moins bonnes. Mais le fait est que ces termes-là, qui ont été empruntés, ont eu une durée de vie somme toute éphémère.

Cela fait également partie des objectifs d'une certaine politique linguistique, qui a commencé à changer dernièrement. Vous avez vu, par exemple, la présentation de l'Office, hier, sur la nouvelle politique de l'emprunt linguistique; somme toute, la créativité lexicale des francophones, à partir des ressources de leur propre langue, est en très bonne santé actuellement.

Ce que j'aimerais également souligner, c'est qu'il y a quand même des difficultés qui se dressent devant nous. Il a été question, tout à l'heure, de la connotation; on peut emprunter à l'anglais pour des raisons de désignation, de dénotation,

mais il y a également la question de la connotation. Force est de constater que plusieurs mots anglais réussissent à se frayer un chemin dans notre discours, dans le discours des francophones, étant donné la connotation positive qui y est rattachée.

Je remarque, par exemple au Québec, que, depuis quelques années, on a déjà fait des thèses de doctorat, des mémoires de maîtrise sur la richesse des jurons québécois, les sacres. On a des centaines de mots pour exprimer notre mécontentement, notre surprise, dont une bonne partie d'origine religieuse, mais là je constate que, depuis quelques années, ça se résume souvent à des jurons anglais. Pourquoi emprunte-t-on des mots lorsqu'on a une si grande richesse pour exprimer notre mécontentement, nos critiques? Ça me laisse songeur et j'y vois, notamment, une connotation méliorative, que l'on attribue parfois aux mots anglais.

Et là, je rejoins un texte très intéressant que monsieur Nadeau, qui est ici dans la salle, a écrit il y a quelques semaines au sujet de nos imaginaires américains. On peut parler de l'influence d'une langue sur une autre, mais pourquoi est-ce si souvent à sens unique depuis quelques années? Notre univers mental, notre univers culturel est de plus en plus anglo-saxon, d'une certaine manière. C'est un sujet qu'on n'a pas beaucoup abordé lors de ce colloque, mais ça mériterait des réflexions, des travaux de recherche.

Et, finalement, pour ce qui est de la façon dont l'Office peut travailler sur la question des anglicismes et y réagir, l'idée de réagir juste à temps est fondamentale. C'est pour cela, d'ailleurs, que le dispositif mis en place à l'Office pour la proposition des termes français, comme solution de rechange aux emprunts à l'anglais, est très souple. Nous ne sommes pas tenus de consulter plusieurs instances officielles. Ce n'est pas une critique; nos manières de travailler sont

simplement distinctes. Au Québec, nous avons réussi à nous doter d'un dispositif assez vif, assez souple, qui nous permet souvent de réagir juste à temps. Pas toujours, je l'admets, car les besoins sont immenses. Il faudrait une armée d'une centaine de terminologues si on voulait vraiment combler l'ensemble des besoins, mais ce que nous réussissons à faire avec notre équipe est remarquable, selon moi. Le Québec investit énormément en aménagement linguistique, par comparaison avec l'ensemble des autres pays. Et une des clés de notre succès, c'est qu'on s'appuie effectivement sur la créativité de l'ensemble de la population. On est très ouvert à la créativité lexicale qui se manifeste, non seulement au Québec, mais partout dans la francophonie. Vous seriez surpris du nombre de québécismes (ce sont devenus des québécismes parce qu'on les emploie essentiellement au Québec) qui ont une origine autre que québécoise. Par exemple, *breffage*, *débreffrage*, *breffer*, qui sont des solutions de rechange à *brieffer*, *briefing* et *debriefing*, sont de plus en plus implantés au Québec, notamment dans l'administration publique québécoise. Cependant, ils viennent de France; si je ne m'abuse, ils ont été proposés il y a quelques décennies par des commissions de terminologie françaises. Et, à ma connaissance, en France, ces termes ne sont pas très implantés. L'Office est donc ouvert à la créativité lexicale de l'ensemble des francophones et il s'agit, je crois, de l'une des clés d'avenir pour traiter de la question des anglicismes.

■ JEAN-MARIE KLINKENBERG

Président du Conseil de la langue française
et de la politique linguistique de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

Oui, ce fut en effet un colloque extrêmement riche, qui a drainé un public très varié. Celui-ci a pu, en effet, trouver dans les communications que nous avons entendues, dans les débats qui les ont suivies et au sein de nos tables rondes, des choses bien différentes. En gros, on peut dire que c'est un colloque qui aura su ravir à la fois tous ceux et toutes celles qui étudient l'évolution de la langue et toutes celles et tous ceux qui se soucient des impacts sociétaux de cette évolution.

L'anglicisme est, dans l'histoire du français, la troisième grande vague que l'on peut observer dans les processus d'interférence qui lui ont donné l'essentiel de sa physiologie. La première vague fut le contact que le latin, l'ancêtre du français, eut avec les langues germaniques. (Quand on regarde la collection du *Französisches Etymologisches Wörterbuch*, on est frappé par le nombre de volumes consacrés aux étymologies germaniques.) La deuxième vague – bien oubliée aujourd'hui – fut celle de l'italianisme, au XVI^e siècle. La vague américaine d'aujourd'hui constitue donc ce troisième grand mouvement de fécondation. On a eu ici une série très importante de contributions à l'étude de ce moment, contributions qui, sans nul doute, ont considérablement enrichi la linguistique de contact.

Mais ce colloque prend place au sein des rencontres de l'OPALE, qui fédère les organismes de gestion linguistique de l'hémisphère Nord (l'OIF y ayant statut d'observateur). Dès lors, c'est évidemment la place de l'anglicisme dans les questions de politique linguistique qui me retiendra dans les quelques réflexions que je veux faire devant vous.

Celles-ci tiennent en deux mots. Le premier est le mot *révélateur*. L'anglicisme, nous l'avons tous constaté, est un révélateur. En effet, il est souvent le non-dit ou le présupposé – un présupposé, par définition, ne s'explicite pas – de toute action d'enrichissement terminologique. Et, au-delà du cas de la terminologie, il est même le présupposé d'une bonne partie des actions d'aménagement du corpus (j'entends ici *corpus* comme le complément de *status*). Il est aussi le non-dit de bien des polémiques en matière de qualité de la langue (vieux débat partout, mais surtout au Québec). L'anglicisme est encore un des soubassements de la question de la participation du citoyen à la créativité langagière, et donc un facteur de ce mouvement de réappropriation de la langue que nous encourageons. Je pense donc qu'il était extrêmement fécond d'avoir choisi cette thématique, dans la mesure où elle nous pousse à expliciter ce qui reste le plus souvent implicite, dans la mesure où elle nous a permis, par sa transversalité même, de toucher à maints problèmes capitaux pour la politique linguistique.

Ainsi, l'anglicisme, c'est beaucoup plus que l'anglicisme! D'ailleurs, n'avons-nous pas aussi soulevé lors de ce colloque la question de la rédaction des textes techniques? N'y avons-nous pas abordé incidemment le problème de la collaboration entre les grandes aires linguistiques, francophonie, hispanophonie, lusophonie? Et n'avons-nous pas touché à des questions relevant de ce que Loïc Depecker appelait *l'ethnovision*, que l'on pourrait aussi appeler *Weltanschauung*?

J'ai dit que cet apport de la thématique de l'anglicisme tenait en deux mots, le premier de ceux-ci étant *révélateur*. Mais il faudrait prendre garde que cette thématique ne soit pas aussi une deuxième chose. Et pour désigner cette chose, je devrai recourir à un néologisme (mais pourquoi, à l'issue de cette fête de la créativité, me le refuserais-je?) : il faudrait que cette thématique ne soit pas un *refouloir*. En

effet, la question de l'anglicisme ne saurait pas être coupée de celle de la présence de l'anglais dans nos sociétés. Et la présence de l'anglais ne peut être envisagée hors de ses déterminations sociales, économiques et géopolitiques. La puissance économique des États-Unis, le rôle des conceptions économiques anglo-saxonnes dans la construction européenne, voilà des questions plus délicates à aborder, où nous risquons d'être un peu moins consensuels.

On peut certes parler de l'anglicisme. Mais le risque serait qu'on n'en traite que de manière strictement structurale, en coupant la question de ses lieux d'énonciation. Il y aurait dans ce refoulement quelque chose de déresponsabilisant, ce serait de la linguistique politiquement correcte. Il me semble donc que notre responsabilité, en tant qu'organismes de gestion linguistique, est la suivante : à partir de l'héritage que cet important colloque va laisser, de la masse de données et de concepts qu'il aura permis de mettre en place, il faudra que nous, destinataires de l'inventivité déployée au cours de ces journées, tirions des leçons politiques, sans faire l'impasse sur les déterminations dont je viens de parler. Si ce colloque a été spectaculairement fécond sur le plan scientifique, il faudra aussi qu'il le soit sur le plan politique; il devra nous encourager à déployer notre inventivité sur les manières d'aborder ces questions économiques et sociopolitiques.

■ LOÏC DEPECKER

Délégué général à la langue française
et aux langues de France

Je reprendrai le mot de Robert Vézina : « Nous ne sommes pas seuls. » Pensons bien que la détermination du Québec à brandir le flambeau de la langue française et de la francophonie et à garder son identité a été pour nous un aiguillon puissant. En France, je le vois bien, l'opinion n'est pas toujours portée sur ces questions de politique linguistique, d'aménagement, de traitement des anglicismes. Je pense que l'idée générale des Français, c'est qu'ils ne sont pas contre l'anglais, les anglicismes ne les gênent pas exagérément, mais beaucoup d'anglicismes, oui ! Il nous faut gérer cette contradiction. Le fait que le Québec ait cette détermination à garder son identité française nous a aidés à rechercher en France les équilibres nécessaires concernant la néologie et la question des anglicismes. L'idée centrale que j'ai poursuivie toutes ces années est de faire en sorte que des équivalents français de France ou venant du Québec ou d'autres pays de la francophonie puissent être proposés en France en équivalents de termes étrangers. Car on ne peut pas laisser le Québec aller seul et porter l'entière responsabilité de maintenir la langue française au niveau de la modernité.

La question des anglicismes, vous avez vu comment nous la traitons en France. Nous la traitons un peu sous le tapis ; il ne s'agirait pas de traduire des mots anglais, mais des mots étrangers. Mais les mots étrangers, il se trouve qu'ils sont le plus souvent anglais : on ne peut pas attendre des siècles que des mots français s'installent à leur place – s'ils s'installent jamais – ou se stabilisent.

Je me souviens de mes visites à l'Office de la langue française, notamment à partir des années 1980. Il y avait des personnes et souvent des personnages tout à fait gais, intelligents,

truculents, vraiment formidables, Pierre Auger, Louis-Jean Rousseau, Christiane Loubier, Pierrette Vachon-L'Heureux (j'en oublie forcément). Pierrette Vachon-L'Heureux, que je salue dans la salle, qui nous a toujours accueillis avec beaucoup de générosité et de sympathie. Il y avait aussi Gilles Leclerc, qui était terminologue. Je suis un jour entré à l'Office de la langue française : il était en train de travailler sur le terme *built-in obsolescence*. Pour sa recherche d'équivalent, Gilles Leclerc était plongé dans son dictionnaire de grec (le Bailly) pour voir si on ne pouvait pas trouver un étymon pour traiter ce terme. Je ne sais pas ce qu'il est advenu de sa recherche. En tout cas, la question posée était bonne : *obsolescence programmée* est aujourd'hui un terme absolument courant chez nous. Souvent, quand je vois ou entends ce mot, je repense à Gilles Leclerc. Je me rappelle également de termes très incrustés au Québec et sur lesquels vous vous battiez; je pense à *smoked meat*. J'ai vu récemment *viande fumée* ici ou là dans les restaurants et je trouve que cela passe très bien.

Le travail de néologie et de terminologie en commun, France et Québec, est donc possible, même s'il n'est pas toujours facile de s'ajuster. Pensez en tout cas que le Québec est de toute façon inspirant, car l'Office québécois de la langue française a souvent avant nous un équivalent pour les termes angloaméricains qui arrivent chez nous. C'est là qu'une organisation comme OPALE peut aider en élargissant le cercle de nos échanges. Il faut faire du français une langue moderne; mais il faut aussi faire en sorte qu'on la considère comme une langue moderne, ce qui est un autre travail, difficile lui aussi. Néologiser, c'est un travail, mais faire en sorte que ce travail de néologie aide à faire considérer le français comme une langue des sciences et techniques d'aujourd'hui, ce qu'elle reste à l'évidence, c'est beaucoup plus difficile. Il y a en effet quantité d'idées reçues sur ce sujet, notamment dans les milieux scientifiques. Je m'en

aperçois quand je me déplace en France dans les ministères et les cabinets ministériels. Le sentiment que l'anglais est désormais la seule langue des sciences et des techniques est très répandu, alors que c'est à l'évidence une illusion, comme le montrent les innombrables publications en français sur la toile. Il faut donc convaincre, convaincre que le français est une langue moderne, mais aussi une langue de la mondialisation.

Je compte donc que nous continuerons à travailler ensemble encore plus puissamment, avec vous, avec le Canada, avec les autres pays, pour faire en sorte que le français reste une grande langue de la mondialisation. Nous avons beaucoup d'atouts pour cela : notamment parce que les Chinois ont bien compris que le français est et restera l'une des grandes langues de la mondialisation.

■ FRANÇOIS GRIN

Président de la Délégation suisse à la langue française

Merci beaucoup, Robert!

J'ai aussi trouvé ce colloque extrêmement riche et, comme le disait Jean-Marie Klinkenberg, il nous a, notamment, servi à expliciter l'implicite. Ce n'est pas évident de faire du neuf avec une question dont on se préoccupe depuis aussi longtemps et sur laquelle tellement de choses ont déjà été dites et écrites. Mais j'ai l'impression que nous sommes allés plus loin en explicitant l'implicite. En ce qui me concerne, je retiens de ce colloque trois grandes idées. D'abord, l'intérêt de la combinaison des méthodologies et des approches. À titre personnel, en tant qu'économiste qui travaille sur les questions de langue, j'ai toujours été extrêmement sensible à l'interdisciplinarité. C'est un des axes majeurs d'un projet européen qu'on a brièvement évoqué hier et qui réunit 25 équipes dans 16 pays, mais surtout 10 disciplines différentes. À la demande explicite de la Commission européenne, nous avons pu mettre en œuvre cette interdisciplinarité. Je m'en réjouis tout particulièrement parce que j'ai vu des possibilités de matérialisation d'un thème qui me préoccupe depuis longtemps. Comment peut-on articuler dans une perspective de politique linguistique générale des questionnements et des méthodes qui concernent l'analyse du corpus et du statut linguistique? C'est le deuxième point fort de ce colloque. Là, je vois toutes sortes de choses qui peuvent être faites, et elles sont toutes plus passionnantes les unes que les autres.

Puis, le troisième point fort de ce colloque, c'est l'importance du contexte, sujet d'ailleurs abordé par Jean-Marie, hier. En effet, derrière les questions d'anglicismes qui nous préoccupent, il y a des questions de pouvoir, d'influence,

et d'équilibre géopolitique. Derrière ces combats, il y a la contribution que le français peut apporter à la multipolarité du monde. C'est une des choses qui rend utile la lutte pour le français, pour la francophonie. Je le dis, car j'ai commencé ma carrière en défendant le breton contre le français, le gaélique contre l'anglais, le gallois contre l'anglais en particulier. Récemment, j'ai travaillé à la promotion des langues aborigènes en Australie, qui doivent également faire face au rouleau compresseur qu'est l'anglais. J'ai l'impression qu'ici nous sommes revenus à ce constat important, c'est-à-dire que le phénomène des anglicismes s'incarne dans les questions de pouvoir et d'influence face auxquelles il faut réaffirmer la nécessité de la multipolarité du monde.

En ce sens, le français, en raison de sa position géopolitique particulière, a une responsabilité toute particulière dans ce domaine. Je suis donc très heureux de pouvoir participer à ces réflexions communes sur la place et le rôle du français. Comment positionne-t-on le français face, entre autres, à l'anglais? À mon avis, deux grands défis subsistent et je pense que nous aurons à les relever à l'avenir. D'une part, il y a celui des équilibres géopolitiques. Je pense que nous devons poursuivre, notamment, la réflexion sur ce qu'est la multipolarité du monde à l'heure de la mondialisation, et en particulier réfléchir aux possibilités de coopération et de collaboration que nous pouvons avoir entre les grandes linguasphères. Il y a la francophonie, la lusophonie, l'hispanophonie et l'anglophonie qui permettent d'éviter une uniformisation et qui contribuent au maintien de cette multipolarité du monde qui, je pense, est féconde en elle-même. J'ai eu l'occasion récemment de faire des analyses psychométriques des effets du multilinguisme sur la créativité. Résultat : plus on est différent, mieux c'est, parce qu'on est ainsi plus créatif. Oui! On est tous d'accord avec cette idée générale, mais de pouvoir l'illustrer avec des coefficients de corrélation, c'est encourageant. Ça me confirme que

nous devons travailler sur la diversité en tant que telle, et la francophonie a un rôle très spécifique à jouer pour atteindre cet objectif. Ça se manifeste en particulier dans le domaine des langues utilisées dans l'enseignement et la recherche, sur les plans de la science et de la formation. Nous devons absolument nous saisir de ce problème qui est stratégiquement un des plus importants dans ce domaine-là. Nous aurons probablement l'occasion d'y revenir au cours des prochains colloques du réseau OPALE.

D'autre part, les réflexions de ces deux derniers jours ont un certain nombre de retombées sur les enjeux internes pour la Suisse. Le français, comme vous le savez, est une langue minoritaire, parlée par environ 20 % de la population. La place du français comme langue seconde dans les systèmes d'enseignement non francophones du pays est un sujet important. Le débat autour de cette question s'inscrit dans un contexte plus vaste, naturellement influencé par le type de questions dont nous avons traité au cours des deux derniers jours. Et ces questions que nous connaissons, et auxquelles nous sommes confrontés régulièrement, renvoient aux deux grands enjeux que je vous ai mentionnés plus tôt, c'est-à-dire les équilibres géopolitiques et la multipolarité du monde ainsi que l'inscription de cette multipolarité dans tout ce qui relève des milieux scientifiques et universitaires.

J'aimerais remercier mes collègues, ici présents, ainsi que les membres de l'assistance pour cette concertation et ces échanges. Le réseau OPALE nous permet d'avoir régulièrement ces moments de concertation et d'échanges qui, pour nous, en tout cas en Suisse, sont extrêmement précieux. Je vois que nous allons pouvoir poursuivre ce travail lors des prochains colloques. Je crois que c'est en Belgique en 2017, en Suisse en 2018, mais je ne veux pas anticiper. J'aimerais avant tout remercier nos amis québécois pour leur accueil et, en conclusion, céder la parole à Robert Vézina.

■ ROBERT VÉZINA

Président-directeur général de l'Office québécois de la langue française

Alors, merci à tous les participants et participantes. Vraiment, nous sommes heureux d'avoir pu vous accueillir à cette rencontre, et si vous y avez trouvé autant d'intérêt que nous, alors la mission est vraiment accomplie. Alors, merci à tous et à toutes. Merci à mes collègues du réseau OPALE. On a vraiment derrière nous un très bon colloque.

BIOGRAPHIES DES CONFÉRENCIERS, CONFÉRENCIÈRES ET PANÉLISTES

CONFÉRENCE INAUGURALE

Chantal Bouchard, professeure agrégée
à l'Université McGill

Chantal Bouchard est linguiste et professeure au Département de langue et littérature françaises de l'Université McGill, à Montréal. Elle y enseigne l'histoire de la langue française, la sociolinguistique du français, la sémantique et la lexicologie, l'histoire du français au Canada, ainsi que la traduction de l'anglais vers le français. Elle est, notamment, l'auteure de *La langue et le nombril : une histoire sociolinguistique du Québec*. Elle a aussi contribué à la conception de l'ouvrage de synthèse *Le français au Québec, 400 ans d'histoire et de vie*, alors qu'elle était membre du Conseil de la langue française du Québec.

PREMIÈRE SÉANCE – L'ANGLICISME : UN PHÉNOMÈNE DE SOCIÉTÉ

Pierrette Crouzet-Daurat, chef de la mission
Développement et enrichissement de la langue
française à la Délégation générale à la langue française
et aux langues de France

Historienne de formation et traductrice, Pierrette Crouzet-Daurat dirige actuellement, au sein de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, la mission Développement et enrichissement de la langue française. Celle-ci s'appuie sur une équipe de six personnes qui animent et coordonnent le dispositif interministériel d'enrichissement de la langue française, en plus d'assurer le secrétariat permanent de la Commission d'enrichissement de la langue française et de suivre le travail de ses dix-neuf collègues d'experts.

Jean-François Baldi, délégué général adjoint à la
langue française et aux langues de France

Jean-François Baldi est délégué général adjoint à la langue française et aux langues de France, fonction qu'il a occupée auprès de Xavier North, puis de Loïc Depecker. À la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, il a auparavant été chargé de mission pour les affaires juridiques, puis chef de la mission Emploi et diffusion de la langue française. Il a également assumé diverses autres responsabilités dans le secteur public.

Dan Van Raemdonck, professeur à l'Université libre
de Bruxelles

Docteur en philosophie et lettres de l'Université libre de Bruxelles, Dan Van Raemdonck y enseigne la linguistique française. Ses recherches portent sur la morphologie et la

syntaxe du français (langue maternelle et étrangère), ainsi que sur la transposabilité du discours grammatical dans les écoles. Il est par ailleurs vice-président du Conseil de la langue et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

François Grin, professeur à l'Université de Genève et président de la Délégation suisse à la langue française

Professeur d'économie à la Faculté de traduction et d'interprétation de l'Université de Genève, François Grin y enseigne également la gestion de la diversité linguistique et culturelle. Spécialisé en économie des langues et en évaluation des politiques linguistiques, il intervient comme expert sur ces questions pour des organisations internationales et des autorités nationales ou régionales. Il dirige actuellement le projet MIME (Mobilité et inclusion dans le multilinguisme européen), financé par la Commission européenne. Il est président de la Délégation suisse à la langue française.

PREMIÈRE TABLE RONDE – LES ANGLICISMES DANS LA PUBLICITÉ

Jean-Marie Klinkenberg, professeur émérite de l'Université de Liège et président du Conseil de la langue française et de la politique linguistique

Jean-Marie Klinkenberg est professeur émérite de l'Université de Liège (Wallonie, Belgique), où il a mené des recherches en sémiotique, en rhétorique, en sociolinguistique et en sociologie des cultures francophones. Il préside le Conseil de la langue française et de la politique linguistique de son pays, mandat qui lui a été confié à trois reprises. Il a siégé au Haut conseil de la Francophonie, il est membre de l'Académie royale de Belgique et docteur *honoris causa* de plusieurs universités.

Grant Hamilton, président du cabinet de traduction Anglocom

Traducteur agréé diplômé de l'Université Laval, Grant Hamilton est le président-fondateur d'Anglocom, un cabinet de traduction de Québec. Formateur chevronné, M. Hamilton organise régulièrement des séminaires pour traducteurs professionnels et anime des séances de formation continue au Québec, aux États-Unis et en Europe. Il a aussi été pendant six ans chargé de cours en adaptation publicitaire à la New York University. M. Hamilton est l'auteur de diverses publications et il diffuse deux fois par jour des conseils de traduction et de rédaction sur son fil Twitter, @anglais.

Sophie Gagnon, vice-présidente aux communications et aux affaires publiques à CAA-Québec

Sophie Gagnon est diplômée en droit de l'Université de Montréal et titulaire d'un certificat en administration des affaires de l'Université du Québec à Montréal. Après avoir, depuis 2006, occupé différents postes de gestion en communications stratégiques au sein de CAA-Québec, M^{me} Gagnon est aujourd'hui vice-présidente communications et affaires publiques et membre de l'équipe de direction de cet organisme.

DEUXIÈME SÉANCE – LES ANGLICISMES DANS LES OUVRAGES DE RÉFÉRENCE QUÉBÉCOIS

Hélène Cajolet-Laganière, professeure associée à l'Université de Sherbrooke

Hélène Cajolet-Laganière est professeure associée à l'Université de Sherbrooke, à la Faculté des lettres et sciences humaines, membre du groupe de recherche CRIFUQ (Centre

de recherche interuniversitaire sur le français en usage au Québec), ainsi que coauteure et directrice éditoriale du dictionnaire en ligne *Usito*. Elle est également auteure ou coauteure d'une dizaine d'ouvrages de référence en rédaction technique, scientifique et administrative et en sociolinguistique. Enfin, elle a participé, en tant que commissaire, aux États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Julie Bérubé, agente de recherche au Conseil supérieur de la langue française

Julie Bérubé est agente de recherche au Conseil supérieur de la langue française (CSLF) depuis 2011. Ses travaux ont principalement porté sur l'usage des langues dans le transport aérien, sur les écrits de l'administration publique dans les médias sociaux et sur la maîtrise du français dans le milieu de l'éducation. Titulaire d'un doctorat en sciences du langage, elle s'intéresse particulièrement aux aspects sociolinguistiques de l'usage du français au Québec et en Acadie.

Jean Fontaine, lexicographe pour Druide informatique

Jean Fontaine est, depuis 1994, linguiste chez Druide, société québécoise qui édite le logiciel d'aide à la rédaction Antidote. Il fait partie de l'équipe qui travaille à la confection et à la mise à jour des dictionnaires inclus dans le logiciel. Il est coauteur de quatre dictionnaires papier dérivés d'Antidote. Il rédige depuis 2001 les « Points de langue » ainsi que le « Mot du jour Antidote », qui paraît depuis deux ans dans une demi-douzaine de journaux québécois.

TROISIÈME SÉANCE – EMPRUNTS ET LANGUES EN CONTACT

Adeline Simo-Souop, professeure à l'Université de Buea

Adeline Simo-Souop est titulaire d'un doctorat de sciences du langage de l'Université d'Aix-Marseille. Sa thèse a obtenu, en 2010, le Prix de sociolinguistique francophone. Elle est actuellement chargée de cours en linguistique à l'Université de Buea. Ses recherches portent sur la description du plurilinguisme et sur la didactique des langues.

Anna Joan-Casademont, professeure à la Télé-université de l'Université du Québec

Anna Joan-Casademont est professeure en linguistique et traductologie à l'Université TÉLUQ, au Québec. Ses intérêts en recherche et en enseignement portent, notamment, sur la terminologie, la variation sémantique et syntactique, la phraséologie, l'apprentissage des langues et les problèmes liés à la traduction. Ses langues de travail sont le catalan, l'espagnol, le français, l'anglais et le japonais. Elle enseigne également à l'Université de Montréal, dans le cadre de la mineure en études catalanes et au Département de linguistique et de traduction. Elle est membre régulière de l'Observatoire de linguistique Sens-Texte (OLST) de l'Université de Montréal et collaboratrice du groupe de recherche IULATERM (lexique, terminologie, discours de spécialité et génie linguistique) de l'Université Pompeu Fabra de Barcelone.

Yannick Bosquet-Ballah, linguiste à l'Université de Maurice

Yannick Bosquet-Ballah enseigne la linguistique et la sociolinguistique à l'Université de Maurice depuis 10 ans. Bénéficiaire d'une bourse dans le cadre du programme Horizons francophones du Bureau Océan indien de l'Agence universitaire de la Francophonie, elle a obtenu, en mai 2015, son doctorat de sciences du langage de l'Université de la Réunion, en cotutelle avec l'Université de Maurice. Ses recherches doctorales l'ont conduite, entre autres, à s'intéresser aux phénomènes de contact des langues dans l'espace public de l'île Maurice.

QUATRIÈME SÉANCE – LES ORGANISMES D'AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE ET LE TRAITEMENT DES EMPRUNTS

Johanne Maltais, terminologue à l'Office québécois de la langue française

Titulaire d'une maîtrise en linguistique, Johanne Maltais a travaillé une douzaine d'années comme lexicologue et lexicographe au sein de l'équipe du Trésor de la langue française au Québec, de l'Université Laval, où elle a participé à la rédaction du *Dictionnaire historique du français québécois*. Terminologue à l'Office québécois de la langue française depuis 2001, elle est responsable des politiques et des méthodes de travail. Depuis 2013, elle est membre du comité responsable du remaniement de la Politique de l'emprunt linguistique.

Francis Pedneault, terminologue à l'Office québécois de la langue française

Francis Pedneault, terminologue à l'Office québécois de la langue française depuis 2004, est titulaire d'un baccalauréat en traduction de l'Université Laval à Québec. Il a pris part à la création de vocabulaires dans le domaine du sport pour les Jeux olympiques de Vancouver, en plus de participer à l'élaboration de lexiques en aéronautique en collaboration avec diverses entreprises de ce secteur d'activité. Il fait également partie, depuis 2013, du comité chargé de la mise à jour de la Politique de l'emprunt linguistique.

Étienne Quillot, chargé de mission à la Délégation générale à la langue française et aux langues de France

Étienne Quillot est titulaire d'un diplôme d'études approfondies de lettres et civilisation portugaises. Il a occupé la fonction de terminologue dans diverses entreprises de 1988 à 2002. Depuis 2003, il est chargé de mission à la Délégation générale à la langue française et aux langues de France. Il est responsable du suivi des groupes d'experts de terminologie et de néologie au sein du dispositif d'enrichissement de la langue française.

CINQUIÈME SÉANCE – NATURE ET TYPOLOGIE DES ANGLICISMES

Vincent Renner, professeur à l'Université Lumière Lyon 2

Vincent Renner est professeur de linguistique anglaise à l'Université Lumière Lyon 2 et il est membre du Centre de recherche en terminologie et traduction de cette même université. Il est spécialiste de lexicologie comparée français-anglais et a récemment travaillé sur les faux

anglicismes en français et dans les langues romanes. Il travaille actuellement à la publication d'un recueil d'articles sur l'influence de l'anglais sur les structures lexicales des langues d'Europe et d'ailleurs, du français au japonais.

Laurent Gajo, professeur à l'Université de Genève

Laurent Gajo est professeur au Département de linguistique de l'Université de Genève, où il dirige l'École de langue et de civilisation françaises. Linguiste de formation, il a développé une spécialisation en matière d'analyse de l'interaction en classe bilingue, de didactique du plurilinguisme, de politique linguistique et de plurilinguisme dans la science. Il a récemment participé au projet européen DYLAN (Dynamique des langues et gestion de la diversité). Depuis 2009, il est membre de la Délégation suisse à la langue française.

DEUXIÈME TABLE RONDE – LES ANGLICISMES DANS LES MÉDIAS D'INFORMATION

Jean-Benoît Nadeau, auteur, journaliste et conférencier

Jean-Benoît Nadeau a fait ses études à l'Université McGill, où il a obtenu un baccalauréat en sciences politiques et histoire. Il travaille comme chroniqueur au quotidien *Le Devoir*, comme éditorialiste chez *Avenues.ca* et comme collaborateur au magazine *L'actualité*. Il est, notamment, l'auteur de *La Grande Aventure de la langue française* (Québec Amérique), de l'ouvrage *Le français, quelle histoire!* (Le Livre de Poche), ainsi que du livre *Les Français aussi ont un accent* (Payot).

Steve Bergeron, journaliste au journal *La Tribune*

Journaliste au quotidien *La Tribune* de Sherbrooke depuis 1994, Steve Bergeron est affecté à la couverture des arts et spectacles depuis 2001 et a été nommé chef des pages culturelles en 2015. Il signe également la chronique « Séance d'orthographe » depuis 2003. Au fil des ans, M. Bergeron est devenu une référence en matière de français à la fois pour ses collègues et pour ses lecteurs. En 2007, il a reçu le prix Camille-Laurin de l'Office québécois de la langue française.

Marc-André Sabourin, journaliste indépendant

Marc-André Sabourin est titulaire d'un baccalauréat en journalisme de l'Université du Québec à Montréal. Il a fait ses premiers pas dans le métier en 2008, grâce à un stage offert par le quotidien *Le Soleil*. Aujourd'hui, il est journaliste indépendant et, notamment, collaborateur aux magazines *L'actualité*, *Québec Science* et *Protégez-Vous*. Il écrit régulièrement sur la technologie et l'entrepreneuriat, deux domaines où les anglicismes sont légion. En 2015, il a été au cœur du projet Aidez l'OQLF à franciser cinq mots technos, sur le blogue *Vie numérique*.

SIXIÈME SÉANCE – LES EMPRUNTS À L'ANGLAIS : ASPECTS SOCIOLINGUISTIQUES ET DIACHRONIQUES

Shana Poplack, professeure éminente à l'Université d'Ottawa

Shana Poplack est professeure éminente à l'Université d'Ottawa et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en linguistique. M^{me} Poplack s'intéresse au parler spontané des gens ordinaires, surtout en contexte bilingue et minoritaire. Elle a fondé et dirige depuis 1982 le Laboratoire de sociolinguistique, qui renferme des milliers d'heures d'enregistrements du français et de l'anglais parlés au Québec et en Ontario, ainsi que des enregistrements de douze autres langues en situation de contact avec l'une ou l'autre des langues officielles du Canada. Elle a abondamment publié sur les manifestations linguistiques du bilinguisme, y compris sur l'alternance de codes (*code-switching*), sur l'emprunt et sur la convergence grammaticale provoquée par le contact entre les langues.

Loïc Depecker, délégué général à la langue française et aux langues de France

Loïc Depecker, ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé de grammaire, est professeur en sciences du langage à l'Université Paris-Sorbonne. Il a occupé plusieurs postes à responsabilité de 1980 à 1996 au sein des services du Premier ministre et du ministère de la Culture et de la Communication. Il est expert AFNOR et président fondateur de la Société française de terminologie. Il est spécialisé dans l'étude des vocabulaires scientifiques et techniques, comme en font foi les travaux qu'il mène depuis plus de 30 ans dans les commissions de terminologie en France et à l'AFNOR. Il est actuellement délégué général à la langue française et aux langues de France.

opale

Organismes francophones
de politique et d'aménagement linguistiques

9310.2017-08

Office québécois
de la langue
française

Québec

